Gilles Bourque
(1977)

L'État capitaliste et la question nationale

Un document produit en version numérique conjointe
de Jean-Marie Tremblay et Marcelle Bergeron, bénévoles,
Courriels: jmt_sociologue@videotron.ca et mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique conjointement
par Jean-Marie Tremblay et Marcelle Bergeron, bénévoles,

Courriels: jmt_sociologue@videotron.ca et mabergeron@videotron.ca

GILLES BOURQUE

L'État capitaliste et la question nationale. Montréal : Les Presses de
l'Université de Montréal, 1977, 384 pp.

M Gilles Bourque, sociologue retraité de l'enseignement de l'Université du
Québec à Montréal, nous a accordé le 11 juillet 2004 son autorisation de diffuser
électroniquement toutes ses œuvres dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : bourque.gilles@uqam.ca

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour
Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée samedi, le 16 mars 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay,
Québec.

Gilles Bourque
(1977)

Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1977, 384 pp.

Quatrième de couverture

La question nationale constitue l'un des champs théoriques les plus mal explorés des sciences sociales. À travers la lecture critique d'auteurs marxistes, cet ouvrage tente de repérer des éléments théoriques pertinents pour l'élaboration d'une théorie systématique. Ce travail permettra d'énoncer un ensemble de propositions qui pourront paraître téméraires. Cette témérité est nécessaire pour relancer un débat qui stagne encore en s'alimentant trop facilement d'évidences et d'idées reçues.

Gilles Bourque est professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal. Il a été membre du comité de rédaction de la revue Parti pris et a dirigé la revue Socialisme québécois. Il se spécialise dans l'analyse de la question nationale et des classes sociales au Québec.

Table des matières

INTRODUCTION

CHAPITRE I : Sur l'instance économique

SECTION I : SUR LE MARCHÉ

1. [Le marché chez les auteurs non marxistes](#)
2. [Les auteurs marxistes](#)
 - 2.1 [Marx](#)
 - 2.2 [Lénine](#)
3. [Le marché national](#)
 - 3.1 [Marché et formation sociale](#)
 - 3.2 [L'articulation du marché intérieur](#)
4. [Effet de dissolution du marché](#)
5. [Conclusion](#)

SECTION II : SUR LES RAPPORTS DE PRODUCTION

1. [Idéologie bourgeoise et procès de production](#)
 - 1.1 [Libéralisme et individualisme](#)
 - 1.2 [Isolement et marché](#)
 - 1.3 [L'idéologie nationaliste](#)
 - 1.4 [Sur le thème du masque](#)
 - 1.5 [Idéologie religieuse et idéologie nationaliste](#)
2. [Question nationale et spécificité du MPC](#)
3. [Et la lutte des classes ?](#)

CONCLUSION SUR L'INSTANCE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE II : Sur l'État

1. Vers une théorie de l'État national
 - 1.1 Les non-marxistes
 - 1.2 Les marxistes
2. La nation comme centre spéculaire
3. Nation et harmonie des appareils
4. Nation et appareils d'État
5. La détermination de l'idéologie nationaliste
6. Conclusion

CHAPITRE III : Sur la notion de nation

I. LA NATION CHEZ QUELQUES AUTEURS NON MARXISTES

1. Max Weber
 - 1.1 Le groupe ethnique
 - 1.2 La nation
2. Hans Kohn
3. Rupert Emerson
4. Karl W. Deutsch
 - 4.1 Qu'est-ce qu'une nation ?
 - 4.2 Nation et classes
5. Marcel Mauss
 - 5.1 Définition de la nation
 - 5.2 Classification
6. Leonard W. Dobb

II. [LA NOTION DE NATION CHEZ LES MARXISTES](#)

1. [Marx](#)
 - 1.1 [Nation et modes de production](#)
 - 1.2 [L'unité bourgeoise de la nation](#)
2. [Lénine](#)
3. [Staline](#)
 - 3.1 [La nation comme effet du MPC](#)
 - 3.2 [La critériologie stalinienne](#)
 - 3.2.1 [La langue et l'État](#)
 - 3.3 [La communauté de culture](#)
 - 3.4 [Otto Bauer](#)
4. [Mao Tsé-Toung](#)
 - 4.1 [La nation comme unité sociologique](#)
 - 4.2 [Sur la culture nationale](#)
5. [Conclusion](#)

III. [LA NOTION DE NATION](#)

1. [La problématique léniniste](#)
2. [Réalité de la nation ou réalité de la notion](#)
3. [Sur un appareil conceptuel à construire](#)
4. [Sur les groupes linguistiques](#)
5. [Langue et groupes linguistiques](#)

[CONCLUSION SUR LA NOTION DE NATION](#)

CHAPITRE IV : Classes, alliances de classes et conjoncture

1. Primauté des classes
 - 1.1 Position prolétarienne
 - 1.2 Agir sur la contradiction
 - 1.3 Prolétariat et alliances de classes
 - 1.4 Paysannerie et question nationale
 - 1.5 Sur l'eurocentrisme
2. Primauté de la conjoncture
 - 2.1 Deux phases et trois types
 - 2.2 Deux formes de lutte
 - 2.3 Conclusion
3. Primauté du politique
 - 3.1 Autodétermination et autonomie relative du politique
 - 3.1.1 Bauer et l'opportunisme de droite
 - 3.1.2 Lénine et Luxemburg
 - 3.1.2.1 Impérialisme et question nationale
 - 3.1.2.2 Sur le droit à l'autodétermination
 - 3.1.2.3 La critique de Lénine
 - 3.2 Autodétermination et démocratie
4. L'unité de l'intervention léniniste
 - 4.1 Droit à l'autodétermination et position prolétarienne
 - 4.2 Sur le dualisme de la pratique prolétarienne
 - 4.3 Droit à l'autodétermination après la révolution
 - 4.4 État et formation politique prolétarienne
 - 4.5 La langue et les structures scolaires
 - 4.6 Sur un certain juridisme
5. Conclusion

CHAPITRE V : Sur la domination intérieure

1. Prolégomènes

1.1 Quelques garde-fous sémantiques

1.2 Sur une querelle de mots

1.3 Quelques marxistes

1.3.1 Lénine

1.3.2 Staline

1.3.3 Luxemburg

1.3.4 Marx et l'Irlande

2. Inégalité du développement intérieur et question nationale

2.1 Otto Bauer

2.2 Le cas québécois

2.3 Sur une contre-tendance

2.3.1 Le Québec dans l'ensemble canadien

2.3.2 Encore une fois Otto Bauer

2.3.3 Le Québec et l'Amérique du Nord

2.4 La surdétermination du politique

2.5 Et malgré tout si

3. Conclusion

CHAPITRE VI : Sur la domination impérialiste

1. Sur quelques marxistes
 - 1.1 Marx
 - 1.2 Lénine
 - 1.3 Luxemburg
 - 1.4 Boukharine
2. L'articulation des formations sociales
 - 2.1 Inégalité à l'échelle mondiale
 - 2.2 Le cas québécois et canadien
 - 2.3 Sur un contre-effet
 - 2.4 La chaîne impérialiste et l'articulation des modes de production
3. Sur une reproduction élargie
 - 3.1 Rapports mondiaux et articulation des spécificités : l'apport de Mao Tsé-Toung
 - 3.2 Contre-effet et reproduction élargie
 - 3.3 Notes sur le nationalisme dans la théorie
 - 3.4 Prolétariat et spécificité nationale
 - 3.5 Et l'expression de « domination nationale »
4. Conclusion

CHAPITRE VII : Sur des transitions

1. Sur une consécration et des origines
 - 1.1 Les non-marxistes
 - 1.1.1 Kohn
 - 1.2 Question nationale, État et transition au capitalisme
2. Et après
 - 2.1 Marx, le communisme et la question nationale
 - 2.2 Lénine et la transition
 - 2.3 Staline et Lénine : le cas géorgien
 - 2.4 La question nationale durant la transition au socialisme
 - 2.5 Transition et rapports mondiaux capitalistes
3. Spécificité de la transition à la périphérie : la contribution de Mao Tsé-Toung
4. Conclusion

CONCLUSION GÉNÉRALE

BIBLIOGRAPHIE

Cet ouvrage a été publié grâce à une subvention du Conseil canadien de recherche en sciences sociales, dont les fonds proviennent du Conseil des arts du Canada.

à mon camarade michel van schendel

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

« Qu'est-ce qui a donné cette vogue au nationalisme, à l'époque contemporaine ? Nous ne le savons vraiment pas. C'est dommage, car si nous le savions, nous pourrions prévoir correctement son développement ultérieur ¹ » C'est sur cette interrogation désarmante que Carlton J. H. Hayes termine une imposante étude sur l'histoire du nationalisme. On peut s'interroger sérieusement sur la validité d'un long travail sur un type spécifique d'idéologie qui ne parvient même pas à décrypter, ne serait-ce que sommairement, les effets de détermination à travers lesquels il s'articule.

Nous ne saurions cependant tenir trop grande rigueur à l'auteur car son aveu, aussi étonnant qu'il paraisse, révèle un état de fait. La question nationale, il n'est pas téméraire de l'affirmer, constitue l'un des champs d'analyse les plus mal explorés par les différentes disciplines des sciences sociales. Au sein du courant non marxiste, on a très peu progressé depuis que Max Weber a affirmé la nécessité de rejeter la notion de groupe ethnique et manifesté les mêmes réticences devant la notion de nation. D'ailleurs, nombre de travaux sur la question visent avant tout à démontrer la fausseté du marxisme.

La question nationale semble la voie royale d'une possible contestation de la justesse scientifique du matérialisme historique. Ainsi la réalité nationale invaliderait la primauté théorique et pratique de la lutte des classes ². De la même

¹ C. J. H. Hayes, *The Historical Evolution of Modern Nationalism*, New York, Russell and Russell, 1968, p. 302.

² Selon Rupert Emerson, « Malgré un intérêt grandissant pour la question, Marx et les marxistes n'ont jamais pu rendre compte de façon satisfaisante du nationalisme : les nations ont une originalité irréductible et une capacité de survivance qui les rendent embarrassantes et les font déborder du cadre étroit du marxisme. Elles ne peuvent être subordonnées à la lutte des classes ni dissoutes dans la dialectique ; ni la classe ouvrière ni la bourgeoisie ne semblent vouloir agir comme elles devraient le faire. Plus on analyse attentivement les thèses du marxisme sur la

façon, elle anéantirait la théorie de la détermination en dernière instance de l'économique¹. On en appelle à l'occasion à l'exemple de l'U.R.S.S., où la résurgence du nationalisme démontrerait que la question nationale n'est pas un effet du MPC (mode de production capitaliste)². Souvent on se félicite du fait que la classe ouvrière soit imprégnée de l'idéologie nationaliste³.

En toute justice, nous devons également reconnaître que la question nationale reste un domaine relativement peu exploré par le matérialisme historique. Ainsi, Orr peut-il écrire dans un article de la revue *Partisans* : « Pourquoi un autre texte de la gauche révolutionnaire sur le problème national ?... Si en dépit de toute cette littérature, la gauche manifeste toujours un intérêt suffisant pour justifier la publication d'un autre volume sur ce sujet, cela signifie que ce qui a été dit dans le passé n'a guère apporté de réponse satisfaisante⁴. » L'auteur va même jusqu'à parler du « malaise ressenti par de nombreux socialistes révolutionnaires face à l'attitude à adopter sur le problème national⁵ ».

On peut vérifier l'absence de concepts clairs dans les textes se réclamant du matérialisme historique au niveau même de leur utilisation de la notion de nation. Ainsi Guy Dhoquois écrit, à ce propos, ces phrases relativement équivoques : « Un peuple existe peut-être davantage en soi, une nation davantage pour soi. Ce genre d'étude est sans doute difficile. La nation déjà au sens de Jules César... est un résultat de l'histoire, des structures et des conjonctures, des infrastructures et des superstructures. C'est une notion fluide⁶. » L'utilisation de la notion de nation dans la plupart des écrits marxistes pose donc un problème théorique sur lequel on s'est relativement peu penché. Ce laxisme remonte d'ailleurs à Marx lui-même chez qui

question nationale, plus il devient clair qu'elles reposent sur des assertions arbitraires et qu'elles ne justifient pas les prétentions scientifiques du marxisme » (cf. R. Emerson, *From Empire to Nation*, Boston, Beacon Press, 1969, p. 171).

¹ R. Emerson, *ibid.*, p. 175.

² Voir entre autres B.C. Shafer, *Nationalism, Myth and Reality*, New York, Harcourt, Brace and World Inc., 1955, p. 174.

³ Ainsi, selon Marcel Mauss : « On appelle communément ces idées du nom d'internationalisme. » « Mais le langage courant est vicieux. Il confond en effet deux sortes d'attitudes morales bien distinctes. » « Nous proposons de réserver le nom de cosmopolitisme à la première. C'est un courant d'idées et de faits même qui tendent réellement à la destruction des nations, à la création d'une morale où elles ne seraient plus les autorités souveraines, créatrices de la loi, ni les buts suprêmes dignes de sacrifices consacrés dorénavant à une meilleure cause, celle de l'humanité. Il ne faut pas sous-estimer ce mouvement. Mais si nous tenons à être juste il ne faut cependant pas lui donner une bien grande importance. La vogue qu'il a est celle d'une secte, renforcée par l'existence d'un État communiste en Russie. Elle cessera avec ses causes. D'autre part les classes ouvrières elles-mêmes sont de plus en plus attachées à leurs nations. Elles sont de plus en plus conscientes des intérêts économiques nationaux, en matière de travail et d'industrie... Ces idées n'ont ni plus ni moins de chances de devenir des idées-forces que toutes les utopies » (M. Mauss, *Œuvres complètes*, Paris, Minuit, 1969, t. III, p. 629).

⁴ A. Orr, « À qui accorder le droit d'autodétermination », *Partisans*, n° 59-60, 1971, p. 59.

⁵ *Ibid.*

⁶ G. Dhoquois, *Pour l'histoire*, Paris, Anthropos, 1971, p. 280.

il est impossible de repérer une théorie de la question nationale ni même une utilisation systématique de la notion de nation.

Chez Staline, les marxistes peuvent trouver une tentative de définition. On considère même souvent qu'il s'agit là de sa seule véritable contribution théorique au matérialisme historique. Mais il est assez ahurissant de constater jusqu'à quel point les textes staliniens sont acceptés sans critique. Tout se passe le plus souvent comme si le problème théorique avait été réglé définitivement sans qu'il soit besoin d'y revenir soit pour élargir l'analyse, soit pour la remettre en question. Trop de marxistes, depuis la publication de ce texte, nous semblent « fonctionner à la scolastique », de façon telle que toute discussion sur la question nationale ne peut se terminer que par l'ouverture du casier « définition de la nation donnée par Staline ». Et pourtant...

Il suffit d'essayer de faire l'histoire d'une formation sociale au Sein de laquelle se trouve posée de façon plus ou moins aiguë la question nationale, pour que les belles assurances s'envolent en fumée. On se rend compte dès cet instant que, si le matérialisme historique permet de placer la question nationale dans son rapport avec la lutte des classes, il n'a pas encore donné lieu à une connaissance théorique permettant une approche systématique.

C'est là du moins les premières conclusions auxquelles nous avons été conduit. Et nous avons cru à l'utilité d'un travail théorique particulier sur la question nationale. Cette démarche exigeait, selon nous, une relecture systématique des principaux textes marxistes (et non marxistes) portant sur le sujet. Nous avons commencé ce travail et, à mesure que nous progressions, nous avons été convaincu de la nécessité d'une telle lecture. Nous croyons en effet qu'il existe un corpus théorique marxiste permettant de poser correctement la question nationale. Mais celui-là n'est pas donné directement et seule une lecture très attentive peut permettre de le « découvrir ».

Nous nous sommes donc penché de façon très attentive sur quelques-uns des principaux textes marxistes (et non marxistes). Un premier repérage nous a permis de distinguer « deux questions nationales » : celle de l'État (national) et celle de la nation comme groupe social spécifique. À ce premier niveau, nous avons cru déceler chez Lénine les éléments fondamentaux d'un corpus qui pose les conditions d'une théorie de l'État national comme effet du mode de production capitaliste. Sous cet angle, le problème ouvre directement sur une autre question : la conceptualisation de la réalité que recouvre la notion de nation. C'est, on le sait, la tâche à laquelle s'attaque Staline. Quelles sont les véritables implications théoriques de cette introduction de la question du groupe national, lieu central de la contribution stalinienne ? Nous ne pouvons les évaluer correctement qu'à partir de la thèse léniniste, de même qu'à la suite de l'analyse de l'apport de Mao Tsé-Toung à la question qui nous intéresse.

Nous tenterons donc, à travers la lecture critique d'auteurs marxistes et non marxistes, de poser correctement le lieu théorique de la question nationale. Est-il besoin de souligner que ce travail ne se prétend nullement exhaustif sur le problème général qu'il aborde, non plus que sur l'étude de la contribution de chacun des textes analysés. Nous ne nous prétendons pas exégète des auteurs auxquels nous nous référons. Nous n'avons cherché que des éléments théoriques pertinents, sachant très bien que chacune des thèses avancées et chacune des analyses de chaque auteur devront être soumises à une critique serrée et qu'elles devront être remaniées en conséquence. Nous croyons cependant qu'un tel travail devait être entrepris, car ce type d'exposé pourra sans doute permettre de poser les bases d'études plus systématiques.

Nous tenterons de poser la relation de la question nationale au mode de production capitaliste en analysant les effets de détermination de ce dernier aux niveaux économique, politique et idéologique. Ceci nous permettra d'aborder ensuite le difficile problème de la conceptualisation de la notion de nation. Nous serons alors en mesure de traiter des problèmes plus spécifiques de l'intervention du mouvement ouvrier dans la question nationale, des différentes formes de l'oppression nationale, ainsi que de la question des transitions au capitalisme et au socialisme.

Cette démarche nous conduira à énoncer un ensemble de propositions qui pourront paraître téméraires. Nul sans doute n'en est plus conscient que le signataire. Mais cette témérité nous semble nécessaire pour relancer un débat qui stagne encore en s'alimentant trop facilement d'évidences et d'idées reçues.

CHAPITRE I

SUR L'INSTANCE ÉCONOMIQUE

SECTION I :

SUR LE MARCHÉ

[Retour à la table des matières](#)

Le matérialisme historique pose le marché comme lieu déterminant de l'analyse de la question nationale. La théorie matérialiste de l'articulation des instances économique, politique et idéologique sous la détermination en dernière instance de la première, s'y trouve tout entière mise en œuvre. Elle ne se livre pas, cependant, de manière claire et systématique. Elle trace son chemin progressivement en butte aux idéologies et aux obstacles épistémologiques dont l'omniprésence ne cesse de semer des embûches à la production d'une connaissance scientifique pleinement articulée. L'importance du marché, élément déterminant de l'analyse, n'apparaît pas une fois pour toutes comme positivité éclatante et indiscutable. Elle s'éclaire progressivement, à travers l'histoire d'un travail théorique difficile. La pratique scientifique ne peut de plus, là comme ailleurs, déboucher sur un ensemble d'énoncés absolus, sur l'univers clos de la reconnaissance de sa propre vérité. La connaissance produite mène certes à un point de non-retour sur l'idéologie qui jusque-là la brouillait, en même temps qu'à une ouverture sur un champ jusque-là plus ou moins voilé. Ce point d'ouverture sur un nouveau secteur de connaissance définit cependant le lieu d'une nouvelle lutte contre l'idéologie prête à occuper la partie du terrain non encore investie.

1. LE MARCHÉ CHEZ LES AUTEURS NON MARXISTES

[Retour à la table des matières](#)

La prégnance de l'idéologie sur la pratique scientifique dans l'analyse de la question du marché national s'impose de multiples manières. Nous n'en prendrons ici que quelques exemples dans la littérature non marxiste.

L'opération privilégiée consiste à voiler la détermination en dernière instance de l'économie. Dans sa forme la plus vulgaire, elle minimise l'importance de ce qu'on appelle les facteurs économiques. Les travaux de Rupert Emerson nous en offrent un bon exemple. Voyons comment il pose la relation entre l'instance économique et la question nationale :

Quoique les nations puissent être, elles ne sont pas... le résultat de processus économiques. Même si les facteurs économiques ont été, sous bien des aspects, d'une importance capitale dans l'éveil des consciences nationales, ils n'ont joué qu'un rôle accessoire dans la formation des nations elles-mêmes. La formule la plus juste, quoique paradoxale et présentant un double volet, devrait être la suivante : le nationalisme a été immensément influencé par le jeu des forces économiques, en particulier par la très grande importance qu'ont eue les transformations économiques dans l'établissement des conditions sous lesquelles il est apparu; mais les communautés nationales sur lesquelles le nationalisme est fondé ne sont pas elles-mêmes des créations économiques et ne peuvent être expliquées en termes économiques ¹.

Après avoir concédé une importance centrale aux « facteurs économiques », Emerson annihile presque complètement leur efficace en déplaçant la détermination en dernière instance vers l'idéologie (conscience nationale), en passant par l'instance politique. La position d'Emerson est absolument contradictoire. Le paradoxe n'a malheureusement rien à voir avec l'explication scientifique. On peut se demander en quoi les transformations économiques agiraient sur l'idéologie (nationalisme) sans influencer d'une quelconque façon sur la formation de la communauté nationale. Cette position est donc théoriquement insoutenable et relève à la fois de l'idéalisme, l'idéologie nationaliste étant en dernière instance l'effet de détermination de la nation, et de la problématique du sujet (collectif), la nation déterminant les formes spécifiques de sa propre communauté. Soulignons enfin qu'Emerson confond matérialisme historique et économisme. Le matérialisme historique, comme on le verra, ne soutient nullement que la question nationale est une simple résultante de l'instance économique, mais bien l'effet dialectique de transformations provoquées par la structuration des trois instances du mode de production capitaliste. Une seconde variante, plus nuancée, consiste à cacher la détermination en dernière instance en la dissolvant dans la reconnaissance de la pluralité des « facteurs » politique, idéologique et économique présentés comme étant d'égale importance. C'est bien ce que pratique Marcel Mauss :

Ici tout s'accorde ; le développement des droits publics est en effet fonction de l'état économique de la société, et inversement : le processus qui a formé les nations était à la fois économique d'une part, de l'autre moral et juridique. Il fallait que l'idée de nation fût présentée à la masse française et allemande pour qu'elles se donnassent une unité économique ; il fallait réciproquement que l'unité économique fût une nécessité

¹ R. Emerson, *From Empire to Nation*, op. cit., p. 170.

matérielle pour prévaloir sur les intérêts établis dans les économies formées des villes, des petits États et des provinces ¹.

Bien sûr, le reste de l'analyse proposée par Mauss quittera le terrain de l'égalité des facteurs pour se rabattre sur une position idéaliste fort semblable à celle d'Emerson. Voilà une autre preuve que le terrain neutre de l'unité sanctionnant une pluralité d'éléments de détermination égaux ne peut être sauvegardé que dans un discours directement idéologique (celui de l'idéologie libérale). Toute pratique théorique tendra, du moins implicitement, à établir une hiérarchie dialectique entre les instances des modes de production. D'autres auteurs, plus sophistiqués (?), maquillent la détermination de l'économique en la défigurant par des éléments d'une autre instance. Ainsi, pour Deutsch, l'avènement de la société industrielle apparaît comme déterminant dans le développement et l'affirmation de la question nationale. Il parle plus précisément de la transition des sociétés agricoles aux sociétés industrielles ².

Mais pour Deutsch, l'effet de l'économique s'analyse de curieuse façon : le marché et la concurrence créant l'insécurité, en même temps que le besoin de réussite, provoqueront la tendance au regroupement national ³. Le psychologisme a donc ici pour effet d'aplanir la complexité de l'instance économique et de bloquer toute connaissance véritable de la relation de cette dernière avec la question nationale.

Ailleurs, il ne s'agira pas de travestir l'économique sous l'effet d'une autre instance, mais de restreindre l'analyse à l'un de ses éléments : les forces productives. Ainsi Shafer insiste davantage sur la technologie que sur l'ensemble de l'instance économique considérée comme articulation des forces productives et des rapports de production. La nation ne serait pas l'effet spécifique du mode de production capitaliste en tant que tel, mais bien plutôt le résultat du développement de la technologie. L'analyse ne retient en effet que le développement des moyens de communication (chemins de fer, canaux, téléphone...) comme facteurs déterminants ⁴.

Soulignons enfin que, de la même façon, chez Deutsch, l'emploi d'une typologie binaire (société industrielle-société agricole) masque la spécificité des rapports de production. Il ne peut donc pas produire de connaissance satisfaisante sur le rôle que joue l'instance économique dans la constitution des nations lors du passage au capitalisme ⁵.

¹ Marcel Mauss, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. III, p. 577.

² K. W. Deutsch, *Nationalism and Social Communication*, Cambridge, The M.I.T. Press, 1969, p. 176.

³ *Ibid.*, p. 101.

⁴ B. C. Shafer, *Nationalism, Myth and Reality, op. cit.*, pp. 68-69.

⁵ Ainsi, en faisant disparaître de l'instance économique les rapports de production, Deutsch ne peut que s'appuyer sur la théorie de la circulation des élites de Pareto, lorsqu'il tente d'aborder la

2. LES AUTEURS MARXISTES

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire de l'analyse de la question nationale dans le cadre du matérialisme historique révèle elle-même la présence de nombreux écueils ¹.

2.1 Marx

Ainsi Marx est-il amené à poser le fondement d'une relation juste entre le mode de production capitaliste, le marché intérieur et la question nationale : c'est la grande industrie qui crée le marché national :

Pourtant la période manufacturière proprement dite ne parvient point à rendre cette révolution radicale. Nous avons vu qu'elle ne s'empare de l'industrie nationale que d'une manière fragmentaire, sporadique, ayant toujours pour base les métiers des villes et l'industrie domestique des campagnes ².

Mais cette relation, en plus d'être davantage énoncée ou suggérée qu'analysée, se dissout dans un ensemble historiciste qui empêche toute production de connaissance véritable.

Comme nous le verrons avec plus de précision dans le chapitre consacré à la notion de nation, l'approche de Marx empêche de mesurer la spécificité de la relation MPC – question nationale. La grande industrie n'est ici considérée que comme un achèvement, un aboutissement qui conférerait sa véritable dimension nationale au marché ³.

Le capital et la grande industrie ne consacraient que l'« unité bourgeoise de la nation », toute formation sociale étant plus ou moins nationale depuis des temps immémoriaux. Cette perspective historiciste explique d'ailleurs en partie le fait que Marx s'en tienne à l'affirmation d'une relation fabrique-marché national sans l'expliquer. Elle force Marx à évacuer la question fondamentale du champ délimité

question des classes sociales (voir K. W. Deutsch, *Nationalism and Social Communication*, op. cit., p. 102).

¹ Nous rejetons, bien sûr, toute position sectaire affirmant la justesse absolue et définitive de toutes les thèses posées dans le cadre du marxisme, face à la condamnation définitive de tous les travaux ne se réclamant pas du matérialisme historique. Comme s'il y avait ici pure connaissance scientifique et là absolue fausseté idéologique. Est-il besoin de souligner que cet ultra-stalinisme ne pourrait relever que de l'idéalisme considérant l'histoire des sciences comme une accumulation progressive et continue de vérités absolues.

² K. Marx, *le Capital*, Paris, Éditions sociales, 1967, t. III, p. 190.

³ K. Marx et F. Engels, *l'Idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1971, pp. 26-27.

par sa propre pratique : la question de l'effet de rupture (et donc de spécificité) que produit le MPC sur la formation sociale en posant la question nationale ¹.

2.2 Lénine

[Retour à la table des matières](#)

Lénine affirmera cet effet de rupture. Ses textes permettront ainsi d'ouvrir le champ de la question nationale à l'investigation scientifique. C'est bien dans la nécessité capitaliste de la création du marché intérieur qu'il découvrira la détermination fondamentale suscitant l'apparition de la question nationale. Nous y reviendrons. Qu'il nous suffise ici de constater que, pour Lénine, le capitalisme ne sanctionne pas une évolution plus ou moins longue, mais qu'il détruit l'articulation des modes de production antérieurs :

Le capital détruit le cloisonnement et l'esprit de clocher, remplace les petites divisions moyenâgeuses entre agriculteurs par une seule grande division, qui porte sur l'ensemble de la nation, la division en classes qui occupent des places différentes dans le système général de l'économie capitaliste ².

L'apparition du marché national est donc analysée dans toute sa spécificité. Bien sûr, Lénine ne substitue pas aux étirements historicistes le miracle de la création spontanée. Il analyse le marché national dans son processus de constitution. Ainsi, à propos de la formation sociale russe, il écrit :

... la société était composée d'une masse d'unités économiques homogènes (familles paysannes patriarcales, communautés rurales primitives, domaines féodaux). Chacune de ces unités exécutait tous les genres de travaux depuis la production des matières premières jusqu'à leur préparation définitive pour la consommation. Sous le régime de l'économie marchande se forment des unités économiques de la division sociale du travail qui constitue le facteur essentiel dans le processus de formation d'un marché intérieur pour le capitalisme ³.

¹ Cet historicisme atteint d'ailleurs un degré relativement paradoxal lorsque, avec Otto Bauer, reprenant Engels, il donne lieu à une dichotomisation entre des nations historiques et des nations sans histoire. Ainsi certaines nations, après avoir connu une histoire (« les Wendes eurent une histoire jusqu'en 1820 », in Otto Bauer, *Die nationalitätenfrage und die sozialdemokratie*, Vienne, Verlag Der Wiener Volksbuchhandlung, 1924, p. 191, traduit pour l'auteur par Lise Hubert), deviennent soudainement ahistoriques pour ne renaître que plus tard au développement : « Nous disons de ces nations qu'elles sont sans histoire surtout parce que leur culture nationale n'évolue pas, n'a pas d'histoire, à cette époque où seules les classes dominantes sont porteuses d'une telle culture » (cf. O. Bauer, *Die nationalitätenfrage und die sozialdemokratie*, op. cit., p. 191). La conjonction de l'historicisme et de l'idéologie nationaliste produit ainsi de mystérieuses ratées dans une linéarité malgré tout omniprésente.

² V. Lénine, « Le développement du capitalisme en Russie », in *Œuvres complètes*, Paris, Éditions sociales, 1969, t. III, p. 332.

³ *Ibid.*

Il cherche ici à retracer les conditions permettant l'apparition du marché capitaliste. Il ne conçoit pas le processus de cette apparition comme un développement linéaire, mais bien comme la succession de trois stades correspondant, le premier à un mode de production différent (mode de production féodal, MPF) et à la forme de la petite production marchande, le second à une étape de transition (la manufacture) et le troisième au MPC¹. Le procès de formation du marché national apparaît à Lénine comme procès de dissolution. Non pas lente évolution vers un marché « vraiment » national, mais affirmation du caractère national qui est spécifique au marché capitaliste à travers la dissolution des rapports précapitalistes. Le processus de formation du marché national, c'est bien ici celui du marché intérieur capitaliste qui, tout en dissolvant le MPF, généralise, en passant par une phase de transition, la sphère de la circulation, déjà présente dans les « pores » du féodalisme.

3. LE MARCHÉ NATIONAL

[Retour à la table des matières](#)

Nous allons maintenant développer la thèse léniniste et tenter d'en dégager les implications. Nous refusons de nous cantonner au simple énoncé de la relation entre le marché intérieur capitaliste et la question nationale. Nous risquerions de nous en tenir aux rapports entre deux scènes : le marché et les caractéristiques nationales de la formation sociale. Cette relation est en effet trop souvent prise pour acquis. On en ignore trop fréquemment toutes les conséquences. Lénine lui-même, qui s'est pourtant fort étendu sur la question du marché, dans ses textes sur la question nationale se contente le plus souvent de souligner la nécessité de la création du marché intérieur. Il cherche tout au plus à illustrer cette thèse par des considérations immédiatement visibles : abolition des barrières douanières intérieures, extension de la circulation en tous les points de la formation sociale, etc.

C'est donc à la théorie d'ensemble portant sur le marché capitaliste qu'il nous faudra faire appel pour être en mesure de quitter la stricte sphère des échanges pour aborder le secret caché des rapports sociaux de production. C'est à ce niveau que nous pourrions mesurer la richesse et la justesse théorique de l'apport léniniste et qu'il nous sera permis de proposer des éléments d'approfondissement.

¹ *Ibid.*

3.1 Marché et formation sociale

Mais avant d'aborder directement cette question, situons exactement le niveau auquel se pose le problème du marché intérieur sous l'angle de la question nationale. On peut, à ce propos, distinguer deux façons d'aborder le sujet qui, tout en étant justes à leur niveau respectif, sont loin d'offrir les mêmes garanties. On connaît la position de Rosa Luxemburg sur l'accumulation du capital :

C'est en partant de là que l'on peut réviser les conceptions du marché intérieur et du marché extérieur qui ont joué un rôle si important dans les controverses théoriques autour du problème de l'accumulation. Les marchés intérieur et extérieur tiennent certes une place importante et très différente l'une de l'autre dans la poursuite du développement capitaliste ; mais ce sont des notions non pas de géographie, mais d'économie sociale. Le marché intérieur du point de vue de la production capitaliste est le marché capitaliste, il est cette production elle-même dans le sens où elle achète ses propres produits et où elle fournit ses propres éléments de production. Le marché extérieur pour le capital est le milieu social non capitaliste qui l'entoure, qui absorbe ses produits et lui fournit des éléments de production et des forces de travail. De ce point de vue, économiquement parlant, l'Angleterre et l'Allemagne constituent presque toujours l'une pour l'autre un marché intérieur, à cause des échanges constants de marchandises... tandis que les consommateurs et producteurs paysans d'Allemagne représentent un marché extérieur pour le capital allemand ¹.

Nous n'avons nullement l'intention de discuter ici de l'ensemble de la thèse de Rosa Luxemburg sur le problème de la reproduction élargie. Nous ne nous servons du texte de l'auteur que pour illustrer une façon de poser le problème qui ne nous permet pas de déboucher sur l'étude de la question nationale. Car il nous semble impossible de fonder l'analyse de cette question sans poser le marché intérieur en fonction de son effet national toujours spécifique, sur une formation sociale elle-même toujours spécifique. Le marché intérieur est national et consubstantiel à l'imposition, au sein d'une formation sociale donnée, du mode de production capitaliste. Le MPC s'impose partout en ayant des effets nationaux spécifiques à chaque formation sociale. Beaucoup plus que d'une simple notion de géographie, il s'agit ici de l'imposition de rapports de production appuyés sur des appareils d'État diffusant une idéologie permettant leur reproduction. C'est précisément dans ce sens que Lénine se préoccupe de la question des marchés en fonction de la spécificité de l'imposition des rapports de production et de la lutte des classes au sein d'une formation sociale particulière. Voilà pourquoi il pose les notions de marchés intérieur et extérieur par rapport à l'État national :

En réalité, ces deux questions n'ont rien de commun. La question de la réalisation est une question abstraite qui se rapporte à la théorie du capitalisme en général. Que nous

¹ Rosa Luxemburg, *l'Accumulation du capital*. Paris, Maspero, 1969, t. II, pp. 38-39.

prenions un pays ou le monde entier, les lois fondamentales de la réalisation découvertes par Marx restent les mêmes.

La question du commerce extérieur ou du marché extérieur est une question historique, celle des conditions concrètes du développement du capitalisme dans tel ou tel pays, à telle ou telle époque ¹.

Il met ces notions en pratique exactement de la même façon dans *le Développement du capitalisme en Russie* en faisant référence de manière encore plus précise à l'État et à la nation ². L'opposition entre Rosa Luxemburg et Lénine est donc beaucoup plus qu'une simple question de point de vue. En introduisant le problème de l'État dans l'analyse du marché (national), Lénine, nous y reviendrons longuement, soumet l'analyse, en sa racine même, à la lutte des classes. Traiter de la question nationale, c'est rechercher l'une des caractéristiques fondamentales de l'État capitaliste dans sa relation avec la constitution du marché intérieur ; c'est à partir de l'analyse des formes de l'appareil politique, lever le voile de la domination de classe.

On rétorquera peut-être que ces considérations portent sur le procès de domination du MPC et de son stade concurrentiel et que le marché ne peut plus se poser par rapport à l'État national sous le monopolisme. Nous croyons que considérer de façon unilatérale la mondialisation des rapports de production, sans tenir compte de la contradiction dialectique qu'elle entretient avec la structuration de la formation sociale nationale, bloque la connaissance d'un des aspects importants du MPC. Les rapports de production à l'échelle mondiale reproduisent le fractionnement national, effet de la loi de l'inégalité du développement. La question nationale, loin d'être dissoute sous le monopolisme, revêt une acuité particulière : elle renforce l'oppression nationale, comme le soutenait Lénine. Même si le marché mondial devient dominant sous le monopolisme, il établit un système de places pour les divers marchés régionaux et nationaux. Il révèle donc une contradiction insoluble sous le MPC entre le fractionnement national et la mondialisation. L'étude des économies déformées et des économies dites « sous-développées » et, par suite, des formations sociales, des États nationaux et de la question nationale en général reste donc d'une importance capitale. À ce niveau, poser abstraitement le marché capitaliste dans sa totalité face au marché non capitaliste peut conduire à évacuer, même sous le monopolisme, le problème du fractionnement national, contradiction certes secondaire du MPC, mais très certainement pas négligeable. Nous y reviendrons.

¹ V. Lénine, « Une fois encore à propos de la théorie de la réalisation », in K. Marx, *le Capital*, op. cit., t. V, p. 192.

² V. Lénine, « Le développement du capitalisme en Russie », in *Œuvres complètes*, op. cit., pp. 57-58.

3.2 L'articulation du marché intérieur

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de la relation entre le marché et la question nationale, avons-nous souligné plus haut, devra rendre compte des effets de détermination de la circulation sur les caractéristiques principales de l'État bourgeois. Il nous faudra montrer en quoi la circulation capitaliste appelle la constitution d'un marché intérieur protégé et sanctionné comme marché national. Deux problèmes donc : celui de la centralisation économico-politique et celui du fonctionnement idéologique des rapports sociaux. On doit, en effet, constater que dans l'ensemble de la littérature marxiste la notion de marché national est employée dans un double sens qui porte souvent à des confusions malheureuses. Le marché y est parfois présenté comme national en ce que la circulation a tendance à s'étendre à l'ensemble de la formation sociale, phénomène qui s'analyse en relation avec le problème de la centralisation politique ; mais il y est aussi considéré comme national en ce qu'il fonctionne à l'idéologie nationaliste. Il nous faudra donc rendre compte de ce double aspect. Nous aborderons d'abord le premier. Pour ce faire, voyons comment s'articule le marché intérieur capitaliste. Ce marché, on le sait, est une réalité consubstantielle au MPC. La pratique des agents, qu'ils soient bourgeois, petits-bourgeois ou prolétaires, les renvoie perpétuellement à cette réalité envahissante. Il constitue une nécessité absolue même si, pour paraphraser Marx, tout s'y passe sans s'y passer réellement. La reproduction du procès de production est donc entièrement dépendante de l'état du marché accessible aux rapports capitalistes de production ¹.

Le mode de production capitaliste étant perpétuellement mû par la nécessité d'une reproduction élargie aura besoin d'étendre perpétuellement son marché. C'est ce dernier qui en dresse les frontières, absolues mais sans cesse reportées. Il est caractérisé par un mouvement incessant de « fuite en avant ». Cette tendance du capitalisme à l'imposition élargie des rapports qui lui sont propres s'effectue, selon Lénine, de deux façons : en profondeur, c'est-à-dire par « le développement d'une agriculture et d'une industrie capitalistes dans un territoire donné, précis, et bien délimité, et... en étendue, c'est-à-dire à l'extérieur de sa sphère de domination sur de nouveaux territoires ² ».

Pour s'imposer, ce mode de production doit donc détruire toute forme d'entrave empêchant la libre circulation des produits et des agents de la production. En Europe occidentale, on connaît la lutte menée par le capitalisme, durant la

¹ Rosa Luxemburg, *l'Accumulation du capital*, op. cit., t. 1, pp. 32-33.

² V. Lénine, « Le développement du capitalisme en Russie », in *Œuvres complètes*, op. cit., p. 632.

transition, contre le morcellement féodal et les multiples droits et privilèges des corporations et des seigneurs. Le capitalisme dissout les petites unités économiques et rassemble les petits marchés locaux en un grand marché national (puis mondial). Il remplace le morcellement féodal par une tendance toujours plus poussée à la concentration. Cette dissolution s'effectue grâce à l'imposition de plus en plus généralisée des rapports marchands auxquels les petites unités économiques ne peuvent longtemps résister. Au niveau le plus général, ces rapports auront pour effet d'accélérer, à un rythme sans commune mesure avec le rythme de tous les modes de production qui l'ont précédé, la division du travail. Cette dernière dans sa généralisation progressive constitue même, comme le souligne Lénine, « le facteur fondamental dans la création du marché intérieur (c'est-à-dire) dans le développement de la production marchande et du capitalisme ¹ ». L'accélération de la division du travail aura pour effet de multiplier les échanges et de transformer la réalité sociale la plus immédiate en un univers de marchandises. Le marché, et conséquemment la circulation, prendront une importance vitale, chaque marchandise ne pouvant réaliser la valeur qui lui est propre qu'en passant par le procès de circulation. Les procès de production et de circulation apparaissent donc comme rigoureusement interdépendants, même si le dernier ne crée aucune valeur et ne permet que de réaliser la valeur issue du premier. À ce titre, le procès de circulation est un élément essentiel de la reproduction du système capitaliste :

Comme nous l'avons vu, l'existence du capital en tant que capital marchandise et la métamorphose qu'il parcourt comme tel à l'intérieur de la sphère de la circulation, sur le marché (métamorphose se réduisant à l'achat et à la vente, à la transformation de capital marchandise en capital argent et vice-versa), constitue une phase du procès de reproduction du capital industriel, donc de son procès total de production ².

Il est donc juste de dire que le marché constitue une réalité omniprésente et essentielle au capitalisme. Tout blocage survenant au niveau du procès de circulation met en péril la reproduction du capital et est à l'origine de déséquilibres constants et de crises plus ou moins importantes. On peut d'ores et déjà comprendre l'importance primordiale du libre fonctionnement du marché pour le capitalisme qui se doit « d'entraîner ainsi toute production dans son procès de circulation ³ ». La thèse léniniste prend ici toute son importance. La bourgeoisie a besoin de soutenir tous les appareils superstructureaux permettant de reproduire et d'élargir la domination du procès de circulation capitaliste, seule façon d'étendre largement les rapports sociaux de production qui lui correspondent. Parler de marché national sous cet aspect, c'est se référer à la nécessité du développement de la circulation sous l'effet de l'affirmation de la domination des rapports de production capitalistes, c'est traiter de l'histoire de la lutte des classes.

¹ *Ibid.*, p. 60.

² K. Marx, *le Capital*, op. cit., t. VI, p. 280.

³ *Ibid.*, p. 47.

4. EFFET DE DISSOLUTION DU MARCHÉ

[Retour à la table des matières](#)

Le marché capitaliste apparaît donc nécessairement comme marché protégé. On doit le prémunir, par la centralisation politique, contre l'envahissement extérieur (barrières douanières, législation économique...), mais aussi contre les freins précapitalistes à son extension. Pour « protéger » son propre développement qui implique nécessairement une reproduction élargie, le capitalisme doit dissoudre les autres modes de production.

Parler de l'extension du marché capitaliste, c'est ainsi ouvrir la question des rapports de production :

Les conditions historiques de son existence ne coïncident pas avec la circulation des marchandises et de la monnaie. Il ne se produit que là où le détenteur des moyens de production et de subsistance rencontre sur le marché le travailleur libre qui vient y vendre sa force de travail et cette unique condition historique recèle tout un monde nouveau. Le capital s'annonce dès l'abord comme une époque de production sociale ¹.

Discuter de l'effet national du marché capitaliste, c'est se référer de façon déterminante à la nationalisation des rapports sociaux de production. Le capitalisme doit trouver sur son passage une main-d'œuvre nationalisée, libérée des autres modes de production. C'est le fondement même de l'affirmation du MPC au sein de « sa » formation sociale, laquelle ne pourra être que nationale. Le marché intérieur capitaliste ne peut fonctionner que sous le bouclier d'un État national centralisé qui permettra son approfondissement. L'État national permettra tout aussi bien l'élargissement de la circulation que le recrutement généralisé et forcé de main-d'œuvre « libérée ».

La prépondérance du capitalisme, pour se réaliser, rend donc essentielles la constitution et la reproduction élargie d'un marché intérieur, national, au sein duquel la bourgeoisie pourra, en s'appuyant sur un État centralisé, imposer sa domination de classe et assurer les conditions nécessaires à l'accumulation de la plus-value au sein d'une formation sociale spécifique. Le mouvement de destruction des modes de production précapitalistes et l'implantation du capitalisme s'effectuent cependant sur une longue période de transition. Comme nous l'avons vu plus haut, pour Lénine, c'est la grande industrie qui confère une extension vraiment nationale au marché intérieur, la petite production marchande

¹ *Ibid.*, t. I, p. 173.

ne pouvant avoir qu'un rayonnement purement local et la manufacture ne pouvant réaliser l'unification des échanges qu'au niveau régional ¹. Cette thèse est d'ailleurs en parfaite concordance avec les développements du Capital dans lesquels Marx considère que seule la fabrique réalise pleinement les rapports de production capitalistes : « Seule la grande industrie mécanique amène une séparation complète de l'industrie et de l'agriculture ². » Le développement du capitalisme impose donc la destruction du mode de production précapitaliste et la structuration d'un marché s'étendant de plus en plus. Le marché aura une extension nationale-et mondiale. Ces deux aspects ne sont pas à proprement parler deux phases successives du capitalisme. Il s'agit bien toujours de deux aspects déjà présents, même si la mondialisation ne se réalise vraiment comme tendance dominante que sous le monopolisme. Pour bien saisir et poser correctement la question nationale, il nous semble donc essentiel d'analyser le marché, intérieur et extérieur, sous la formation sociale, en admettant même, comme nous le verrons, que le fractionnement national puisse être considéré comme aspect secondaire de la contradiction sous la mondialisation provoquée par le monopolisme. Le caractère national des formations sociales dominées par le mode de production capitaliste est précisément déterminé par la nécessité de créer, d'étendre et de protéger le marché intérieur et, en dernière instance, les rapports de production capitalistes. C'est ici le fondement de la thèse léniniste et nous n'avons tenté dans les dernières pages que d'en dégager les premières implications. C'est la constitution de ce marché qui a pour effet de structurer, au niveau de l'infrastructure, ce que nous appelons précisément la question nationale ³.

5. CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

C'est, pour être plus précis, la spécificité du procès de circulation sous le capitalisme qui pose la question nationale. Le marché national n'est à ce titre que la forme la plus extérieure des rapports sociaux économiques capitalistes. La circulation des marchandises sur une base de plus en plus large étant une condition essentielle à la reproduction élargie du capitalisme et constituant une phase de « son procès total de production », on comprend que Lénine ait pu considérer le marché national comme effet spécifique du MPC. On saisit aussi comment, à

¹ V. Lénine, « Le développement du capitalisme en Russie », in *Œuvres complètes*, p. 577 à 580.

² *Ibid.*, p. 569.

³ Comme nous le verrons plus loin, l'identification de la relation marché-question nationale ne constitue pas le cœur même de ce que nous identifions comme la contribution léniniste. Elle n'en constitue pas moins la condition essentielle. Même si Lénine reprend un énoncé théorique qui est à « l'ordre du jour » au moment où il produit sa théorie, nous verrons qu'il est le premier à en mesurer toutes les implications théoriques et pratiques et donc à fournir le véritable dévoilement de la question nationale.

travers le marché, le procès de constitution des rapports sociaux économiques capitalistes ne peut s'effectuer que grâce au procès de dissolution des autres modes de production.

Avons-nous là le dernier mot de l'explication ? Nous ne le croyons nullement. Nous n'avons fait qu'un pas car il ne suffit pas de « montrer » la nécessité absolue d'une circulation toujours plus étendue. Nous n'avons jusqu'ici tenu compte que d'un aspect de la question : celui de la centralisation politique dans son rapport avec le développement en profondeur de la circulation. L'État centralisé et le marché « protégé » se donnent comme État et marché nationaux. Reste à aborder la question du fonctionnement idéologique des rapports sociaux capitalistes.

Il nous faudra d'abord montrer comment les rapports de production rendent possible l'apparition d'une idéologie spécifique : le nationalisme. Mais cette démonstration débouche immédiatement sur une deuxième question : en quoi seule la circulation dominée par des rapports sociaux économiques capitalistes crée-t-elle les conditions de cette idéologie ? Nous aborderons maintenant le champ d'analyse délimité par ces deux questions.

CHAPITRE I

SUR L'INSTANCE ÉCONOMIQUE

SECTION II

SUR LES RAPPORTS DE PRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons donc à nous interroger sur la spécificité de l'articulation structurale du mode de production capitaliste qui a pour effet de provoquer ce que nous appellerons provisoirement la question nationale. Nous chercherons, en d'autres mots, à en retracer les effets de détermination sur les pratiques, ou plus clairement et pour éviter toute ambiguïté (structuraliste ?), sur la structure des pratiques. C'est donc dire qu'il nous faudra rechercher dans l'articulation spécifique du procès de travail assujetti au mode spécifique d'articulation des rapports de production capitalistes ¹ (produisant ce que Marx appelle « une société à caractère distinctif original ² ») les effets de détermination qui nous préoccupent. Cette démarche paraîtra peut-être singulière car elle renverse la manière habituelle d'aborder l'étude de la question nationale. On sait en effet que la plupart des textes, même et peut-être surtout marxistes, pratiquent l'approche entachée d'empirisme du trait ou de l'indice. L'exemple le plus manifeste est sans doute celui de Staline qui cherche les indices (la sociologie fonctionnaliste dirait les variables) lui permettant de

¹ Selon Marx, « Cette forme économique spécifique dans laquelle du surtravail non payé est extorqué aux producteurs directs, détermine le rapport de dépendance, tel qu'il découle directement de la production elle-même, et réagit à son tour de façon déterminante sur celle-ci. C'est la base de toute forme de communauté économique issue directement des rapports de production et, en même temps, la base de sa forme politique spécifique. C'est toujours dans les rapports immédiats entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct (rapports dont les différents aspects correspondent naturellement à un degré défini du développement des méthodes de travail, donc à un certain degré de force productive sociale), qu'il faut chercher le secret profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref, la base de la forme spécifique que revêt l'État à une période donnée » (cf. K. Marx, *le Capital*, op. cit., t. VIII, p. 172).

² K. Marx, *Travail salarié et capital*, Paris, Éditions sociales, 1962, p. 23.

circonscrire le réel comme s'il suffisait de dégager les traits ou les formes d'un phénomène pour l'expliquer. Pourtant Marx avait déjà mis en garde contre cette démarche ¹.

De même, la simple reconnaissance des effets de détermination du marché sur la structuration de l'État national et l'apparition de l'idéologie nationaliste ne sauraient être suffisantes. Il est nécessaire d'approfondir l'analyse jusqu'à la découverte du secret caché qui, dans les rapports sociaux économiques capitalistes, provoque la formation de l'État national et de l'idéologie nationaliste. Il nous faut quitter la scène pour chercher la structure même de la représentation. Comme nous l'avons vu jusqu'ici, le marché intérieur est, pour le développement du capitalisme, une nécessité absolue. Mais une question demeure si l'on veut quitter le simple énoncé d'une caractéristique du MPC : Pourquoi l'idéologie nationaliste ? Pourquoi les appareils d'État sous le MPC doivent-ils fonctionner à l'idéologie nationaliste ?

Pourquoi le marché intérieur est-il sanctionné comme marché national ? Nous nous attacherons d'abord à l'idéologie nationaliste.

1. IDÉOLOGIE BOURGEOISE ET PROCÈS DE PRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Les rapports de production capitalistes sont caractérisés par un type spécifique d'articulation des éléments du procès de travail communs à tous les modes de production ² : la propriété privée des moyens de production et la non-appropriation des moyens de travail par les producteurs directs. Alors que les forces productives appellent un contrôle collectif des moyens de travail, leur appropriation collective, la propriété privée maintient la séparation entre le travailleur et ses moyens de production. Les deux éléments structurent donc un rapport de classes spécifiques : bourgeoisie et prolétariat.

¹ K. Marx, « Introduction à la critique de l'économie politique », in *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Éditions sociales, 1969, pp. 164-165.

² « Les éléments généraux du procès de travail tels que nous les avons exposés... – par exemple la division des conditions objectives du travail en matière et moyens de production en opposition à l'activité vivante de l'ouvrier – sont indépendants de chacun des caractères spécifiquement historiques et sociaux du procès de production et sont donc valables pour toutes les formes possibles de développement du procès de travail. Ce sont, en fait, des conditions naturelles, invariables du travail humain, comme on le constate d'une manière frappante au simple fait qu'elles existent même pour les hommes travaillant indépendamment les uns des autres en un rapport d'échange, non pas avec la société mais avec la nature, tel Robinson. Ce sont les déterminations absolues du travail humain en général sitôt qu'il s'est dégagé de son caractère purement animal » (cf. K. Marx, Un chapitre inédit du Capital, Paris, Gallimard, 1971, p. 196).

1.1 Libéralisme et individualisme

[Retour à la table des matières](#)

Le travail productif, en système capitaliste, s'effectue donc dans des conditions précises, marquant de traits particuliers la classe qui l'effectue. Marx insiste sur deux caractères corollaires. Le prolétaire est d'abord un travailleur libre :

La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le travailleur libre, et libre à un double point de vue. Premièrement le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui ; secondement il doit n'avoir pas d'autre marchandise à vendre ; être pour ainsi dire libre de tout, complètement dépourvu des choses nécessaires à la réalisation de sa puissance travailleuse ¹.

La dépossesion de tout moyen de travail force l'ouvrier à vendre la seule marchandise qui lui reste, mais il est libre de la vendre à qui il veut et pour la période de temps qu'il désire. Bien sûr cette liberté, dira ailleurs Marx, est toute formelle, puisqu'elle ne porte que sur la modalité de la vente. Il est clair que le seul véritable choix qui reste au prolétaire est de décider de se nourrir ou de ne pas le faire. Il n'en demeure pas moins que cette séparation des moyens de production rend inutile toute forme de dépendance personnelle essentielle à d'autres modes de production ². Cette liberté du travailleur se conjugue à son isolement, second effet de la même séparation des moyens de production. Le « vendeur de force de travail » se retrouve seul sur le marché, en tant qu'ouvrier individuel :

Le travail productif (de valeur) continue à faire face au capital comme travail des *ouvriers individuels* quelles que soient les combinaisons sociales dans lesquelles ces ouvriers entrent dans le procès de production. Tandis que le capital s'oppose, comme

¹ K. Marx, *le Capital*, t. I, *op. cit.*, p. 131.

² « En outre, il est évident que dans toutes les formes où le producteur direct reste « le possesseur » des moyens de production et des moyens de travail nécessaires pour produire ses propres moyens de subsistance, le rapport de propriété doit fatalement se manifester simultanément comme un rapport de maître à serviteur ; le producteur immédiat n'est donc pas libre ; mais cette dépendance peut s'amenuiser depuis le servage avec obligation de corvée jusqu'au paiement d'une simple redevance. Nous supposons que le producteur direct possède ici ses propres moyens de production, les moyens matériels nécessaires pour réaliser son travail et produire ses moyens de subsistance. Il pratique de façon autonome la culture de son champ et l'industrie rurale domestique qui s'y attache... Il faut donc nécessairement des rapports personnels de dépendance, une privation de liberté personnelle quel que soit le degré de cette dépendance ; il faut que l'homme soit lié à la glèbe, n'en soit qu'un simple accessoire, bref, il faut le servage dans toute l'acception du mot » (cf. K. Marx, *le Capital*, *op. cit.*, t. VIII, pp. 171-172).

force sociale du travail, aux ouvriers, le travail productif, lui, se manifeste toujours face au capital comme travail des ouvriers individuels ¹.

C'est donc en tant qu'individu isolé que le prolétaire fait face au capital, lequel a d'ailleurs toujours comme support un ou des capitalistes. C'est bien ce sur quoi Lénine insiste, en attirant l'attention sur « l'isolement des différents producteurs qui travaillent pour un marché inconnu ² ». Le prolétaire est donc assujéti comme individu-sujet libre, autonome et isolé. Mis en relation avec la machine, il ne réalisera, sous la dépendance de cette dernière, qu'une tâche parcellaire, fraction d'un ensemble productif sur lequel il n'aura aucun contrôle du fait de la spécificité des rapports de production capitalistes. Il est important de ne pas confondre ici le concept de travailleur collectif produit par Marx et réalisé sous la manufacture ³ et la pratique productive collective des agents. Le travail collectif n'est réalisé, dans la fabrique, que par et sous le contrôle du capitaliste, chaque producteur demeurant isolé et ne socialisant son travail parcellaire que sous le joug et la rationalité du capital. Le mode de production capitaliste accélère la division du travail, sépare le travail manuel et le travail intellectuel, les subdivise même en une multitude de tâches parcellaires. Il ne les met en relation que sous la rationalité de la propriété privée des moyens de production et en fonction de ses intérêts :

Le caractère privé de la production des individus créant des valeurs d'échanges est donc lui-même un produit historique. Si chacun d'eux est isolé et autonome tel un produit de la production, c'est en vertu de la division du travail, qui, à son tour, repose sur toute une série de conditions économiques, déterminant la place de l'individu au milieu des autres et toutes les modalités de son existence ⁴.

C'est ici que se vérifie pleinement l'articulation dialectique de la non-appropriation et de la non-propriété des moyens de production auxquels est soumis le producteur. Elle le place comme individu-sujet isolé effectuant une tâche parcellaire dans un univers productif socialisé, mais dont la socialisation ne peut être réalisée que sous l'intervention du capital. C'est, en d'autres termes, la contradiction (principale) du MPC entre le caractère collectif des forces productrices et celui, privé, de l'accumulation et l'appropriation.

¹ K. Marx, Un chapitre inédit du *Capital*, *op. cit.*, p. 254. C'est nous qui soulignons.

² V. Lénine, « Le développement du capitalisme en Russie », in *Œuvres complètes*, *op. cit.*, p. 58. Le syndicalisme, dira-t-on, a résolu ce problème de l'isolement. Il faut bien voir qu'il ne l'a fait que très partiellement. Il ne défend les intérêts économiques du travailleur que lorsque celui-ci a effectivement vendu sa force de travail. Même si le syndicat a pu intervenir et influencer quelque peu sur les conditions de cette vente, il reste que le prolétaire, lorsqu'il se trouve à la recherche d'un emploi, reste dans une situation de parfait isolement.

³ Le travailleur collectif est d'ailleurs décrit par Marx comme une combinaison d'ouvriers parcellaires : « C'est le travailleur collectif formé par la combinaison d'un grand nombre d'ouvriers parcellaires qui constitue le mécanisme spécifique de la période manufacturière » (cf. K. Marx, *le Capital*, *op. cit.*, t. III, p. 39).

⁴ K. Marx, *les Fondements de la critique de l'économie politique*, Paris, Anthropos, 1970, t. II, p. 609.

L'isolement du producteur n'a cependant pas pour corollaire la pleine et entière socialisation du capital. Le capitaliste lui-même demeure toujours un agent propriétaire d'une fraction de l'ensemble du capital qui lutte contre les autres membres de sa classe. Si ce capitaliste, propriétaire de moyens de production spécifiques, peut exercer le rôle d'organisateur socialisateur du travail productif, il en demeure pas moins lui-même relativement isolé des autres capitalistes :

L'autorité du capitaliste, dans le procès direct de production, parce qu'il personnifie le capital, la fonction sociale que lui vaut sa qualité de directeur et maître de production, diffère essentiellement de l'autorité basée sur la production due aux esclaves, aux serfs, etc.

En régime capitaliste de production, la masse des producteurs immédiats se trouve face à face avec le caractère social de leur production, sous forme d'une autorité organisatrice sévère et d'un mécanisme social, parfaitement hiérarchisé, du procès du travail (mais les porteurs de cette autorité ne sont plus, comme dans les formes antérieures de production, des seigneurs politiques ou théocratiques; s'ils la détiennent, c'est simplement qu'ils personnifient les moyens de travail vis-à-vis du travail). Par contre, parmi les détenteurs de cette autorité, les capitalistes eux-mêmes qui ne s'affrontent qu'en tant que possesseurs de marchandises, règne l'anarchie la plus complète: les liens internes de la production sociale s'imposent uniquement sous forme de loi naturelle toute puissante s'opposant au libre arbitre de l'individu ¹.

La libre concurrence, du moins relative, des capitaux est donc l'une des « conditions du mode de production capitaliste ² ». Bien sûr, cette concurrence et son corollaire, l'isolement du capitaliste au sein de sa classe, n'est pas atomisation du capital. Ce dernier, comme l'écrit Rosa Luxemburg reprenant les éléments essentiels du texte de Marx que nous venons de citer, possède une « unité sociale » qu'il faudra découvrir sous l'apparence immédiate des phénomènes.

Mais il faut prendre garde ici de considérer cette « surface ³, » comme sans importance et de faire une lecture étroite de l'expression qu'a utilisée Marx, l'« illusion de la concurrence », comme titre de l'avant-dernier chapitre du Capital. La concurrence n'est en aucun cas un phénomène négligeable ou imaginaire. Elle est au contraire une réalité essentielle du capitalisme. C'est par elle et à travers elle que se tisse l'« unité sociale du capital », sous l'établissement d'un taux de profit moyen, d'un prix de production, etc. C'est par elle que joue la loi de la valeur ⁴.

Tout comme le capitalisme ne peut apparaître sans la généralisation d'un univers fondé sur l'échange de marchandises, mais d'un univers qu'il reste à

¹ K. Marx, *le Capital*, op. cit., t. VIII, pp. 256-257.

² *Ibid.*, p. 7.

³ Rosa Luxemburg, *l'Accumulation du capital*, op. cit., t. I, p. 23.

⁴ K. Marx, *le Capital*, op. cit., t. VIII, p. 25.

expliquer scientifiquement, l'isolement du travailleur libre et du capitaliste sont des traits fondamentaux du MPC qui ne peuvent cependant pas en fournir l'analyse dernière.

Cette atomisation du prolétaire et du capitaliste est soutenue et renforcée par le fractionnement des unités de production, lequel est lui-même un résultat des mêmes rapports de production et de la contradiction qu'ils entretiennent avec les forces productrices.

Le capitalisme accélère, comme nous l'avons souligné, la division du travail. Chacune des unités productives ne fabrique pas assez de biens de consommation et de production pour satisfaire les besoins du travailleur et du propriétaire. Aucune ne fabrique suffisamment de biens utiles pour l'un et pour l'autre. Mais l'effet spécifique du MPC sur la division du travail est de maintenir et d'accentuer la dispersion des différents procès de travail, à travers la concurrence des propriétaires, l'antagonisme et la non-articulation de leurs rapports ¹.

C'est ce que les auteurs marxistes entendent le plus souvent quand ils parlent d'anarchie. Une des lois fondamentales du MPC est sans doute celle de la concentration des moyens de production et de la centralisation des capitaux, mais cette loi ne joue qu'à travers la lutte des capitaux individuels et la non-harmonisation du procès d'ensemble de la production. C'est précisément une des contradictions principales du capitalisme que de bloquer la planification des procès de travail, de les maintenir isolés ou relativement isolés selon les stades de son développement. Cela joue même sous le monopolisme que nous n'aborderons pas immédiatement. (Soulignons toutefois que la non-reconnaissance de la concurrence entraînant un relatif isolement et la non-intégration du procès d'ensemble est un des fondements théoriques du révisionnisme sous le monopolisme.) Le MPC oppose les producteurs et les propriétaires, de même que les propriétaires entre eux et empêche ainsi la parfaite coordination du procès du travail ².

¹ Nous entendons ici par fractionnement des procès de production, l'impossibilité sous le MPC de réaliser pleinement la socialisation de la production offerte par l'apparition du machinisme. Ainsi Marx écrit : « Donc, si le principe de la manufacture est l'isolement des procès particuliers par la division du travail, celui de la fabrique est, au contraire, la continuité non interrompue de ces mêmes procès » (cf. K. Marx, *le Capital, op. cit.*, t. II, p. 66). Il faut bien voir que le machinisme crée les possibilités de la pleine socialisation des forces productrices, mais le fractionnement, sous la concurrence de différents capitaux, demeure un des traits les plus visibles de la contradiction principale du MPC.

² « La division manufacturière du travail suppose l'autorité absolue du capitaliste sur des hommes transformés en simples membres d'un mécanisme qui lui appartient. La division sociale du travail met en face les uns des autres des producteurs indépendants qui ne reconnaissent en fait d'autorité que celle de la concurrence, d'autre forme que la pression exercée sur eux par leurs intérêts réciproques, de même que dans le règne animal la guerre de tous contre tous, *bellum omnium contra omnes*, entretient plus ou moins les conditions d'existence de toutes les espèces. Et cette conscience bourgeoise qui exalte la division manufacturière du travail, la condamnation

C'est donc en ce sens qu'écrit Marx « ... l'anarchie dans la division sociale et le despotisme dans la division manufacturière du travail caractérisent la société bourgeoise ¹ ».

1.2 Isolement et marché

[Retour à la table des matières](#)

Cet ensemble d'unités et de procès fractionnés n'entreront en relation que par l'intermédiaire de l'échange ².

Le mode de production capitaliste généralise, universalise même la marchandise. C'est par l'argent et la marchandise que les individus-sujets isolés coordonnent leurs activités. Isolement et marché sont donc les pôles indissociables de ce mode de production. Ce sont d'ailleurs ces réalités qui apparaissent immédiatement aux agents et qui tissent les conditions d'une aperception spécifique :

En général, des objets d'utilité ne deviennent des marchandises que parce qu'ils sont les produits de travaux privés, exécutés indépendamment les uns des autres. L'ensemble de ces travaux privés forme le travail social. Comme les producteurs n'entrent socialement en contact que par l'échange de leurs produits, ce n'est que dans les limites de cet échange que s'affirment d'abord les caractères sociaux de leurs travaux privés. Ou bien les travaux privés ne se manifestent en réalité comme divisions du travail social que par les rapports que l'échange établit entre les produits du travail et indirectement entre les producteurs. Il en résulte que pour ces derniers les rapports de leurs travaux privés apparaissent ce qu'ils sont, c'est-à-dire non des rapports sociaux immédiats des personnes dans leurs travaux mêmes, mais bien plutôt des rapports sociaux entre les choses ³.

1.3 L'idéologie nationaliste

[Retour à la table des matières](#)

Ce que Marx a appelé le fétichisme de la marchandise n'est pas le seul effet illusoire du procès de production d'ensemble sur les agents du MPC. Les rapports sociaux de production, tels qu'ils se donnent immédiatement, rendent possible un type spécifique d'assujettissement des agents. C'est, croyons-nous, à ce niveau qu'il faut rechercher les premières traces de l'idéologie nationaliste. Un grand nombre de productions non marxistes sur la question nationale insistent sur la relation existant entre l'individualisme, le libéralisme et le nationalisme. Hans Kohn relève

à perpétuité du travailleur à une opération de détail et sa subordination passive au capitaliste, elle pousse les hauts cris et se pâme quand on parle de contrôle, de réglementation sociale du procès de production » (cf. K. Marx, *le Capital*, *ibid.*, p. 46).

¹ K. Marx, *ibid.*, t. VII, p. 46.

² Rosa Luxemburg, *l'Accumulation du capital*, *op. cit.*, t. 1, p. 23.

³ K. Marx, *le Capital*, Paris, Garnier-Flammarion, 1969, livre 1, pp. 69-70.

ainsi une liaison entre l'individualisme et le nationalisme : « Le nouvel individualisme et le laïcisme préparèrent la montée du nationalisme ¹. » Libéralisme et nationalisme se conjuguent à la fin de la transition au MPC. « Les libertés individuelles et l'affirmation de l'égalité entre les membres de la communauté ² » sont deux facteurs concomitants marquant la « typicité » du monde moderne. On peut cependant regretter que l'auteur se contente d'indiquer une liaison entre l'apparition de ces deux thèmes idéologiques et la montée des classes dites moyennes ³. Il n'y a pas chez lui de véritable tentative d'explication de cette concordance. Il décrit un phénomène, mais il existe une énorme distance entre la description et l'explication. Marcel Mauss tente de la même manière de rapprocher les notions de citoyen et de patrie ou nation :

Cette unité locale, morale et juridique est exprimée dans l'esprit collectif, d'une part par l'idée de patrie, d'autre part par l'idée de citoyen. La notion de patrie symbolise le total des devoirs qu'ont les citoyens vis-à-vis de la nation et de son sol. La notion de citoyen symbolise le total des droits qu'a le membre de cette nation (civils et politiques s'entend) en corrélation avec les devoirs qu'il doit y accomplir ⁴.

De même il voit dans l'idée du Contrat social « l'expression voulue de cette idée que la nation, ce sont les citoyens animés d'un consensus ⁵ ». Mauss perçoit et décrit une concordance, mais ne nous en fournit malheureusement pas, lui non plus, l'explication théorique.

C'est dans l'articulation de l'instance idéologique à l'instance économique qu'il nous faudra chercher la solution de ce rapport. Il existe un grand nombre d'études sur l'individualisme et l'égalitarisme bourgeois dévoilant la relation existant entre la généralisation des rapports marchands capitalistes et l'idéologie égalitariste qu'ils secrètent : la concordance de l'idéologie et des pratiques telles qu'elles sont directement posées par les rapports sociaux capitalistes ⁶. On peut constater comment l'idéologie assujettit les agents à partir du fait que le procès de circulation les donnent directement comme travailleurs libres (libéralisme) ⁷, isolés (individualisme), coéchangistes (égalitarisme). Il s'agit bien sûr de beaucoup plus que d'un « simple » reflet déformant, il s'agit d'une articulation de l'instance idéologique sur des rapports sociaux qu'elle permet de reproduire. Cette articulation est fondée sur la consécration des rapports sociaux capitalistes tels qu'ils sont directement donnés en « surface ».

¹ H. Kohn, *The Idea of Nationalism*, New York, Collier Books, 1967, p. 120.

² *Ibid.*, p. 220.

³ *Ibid.*, p. 120.

⁴ Marcel Mauss, *Œuvres complètes, op. cit.*, p. 592.

⁵ *Ibid.*, p. 593.

⁶ V. Lénine, « Première ébauche des thèses sur la question nationale et coloniale », in *Sur les questions nationale et coloniale*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1967, p. 22.

⁷ Nous employons ici la notion de libéralisme dans son sens le plus restreint, c'est-à-dire comme thème idéologique fondant les agents comme sujets libres. Nous ne tentons nullement de nous référer à l'idéologie libérale en tant qu'idéologie spécifique.

C'est ainsi que Marx considère la circulation simple comme « une sphère abstraite de l'ensemble du procès de production bourgeoise ». L'effet idéologique consiste ici à poser comme fondamentaux les rapports du monde de la circulation tel qu'il se donne :

La sphère de la circulation des marchandises, où s'accomplissent la vente et l'achat de la force de travail, est en réalité un véritable Éden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul, c'est Liberté, Égalité, Propriété et Bentham. Liberté : car ni l'acheteur ni le vendeur d'une marchandise n'agissent par contrainte : au contraire ils ne sont déterminés que par leur libre arbitre. Ils passent contrat ensemble en qualité de personnes libres et possédant les mêmes droits. Le contrat est le libre produit dans lequel leurs volontés se donnent une expression juridique commune. Égalité : car ils n'entrent en rapport l'un avec l'autre qu'à titre de possesseurs de marchandises, et ils échangent équivalent contre équivalent. Propriété : car chacun ne dispose que de ce qui lui appartient. Bentham : car pour chacun il ne s'agit que de lui-même. La seule force qui les mette en présence et en rapport est celle de leur égoïsme, de leur profit particulier, de leurs intérêts privés. Chacun ne pense qu'à lui, personne ne s'inquiète de l'autre, et c'est précisément pour cela qu'en vertu d'une harmonie préétablie des choses, ou sous les auspices d'une providence toute ingénieuse, travaillant chacun pour soi, chacun chez soi, ils travaillent du même coup à l'utilité générale, à l'intérêt commun ¹.

Fonder l'analyse du capitalisme sur la sphère de la circulation condamne donc à en bloquer l'explication. C'est précisément, dit Marx, « la sphère de la circulation simple qui fournit au libre échangiste vulgaire ses notions ² ». Il écrit ailleurs dans le même sens, à propos de la circulation : « Son existence immédiate est donc pure apparence. C'est la forme phénoménale d'un procès sous-jacent ³. »

Il faut cependant bien comprendre que cette « surface » n'est pas un épiphénomène plus ou moins inutile au MPC. Elle lui est au contraire consubstantielle, même si, en elle-même, elle n'offre aucune valeur explicative. Le propre de l'idéologie est ici, on le voit, non pas tellement de déformer, mais plutôt de fonder un rapport imaginaire en ne l'expliquant pas (en bloquant l'explication).

Cet assujettissement des agents en sujets isolés égaux n'entraîne pourtant pas d'atomisation absolue. Le marché s'impose comme une réalité envahissante. Chacun des agents s'inscrit dans un réseau d'interrelations assez large, grâce surtout aux développements des forces productives et des moyens de communication. Ces agents, d'ores et déjà assujettis comme sujets isolés, seront rassemblés sous l'idéologie nationaliste.

¹ K. Marx, *le Capital*, op. cit., livre I, p. 136.

² *Ibid.*

³ K. Marx, *les Fondements de la critique de l'économie politique*, op. cit., t. II, p. 625.

La notion de nation réfère à ce groupe de sujets égaux, juxtaposés et échangistes sur un marché déterminé. Quel marché national et quelle nation ? Tout cela dépendra bien sûr de l'histoire spécifique du procès de domination du MPC au sein des différentes régions et des différentes formations sociales.

Les rapports de production capitalistes créent les conditions d'un double assujettissement idéologique, à partir des traits qu'ils manifestent dans leur réalité la plus immédiatement visible. Les individus sont libres, mais doivent entrer en relations continues et multipliées par l'échange. Pour se reproduire, le système doit maintenir, tout en les élargissant, ces deux éléments. En même temps qu'il est reconnu comme être libre, égal à tous et individualiste, le sujet est posé comme national. L'instance idéologique du mode de production capitaliste prend toute sa spécificité en fondant un sujet national égal. La nation apparaît donc comme le groupe d'appartenance fondamental de tous les sujets libres, égaux et individualistes, s'échangeant entre eux le « fruit de leur labeur ».

1.4 Sur le thème du masque

[Retour à la table des matières](#)

Nous croyons atteindre ici le cœur même de l'idéologie bourgeoise et son articulation-détermination à l'instance économique capitaliste. Son procès repose précisément sur un double mouvement d'isolement-rassemblement. Elle ne peut rassembler sans poser l'isolement dans l'égalité, comme elle ne peut assujettir le sujet individuel coéchangiste sans le rassembler dans l'égalité formelle. Le rassemblement nécessaire ne peut en aucun cas se fonder sur la réalité des classes. Cela dévoilerait les antagonismes du système, alors que l'échange doit être représenté comme échange égal à travers l'égalité juridique des sujets individuels. Il est clair qu'en posant l'égalité des sujets (ou leur égalité potentielle, en court-circuitant la réalité de l'inégalité actuelle par le principe de l'égalité des chances d'une réussite future), l'idéologie ne peut les fixer dans des groupes d'appartenance inégaux. Il faudra, au contraire, qu'elle sanctionne cette égalité affirmée dans un groupe non hiérarchisé, sans distinction de races, de classes, etc.

C'est pourquoi on présente le plus souvent l'idéologie nationaliste comme un masque. Il est clair que cette idéologie a pour effet de voiler la lutte des classes et d'instaurer un rapport imaginaire entre des individus égaux en droits et ayant des intérêts personnels identiques. Mais il est important de ne pas interpréter cet effet telle une simple fourberie, comme si la bourgeoisie (le sujet collectif bourgeois) fabriquait de toutes pièces le nationalisme pour tromper le prolétariat. Cette idéologie s'inscrit au contraire dans les procès de production et de réalisation. Elle « se vérifie » dans les pratiques tout comme le fétichisme semble naître de l'échange des marchandises.

Cette façon de considérer l'idéologie nationaliste est éminemment néfaste. Elle crée l'illusion d'une relative « inefficacité » de cette idéologie. Il s'agirait alors simplement de dénoncer l'imposture bourgeoise pour que les fourbes soient « démasqués ». Nous croyons au contraire que le nationalisme est aussi inséparable du MPC, même du monopolisme sous lequel il prend une nouvelle forme, que la plus-value. Il a d'ailleurs une extension beaucoup plus large que celle qu'on lui confère le plus souvent. Soulignons d'autre part que le libéralisme et l'individualisme ont le même effet que le nationalisme, celui de masquer les rapports de classes en posant précisément une égalité imaginaire entre les agents ¹. Nous n'avons nullement l'intention de nier que le nationalisme ait cet effet de voiler la lutte des classes. Tout au contraire, la seule forme d'association que l'idéologie bourgeoise bénit est celle du groupe d'intérêts (économiques) ou du groupe de pression (politique). Or, il faut bien voir qu'il s'agit ici d'une simple extension au groupe des qualités qui sont conférés aux sujets individuels. Le groupe de pression défend des intérêts spécifiques dans l'égalité face à un État qui est représenté comme faisant la balance entre les différents points de vue et les différentes revendications. Nous n'avons voulu viser que le caractère d'accidentalité que ce thème du masque attribue souvent au nationalisme, comme si le nationalisme n'était qu'une exacerbation évitable des rapports sociaux capitalistes.

Il faudrait cependant être beaucoup plus précis. L'effet masque de l'idéologie nationaliste ne touche pas prioritairement les classes prises en elles-mêmes, mais bien plutôt la lutte des classes. L'idéologie bourgeoise peut reconnaître les classes, voire même leur antagonisme relatif. Elle ne saurait cependant poser la primauté théorique et pratique de la lutte des classes. En dernière analyse, et bien qu'il puisse reconnaître de sérieuses divergences d'intérêts, le nationalisme structure toujours un univers imaginaire de complémentarité et d'identité. Ici se constitue le point nodal de tout nationalisme qu'il soit modéré ou exacerbé.

Il produit un monde imaginaire dont les transformations multiples et les limites sont déterminées par la réalité que lui-même a pour effet de voiler. Son articulation-détermination à l'économique modèle ainsi, sous la primauté de la lutte des classes, un univers stratégique-tactique tout entier centré sur la conjoncture. Aussi serait-il illusoire de chercher à en dresser une liste exhaustive. Si la stratégie induite est invariablement informée par la nécessité de reproduire la domination de classe en voilant l'efficace de la lutte des classes, elle générera elle-même une

¹ C'est dans ce sens que Mao Tsé-Toung écrit : « La bourgeoisie a toujours dissimulé la position des classes sous le vocable de citoyen pour exercer en fait sa dictature d'une seule classe. Cette dissimulation n'est aucunement dans l'intérêt du peuple révolutionnaire, disons-le nettement. Le terme de « citoyen » peut être utilisé, mais il ne doit pas inclure les contre-révolutionnaires et les traîtres. Une dictature de toutes les classes révolutionnaires s'exerçant à l'égard des contre-révolutionnaires et des traîtres, voilà le genre d'État dont nous avons besoin aujourd'hui » (cf. Mao Tsé-Toung, « La démocratie nouvelle », in *Œuvres choisies*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1969, t. II, p. 76).

multiplicité tactique toujours plus imaginative. Dans une conjoncture de luttes apparemment moins ouvertes, une certaine inégalité de classes pourra être reconnue, mais ce ne sera que pour mieux affirmer la complémentarité des intérêts nationaux. Dans une conjoncture marquée par l'affrontement organisé, le nationalisme tendra à insister sur l'homogénéité du groupe national : par exemple, en reportant sur l'« étranger » la réalité de la subversion (Chili), ou en travestissant la réalité des classes sous le thème de la nation classe (le fascisme et la nation prolétaire). Mais, répétons-le, cette pluralité stratégique-tactique n'a rien d'un plan inventé par un sujet-classe, elle est un effet de l'articulation des instances du MPC et demeure placée sous la surdétermination de la lutte des classes.

1.5 Idéologie religieuse et idéologie nationaliste

[Retour à la table des matières](#)

L'idéologie portée par la bourgeoisie, avons-nous dit, divise et rassemble les sujets. Soulignons de plus que le propre de cette idéologie est, du moins directement, de ne pas assigner de place spécifique au sujet, sinon celle d'appartenir à une nation. Le sujet est présenté comme pouvant se déplacer aussi bien horizontalement que verticalement dans la structure sociale. Chacun, par son labeur, peut « grimper l'échelle sociale ». La stratification n'est finalement admise que si on la nie, en affirmant la possibilité d'une très large mobilité ¹.

Il est intéressant, à ce propos, de comparer les idéologies dominantes sous la féodalité et sous le capitalisme. On sait que Marx considère dans certains textes l'idéologie religieuse comme l'instance dominante du MPF. Cette dominance lui est conférée par le fait que les rapports d'exploitation de classes sont directement visibles pour les classes dominées, sous la forme de la redevance et de la corvée. La domination politique est d'ailleurs elle-même directement donnée par la dépendance personnelle du serf face au seigneur. La religion aura donc pour effet de ne rassembler, sous les thèmes connus du peuple de Dieu, du corps mystique et du salut éternel, que pour diviser, en assignant une place spécifique et immuable à

¹ C'est précisément la grande force de cette idéologie que de créer l'illusion de la facilité du « déplacement ». Ceci s'explique par le fait que les rapports de dépendance personnelle sont inutiles et même nuisibles au procès de production. L'idéologie n'a d'ailleurs pas à jouer ici un rôle important puisque, sous ce mode de production, la reproduction des places se jouent principalement au niveau de la production dans l'instance économique elle-même. La fonction de l'idéologie est précisément de nier cette réalité. L'assignation de places par l'idéologie bourgeoise se réduit donc au minimum. Les deux principales sont sans doute les places qui sont conférées au sujet dans la famille et dans la nation. Sous le capitalisme, l'agent demeure sujet familial et devient sujet national. Sa nationalité lui colle aux pores de la peau comme une tache de naissance et on lui fera passer de longues périodes de probation pour en changer et en acquérir une autre (certains pays ne permettent pas qu'on s'en débarrasse complètement ; ainsi l'enfant qui voit le jour à l'intérieur des frontières de l'État français est condamné à vivre et à mourir comme sujet français). Le plus grand péché pour l'idéologie bourgeoise est précisément d'être apatride.

chacun des sujets, immobilisant ainsi chaque individu à la position qu'il occupe dans la hiérarchie sociale et ne lui permettant l'égalité que dans l'au-delà. S'il était possible d'affecter une antériorité à l'un des deux éléments, nous dirions que, sous le MPC, l'idéologie dominante divise et rassemble ensuite, alors que, sous le MPF, elle rassemble d'abord pour ne diviser et placer qu'en deuxième lieu. Il est clair cependant que ces deux éléments apparaissent simultanément et qu'ils sont indissolublement liés dans l'un et l'autre cas. On ne peut même pas attribuer de rôle dominant à l'un des deux pôles ni sous le MPC ni sous le MPF. Nous croyons que, au sein d'une formation sociale où domine le MPC, la dominance de l'un ou de l'autre aspect (libéralisme-individualisme, nationalisme) est fonction de la conjoncture de la lutte des classes sur le plan national et international : le nationalisme prend le rôle dominant lorsque la bourgeoisie est mise en péril ou qu'elle cherche à soutenir ses visées impérialistes.

Les deux thèmes fondamentaux de l'assujettissement des agents sous le capitalisme sont donc étroitement liés et ne peuvent s'affirmer l'un et l'autre qu'au sein d'une formation sociale où domine le MPC. Ces deux aspects de l'idéologie dominante sont articulés aux rapports de production tels qu'ils apparaissent directement aux agents à travers l'échange. Ils sont donc essentiels à la production. Ils permettent d'en reproduire les rapports en fondant les agents comme sujets libres et en les reliant dans un groupe (national) large. Ce double assujettissement a pour conséquence d'articuler un rapport imaginaire aux pratiques réelles. Son efficacité tient précisément au fait que, tout comme le fétichisme, elle est articulée aux rapports de production et d'échanges tels qu'ils se donnent directement aux agents.

C'est pourquoi d'ailleurs il faut se garder de minimiser l'effet de cette idéologie. La façon la plus coutumière de le faire est d'en réduire considérablement l'extension. C'est ainsi qu'on en fait souvent, comme nous le soulignons plus haut, une simple exacerbation des traits nationaux, l'exemple le plus souvent cité étant celui du fascisme ¹.

Or l'idéologie nationaliste, comme toute idéologie, ne se réduit nullement à ses traits dits extrêmes. Au contraire, son efficacité résulte du fait de passer inaperçue dans ses manifestations les plus quotidiennes. Le sujet est baigné dans un univers national. Ses pratiques journalières sont imprégnées des valeurs nationales. Il est modelé, de son berceau jusqu'à sa mort, dans une forme nationale. Nous croyons que l'efficacité de l'idéologie nationaliste vient de son articulation aux

¹ Pourtant, même le fascisme pose le sujet comme libre, isolé et égal, même s'il affirme la nécessité de « sacrifier » provisoirement l'exercice d'une partie de ces « droits » pour le mieux-être de la nation. Comme le souligne fort justement Rupert Emerson, la dictature fasciste fonctionne aux deux mêmes canons fondamentaux. Ceci démontre bien qu'elle ne constitue pas un simple « accident de parcours » ou même une « trahison » de la démocratie bourgeoise, comme on tente souvent de l'affirmer (cf. R. Emerson, *From Empire to Nation*, op. cit., pp. 214-215).

manifestations les plus concrètes des rapports de production et d'échanges capitalistes. Nous verrons maintenant les liens qu'elle entretient aussi bien avec l'instance politique qu'avec les autres « aspects » de l'économie.

C'est donc dans l'articulation des deux thèmes fondamentaux de l'idéologie bourgeoise à l'instance économique et, en dernière analyse, aux rapports de production qu'il nous faut rechercher le secret de la question nationale. Ainsi peuvent être posées les conditions de ce que Marx, dans la *Question juive*, considérait comme une énigme :

Il est assez énigmatique qu'un peuple, qui commence tout juste à s'affranchir, à faire tomber toutes les barrières entre les différents membres du peuple, à fonder une communauté politique, proclame solennellement (1791) le droit de l'homme égoïste, séparé de son semblable et de la communauté, et reprenne même cette proclamation à un moment où le dévouement le plus héroïque peut seul sauver la nation... La constitution de l'État politique et la décomposition de la société bourgeoise en individus indépendants, dont les rapports sont régis par le droit comme les rapports des hommes des corporations et des jurandes étaient régis par le privilège, s'accomplissant par un seul et même acte... L'émancipation politique, c'est la réduction de l'homme, d'une part au membre de la société bourgeoise, à l'individu égoïste et indépendant, et d'autre part au citoyen, à la personne morale¹.

2. QUESTION NATIONALE ET SPÉCIFICITÉ DU MPC

[Retour à la table des matières](#)

On pourra sans doute s'interroger, à ce stade de l'analyse, sur la pertinence de considérer le nationalisme comme un effet des rapports de production capitalistes à travers la circulation qu'ils généralisent. On peut se demander en quoi la forme de production marchande simple (et la circulation simple) ne pourrait engendrer l'effet que nous considérons comme une spécificité du MPC. Soulignons d'abord que la production marchande simple n'ayant dominé aucune formation sociale et n'étant pas, à strictement parler, un mode de production défini comme une articulation de trois instances, il est assez difficile, sinon à travers quelques effets pertinents, de décrire une superstructure qui lui serait propre. Il est cependant possible d'affirmer, ce que Marx a d'ailleurs fait, que les traits d'isolement, de liberté et d'individualisme que nous avons déjà donnés à l'idéologie résultant du procès de circulation dominé par le MPC peuvent correspondre à la circulation simple. Superficiellement, il est d'abord possible d'affirmer que la spécificité du mode de production capitaliste est de généraliser et d'imposer ce type d'idéologie en provoquant l'universalisation de la circulation des marchandises. Ce qui ne pouvait être, dans le premier cas, qu'idéologie dominée au sein de la formation

¹ K. Marx, *la Question juive*, Paris, Union générale d'éditions, 1968, pp. 44-45.

sociale, devient rapports imaginaires dominants, dans le second cas. C'est précisément, nous semble-t-il, ce que Marx entend lorsqu'il écrit :

Ainsi donc, le procès de la valeur d'échange que développe la circulation ne respecte pas seulement la liberté et l'égalité ; il les produit et leur sert de base réelle. À titre d'idées pures, elles ne sont que les expressions idéalistes des diverses phases de ce procès ; lorsqu'elles sont développées en rapports juridiques, politiques et sociaux, elles se trouvent simplement reproduites en des puissances nouvelles. C'est ce que l'histoire n'a pas manqué de confirmer. En effet, non seulement cette trinité, propriété, liberté et égalité, a d'abord été formulée théoriquement sur cette base par les économistes italiens, anglais et français des XVIIe et XVIIIe siècles, mais elle n'a été réalisée que dans la société bourgeoise.

Loin de constituer la base de la production du monde antique, la valeur d'échange détruisit bien plutôt celui-ci en se développant. La liberté et l'égalité engendrées dans l'antiquité avaient un contenu tout différent de celui du monde moderne ; et leur caractère était essentiellement local. En outre, comme les différents éléments de la circulation simple se sont développés dans le monde antique entre les hommes libres tout au moins, il est logique qu'à Rome et notamment dans la Rome impériale dont l'histoire est faite précisément de la dissolution des communautés antiques, on ait vu se développer les notions essentielles de la personne juridique, sujet de l'échange. Tout cela explique que les notions fondamentales du droit de la société bourgeoise y furent déjà élaborées et surtout qu'on ait dû les défendre vis-à-vis du moyen-âge comme le droit de la société industrielle naissante ¹.

Reste à poser évidemment la spécificité de l'articulation de l'idéologie juridique aux rapports de production esclavagistes dominants dans la Rome impériale et la possibilité de leur récupération sous le capitalisme. Tel n'est pas ici notre propos. Mentionnons seulement que l'égalité en droit n'est envisagée à Rome que pour les citoyens. L'idéologie y divise clairement les sujets en classes, les principales étant celles des sujets libres (citoyens) et celles des sujets non libres (esclaves). Superficiellement encore, cette observation nous permet de mettre en lumière un autre des aspects spécifiques au mode de production capitaliste qui, accompagné de la généralisation de la circulation, « appelle » l'idéologie nationaliste. Celle-ci permet en effet d'éluder le problème des classes, lesquelles, comme on le sait, ne sont pas directement visibles. Le nationalisme regroupe les échangistes dans un tout indifférencié et renforce ainsi la domination de classe. Mais nous en sommes encore à la surface du phénomène. Si cette distinction nous a permis de constater la différence entre la « société bourgeoise » et la « société esclavagiste » et de conclure à la détermination de la première au nationalisme, elle ne nous a pas permis de voir pourquoi la forme de production et de circulation marchande simple ne produit pas l'idéologie nationaliste tout en générant aussi la circulation.

¹ K. Marx, les *Fondements de la critique de l'économie politique*, op. cit., t. II, p. 620. C'est nous qui soulignons.

Nous nous en tiendrons à la forme de production marchande simple, laquelle ne dévoile pas directement la réalité des classes comme sous le mode de production esclavagiste, puisqu'elle n'en produit effectivement pas. Nous pourrions croire tenir là le dernier mot de l'analyse. En effet, l'une des déterminations fondamentales de l'idéologie nationaliste, celle des classes à voiler, est absente. Mais nous n'en sommes qu'aux premiers balbutiements de l'explication. Reste à savoir pourquoi la circulation simple ne pourrait pas produire le nationalisme, même si la forme de production dont elle est issue ne produit pas de classe. Ce qui renvoie à la question fondamentale : quelle est la spécificité de la circulation sous le capitalisme qui a pour effet de rendre possible cette idéologie ? Plus précisément, quels sont les rapports entre la circulation et les rapports de production qui relient l'idéologie nationaliste à la spécificité du MPC ?

Il faut alors constater que c'est seulement sous le MPC que la force de travail apparaît comme une marchandise. Les rapports de production sont donc directement présentés comme rapports d'échanges d'équivalents entre agents égaux. L'octroi d'un salaire rétribuant une dépense de travail est donné comme un échange entre deux propriétaires, l'un de la force de travail, l'autre du capital. Nous voyons ici comment sont posées les conditions, non seulement de l'individualisme libéral, mais aussi du nationalisme qui crée un groupe d'appartenance pour ces sujets égaux. C'est donc parce que la circulation est articulée aux rapports de production capitalistes qu'elle contribue à poser les conditions du canon idéologique qui nous préoccupe. La circulation devient un intermédiaire obligatoire à la reproduction des rapports de production, car c'est à travers elle que se réalise la plus-value. C'est en ce sens que Pierre-Philippe Rey peut écrire :

La vente de la force du travail n'est qu'un sous-ensemble du procès de circulation lui-même... Le secret ultime du rapport de production capitaliste, c'est donc d'être incorporé comme un simple moment d'un sous-ensemble du procès de circulation ¹.

Le MPC, en universalisant la circulation, travestit les rapports de production en rapports d'échange et fonde la possibilité d'une idéologie prônant en même temps libéralisme et nationalisme qui permettra de les reproduire. On voit d'ailleurs comment, la production apparaissant comme un simple moment de la circulation et la nation devenant le groupe de référence imposé aux agents de la formation sociale relevant des modes de production dominés, l'idéologie bourgeoise s'articule au procès de dissolution de ces modes de production.

On constate donc que l'affirmation selon laquelle la forme de production marchande simple ne peut contribuer à produire l'idéologie nationaliste parce qu'elle n'a qu'une extension locale, le « monde » de chaque échangiste demeurant restreint par suite du peu de développement des forces productives, glisse à la

¹ P. P. Rey, *Sur l'articulation des modes de production*, Paris, Centre d'étude de planification sociale, École pratique des hautes études, 1970, ronéo, p. 95.

surface des phénomènes. Elle enferme même dans la pure et simple tautologie : il n'y a pas d'idéologie nationaliste, parce qu'il n'y a pas de marché national. La question n'est pas ici de mesurer la plus ou moins grande étendue du marché, mais bien d'analyser les rapports entre la circulation et les rapports de production. De même, soutenir que, dans la forme de production marchande simple, l'idéologie nationaliste serait inutile parce qu'elle ne produit pas de classes ne nous ferait guère avancer davantage. Nous ne procéderions alors qu'à partir d'un effet de l'idéologie sans analyser le secret de son efficace.

L'idéologie nationaliste ne peut être considérée comme un effet de cette forme de production. Ces petits producteurs marchands peuvent cependant adhérer aux deux grands thèmes de l'idéologie bourgeoise parce qu'elle ne contredit pas fondamentalement leur pratique, même si évidemment le développement du capitalisme tend à les faire disparaître. On sait d'ailleurs qu'ils ont joué un rôle non négligeable dans la Révolution française.

Nous avons donc jusqu'ici cru juste d'affirmer que l'idéologie nationaliste s'articule directement aux rapports de production capitalistes en sanctionnant les rapports imaginaires perçus à la « surface » de la circulation des marchandises. Cette détermination s'analyse dans la nécessité de la création du marché national qui constitue la détermination en dernière instance de l'apparition de la question nationale.

Pour parler en termes plus stricts, il faudrait préciser que le marché pose la question nationale en s'étendant. Car nous devons soutenir, pour accorder toute sa profondeur théorique à la thèse léniniste, non pas que la création du marché intérieur constitue la détermination en dernière instance de la question nationale, mais bien que la structuration de la détermination des rapports de production capitalistes sur les forces productrices nécessite la constitution d'un marché, lequel pose les conditions d'apparition de la question nationale. La relation de détermination ainsi posée permet de saisir l'« effet total » à partir de la détermination en dernière instance qui ne peut être « localisée » que dans la relation dialectique rapports de production-forces productives. Comme nous le soulignons au début de ce chapitre, nous contenter d'une relation entre le marché intérieur et la question nationale risquerait de nous cantonner aux rapports entre deux scènes : le marché et les caractéristiques nationales de la formation sociale.

3. ET LA LUTTE DES CLASSES ?

[Retour à la table des matières](#)

Mais nous n'en sommes encore qu'aux prémisses de l'explication. Nous avons jusqu'ici lu l'idéologie nationaliste au niveau des rapports marchands qui tissent un univers national de sujets égaux. Nous avons ensuite tenté de montrer que, pour rendre compte de cette idéologie, il fallait quitter la surface des phénomènes économiques pour aborder l'effet total du procès de production. Cela nous a permis d'avancer en constatant que seuls les rapports de production capitalistes dans leur forme salaire pouvaient, dans leur articulation à la circulation, permettre l'illusion généralisée de l'égalité. Il faut aller plus loin. Peut-on, en effet, nous en tenir au seul niveau de l'instance économique ? Peut-on considérer l'idéologie nationaliste comme un effet mécanique des rapports marchands, voire même du seul procès total de production ? Nous ne le croyons pas. Il faudrait alors soutenir que l'idéologie se structure d'elle-même pour les agents dans l'illusion égalitariste de leur propre réalité d'échangiste. Si nous avons ici à rendre compte de la réalité de l'illusion, nous ne pouvons le faire à partir de l'illusion elle-même qui est lue dans la réalité. Nous avons cependant fait plus. Nous avons fait intervenir les rapports de production. Nous avons alors avancé d'un pas, sans plus. Nous n'avons tenu compte de ces rapports qu'en tant qu'ils produisent, dans l'échange, des individus-sujets isolés et égaux, qu'ils soient capitalistes ou prolétaires. Ces énoncés omettent l'essentiel : la lutte des classes et donc l'idéologie elle-même qui est bien autre chose qu'une simple méconnaissance produite directement par un système de places. Et nous voilà « forcés » de revenir à Lénine.

Nous avons souligné que le propre de l'intervention léniniste dans la question nationale était de placer l'analyse sous la question de l'État bourgeois. Sur le problème plus spécifique du marché national, nous avons d'abord pu constater, à partir des thèses de Lénine, que l'extension du marché intérieur, poussé en avant par la nécessité de la reproduction élargie des rapports de production capitalistes exigeait la protection centralisée de l'État bourgeois : dès lors, l'État national s'imposait à l'ensemble de la formation nationale. Nous nous sommes alors attaqué au deuxième volet de l'énoncé léniniste en nous posant le problème de l'idéologie nationaliste, celui de la représentation nationale du marché capitaliste. Nous avons fait un long mais instructif détour. Instructif, car il nous ramène aux lieux mêmes des indications de Lénine : brèves, mais théoriquement lourdes d'enseignement.

On doit maintenant constater que, si l'on peut encore parler de l'effet idéologique (nationaliste) des rapports marchands et même de celui du procès total de production capitaliste, on ne peut considérer cet effet qu'en tant qu'il est surdéterminé et, plus précisément, structuré dans sa réalité même par l'idéologie

nationaliste dans les appareils idéologiques d'État, dans la lutte idéologique. Le fait que les rapports marchands permettent une lecture nationaliste des rapports sociaux ne signifie pas qu'ils la produisent par leur seul développement. Cela signifie plutôt qu'ils sont dominés par des rapports de production spécifiques qui génèrent des luttes de classes spécifiques dont la reproduction sous la domination bourgeoise s'appuie sur une idéologie spécifique (nationaliste). Si l'idéologie bourgeoise, par essence économiste, structure son univers de représentation à la surface des rapports marchands, cela ne signifie pas que ces derniers produisent l'idéologie en question, mais plutôt que la reconnaissance de la « validité » de cette méconnaissance est produite par et dans l'idéologie bourgeoise.

Ainsi pour Lénine :

La façon abstraite ou formelle de poser la question de l'égalité en général, y compris l'égalité nationale, est inhérente à la démocratie bourgeoise de par sa nature. Sous le couvert de l'égalité de la personne humaine en général, la démocratie bourgeoise proclame l'égalité formelle ou juridique du propriétaire et du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité induisant ainsi les classes opprimées dans la plus grave erreur. L'idée d'égalité qui n'est en elle-même que le reflet des rapports de la production marchande devient entre les mains de la bourgeoisie une arme de lutte contre l'abolition des classes, sous le prétexte d'une égalité absolue des personnes humaines. Le sens réel de la revendication de l'égalité se réduit à l'abolition des classes ¹.

Lénine fait ici intervenir l'idéologie dans les rapports marchands, mais il ne considère pas ces derniers comme principe explicatif suffisant de l'égalitarisme bourgeois. Si l'idée d'égalité est considérée comme un reflet des rapports marchands, ce reflet est analysé comme ne prenant son efficacité que dans les mains de la bourgeoisie, comme arme de lutte. C'est ici la démocratie bourgeoise (les appareils idéologiques d'État) qui proclame l'égalité formelle, la fait lire dans les rapports marchands et s'en sert comme arme de lutte.

Donc : traiter de la question nationale et de sa détermination par le marché, c'est déjà faire intervenir dans l'analyse le politique et l'idéologique, aussi bien la politique économique que les appareils idéologiques de l'État bourgeois. Opération qui nous forcera à revenir aux rapports de production non plus comme simple système de places, mais comme lieu déterminant en dernière instance de la lutte des classes. Ce que nous commencerons à faire immédiatement.

¹ V. Lénine, « Première ébauche des thèses sur la question nationale et coloniale », in *Sur les questions nationale et coloniale*, op. cit., p. 22.

CONCLUSION SUR L'INSTANCE ÉCONOMIQUE

[Retour à la table des matières](#)

1. Nous avons repéré chez Lénine le fondement de l'analyse de la question nationale que nous avons systématisé sous l'énoncé suivant : le marché national est un effet spécifique du mode de production capitaliste.
2. Nous avons cru nécessaire de pratiquer une tentative d'approfondissement de cette thèse qui reste au niveau de la description de la « scène » sur laquelle se jouent les rapports capitalistes.
3. Il nous a semblé légitime de rechercher la spécificité de la circulation capitaliste en posant sa relation aux rapports de production du MPC.
4. C'est ce qui nous a conduit à considérer que la thèse léniniste s'analysait dans toute son extension en posant que la structuration de la dominance des rapports de production capitalistes sur les forces productives nécessite la constitution d'un marché intérieur, lequel provoque les conditions d'apparition de la question nationale.
5. Ceci nous a amené à considérer que le propre de cette relation (sur le plan idéologique) réside dans le fait que, les rapports de production s'y donnant comme simple moment de la circulation, l'extorsion du surtravail paraît simple échange égal de marchandises.
6. Voilà ce qui nous a permis, en plus de la simple reconnaissance de la nécessité d'un marché (contrôlé) national, de repérer les marques d'une idéologie spécifique centrée sur deux thèmes fondamentaux, libéralisme et nationalisme : les agents étant assujettis comme sujets libres (égaux et individualistes) et nationaux.
7. La question : quel marché national, quel État national, quelle nation, nous a renvoyé à l'histoire toujours spécifique du procès d'imposition de la dominance du MPC dans telle ou telle région, au sein de telle ou telle formation sociale.
8. Mais nous avons finalement constaté que si l'idéologie nationaliste trouvait dans la circulation dominée par les rapports de production capitalistes un terrain propice à sa propre validation, on ne pouvait trouver dans les seuls rapports sociaux économiques son principe explicatif.

CHAPITRE II

SUR L'ÉTAT

1. VERS UNE THÉORIE DE L'ÉTAT NATIONAL

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de la spécificité nationale de l'État capitaliste est sans aucun doute l'un des aspects qui ressort le plus clairement des analyses de la question sur laquelle nous concentrons notre attention. Tout se passe comme si la plupart des auteurs tentaient plus ou moins confusément de dévoiler l'État national comme lieu surdéterminant ou comme point focal de la théorie de la question nationale. Mais, alors même que la pratique théorique semble vouloir trouver son centre, elle est le plus souvent soumise à un effet (idéologique) de déviation.

1.1 Les non-marxistes

Ainsi Max Weber paraît vouloir poser de façon éminemment juste la relation entre le caractère national du marché et de l'État capitaliste :

Les différents États devaient entrer en compétition pour la maîtrise du capital circulant. Le capital, à son tour, dictait aux États les conditions auxquelles il était prêt à les aider. De cette alliance forcée de l'État et du capital, naît une classe nationale de citoyens : la bourgeoisie – au sens moderne du terme. C'est donc l'État national refermé sur lui-même qui a permis au capitalisme de se développer. Et aussi longtemps que l'État national n'est pas remplacé par un empire mondial, le capitalisme, lui aussi, perdure ¹.

Il approfondit même l'analyse en affirmant que la formation des groupes ethniques (pour lesquels il développe le même type d'investigation que pour le « groupe national ») résulte principalement d'un effet politique. « D'autre part, c'est avant tout la communauté politique, quel que soit son caractère artificiel, qui inspire la croyance en une communauté ethnique ². » L'origine artificielle de la

¹ M. Weber, *General Economic History*, New York, Collier Books, 1961, p. 249.

² M. Weber, *Economy and Society*, New York, Bedminster Press, 1968, t. I, p. 389.

conscience ethnique résiderait dans ce que l'auteur saisit comme une *rational association*.

Tout semble donc être mis en place pour produire une connaissance serrée de la question nationale sous l'articulation des trois instances, la détermination en dernière instance de l'économique, et finalement la focalisation de l'État (national) comme lieu surdéterminant. Mais, malheureusement, Weber oubliera l'effet de l'économique. Lorsque l'auteur aborde spécifiquement l'étude des notions de groupe ethnique et de nation, il abandonne cette problématique pour la noyer dans la simple reconnaissance de l'effet des facteurs économiques, parmi tous les autres. Il se replie sur l'affirmation de la détermination des niveaux politique et idéologique. Nous dirions presque qu'il soutient la détermination en dernière instance des appareils idéologiques d'État, sous le thème de l'association rationnelle. Il faut en effet noter qu'il n'y a pas, chez Weber, l'idéalisme vulgaire que l'on trouve chez certains de ses disciples (et dont on veut parfois l'affubler). Il y a toujours, dans sa pratique théorique, repérage de la réalité sociale comme complexe de déterminations placées sous l'égide du politico-idéologique. Il y a, somme toute, tentative extrêmement subtile et nuancée de renversement du marxisme.

Hans Kohn reprend de façon plus systématique la position de Weber : « Le terme de nationalité est un concept historique et politique ¹, » « Le plus important facteur pour la formation des nationalités est la communauté de territoire, ou plutôt d'État ² » Mais ce « concept politique » ne peut s'analyser sans son corollaire idéologique :

Le nationalisme exige l'État nation ; la création de l'État nation renforce le nationalisme. Ici, comme ailleurs dans l'histoire, nous rencontrons une interdépendance et une interaction continues. « La nationalité est une façon de penser correspondant à une réalité politique ou cherchant à correspondre à une réalité politique ³. »

Tout comme Weber, Kohn s'arrête là même où semblent posés les premiers jalons d'une analyse encore à produire. Il se contentera de constater la tendance à la création d'États indépendants, tendance reconnue sous un effet principalement idéologique : c'est le nationalisme qui détermine la formation des États nationaux.

Marcel Mauss, de la même façon, fait du politique le critère dominant de sa définition de la notion de nation. Plus précisément, ce sont, pour lui, les formations sociales liant État centralisé et démocratie qui peuvent être reconnues comme ensemble national. Mais, outre le fait qu'il ne produit pas d'analyse serrée de la

¹ H. Kohn, *The Idea of Nationalism*, op. cit., p. 13.

² *Ibid.*, p. 15.

³ *Ibid.*, p. 19. La citation faite par Kohn est tirée de I. Zongwill : *The Principle of Nationalities*, Londres, Watts, 1917.

relation entre les instances économique et politique, sa pratique théorique ne produit pas la connaissance de la véritable spécificité de l'État national. La nation serait pour lui l'effet de deux modes de production : MPC et MPE (mode de production esclavagiste). Jamais il ne tente, hormis par la reconnaissance des caractéristiques extérieures de démocratie et de centralisation, de montrer en quoi ces deux modes de production pourraient produire le même effet national :

Seules les cités grecques et, à leur imitation, les latines l'ont élaboré (*N.B.* le pouvoir central et démocratique) : c'est ce qui a fait d'elles des nations et a formé le type de vie sociale que notre objet est proprement de décrire et de voir fonctionner dans le présent ¹.

1.2 Les marxistes

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire de l'analyse de la question nationale dans les cadres du matérialisme historique est elle-même, nous l'avons déjà souligné, marquée de difficultés. Marx considère que l'œuvre révolutionnaire de la bourgeoisie réside précisément dans le renversement du fractionnement féodal et la centralisation des moyens de production qui permettront un véritable bond en avant. La bourgeoisie impose l'unité nationale :

La bourgeoisie supprime de plus en plus le gaspillage des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La centralisation politique fut la conséquence fatale de ces changements. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents ont été réunies en une seule nation, avec un seul gouvernement, une seule loi, un seul intérêt national de classe, derrière un seul cordon douanier ².

Mais Marx confirme sa perspective historiciste en posant la spécificité de l'État national dans un lent développement vers son unité bourgeoise. La bourgeoisie, en imposant « la libre concurrence à l'intérieur de la nation ³ », réalise une forme spécifique de l'unité nationale, son « unité bourgeoise ».

La première Révolution française qui se donne pour tâche de briser tous les pouvoirs indépendants, locaux, territoriaux, municipaux et provinciaux, pour créer l'unité bourgeoise de la nation, devait nécessairement développer l'œuvre commencée par la monarchie absolue... ⁴

¹ M. Mauss, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. III, p. 584.

² K. Marx et F. Engels, *le Manifeste du parti communiste*, Paris, Union générale d'éditions, 1963, p. 101.

³ K. Marx et F. Engels, *l'Idéologie allemande, op. cit.*, p. 101.

⁴ K. Marx, *le Dix-huit brumaire de Louis Bonaparte*, Utrecht, J. J. Pauvert, 1965, p. 347.

C'est chez Lénine qu'il nous faudra chercher les véritables fondements de l'analyse de l'État national. C'est le double effet de l'économique (déterminant en dernière instance) et de l'idéologique qui, pour Lénine, conduit à la constitution de l'État national :

Dans le monde entier, l'époque de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme a été liée à des mouvements nationaux. Le fondement économique de ces mouvements, c'est que la victoire marchande exige la conquête du marché intérieur par la bourgeoisie, le rassemblement au sein d'un même État des territoires dont la population parle la même langue, et l'élimination de tout obstacle de nature à entraver le développement de cette langue et sa consécration par une littérature. La langue est le plus important des moyens de communication entre les hommes. L'unité de la langue et le libre développement sont parmi les conditions les plus importantes d'un commerce vraiment libre, vraiment large et correspondant au capitalisme moderne, du groupement libre et large de la population dans chaque classe prise en particulier; la condition enfin d'une étroite liaison du marché avec chaque patron et chaque acheteur ¹.

Ce que Lénine met en œuvre, c'est bien l'analyse de la spécificité de l'État national, correspondant à la spécificité de la circulation sous le capitalisme :

La formation d'États nationaux qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne est donc une tendance propre à tout mouvement national. Les facteurs économiques les plus profonds y contribuent ; et, pour l'Europe occidentale, – plus encore, pour le monde civilisé tout entier, – ce qui est typique, normal en période capitaliste, c'est donc l'État national... ².

Lénine produit donc une véritable théorie de l'État national comme effet spécifique du mode de production capitaliste, sous la nécessité de la création du marché intérieur. Cette théorie provoque l'abandon de l'historicisme. Elle permet de considérer la formation sociale nationale comme un effet spécifique du MPC. Ce type de formation sociale met en présence des classes antagonistes d'un type particulier au sein d'un cadre spécifique, l'État national. C'est en ce sens que Lénine la considère comme la forme normale d'une formation sociale dominée par le MPC. La théorie léniniste de l'État national s'appuie cependant non seulement sur la mise en pratique de l'analyse de l'économique comme détermination en dernière instance, mais aussi du politique comme lieu surdéterminant de la lutte des classes. Comme on le verra plus loin, la question nationale étant posée sous celle des classes et de leur lutte, le point central de l'analyse, quoique posant le primat de l'économique, n'en est pas moins celui de l'État (national) :

¹ V. Lénine, « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », *Question de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, Moscou, Éditions du Progrès, 1968, p. 62.

² *Ibid.*, pp. 62-63.

D'une part, l'époque où s'effondrent le féodalisme et l'absolutisme, où se constituent une société et un État démocratique bourgeois, où les mouvements nationaux deviennent pour la première fois des mouvements de masse et entraînent d'une façon ou d'une autre toutes les classes de la population dans la vie politique par le truchement de la presse, par la participation aux institutions représentatives¹.

Le point focal de l'analyse de la question nationale que les auteurs considérés plus haut tentaient plus ou moins confusément de placer dans l'État national s'y trouve tout entier découvert. La théorie léniniste de la question nationale se révèle donc comme une théorie de l'État national. Il s'agit là, répétons-le, d'une thèse fondamentale qui marquera l'histoire de l'analyse de la question nationale faite dans le cadre du matérialisme historique. Nous serons mieux placé pour en mesurer l'importance dans le prochain chapitre. Signalons seulement ici qu'en produisant la théorie de l'État national, Lénine laisse ouverte la question de la nation comme groupe social spécifique. En effet, la pratique théorique léniniste ne touche véritablement que l'analyse du marché et de l'État. Comme le suggère d'ailleurs la dernière citation, la notion de nation reste, chez Lénine, analysée de façon fort confuse et l'auteur fait appel à elle pour qualifier des groupes sociaux fort différents : féodaux, capitalistes, esclavagistes... Notons que d'autres marxistes ont vu la relation entre le MPC et l'État national. Mais nous affirmons que c'est chez Lénine que l'on retrouve le traitement le plus cohérent et le plus systématique de cette relation. Parmi les auteurs, outre Kautsky à qui Lénine se réfère, citons Rosa Luxemburg et Hilferding. Ainsi Luxemburg écrit-elle :

L'État national, l'unité et l'indépendance nationales, tels étaient les drapeaux idéologiques sous lesquels se sont constitués les grands États bourgeois du cœur de l'Europe au siècle dernier. Le capitalisme est incompatible avec le particularisme des petits États, avec un émiettement politique et économique ; pour s'épanouir, il lui faut un territoire cohérent, aussi grand que possible, d'un même niveau de civilisation ; sans quoi, on ne pourrait élever les besoins de la société au niveau requis pour la production marchande capitaliste, ni faire fonctionner le mécanisme de la domination bourgeoise moderne. Avant d'étendre son réseau sur le globe tout entier, l'économie capitaliste a cherché à se créer un territoire d'un seul tenant dans les limites nationales d'un État².

Pour Rosa Luxemburg, l'État national permet en fait l'imposition du pouvoir de classe de la bourgeoisie³. L'analyse de ce fait ne saurait se limiter à la simple

¹ *Ibid.*, p. 68.

² Rosa Luxemburg, *la Crise de la social-démocratie*, Bruxelles, la Taupe, 1970, p. 177.

³ Nous ne partageons donc pas l'opinion émise par J. P. Nettl qui, se réclamant précisément de l'article « Question nationale et autonomie », affirme : « L'un des points les plus intéressants de l'argumentation de Rosa Luxemburg était cette idée que la nation n'est pas une entité éternelle ni absolue, mais seulement une forme d'existence propre à la société bourgeoise et qui disparaîtrait avec la fin de l'ère capitaliste » (cf. J. P. Nettl, *la Vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, Paris, Maspero, 1972, p. 843). Il est évident que Nettl confond ici la nation et l'État national. C'est ce dernier qui, comme nous le verrons immédiatement, est un effet du MPC.

reconnaissance de l'effet nécessaire de la structuration du marché national. L'État met en place un ensemble d'appareils ajustés à cette domination :

La soif de la bourgeoisie pour contrôler le marché intérieur n'est pas le seul fondement matériel des mouvements nationaux. Voici d'autres facteurs : le militarisme qui garantit la souveraineté du pays en même temps qu'il aide à frayer un passage vers le marché mondial ; le protectionnisme douanier, une jurisprudence, un enseignement et des moyens de communication nouveaux. Le capitalisme a besoin de consolider les conditions économiques de sa croissance et d'établir tout un appareil d'État moderne. La bourgeoisie, pour s'épanouir, doit tout autant développer ses moyens de production que renforcer son pouvoir de classe ¹.

Pour Hilferding, comme pour Lénine, la question nationale demeure celle de l'État national.

L'État moderne est né en tant que réalisation de l'effort des nations vers l'unité. L'idée nationale trouvait sa limite naturelle dans la constitution de la nation comme base de l'État, puisqu'elle reconnaît le droit de toutes les nations à l'indépendance, et voyait, par là, les frontières de l'État dans les frontières naturelles de la nation ².

La constitution de l'État national est un effet du capitalisme, analysé à travers la nécessité de la formation d'un marché national. De la même façon, les rapports capitalistes, en s'imposant dans les colonies, provoquent le même phénomène ³.

Nous savons aussi que Lénine se réclame directement de Kautsky pour établir la relation MPC-État national. Pour ce dernier, « le sentiment national sera encore renforcé par la naissance de l'État moderne qui jaillit de la même source que la croissance des relations internationales : du mode de production capitaliste ⁴ ». La production de marchandises ⁵ impose en s'élargissant la nécessité de l'unilinguisme qui deviendra la caractéristique de l'État national. Bureaucratie ⁶, armée ⁷, parlement et démocratie ⁸ unilingues constituent la situation « normale » ⁹ de l'État moderne. Si Kautsky s'attache surtout à décrire les caractéristiques nationales de l'État capitaliste en insistant relativement moins que Lénine sur la détermination de l'économique, il n'en reste pas moins que l'on ne peut attribuer spécifiquement à ce dernier la pleine « paternité » de la mise en relation État national-MPC.

¹ Rosa Luxemburg, « Question nationale et autonomie », *Partisans*, n° 61, 1971, p. 7.

² R. Hilferding, *le Capital financier*, Paris, Minuit, 1970, p. 452.

³ *Ibid.*, p. 435.

⁴ K. Kautsky, « Nationalität und internationalität », *Die Neue Zeit*, suppl. n° 1, 1907-1908, p. 19 (traduit pour l'auteur par Lise Hubert).

⁵ *Ibid.*, p. 17.

⁶ *Ibid.*, p. 20.

⁷ *Ibid.*, p. 21.

⁸ *Ibid.*, p. 22.

⁹ *Ibid.*, p. 23.

Nous n'avons voulu fournir ici que trois exemples de problématiques tentant de cerner la relation de spécificité existant entre l'État national et le MPC. La question est donc à l'ordre du jour au moment où Lénine produit sa théorie. Nous croyons cependant devoir lire dans l'œuvre de ce dernier l'analyse la plus conséquente, celle qui pose les véritables conditions de l'ouverture d'un champ théorique pleinement articulé. La théorie léniniste de l'État national soumet radicalement l'analyse de la question nationale à celle de la lutte des classes. Là réside, nous y reviendrons longuement, la véritable « profondeur » de la contribution léniniste.

2. LA NATION COMME CENTRE SPÉCULAIRE

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons rencontré jusqu'ici, à travers l'articulation de l'instance économique du MPC, les premières traces de l'idéologie nationaliste. Nous y avons décelé la possibilité d'un double mouvement, libéralisme-nationalisme, dont les deux moments essentiels sont intimement liés, sans que l'on puisse attribuer à l'un ou à l'autre, ni antériorité théorique, ni rapport de causalité ou de dominance hors de la conjoncture.

On peut vérifier cette complémentarité fondamentale dans la spécificité du caractère spéculaire de l'idéologie bourgeoise. Si l'on peut affirmer que toute idéologie est spéculaire¹, il n'en apparaît pas moins que le caractère de cette spécularité varie avec chaque idéologie. L'idéologie bourgeoise est tout entière centrée sur la nation. C'est en effet la nation qui fonde l'individualité des sujets nationaux égaux. C'est à travers elle qu'ils se reconnaissent sans distinction de race, de sexe et de classe et se différencient des sujets d'une autre nation. Le centre même de l'idéologie bourgeoise est donc la nation. C'est elle qui interpelle les individus en sujets libres et... nationaux.

L'opération par laquelle l'idéologie bourgeoise trouve son centre apparaît donc comme « décentrement » des rapports réels. On voit comment cette idéologie instaure un rapport imaginaire en posant un groupe d'appartenance ayant

¹ « Nous constatons que la structure de toute idéologie, interpellant les individus en sujets au nom d'un Sujet Unique et Absolu, est spéculaire, c'est-à-dire en miroir et doublement spéculaire : ce redoublement spéculaire est constitutif de l'idéologie et assure son fonctionnement. Ce qui signifie que toute idéologie est centrée, que le Sujet Absolu occupe la place unique du Centre, et interpelle autour de lui l'infinité des individus en sujets dans une double relation spéculaire telle qu'elle assujettit les sujets au Sujet, tout en leur donnant dans le sujet, où tout sujet peut contempler sa propre image (présente et future), la garantie que c'est bien d'eux et bien de lui qu'il s'agit, et que, tout se passant en Famille (la Sainte Famille : La Famille est par essence sainte), « Dieu y reconnaîtra les siens », c'est-à-dire ceux qui auront reconnu Dieu et se seront reconnus en lui, ceux-là seront sauvés » (cf. Louis Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », *la Pensée*, juin 1970, p. 35).

précisément comme effet de permettre le fonctionnement dans les rapports réels (et leur reproduction) sans les dévoiler, leur occultation étant précisément la condition première de leur fonctionnement.

On peut vérifier ici l'« embrayage » de l'idéologie nationaliste sur l'infrastructure. L'articulation du nationalisme, du libéralisme et de l'individualisme sur l'instance économique nous a déjà permis de mesurer la matérialité de cette idéologie. Nous avons pu constater comment la circulation, telle qu'elle se donnait directement à la connaissance des agents, fondait, de par leur mise en œuvre par les rapports de production capitalistes, certaines des conditions de l'apparition de l'idéologie propre au MPC. L'idéologie nationaliste et son pendant, le libéralisme, fonctionnent donc dans la matérialité des pratiques telles qu'elles peuvent être perçues dans la circulation, en même temps qu'ils sont déterminés par ces pratiques dans la mesure où elles sont articulées à des rapports de production spécifiques. Mais l'idéologie ne se présente pas comme une articulation d'idées pures au-dessus de la mêlée. Il ne suffit pas, pour démontrer leur matérialité, d'affirmer qu'elle est déterminée en dernière instance par l'infrastructure. On ne peut non plus se contenter de reconnaître cette dernière dans son insertion au sein même des rapports de circulation. Il faut aussi montrer comment elle s'articule dans des pratiques fondant des appareils d'État.

Il faudrait donc, selon nous, reconnaître un double niveau à la matérialité de l'idéologie nationaliste. Elle s'organise dans des pratiques politiques ajustées aux pratiques telles qu'elles peuvent être immédiatement perçues au niveau économique. Comme nous l'avons souligné à la fin du précédent chapitre, l'idéologie nationaliste ne surgit pas des rapports marchands. Elle se structure ailleurs pour rendre possible la lecture nationaliste de ces rapports. Il nous faudra donc analyser la structuration de cette idéologie dans les appareils d'État, sous l'effet de la lutte des classes. Nous serons ensuite en mesure de revenir à l'analyse de la détermination des rapports de production.

C'est à l'appareil d'État que nous nous attacherons d'abord. Nous avons vu que l'intervention léniniste, dans l'analyse de la question nationale, consiste précisément à poser l'État national comme effet du mode de production capitaliste. Nous chercherons ici à dégager comment se conjuguent, au niveau politique, les différentes articulations des appareils d'État, en tant qu'ils sont le lieu surdéterminant de la lutte des classes et donc, aussi longtemps que domine le mode de production capitaliste au sein d'une formation sociale, en tant qu'ils mettent en pratique la « forme nationale » comme effet de la domination bourgeoise. Nous nous appuierons sur la distinction posée par Louis Althusser entre l'appareil répressif d'État et les appareils idéologiques d'État. La tradition marxiste s'est surtout attachée à décrire le caractère de classes de l'État, saisissant ce dernier surtout SOUS l'angle de son appareil répressif : l'armée, la police, l'administration, le gouvernement... Louis Althusser croit pouvoir saisir, sous le terme « appareils idéologiques d'État », un certain nombre de réalités qui se présentent à

l'observateur immédiat sous la forme d'institutions distinctes et spécialisées¹. La distinction entre ces deux formes d'appareils repose surtout sur le fait que les secondes fonctionnent de façon prévalante à l'idéologie, tandis que la première fonctionne surtout à la violence. Selon Althusser, c'est sous l'idéologie dominante que se structure l'unité des différents appareils idéologiques d'État (AIES), dont il propose la liste empirique suivante : les AIES religieux, scolaire, familial, juridique, politique, Syndical, culturel, de l'information. Mais là n'est pas, selon lui, l'unique effet de l'idéologie dominante. C'est en effet par elle « qu'est assurée l'harmonie (parfois grinçante) entre l'appareil répressif d'État et les appareils idéologiques d'État² ».

3. NATION ET HARMONIE DES APPAREILS

[Retour à la table des matières](#)

Soulignons, avant d'aborder directement notre sujet, que certains non-marxistes tendent à développer une analyse quasi similaire ou tout au moins qui pourrait être assez bien réinterprétée en termes d'appareils idéologiques et répressif d'État, conçus comme mécanismes de reproduction. Ainsi, pour Shafer, la multiplication des échanges économiques a pour effet de provoquer l'apparition de l'État national, lequel contribuera à accélérer la nationalisation des rapports sociaux (« *Nationalize their People* »)³. Apparaissent ainsi des appareils idéologiques et répressifs d'État tendant à renforcer l'effet de l'économique⁴. L'école, fonctionnant à l'idéologie nationaliste, est pour Shafer l'un des appareils privilégiés de l'État national⁵. Seule l'absence d'une théorie rigoureuse de l'articulation des trois instances du MPC l'empêche de mesurer toutes les implications des conclusions auxquelles l'amène presque sa propre analyse. Pour notre part, nous tenterons d'éclairer davantage la théorie léniniste de l'État national.

C'est l'idéologie nationaliste, en tant qu'elle pose la nation comme centre réflexif imaginaire, qui permet d'articuler les rapports des différents appareils de l'instance politique. Le propre de l'idéologie bourgeoise, nous l'avons vu, est de reproduire les rapports de production en instaurant un rapport imaginaire permettant, non de les justifier directement comme l'idéologie religieuse sous la féodalité, mais de les voiler. La nation, centre et unité de références des différents appareils, permettra d'abord d'assurer l'harmonie entre les appareils idéologiques d'État et l'appareil répressif (ARE). C'est dans l'articulation des AIES et de l'ARE sous l'idéologie nationaliste que l'État capitaliste trouvera sa légitimité.

¹ *Ibid.*, p. 13.

² *Ibid.*, p. 17.

³ B. C. Shafer, *Nationalism, Myth and Realty*, op. cit., p. 166.

⁴ *Ibid.*, p. 119.

⁵ *Ibid.*, p. 183.

L'appareil répressif trouvera ainsi sa pertinence dans la nation, pour laquelle et au nom de laquelle sera exercé le pouvoir et assuré l'ordre à l'intérieur comme à l'extérieur. L'effet propre de l'idéologie nationaliste est donc de fonder la légitimité du pouvoir qui ne peut être qu'une légitimité de classe en déplaçant celle-ci au niveau d'un ensemble imaginaire au-dessus des classes. L'appareil répressif exerce le pouvoir au profit et dans l'intérêt de la nation présentée comme la somme des sujets nationaux égaux. On peut donc constater comment l'appareil répressif et l'appareil idéologique politique sont enserrés dans le cercle vicieux de l'idéologie nationaliste. Le gouvernement exerce un pouvoir militaire, policier et administratif qui émane de la somme majoritaire des votes exprimés par l'universalité (adultes) des sujets nationaux, devant une opposition légalisée par l'addition des suffrages minoritaires non moins nationaux. L'ensemble des partis représentent donc la nation entière et le parti au pouvoir exerce le gouvernement au nom de la majorité. La nation et les sujets individualistes se réfléchissent donc à travers les systèmes des partis et le gouvernement peut exercer le pouvoir au nom de la nation qu'il a consultée par la voie électorale. Le fascisme lui-même veut légitimer la domination de classe en se prétendant le représentant sanctionné par l'ensemble de la nation, par chacun de ses sujets « véritablement » nationaux. L'idéologie bourgeoise permet ainsi de fonder une cohérence et par suite une légitimité, le discours pouvant se ramener à des énoncés d'évidence : le gouvernement détient le pouvoir de la nation et l'exerce en son nom ; toute remise en question ne peut venir que de la nation elle-même ; la minorité contestataire (et non la classe) doit la convaincre avant d'envisager une transformation du pouvoir lui-même et de son exercice.

On peut illustrer le même phénomène en scrutant les rapports entre l'ARE et l'appareil juridique. Ce dernier opère en effet une double réduction sur laquelle nous reviendrons plus loin. Alors que le droit privé occulte les rapports des classes en les travestissant en pures opérations interindividuelles, le droit public ne sanctionne les rapports collectifs que s'ils sont rapportés à l'ARE, posé lui-même comme État national. Les deux « univers » du droit bourgeois ne trouvent donc leur cohérence que dans l'idéologie nationaliste. Ils ne reçoivent leur propre légitimité que dans leurs rapports au corps législatif de l'ARE, lequel légifère au nom de la nation.

Il est inutile de multiplier ici les illustrations. Ces deux seules suffisent à démontrer comment la nation constitue un centre de référence indispensable au fonctionnement harmonieux des rapports entre l'ARE et les AIES de l'État capitaliste.

4. NATION ET APPAREILS D'ÉTAT

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu jusqu'ici comment l'idéologie nationaliste assure l'harmonie de l'appareil répressif et des appareils idéologiques en nous attachant au rapport entre le premier et les AIES politique et juridique. Nous tenterons maintenant de souligner comment s'organisent les pratiques à l'intérieur des principaux appareils d'État, sous l'angle de la question nationale. Il est évident que nous ne prétendons nullement vider ici la question. Nous ne désirons que tracer des voies pour des recherches ultérieures. Qu'il soit clair, d'autre part, que nous n'envisageons ces pratiques provisoirement que sous l'angle de la domination bourgeoise et des traits que cette dernière confère aux appareils lorsque la bourgeoisie détient le pouvoir, laissant pour un chapitre suivant la lutte du prolétariat au sein des mêmes appareils, lesquels s'organisent à travers une lutte des classes toujours présente et dont l'efficacité ne pourrait être mise en doute ¹.

C'est, à coup sûr, les effets nationaux de la politique économique de l'État bourgeois qui sont les plus connus ². La bourgeoisie, en renversant la noblesse, cherche à développer le marché national en brisant les barrières douanières intérieures et en abolissant tous les droits et privilèges tendant à freiner l'imposition des rapports de production et d'échange capitalistes sur le territoire national. Le gouvernement et l'administration bourgeois structurent donc un complexe législatif visant à imposer la reproduction élargie du capitalisme. Le cadre national de l'économie d'une formation sociale donnée s'impose dès la prise du pouvoir par la bourgeoisie sous une idéologie, celle de l'économie politique, centrée sur une nation se développant en intériorité comme en extériorité : extension et approfondissement du capitalisme à l'intérieur de l'État national ;

¹ Remarquons aussi que je ne tiendrai pas compte ici des différentes transformations que font subir à l'idéologie nationaliste, dans les appareils d'État, la lutte entre les différentes fractions bourgeoises et petites-bourgeoises, de même que la présence de classes relevant d'autres modes de production au sein de la formation sociale. Outre le fait qu'il nous paraît théoriquement préalable d'établir l'unité politico-idéologique des appareils avant leurs différentes transformations, l'analyse systématique de ces dernières ne saurait relever que de l'analyse de la conjoncture de la lutte des classes toujours spécifique à l'histoire des formations sociales et à celle de leur rapport.

² Nicos Poulantzas note avec justesse qu'Althusser tend à minimiser sinon à passer sous silence la fonction économique de l'État. Pourtant l'analyse de la question de l'État national révèle sa très grande importance. Rôle primordial de l'État qui saute tellement aux yeux que c'est sur lui que portent presque tous les commentaires cherchant à illustrer la « caractéristique nationale » de l'État capitaliste. Ici, l'appareil répressif d'État (gouvernement, administration) exerce son rôle économique en fonctionnant non seulement à la répression, mais aussi à l'idéologie nationaliste. (Voir n. Poulantzas, *Fascisme et dictature*, Paris, Maspero, 1970, pp. 329-338.)

défense de ce marché au profit de la bourgeoisie autochtone, aussi bien qu'élargissement vers l'extérieur des intérêts nationaux. Protectionnismes défensif et offensif et libre échange sont autant de pratiques économiques visant à structurer et à étendre le marché intérieur. L'idéologie nationaliste réapparaît lors même qu'on la croit court-circuitée. La doctrine du libre échange, qui proclame en apparence l'abolition définitive du marché national comme cadre référentiel, s'articule elle-même autour de l'idée de la nation. Le libre échange, à travers la théorie des coûts comparatifs de Ricardo, prétend produire un échange égal entre des nations égales, voilant la réalité du développement inégal et encore davantage la domination de classes sur le plan international.

La politique économique de l'État sous le mode de production capitaliste est ainsi tout entière attachée à reproduire, en les élargissant, les intérêts de la bourgeoisie et effectue, sous l'effet de l'idéologie nationaliste, un double tour de prestidigitation. La nation tout entière trouverait son compte dans le développement du marché intérieur et toutes les nations s'échangeant leurs utilités verraient s'harmoniser leurs intérêts dans des rapports fondés sur une parfaite réciprocité. Tout écart dans les niveaux de développement ne peut être présenté que comme un retard relatif récupérable en franchissant certaines étapes¹ prédéterminées et éternelles. Nous sommes donc d'ores et déjà dans le meilleur des mondes (ou si près de l'être) dans lequel les richesses, les produits et les revenus bruts ou nets sont nationaux, et, comme chacun le sait, le bien-être est à la portée de tous les sujets de chacune des nations car, par définition, tout doit être dans tout puisque chacun est dans la nation en même temps que la nation est dans chacun : fin de la litanie...

La politique économique de l'État bourgeois articulée à la structuration du marché intérieur et à la nécessité de sa reproduction élargie pose donc la nation comme centre absolu, lui conférant une intériorité, celle de la formation sociale, et une extériorité, celle des autres nations. Les relations internationales se trouvent ainsi décentrées, chaque nation étant à la fois centre et périphérie. Ainsi se dédoublent les rapports imaginaires : sujets nationaux (égaux entre eux) et nations égales entre elles. Il s'agit bien d'un dédoublement idéologique qui consiste à poser entre les nations la même égalité qui a été attribuée aux agents. Cette reprise du même mécanisme idéologique vient précisément du fait que la hiérarchie des formations sociales et le phénomène de dépendance résultant de la loi du développement inégal sont déterminés en dernière instance par les mêmes rapports de production qu'il fallait voiler au premier niveau. Alors que la notion de nation vient nier la lutte des classes à l'intérieur de chaque formation sociale, elle l'occulte au niveau mondial d'une part, en posant des rapports entre nations et *non entre* classes et, d'autre part, en postulant l'harmonie des rapports d'échanges et l'égalité des possibilités de développement. C'est d'ailleurs en partie pourquoi la

¹ W. Rostow, *les Étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil, 1963.

connaissance des rapports mondiaux capitalistes demeure si difficile à atteindre pour l'économie politique bourgeoise ¹.

La politique économique qui constitue l'un des nerfs essentiels de la reproduction des rapports de production relève directement du gouvernement et donc de l'appareil répressif d'État. On a vu comment il s'appuie directement sur l'idéologie nationaliste où il puise ses principes fondamentaux. Il est clair que l'ensemble de l'appareil répressif « fonctionne à la nation ». Nous avons vu comment le complexe répressif place ses assises sur une légitimité toute trouvée dans la notion de nation. Il faut cependant aller beaucoup plus loin et constater que chaque « parcelle » de cet appareil articule la « formation nationale » des pratiques. Nous en prendrons comme exemple l'appareil militaire lui-même qui a été complètement transformé lors de la prise du pouvoir de la bourgeoisie. Alors que, dans les formations sociales dominées par des modes de production précapitalistes, l'appareil militaire était réservé à des mercenaires ou à la classe dominante, sous le capitalisme, il prendra des traits résolument *nationaux*. Ainsi la Révolution française forme l'armée nationale populaire. Chaque sujet en âge de combattre peut être appelé à défendre la nation.

Il faut cependant bien comprendre que la nation ne peut être défendue dans n'importe quelle condition. Il s'agit bien de la nation en armes et non du peuple en armes. L'expression même « être appelé sous les drapeaux » apparaît à cet égard assez révélatrice. C'est la nation, par le gouvernement qui la dirige en toute légitimité, qui demande à être défendue... qui appelle les sujets à sa défense. Les conditions mêmes de la mobilisation et de l'armement de la population sont donc prédéterminées. On ne peut s'armer que pour défendre la nation, soit contre l'extérieur, soit contre des rébellions internes de mauvais sujets qui ne la reconnaissent plus (et qui sont d'ailleurs le plus souvent, évidemment, soit des agitateurs étrangers, soit des individus à la solde de l'étranger ou mus par des idéologies étrangères). Il est par ailleurs évident que les sujets égaux *n'ont pas* à être armés, si ce n'est pour défendre le fondement même de cette égalité : la nation. On peut donc constater encore une fois que ce qui est un appareil répressif au

¹ « On voit maintenant pourquoi il est impossible aux économistes bourgeois de dégager clairement l'essence de leur science, de mettre le doigt sur la plaie de leur ordre social, d'en dénoncer la caducité. Reconnaître que l'anarchie est pour la domination du capital l'élément vital, c'est dans un même souffle prononcer son arrêt de mort, c'est-à-dire que c'est un mort en sursis. On comprend maintenant pourquoi les avocats scientifiques officiels du capitalisme essaient de masquer la réalité par tous les artifices du verbe, de détourner le regard du cœur du problème vers son enveloppe extérieure, à savoir de l'économie mondiale vers l'« économie nationale ». Dès le premier pas fait au seuil de la connaissance en économie politique, dès la première question fondamentale sur ce qu'est à proprement parler l'économie politique et ce qu'est son problème fondamental, les voies de la connaissance bourgeoise et de la connaissance prolétarienne divergent aujourd'hui. Dès cette première question, aussi abstraite et indifférente aux luttes sociales du présent qu'elle paraisse à première vue, un lien particulier se noue entre l'économie politique comme science et le prolétariat moderne comme classe révolutionnaire » (cf. Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique*, Paris, Anthropos, 1970, p. 58).

service de la bourgeoisie se donne et fonctionne de telle façon que soit occultée sa place dans la reproduction de la domination de classe.

L'idéologie nationaliste, massivement présente dans les différents appareils d'État, fournit donc la cohérence nécessaire à l'instance politique capitaliste en posant dans la nation l'unité imaginaire des agents, individus isolés. Le fonctionnement de l'appareil idéologique juridique paraît à ce propos fort révélateur. Le droit privé, basé sur la pratique du contrat, pose les conditions de l'échange entre deux individus isolés, présumés égaux. Il tente de résoudre en droit l'ensemble des rapports d'échanges multipliés par le développement du mode de production capitaliste. La pratique du contrat efface toute apparence d'inégalité entre les échangistes et son efficacité spécifique résulte précisément, comme nous l'avons souligné préalablement, du libéralisme (individualisme et égalité), lequel est articulé aux pratiques de l'échange telles qu'elles peuvent être directement « vues » par les agents. La pratique juridique tend donc à reproduire, appuyée sur l'idéologie bourgeoise, les rapports de production dont elle est elle-même un effet spécifique. Elle « canonise » l'isolement des agents qui résulte de la séparation des moyens de production et de la propriété privée (et concurrente).

Il faut cependant constater que l'idéologie juridique ne peut fonctionner uniquement à l'individualisme libéral. Elle ne peut poser le contrat qu'à travers la reconnaissance mutuelle des sujets. Reconnaissance qui se réalise précisément dans et à travers la nation. La légalité du contrat s'appuie précisément sur la légitimité de l'appareil gouvernemental législatif, laquelle, comme nous l'avons vu, se résout dans l'appel à la nation. La nation devient donc le centre de l'unité entre les appareils, puisque l'AIE juridique, qui en lui-même, du moins dans son droit privé, prétend résoudre juridiquement tout problème juridique, ne peut voir sanctionner son efficacité que par l'intervention de l'idéologie nationaliste dans un autre appareil, l'appareil répressif d'État.

La distinction instaurée par l'idéologie juridique entre les droits publics et politique et le droit privé est d'ailleurs à cet égard assez révélatrice. Est défini du ressort du droit privé tout ce qui relève des rapports entre individus dans la sphère de l'échange, tandis que le droit public (et politique) réfère à ce qui relève de l'appareil répressif d'État et de l'appareil idéologique politique. Cette distinction s'articule donc aux deux canons, individualisme et nationalisme, de l'idéologie bourgeoise. Il existerait d'une part les individus de la société civile et d'autre part l'État représentant le groupe d'appartenance de ces échangistes isolés : la nation. L'idéologie juridique impose donc, comme seule reconnaissance des phénomènes de groupe, celui de la nation, en n'acceptant comme public et politique que ce qui relève directement de l'appareil politique de classe de la bourgeoisie qu'elle présente précisément comme exerçant un pouvoir national (c'est-à-dire au nom de la nation).

On peut d'ailleurs constater que la reconnaissance des droits politiques ne peut s'effectuer que dans l'appartenance à la nation. La reconnaissance de l'égalité des sujets demeure ainsi liée à leur nationalisation, ce qui devrait suffire pour démontrer l'intime liaison des deux canons de l'idéologie bourgeoise. Ainsi, les travailleurs étrangers se voient-ils refuser, à moins d'une longue période de probation, la jouissance des droits politiques par l'affirmation idéologique qu'ils ne sont pas sujets nationaux. Cela permet à la bourgeoisie d'utiliser une main-d'œuvre à bon marché et de grossir l'armée de réserve, en minimisant les effets de la lutte des classes ne serait-ce qu'au niveau purement économique. C'est cependant l'appareil scolaire qui, sans nul doute, permettra de transmettre le plus directement l'idéologie nationaliste. On connaît le rôle essentiel de l'appareil idéologique qu'est l'école dans la reproduction des rapports sociaux de production¹. Nous ne nous attacherons ici qu'à l'idéologie qu'elle transmet à travers l'inculcation des différents types de savoir-faire. Il est clair que le nationalisme, sous des formes plus ou moins déguisées, constitue un maillon central de l'idéologie transmise par l'École capitaliste.

C'est à l'école que la réalité de la nation apparaît dans toute sa clarté. L'élève apprend que sa nation a une histoire glorieuse, une littérature remplie de chefs-d'œuvre, une culture sans nulle autre pareille, etc. L'enfant, durant son périple plus ou moins long à travers les échelons des deux réseaux du système d'éducation, assistera béat à la canonisation de sa nation au passé glorieux et à l'avenir brillant. Il pourra vérifier que l'histoire du monde se résume à l'histoire de sa nation, et de quelques petits à-côtés, tout se rapportant à elle comme à son centre. Cette histoire sera celle des grands hommes et des grandes époques, puisque c'est bien la nation qui a une histoire et non les classes de la formation sociale et leurs luttes. L'étudiant gèrera l'histoire des sujets exemplaires couvrant d'honneur la nation qu'ils servent. Car la temporalité est Une, celle du développement de la nation. C'est elle qui unifie la diversité des « faits d'armes » de sujets uniques mais non moins nationaux, du moins sanctifiés comme tels. Il apprendra souvent que les populations qui ont été conquises sont constituées de sujets inférieurs, débauchés, sales... L'appareil scolaire tend donc à insérer l'enfant dans le cadre imaginaire imposé par l'idéologie dominante. Il consacra des dizaines d'heures à des textes littéraires souvent assommants sous le fallacieux prétexte qu'ils ont eu l'insigne honneur d'être produits par des sujets nationaux. Toute littérature est posée comme littérature nationale et somme d'œuvres produites par le talent et le génie de sujets nationaux individuels traduisant leur vision du monde personnelle et unique, en même temps que nationale.

La vocation nationaliste de l'appareil scolaire ne laisse d'ailleurs aucun doute. Dès la prise du pouvoir d'État, les révolutionnaires de 1789 insistent pour que l'appareil scolaire serve à répandre largement les sentiments de loyauté envers la

¹ Voir Christian Beaudelot et Roger Establet, *L'École capitaliste en France*, Paris, Maspero, 1971, et Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *la Reproduction*, Paris, Minuit, 1970.

nation. On connaît d'ailleurs les luttes menées contre le clergé pour le contrôle du système d'éducation. La bourgeoisie tente d'y diffuser son idéologie à l'encontre de l'idéologie religieuse propagée par le clergé. L'AIE culturel (Beaux-arts, sports, littérature) est, tout comme l'appareil scolaire, posé comme national. L'idéologie sportive, qu'elle soutienne le sport professionnel ou le sport amateur, valorise les exploits des nationaux. On défend les couleurs de la nation. On connaît l'importance qu'accorde le fascisme à l'idéologie sportive qui permet l'exaltation de la vigueur physique de la nation.

Mais, encore une fois, le fascisme ne constitue pas une exception dans l'histoire du capitalisme. Au contraire, et de plus en plus, l'appareil sportif est tendu vers des objectifs nationaux et constitue l'un des supports les plus importants de l'idéologie nationaliste¹. Il fonctionne d'ailleurs aux deux canons déjà soulignés de l'idéologie bourgeoise : le « champion » est présenté comme un être exceptionnel, aux qualités uniques, mais dont les performances sont reportées, dans toute leur gloire, au groupe national. L'idéologie sportive prend d'ailleurs une importance toute particulière dans les États dits multinationaux, au sein desquels se posent de façon plus ou moins aiguë des problèmes nationaux. Ainsi, au Canada, les vedettes du hockey francophones se trouvent-elles investies d'une certaine mission nationale et l'opposition entre l'équipe de Toronto (centre anglophone) et de Montréal (centre francophone) est qualifiée par la presse sportive de légendaire. La question nationale est ici élevée au niveau mythique, les joueurs devenant des sujets héroïques.

L'appareil culturel dans son ensemble est donc posé comme national. Beaux-arts et littérature, comme nous l'avons déjà souligné, sont pratiqués comme appareil national aussi bien au niveau des institutions (les musées nationaux...) qu'à celui de la production. Ce que l'on pourrait appeler l'idéologie culturelle ou artistique, il faut le remarquer, fonctionne massivement sous les canons de l'idéologie bourgeoise. L'artiste est présenté comme sujet individuel unique et national. Sa production est vue comme son œuvre, expression de sa nature à lui et de son individualité propre. L'écrivain et le peintre expriment leur vérité, mais ils le font en dernière instance en traduisant le génie national, l'âme nationale. C'est ainsi qu'il serait possible de dégager certains traits spécifiques émanant du système des Beaux-arts et de celui des lettres qui caractériseraient la nation, les grandes œuvres traduisant un « éthos » commun à l'ensemble national.

¹ Pour une analyse plus serrée on pourra lire l'excellent numéro de la revue *Partisans*, « Sport, culture et répression », publié dans la « Petite collection Maspero », Paris, Maspero, 1972. Les auteurs s'y livrent à une étude très évocatrice du sport capitaliste. Pierre Laguillaume y souligne, entre autres, comment ; « Depuis le patriotisme de village jusqu'au patriotisme national, le sport continue à entretenir le chauvinisme régionaliste et nationaliste. Les athlètes eux-mêmes sont récompensés au titre des services éminents rendus à la nation, c'est-à-dire pour leur contribution au service du patriotisme et du moral du pays », p. 56. (Voir aussi la revue *Stratégie*, vol. 1, n° 1, 1972).

Ainsi se trouvent « brouillés » le caractère de classe de la production culturelle et la lutte des classes qui habite l'AIE culturel comme tous les autres appareils idéologiques. Classes et positions de classes, détermination des rapports de production, sont enfouis sous le sujet au talent exceptionnel, mais non moins national. L'efficacité de l'idéologie dominante permet ainsi, sous des formes plus ou moins subtiles, d'émonder la production culturelle en récupérant les différents textes pour les attribuer à des sujets groupés en nation. L'opération se réalise en deux mouvements indissociables : dissociation des textes de leur origine de classe par l'institution du sujet et de son œuvre, attribution d'une origine nationale comme seule trace de l'efficacité d'un groupe d'appartenance. On voit comment l'idéologie bourgeoise travestit la production culturelle d'une formation sociale par l'effet d'un double brouillage qui non seulement efface la réalité des classes, mais introduit un groupe imaginaire, la nation, lequel habite la rature et empêche qu'elle soit appréhendée.

C'est précisément en ce sens, comme l'a affirmé Lénine, que tout appel à la notion de culture nationale relève de l'idéologie bourgeoise qui pratique la récupération-dénaturation de productions qui relèvent toujours-déjà des classes. C'est pourquoi, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, la célèbre définition de Staline, en introduisant les critères de formation psychique et de culture commune, pose un problème de taille.

5. LA DÉTERMINATION DE L'IDÉOLOGIE NATIONALISTE

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi se structure l'idéologie dans les appareils d'État. Nous pouvons maintenant voir comment l'idéologie nationaliste ne surgit pas spontanément des rapports marchands. Au contraire, la mise en scène du spectacle donné par les échangistes nationaux s'effectue ailleurs. C'est dans les appareils d'État qu'elle s'articule, dans la lutte des classes. Nous sommes dès lors mieux placé pour reprendre le problème de la détermination de l'idéologie nationaliste que nous avons provisoirement laissé en suspens à la fin du dernier chapitre. Nous pouvons envisager les rapports de production, non plus comme déterminant un simple système de places dans les rapports marchands, mais comme lieu de détermination en dernière instance de la lutte idéologique.

Les rapports de production nous apparaissent en effet sous un nouveau jour : 1) ils fondent un rapport de classes spécifique à travers la propriété privée des moyens de production, 2) ils articulent une coordination répressive du procès de travail et 3) produisent l'accélération de la division du travail.

L'idéologie bourgeoise prend dès lors un aspect différent. Il nous faut introduire dans l'analyse la notion fondamentale de propriété, qui vient donner sa cohérence aux notions d'égalité, de liberté et d'individualisme que nous avons retenues jusqu'ici. Cette proposition se vérifie clairement dans l'idéologie libérale proprement dite : « C'est en reconnaissant la propriété comme principe inconditionné que le libéralisme trouve sa logique et s'aménage comme un ensemble idéologique cohérent où les antinomies font place à une intégration harmonieuse des thèmes et des thèses ¹. » Le droit de propriété exige la reconnaissance de la liberté de jouissance du propriétaire. Il ne peut que structurer un univers d'individus (individualisme) jouissant de l'égalité formelle (juridique), tous étant également protégés par la loi de la propriété. Chaque agent se présente donc comme sujet individuel également libre d'être ou de devenir propriétaire et de faire fructifier sa propriété. Il apparaît dès lors que la notion de propriété dans son rapport aux rapports de production capitalistes constituera la cheville maîtresse de l'idéologie bourgeoise sous quelque variante que l'on puisse la retrouver. Locke affirme :

J'entends alors par pouvoir politique le droit de faire des lois sanctionnées par la peine de mort et donc par toutes les autres peines moins graves afin de régler et de protéger la propriété ².

Du fascisme au libéralisme l'idéologie bourgeoise s'appuiera sur l'idée de propriété, l'ensemble des variations s'analysant surtout aux niveaux des notions sous-déterminées d'égalité, de liberté et d'individualisme.

La place de la notion de nation s'éclaire ainsi plus adéquatement. Apparaissant dans l'idéologie bourgeoise pour centrer les sujets libres et formellement égaux, elle ne fait pas que fournir un univers palliant l'isolement des agents, elle vient contribuer à dissoudre le caractère de classe de la propriété 1) en reportant la possibilité à l'ensemble des nationaux et 2) en extrapolant les intérêts de classes au niveau de l'intérêt national :

Une nation n'est pas un individu, écrit Mirabeau, mais un composé d'individus dont les travaux et les richesses forment l'opulence et la puissance des sociétés. La contribution que les sujets doivent à l'État est leur travail et leur emploi, par lesquels ils consacrent leur temps et leurs occupations à former et accroître leurs fortunes particulières, et la jouissance commune des individus de la nation ³.

Ainsi se trouve voilée la réalité de l'extorsion du surtravail, aussi bien que la coordination répressive du procès de travail sous l'égide du propriétaire des moyens de production.

¹ André Vachet, *L'Idéologie libérale*, Paris, Anthropos, 1970, p. 418.

² B. Locke, cité par A. Vachet, *ibid.*, p. 495.

³ Mirabeau, cité par A. Vachet, *op. cit.*, p. 401.

L'accumulation privée devient source d'enrichissement national, le seul problème à résoudre étant celui du partage de cette richesse. L'idéologie juridique (qui, nous l'avons souligné, tire sa légitimité de l'ensemble national) aplatira dans l'égalité du contrat aussi bien l'échange des produits que la vente et l'extorsion du surtravail.

La division capitaliste du travail peut ainsi apparaître au niveau de la production, comme à celui de ses effets dans la circulation, comme un univers national de complémentarité.

Nous possédons maintenant les éléments nécessaires pour mesurer l'importance de la notion de nation dans l'idéologie bourgeoise. Si cette dernière est structurée à partir de la notion de propriété, elle ne peut en faire son centre spéculaire sans risquer de déborder sur la réalité surdéterminante de la lutte des classes. C'est la notion de nation qui aura spécifiquement cette efficacité en contribuant à masquer la réalité et la détermination de la propriété privée des moyens de production. Elle viendra fonder une notion de propriété fonctionnant dans un univers de complémentarité nationale. Si donc la notion de propriété constitue le principe explicatif fondamental de l'idéologie bourgeoise dans son rapport aux rapports de production capitalistes, c'est la notion de nation qui en constitue le centre spéculaire en posant le lieu de reconnaissance des agents de la formation sociale. Si tous ne peuvent se reconnaître dans l'image du propriétaire, tous (propriétaires et non-propriétaires) peuvent croire partager le même univers national. Notion de propriété et notion de nation apparaissent donc comme les deux pôles essentiels de l'idéologie bourgeoise et ne trouvent leur pertinence que dans les appareils idéologiques qui les structurent. La bourgeoisie peut ainsi affirmer sa domination idéologique au sein de la formation sociale nationale, aussi bien contre le prolétariat et la nouvelle petite bourgeoisie que contre les classes des autres modes de production.

L'analyse du fascisme « torsion-adaptation de l'idéologie bourgeoise aux aspirations de la petite bourgeoisie » et « amalgame d'éléments contradictoires ¹ » confirme la thèse avancée plus haut. Les principaux propagandistes du fascisme affirment la nécessité du respect de la propriété en même temps qu'ils la présentent comme source d'enrichissement national :

La lutte des classes cédera la place à la coopération nationale. Le pouvoir de l'État organisé s'opposera à tous ceux qui se cantonnent dans une politique régionaliste et anti-nationale. On peut récolter des profits, à condition que la production soit source de richesses autant pour la nation que pour l'individu. Le profit qui se fait aux dépens de la nation et de la classe ouvrière est interdit. L'État corporatiste protégera la

¹ Nicos Poulantzas, *Fascisme et dictature*, op. cit., p. 273.

nation ; et les ouvriers, qui sont partie intégrante de la nation, ont droit à leur part des bénéfices et bienfaits de l'industrie ¹.

La nouvelle importance attachée ici à l'État et par suite le renforcement de l'aspect nationaliste de l'idéologie bourgeoise aux dépens de son aspect juridique correspond aux transformations de cette dernière sous l'effet du nouveau stade du MPC. On voit que la notion de nation ne s'analyse pas fondamentalement dans sa relation à la notion d'égalité comme le suggérerait la prise en considération des seuls rapports marchands ou encore l'analyse superficielle de l'idéologie libérale. C'est plutôt dans son rapport à la notion de propriété (et, à travers elle, aux rapports de production) qu'il est permis de trouver sa place au sein de l'idéologie bourgeoise et le véritable secret de son efficace.

6. CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

1. Nous avons considéré, comme contribution léniniste à l'étude de la question nationale, l'élaboration d'une théorie de l'État national.
2. La théorie léniniste permet de considérer l'État national comme effet spécifique du mode de production capitaliste.
3. Cette théorie posée sous la détermination en dernière instance de l'économique situe, au niveau de l'État, le lieu surdéterminant de la question nationale.
4. Voilà ce qui nous a permis de fournir des éléments permettant de donner toute l'extension qu'elle mérite à la thèse léniniste. Ceci nous a conduit à poser la notion de nation comme centre spéculaire de l'idéologie bourgeoise et à chercher à retracer comment cette dernière assure l'harmonie entre l'appareil répressif et les appareils idéologiques d'État, de même qu'entre les AIES eux-mêmes, tout en soulignant que la politique économique de l'État capitaliste pratiquée dans l'un ou l'autre des appareils fonctionne à la même idéologie.
5. Nous avons enfin constaté que la notion de nation ne peut être considérée comme le centre spéculaire de l'idéologie bourgeoise qu'en tant que, sous l'effet des rapports de production, elle s'articule à la notion de propriété. Nous avons considéré la notion de propriété comme la cheville maîtresse de cette idéologie.

¹ Mosley, cité par R. Palme Dutt, *Fascism and Social Revolution*, San Francisco, Proletarian Publishers, 1974, p. 219.

Mais nous avons vu que c'est la notion de nation qui vient fonder cette notion de propriété en la faisant fonctionner dans un univers de complémentarité nationale.

CHAPITRE III

SUR LA NOTION DE NATION

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons jusqu'ici abordé la question nationale sous l'angle du marché, de l'État et de l'idéologie. Nous avons sciemment laissé ouverte la question de la notion de nation, c'est-à-dire la question du groupe social que la notion sous-tend. Il nous faudra maintenant mesurer la justesse et donc le lieu exact de la production théorique centrée sur la reconnaissance et l'analyse du « groupe national ». Nous aborderons donc le problème des conditions et des possibilités de la conceptualisation de la notion de nation. En quoi à comment la question nationale peut-elle recouvrir deux questions : celle de l'État national (posée par Lénine) et celle de la nation comme groupe social spécifique ?

La plupart des auteurs proposent, implicitement ou explicitement, une solution théorique. Ainsi Robert Lafont entend résoudre le problème en distinguant la nation de type primaire ou ethnique et la nation secondaire ou politique ¹. Cette tentative d'éclaircissement ne fait qu'ajouter à l'incohérence du débat. Dans un premier temps, l'auteur tente de spécifier la question du groupe social connoté par la simple adjonction d'une autre notion encore plus confuse, celle de groupe ethnique. Comme si le « brouillage » théorique n'était pas encore satisfaisant, Lafont réutilise la même notion pour définir l'appartenance politique. Affubler une notion de paliers, d'étages ou de type ne nous permet pas d'atteindre avec plus de succès les rapports sociaux réels.

Aussi n'est-il pas étonnant de voir Robert Lafont souhaiter voir la France « devenir » un regroupement de nations ethniques concentrées régionalement, l'État y jouant le rôle d'arbitre ². Lafont souhaite même l'apparition de « cultures ethniques ³ » et invite « les nations ethniques à un destin pleinement citoyen ⁴ ».

¹ Voir R. Lafont, *Sur la France*, Paris, Gallimard, 1967, et « Sur le problème national en France : aperçu historique », *les Temps modernes*, n° 324-325-326, août-septembre 1973.

² R. Lafont, *la Révolution régionaliste*, Paris, Gallimard, 1967, p. 221.

³ *Ibid.*, p. 249.

⁴ *Ibid.*, p. 246.

On ne peut malheureusement éluder le problème théorique aussi facilement. Il demeure entier : comment articuler théoriquement et systématiquement les questions de l'État national et du groupe social national, à l'intersection même de nulle autre réalité que celle de la lutte des classes.

Ce n'est cependant qu'à travers et à la suite de la lecture des principaux textes portant sur cette seconde question que nous serons pleinement en mesure d'envisager le champ délimité par ce nouveau problème théorique. Difficulté redoutable, s'il en est une, car la plupart des auteurs envisagés s'exaspèrent des multiples embûches et des multiples pièges qu'il semble recouvrir.

I. LA NATION CHEZ QUELQUES AUTEURS NON MARXISTES

[Retour à la table des matières](#)

Avant d'aborder les textes mettant en pratique le matérialisme historique, sur lesquels nous concentrerons surtout notre attention, nous ferons un rapide survol des principaux auteurs non marxistes ayant tenté de définir la notion de nation de façon plus ou moins attentive. Nous n'avons nullement l'intention de parcourir l'ensemble, quantitativement assez important, de cette production. Après avoir consacré plusieurs semaines longues et frustrantes à chercher, dans une littérature abondante, des éléments théoriques pertinents pour l'étude de la question qui nous intéresse, nous avons dû nous rendre à l'évidence de la piètre qualité d'ensembles textuels allusifs et d'un niveau scientifique souvent pour le moins primaire. Jamais auparavant n'avions-nous vécu cette expérience pénible d'accumuler la lecture de centaines et de milliers de pages sans pouvoir progresser véritablement dans l'étude de la question qui nous intéressait. Nous étions en face d'un ensemble répétitif à satiété, à tel point que nous croyions quelquefois pouvoir insérer tel ou tel passage dans n'importe quel texte de tel ou tel auteur que nous avons déjà consulté. Nous avons eu parfois l'impression que le seul intérêt que présentait une telle lecture était de nous convaincre de l'urgente nécessité d'un effort théorique particulier sur la question nationale. La difficulté spécifique que présente l'étude de la question nationale se vérifie non seulement dans le retard relatif, théorique et scientifique, des textes mettant en pratique le matérialisme historique, mais aussi et peut-être davantage dans l'inanité presque générale des approches directement idéologiques des autres chercheurs « desdites » sciences sociales. Tout se passe comme si cette difficulté se mesurait à la faiblesse de la littérature portant sur la question, si nous admettons, ce qui nous semble d'ailleurs une évidence, que tous les idéologues et tous les textes idéologiques ne se valent pas.

Nous n'avons donc nullement l'intention de faire passer le lecteur à travers toutes les affres que nous nous sommes imposées par souci de faire un inventaire

le plus large possible de l'état de la question. Nous nous attacherons donc aux auteurs principaux, à ceux évidemment qui échappent à l'aphonie générale.

1. MAX WEBER

[Retour à la table des matières](#)

C'est sans doute chez Max Weber qu'il faut chercher l'origine de la problématique sous-tendue dans toute la production de langue anglaise non marxiste sur la question nationale. Le fonctionnalisme et le structuro-fonctionnalisme américains sont, on le sait, en filiation directe avec l'œuvre de Weber. L'analyse de la question nationale n'échappe pas à cette influence. Chez cet auteur prennent racine les fondements théoriques de deux champs d'étude relativement développés aux États-Unis : le plus important s'attache à l'étude des groupes ou des minorités ethniques et l'autre à la question nationale. C'est dans *Economy and Society*¹ que Weber se penche spécifiquement sur ces questions. Nous dégagerons l'essentiel et, surtout, la portée théorique de sa contribution.

1.1 Le groupe ethnique

[Retour à la table des matières](#)

Max Weber cherche à définir les effets de détermination agissant sur la formation et la différenciation des groupes ethniques. Il rejette carrément « l'existence d'une antipathie raciale naturelle² ». Les traits ou les caractéristiques physiques peuvent constituer un facteur de différenciation, mais non isolément. Ils doivent être conjugués au développement de coutumes ou d'habitudes³ spécifiques à un ensemble d'individus vivant au sein d'un même environnement⁴.

Ailleurs Weber insiste sur des facteurs comme la langue et les croyances religieuses⁵. Mais c'est l'instance idéologique qui demeure déterminante en dernière instance. Les groupes ethniques sont avant tout constitués par « un isolement monopoliste conscient qui commence par reconnaître de petites différences pour ensuite les cultiver et les approfondir⁶ ». L'approche de Weber sur ces questions demeure idéaliste. C'est dans l'idéologie qu'il pose l'existence du groupe ethnique :

¹ M. Weber, *Economy and Society*, op. cit., 3 t.

² *Ibid.*, t. 1, p. 386.

³ *Ibid.*, p. 385.

⁴ *Ibid.*, p. 388.

⁵ *Ibid.*, p. 390.

⁶ *Ibid.*, p. 388.

Nous appellerons groupes ethniques ces groupes humains qui entretiennent une croyance subjective à une communauté d'origine fondée sur des similitudes physiques ou des coutumes, ou les deux, ou sur des souvenirs de colonisation et d'émigration ; cette croyance est d'une importance capitale pour la propagation de la communalisation ¹.

Le groupe ethnique demeure donc en dernière instance un phénomène subjectif dont le facteur de formation déterminant est le développement de ce que Weber appelle un « *ethnic honor* ² ».

Comme le souligne lui-même l'auteur, l'*ethnic honor* est semblable au *status honor* ³, notion qu'il développe à propos de la stratification sociale et qui, selon lui, s'oppose tout en se conjuguant à la stricte détermination économique des classes sociales. Un peu de la même façon ici, l'*ethnic honor* se conjugue, en s'opposant, à l'association rationnelle, politique, qui est l'un des facteurs déterminant de l'apparition du groupe ethnique. Il n'y a donc pas d'idéalisme vulgaire chez Weber, comme nous le soulignons dans le précédent chapitre. C'est la conjugaison des instances idéologique et politique qui crée le groupe ethnique, même si l'idéologie demeure sans doute la détermination fondamentale.

Nous nous contenterons ici, provisoirement, d'enregistrer la thèse de Weber et de souligner sa position idéaliste (nuancée). Nous ne croyons pas, en effet, à ce stade de l'analyse, disposer des éléments nécessaires à une critique véritable. Est-il besoin de préciser que nous n'avons nullement l'intention de régler sommairement son cas en le mettant dans le casier idéalisme. Le sectarisme n'a jamais résolu aucun problème théorique. Il est cependant évident que, chez Weber, la notion de groupe ethnique n'est pas fondée comme concept. Il reconnaît d'ailleurs lui-même qu'il n'a fourni que de « vagues généralisations ». Il va même plus loin en affirmant que la notion même devrait être abandonnée ⁴.

1.2 La nation

[Retour à la table des matières](#)

En abordant l'étude de la nation en tant que telle, Weber s'empresse de faire le même type de remarque : « Le concept de groupe ethnique, qui se dissout lorsque l'on cherche à le définir correctement, correspond à cet égard à celui de nation, l'un des plus contrariants, lorsque l'on cherche à lui donner une définition sociologique, parce qu'il est l'un des concepts les plus chargés émotionnellement ⁵. »

¹ *Ibid.*, p. 389.

² *Ibid.*, p. 390.

³ *Ibid.*, p. 391.

⁴ *Ibid.*, pp. 394-395.

⁵ *Ibid.*, p. 395.

L'approche qu'il utilise à propos de la question nationale reste fondée sur la même problématique. Pour lui, le « concept » de nationalité repose sur des connotations très vagues. Il s'emploiera d'abord à démontrer la non-pertinence de la tentative de définir la nation par l'énumération de caractéristiques. Ainsi rejette-t-il la langue unique et commune comme facteur constitutif de la nation. Il donne l'exemple de la Suisse et des Alsaciens de langue allemande, lesquels préféreraient s'allier à la France plutôt qu'à l'Allemagne ¹. Il énumère par la suite des facteurs pouvant générer le sentiment d'identité nationale :

Il est possible que des différences économiques et sociales, des différences à l'intérieur de la structure du pouvoir, avec l'influence que cela peut avoir sur les us et coutumes, jouent un rôle... des traditions politiques communes, la religion, la langue, et finalement les caractères raciaux, sont à la source du sentiment d'identité nationale ².

Somme toute, « la croyance à l'existence d'une vie nationale commune et à l'action sociale qui en résulte, s'inspire de raisons très diverses ³ ». Tout ceci ne nous fait guère progresser, si ce n'est sur la reconnaissance du fait que, pour Weber, la question nationale demeure celle du « sentiment de l'identité nationale », celle de l'idéologie nationaliste. Cette impression se confirme lorsque l'on aborde directement sa définition.

Ainsi, ce concept semble référer si seulement il réfère à un phénomène social uniforme à un type spécifique de passion (pathos) qui est relié à l'idée d'une organisation politique forte, laquelle est partagée par un peuple uni par une communauté de langue ou de religion ou de coutumes ou par une même mémoire politique ; cette organisation politique peut déjà exister ou être désirée ⁴.

On voit comment Weber développe le même type de problématique qu'à propos du groupe ethnique : l'idée de nation apparaît et se forme en étroite relation avec des éléments relevant de l'instance politique ⁵.

Les valeurs que l'idée de nation véhicule sont fondamentalement celles du pouvoir et du prestige :

On devrait remplacer ce concept d' « idée de nation », qui sur le plan empirique est totalement ambigu, par une typologie sociologique qui rendrait compte de tous les types de sentiments d'appartenance et de solidarité, en les liant aux conditions génétiques du groupe, et de leur résultante dans l'action sociale des participants. Nous

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p. 397.

³ *Ibid.*, p. 395.

⁴ *Ibid.*, p. 398.

⁵ *Ibid.*, t. 11, p. 922.

ne pouvons le faire ici. Nous allons nous pencher plutôt sur le fait que l'idée de nation est très intimement liée à des intérêts de prestige... ¹

L'importance ou le degré de cette « émotion », pour Weber, « n'a pas, dans son fond, une origine économique ² ». Cette dernière remarque nous permet de préciser que l'idéalisme de Weber ne découle pas du fait de poser l'idée de nation comme notion (valeur), c'est-à-dire d'affirmer que son analyse renvoie à celle de l'instance idéologique. Cet idéalisme apparaît plutôt quand Weber refuse de chercher l'articulation de cette « émotion » à l'instance économique.

Remarquons enfin que le plus grand mérite de Weber est de souligner l'ampleur du problème posé par la question de la conceptualisation des notions de groupe ethnique et de nation. Son analyse contribue en fait à situer la question dans l'idéologie. Mais il s'arrête là, comme s'il n'était pas en mesure de tirer toutes les conséquences de sa découverte. Il faudrait, nous dit Weber, abandonner la tentative de conceptualisation. Mais il ne nous explique pas pourquoi. Nous y reviendrons car il s'agit là, bien sûr, du cœur même du problème.

2. HANS KOHN

[Retour à la table des matières](#)

Les travaux de Hans Kohn, l'un des rares chercheurs qui a fait de la question nationale le centre de son œuvre, nous permettent de constater comment cette question non résolue, mais posée explicitement chez Weber, est devenue source de confusion chez les auteurs qui s'inscrivent plus ou moins directement dans la même problématique. Ils manifestent, en effet, le lieu d'une difficulté que l'on rencontre dans l'ensemble de la littérature américaine sur la question nationale et qui s'explique finalement au niveau théorique. Chez Kohn, comme chez la plupart des auteurs américains, il est difficile d'évaluer exactement si l'auteur traite de l'idéologie nationaliste ou de la nation comme groupe social spécifique. Nationalisme et nation se trouvent souvent confondus, de telle sorte qu'il est assez facile d'y perdre son latin.

Ainsi Kohn est-il parfois amené à poser correctement le problème de l'idéologie nationaliste :

On retrouve ce sentiment de loyauté au groupe à diverses périodes de l'histoire et dans différentes civilisations. La période contemporaine, qui commence avec la Révolution française, est unique à ce point de vue : c'est à partir de là que la nation a réclamé de l'homme une fidélité sans égale; elle a exigé de tous les hommes, et non plus

¹ Ibid., p. 925.

² Ibid., p. 921.

seulement de certains individus ou classes, un attachement total. Toutes les civilisations se voient de plus en plus dominées par un seul sentiment collectif : le nationalisme ¹.

Mais la confusion relevée ci-dessus le condamne, en ne distinguant pas idéologie nationaliste et nation, à fonctionner directement à l'idéalisme, en affirmant que le groupe national, posé comme réalité objective, est créé par l'idéologie nationaliste :

Quoique certains de ces facteurs objectifs soient d'une grande importance dans la formation des nations, l'élément essentiel réside dans la force et la vigueur de l'esprit communautaire. C'est la décision de former une nation qui crée la nation ².

Si la nation existe comme groupe social réel et si donc l'on peut la conceptualiser, il est clair que l'élément fondamental de sa constitution ne peut relever de l'idéologie (même si l'on reconnaît par ailleurs quelques facteurs objectifs).

3. RUPERT EMERSON

[Retour à la table des matières](#)

La problématique d'Emerson semble, au premier abord, plus fructueuse. Il paraît vouloir réintroduire la distinction à laquelle invitait Weber. Il le fait d'ailleurs encore plus clairement, mais non plus négativement comme son prédécesseur qui envisageait la possibilité de devoir abandonner le concept de nationalité (la recherche de sa construction), mais bien plutôt positivement en considérant la nation comme un type particulier de communauté à distinguer et à spécifier :

On peut distinguer, dans le passé comme dans le présent, différents types de communautés. De nouvelles formes apparaîtront encore dans le futur. De celles qui ont tenu un rôle prédominant dans le passé, rôle que l'on peut rapprocher de celui de la nation, on retient la famille, la tribu, la cité-État et l'ensemble des fidèles d'une Église ³.

Mais l'on peut rapidement constater qu'Emerson ne s'appuie nullement sur une argumentation théorique articulée. Il s'agit tout au plus d'une affirmation fondée sur l'évidence de groupe national. Simple reconnaissance qui débouche cette fois sur l'idéalisme le plus simpliste :

¹ H. Kohn, *The Idea of Nationalism*, op. cit., p. 12.

² *Ibid.*, p. 15-16.

³ R. Emerson, *From Empire to Nation*, op. cit., p. 97.

La nation est un groupe d'individus qui ont le sentiment d'appartenir à une même communauté, et ceci d'un double point de vue : la prétention de participer au même héritage du passé, et la croyance en un avenir commun ¹.

On peut définir très sommairement la nation comme un groupe d'individus qui ont le sentiment d'appartenir à une même nation ; il est possible que des analyses des plus sophistiquées n'en arrivent pas à autre chose ².

Tout se passe comme s'il y avait ici trois moments d'une véritable opération de brouillage : 1) Weber qui pousse à distinguer nationalisme et nation, mais n'arrive pas à poser les fondements d'une analyse qu'il faudrait bâtir, selon lui, en abandonnant la notion de nation. 2) Kohn qui tend à confondre nationalisme et nation et qui s'engage sur la voie d'un idéalisme plus résolu ³. 3) Emerson qui prend directement, sans analyse véritable, l'idée de nation pour la réalité du groupe social, comme existant réel ⁴.

4. KARL W. DEUTSCH

[Retour à la table des matières](#)

Après Hans Kohn, Karl W. Deutsch est certainement considéré comme l'un des plus éminents spécialistes de la question nationale aux États-Unis. Il a abordé l'étude de l'idéologie nationaliste en s'inspirant des théories de l'information et de la communication qui ont largement influencé les sciences sociales de ce pays. C'est sans doute dans son œuvre qu'il faut chercher l'effort théorique le plus systématique fourni à ce propos par les sciences sociales américaines.

Deutsch désavoue lui aussi l'analyse de la question nationale fondée sur l'énumération de caractéristiques. C'est chez lui qu'on trouve la critique la plus étoffée de cette démarche ⁵. Il reste cependant que son approche, parfois juste, repose sur des positions parfois relativement contestables. Ainsi sa critique de

¹ *Ibid.*, p. 95.

² *Ibid.*, p. 102.

³ On a vu d'ailleurs dans le précédent chapitre que l'analyse de Kohn reste, malgré cette confusion, relativement nuancée et qu'il tend à considérer le groupe national comme un effet politico-idéologique, même si la détermination fondamentale reste celle de l'idéologie.

⁴ Shafer reprend la même thèse qu'Emerson en insistant sur la nécessité de distinguer la nation des groupes qui l'ont précédée : « tribu, cité-État, empire, principauté féodale, théocratie » (cf. p. 75). Mais on peut déjà constater que la tentative n'est guère plus heureuse en ce qu'elle confond ce que l'on peut ou pourrait considérer comme des groupes sociaux (tribu, cité, principauté féodale) et des réalités directement politiques (l'empire et la théocratie) (cf. B. C. Shafer, *Nationalism, Myth and Reality*, *op. cit.*, p. 21).

⁵ K. W. Deutsch, *Nationalism and Social Communication*, *op. cit.*, pp. 15 à 28.

Kohn¹ s'appuie sur le fait que les notions de conscience ou de volonté sont difficilement quantifiables. Il ne remet pas en question le fondement idéaliste du travail de l'auteur. Sa position s'inscrit donc dans le courant bien connu des sciences sociales américaines, relevant de l'empirisme, qui croit trouver la vérité scientifique dans et par la quantification. On pourra vérifier encore une fois, ici chez Deutsch, que l'obsession quantitative non seulement ne remet pas en question l'idéalisme, mais qu'elle s'articule parfaitement à celui-ci dans une sorte de problématique que nous pourrions appeler l'idéalisme concret ou l'idéalisme de la « concrétude » (l'envers de tout empirisme).

4.1 Qu'est-ce qu'une nation ?

[Retour à la table des matières](#)

Deutsch nous offre trois définitions : celle de société, de peuple et de nation. D'abord celle de société : « Par le terme de société, nous entendons un groupe d'individus rendus interdépendants par la division du travail, la production et la distribution des biens et des services². » Il définit ensuite la notion de peuple : « Nous appellerons un peuple, un groupe d'individus liés par des habitudes communes et des possibilités de communication³. »

Il nous faut, avant d'aborder la définition de la nation, approfondir la distinction que l'auteur propose entre les deux notions précitées. La notion de peuple réfère à celle de communauté. Celle de communauté ne peut, pour sa part, être définie sans référence à la notion de culture :

Quand on parle de « culture », on entend surtout la structure des valeurs ou des préférences ; quand on parle de « communauté », on met en relief l'importance de la communication. C'est la même chose que de parler de la circulation dans une ville ; parfois on veut parler du réseau de rues, et parfois des feux de circulation. Cependant, sans les rues, les panneaux de signalisation perdent toute signification. De la même façon, il faut toujours garder présent à l'esprit que ce sont les canaux de la culture qui donnent aux valeurs culturelles leur signification. Il y a une autre facette à cette description. Quand on parle de culture, on entend les habitudes, les valeurs et les institutions comme si elles étaient une structure de fantômes désincarnés. Quand on parle de « communauté », on entend l'ensemble des individus parmi lesquels les idées et la mémoire, les habitudes et les canaux de la culture circulent⁴.

Nous avons relevé jusqu'à maintenant quatre notions société, peuple, communauté et culture.

¹ *Ibid.*, pp. 25-26.

² *Ibid.*, p. 87.

³ *Ibid.*, p. 36.

⁴ *Ibid.*, p. 89.

Deutsch se réfère ensuite au concept d'information : « Ce sont ces concepts d'information, de capacité d'un système de communication et de complémentarité de ses parties qui pourraient nous être utiles dans le domaine des sciences sociales ¹. » L'introduction de la théorie de l'information complète la définition de communauté et permet de la mettre en rapport avec celle de peuple : « Une communauté consiste en un peuple dont les membres ont appris à communiquer les uns avec les autres et à se comprendre mutuellement au-delà du simple échange de biens et de services ². »

Cette théorie permet, de plus, de mieux isoler les notions de société et de culture : « Les sociétés produisent, sélectionnent et canalisent l'information ³. » À la lumière de ces définitions, nous pouvons maintenant distinguer la notion de peuple et celle de société. Plusieurs communautés peuvent ainsi vivre au sein d'une même société, car l'ensemble sociétal n'a pas permis d'établir la communication entre chacun de ses membres. C'est ainsi que peuvent s'expliquer, selon Deutsch, les conflits ethniques et les conflits nationaux ⁴.

Nous en arrivons donc à cette évidence quasi tautologique qu'une nation ou une nationalité est un groupe qui peut établir la communication entre ses membres. La problématique de Deutsch n'est donc, en dernière analyse, qu'une version sophistiquée du fonctionnalisme. Il le laisse d'ailleurs lui-même clairement percevoir :

En bref, nous proposons ici une définition fonctionnelle de la nation. L'appartenance à un peuple est très intimement liée à la communication à l'intérieur de la société. On peut la définir comme la faculté de communiquer de façon plus efficace et d'aborder un plus grand nombre de sujets avec les membres du groupe plutôt qu'avec les étrangers. Il est possible d'en arriver à ce type de communication de plusieurs façons différentes, toutes également fonctionnelles ⁵.

Il serait maintenant permis de faire des « tests de performance ⁶ ». Le problème semble ainsi résolu : une nationalité est un groupe qui a établi la communication entre ses membres ; pour vérifier son existence, les dangers de sa dissolution, etc., il s'agira d'établir des tests fondés sur l'analyse de la communication et de ses canaux ⁷.

La démarche de Deutsch est donc évidente, elle cherche à conceptualiser la notion de nation. À l'encontre des réserves de Weber, il pose la nation comme

¹ *Ibid.*, p. 91.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 92.

⁴ *Ibid.*, pp. 95-96.

⁵ *Ibid.*, p. 97.

⁶ *Ibid.*, p. 98.

⁷ *Ibid.*

groupe social réel qu'il tente de définir. Son texte permet cependant de déceler deux difficultés majeures. La première, épistémologique, que nous avons déjà soulignée, consiste à fonder sa définition sur le primat de l'idéologique. Nous passons de l'idéalisme qualitatif à un idéalisme cherchant à se donner les outils de la quantification. Malheureusement, quantifier les canaux de transmission des idées pures ne nous fait guère progresser dans les voies de la connaissance.

La seconde difficulté, la relation à établir entre le phénomène des classes et celui de la nation, est présente dans les textes dont nous avons traité précédemment. Mais elle est si clairement visible chez Deutsch que nous avons voulu y concentrer les premiers éléments d'une critique sur laquelle nous reviendrons dans la partie de ce chapitre réservée aux contributions marxistes.

4.2 Nation et classes

[Retour à la table des matières](#)

Soulignons d'abord que Deutsch ne passe nullement sous silence la question des classes sociales. Il reconnaît, au contraire, dans sa définition systématique de la notion de nation, la réalité de la stratification :

À l'époque contemporaine, époque de luttes politiques et sociales, la nation devient un regroupement large d'individus de classe moyenne et inférieure qui sont rattachés aux Centres régionaux et aux groupes dominants par les voies de la communication sociale et par des rapports économiques ; liaison à la fois indirecte, de chaînon en chaînon, et directe, avec le Centre ¹.

Mais il l'escamote au moment précis où elle devait être posée, c'est-à-dire en abordant le problème du pouvoir :

À l'époque du nationalisme, une nation est un peuple qui vise à acquérir des normes de contrôle efficaces sur son comportement. C'est un peuple qui lutte pour conquérir le pouvoir, à l'aide d'un appareil de contraintes suffisamment fort pour obtenir l'obéissance à ses décrets, ce qui aurait comme résultat d'aider à répandre les mœurs ou, à tout le moins, à les faire respecter. Les instruments du pouvoir, quels qu'ils soient, servent à renforcer et à élaborer les canaux de communication sociale, les normes de comportement, les lignes politiques (et parfois même économiques), qui constituent l'essence sociale de la nation ².

Pour Deutsch, c'est donc la nation dans son entier qui s'empare du pouvoir et non sa classe dominante. Bien sûr, Deutsch a déjà souligné la présence d'une classe dirigeante (le qualificatif doit être noté : « dirigeante » et non pas « dominante »), mais c'est maintenant la nation qui s'empare du pouvoir et, sans doute, le remet à

¹ *Ibid.*, p. 101.

² *Ibid.*, pp. 104-105.

sa classe dirigeante qui le contrôle dans l'intérêt de tous ! Deutsch glisse donc ici dans l'idéologie nationaliste proprement dite dont un des effets les plus importants est précisément de masquer le problème des classes.

De la même façon qu'il étudie la politique sans référence à la question de classes, il affirme l'existence d'une conscience nationale qui serait commune à l'ensemble de la communauté ¹.

Nous pouvons donc maintenant constater comment l'idéologie trace insidieusement son chemin. De l'analyse de l'idéologie nationaliste faite par Weber et de sa méfiance face à la notion de nation, nous sommes arrivé à un texte qui non seulement prend pour acquis le groupe national, mais l'analyse comme réalité au-dessus des classes, détenant un pouvoir politique et ayant une conscience commune. Il n'y a plus ici seulement idéalisme, mais bien aussi présence manifeste et « assumée » de l'idéologie nationaliste. Continuons notre périple.

5. MARCEL MAUSS

[Retour à la table des matières](#)

L'œuvre de Mauss nous permettra d'aborder un autre problème : celui du rapport entre la question nationale et l'histoire. Soulignons d'abord que Mauss avait le projet de consacrer une longue étude à la question nationale. Il ne put malheureusement l'exécuter. Il a cependant produit quelques textes sur la question. On les a rassemblés lors de la publication récente de son œuvre. Ceux-ci se révèlent très certainement l'un des efforts les plus sérieux, chez les non-marxistes, pour cerner ce difficile problème. Mauss souligne que « partout encore, même dans la théorie, le contenu de l'idée de nation est encore faible ² ». Cette remarque demeure vraie dans l'état actuel des recherches. Sa contribution à l'étude de cette question mérite donc, encore aujourd'hui, une attention spéciale.

5.1 Définition de la nation

Voyons d'abord comment Mauss définit la nation. Il affirme « le concept de nation, C'est-à-dire de l'ensemble des citoyens d'un État, ensemble distinct de l'État ³ ». Mais il importe de distinguer société et nation. Pour lui, « la société est un groupe d'hommes vivant ensemble sur un territoire déterminé, indépendant, et s'attachant à une constitution déterminée ⁴ ». Ce qui lui permet de proposer la définition suivante :

¹ *Ibid.*, p. 170.

² Marcel Mauss, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. III, p. 577.

³ *Ibid.*, p. 574.

⁴ *Ibid.*, p. 626.

Nous entendons par nation une société matériellement et moralement intégrée à pouvoir central stable, permanent, à frontières déterminées, à relative unité morale, mentale et culturelle des habitants qui adhèrent consciemment à l'État et à ses lois ¹.

La notion de nation chez Mauss fait donc référence à un type spécifique de formation sociale caractérisé par un pouvoir centralisé et indépendant de l'extérieur. La définition, on l'aura noté met en pratique, sous les notions d'unité morale et mentale, une problématique entachée d'idéalisme qui fait peu de cas de la question des classes sociales. Voyons si ces deux caractéristiques de la définition se retrouvent dans la suite de l'analyse.

Une autre version de cette même définition nous permet de cerner de plus près la conception que se fait Mauss du groupe national :

En somme une nation complète est une société intégrée suffisamment, à pouvoir central démocratique à quelque degré, ayant en tout cas la notion de souveraineté nationale et dont, en général, les frontières sont celles d'une race, d'une civilisation, d'une langue, d'une morale, en un mot d'un caractère national. Quelques éléments de ceci peuvent manquer ; la démocratie manquait en partie à l'Allemagne... l'unité de langue manque à la Belgique, à la Suisse. Mais dans les nations achevées tout ceci coïncide. Ces coïncidences sont rares, elles n'en sont que plus notables et, si l'on nous permet de juger, plus belles ².

Cette définition-description permet de confirmer que l'approche de Mauss n'est pas entièrement dépourvue de présupposés idéologiques. Elle fonctionne, sans critique, aux deux canons de l'idéologie bourgeoise que nous avons analysés dans le précédent chapitre ³. Soulignons d'ailleurs que l'auteur tend à le manifester une nouvelle fois en considérant le nationalisme fascisant (avant la lettre) comme une « maladie des consciences nationales ⁴ ».

L'effet de l'idéologie nationaliste transparaît encore plus clairement lorsqu'il affuble le groupe national d'une morale semblant s'ajouter aux morales de classe :

¹ *Ibid.*, p. 584.

² *Ibid.*, p. 604.

³ Ainsi, il fonctionne aux principales notions de l'idéologie bourgeoise, sans manifester ici ou ailleurs la possibilité d'une analyse critique : « D'abord, il ne peut y avoir nation sans qu'il y ait une certaine intégration de la société, c'est-à-dire qu'elle doit avoir aboli toute segmentation par clans, cités, tribus, royaumes, domaines féodaux... Cette intégration est telle, dans les nations d'un type naturellement achevé, qu'il n'existe pour ainsi dire pas d'intermédiaire entre la nation et le citoyen, que toute espèce de sous-groupe a pour ainsi dire disparu, que la toute-puissance de l'individu dans la société et de la société sur l'individu s'exerçant sans frein et sans rouage, a quelque chose de déréglé, et que la question se pose de la reconstitution des sous-groupes, sous une autre forme que le plan ou le gouvernement local souverain, mais enfin celle d'un sectionnement » (cf. M. Mauss, *ibid.*, p. 577).

⁴ *Ibid.*

Mais cette unité politique, c'est-à-dire militaire, administrative et juridique, d'une part, économique de l'autre, et surtout cette volonté générale, consciente, constante, de la créer et de la transmettre à tous, n'a été rendue possible que par une série de phénomènes considérables qui ont unifié à la suite, ou parallèlement, ou préalablement, les autres phénomènes sociaux. Une nation digne de ce nom a sa civilisation, esthétique, morale et matérielle, et presque toujours sa langue. Elle a sa mentalité, sa sensibilité, sa moralité, sa volonté, sa forme de progrès, et tous les citoyens qui la composent participent en somme à *l'idée qui la mène* ¹.

La nation est donc un groupe qui, au-dessus des classes, est menée par une idée pure. Elle possède un caractère collectif, un caractère national. On verra que, pour Lénine, la thèse de l'existence d'un caractère national relève de l'idéologie nationaliste.

5.2 Classification

[Retour à la table des matières](#)

C'est la classification tentée par Mauss qui, comme nous le soulignons plus haut, nous permettra d'aborder un nouveau problème.

Mauss tente d'établir une discrimination entre les sociétés à travers l'histoire, afin de découvrir celles que l'on pourrait définir comme des nations : « Nous confondons, en effet, sous ce nom, des sociétés très différentes par leur rang d'intégration : d'une part, ce qu'Aristote appelait des peuples, des ethnies, et d'autre part, ce qu'il appelait des cités, *poleis*, et que nous appelons des États ou des nations. Distinguer les secondes est l'objet du présent travail, mais il est utile, non pas simplement en passant mais pour notre étude, de distinguer les premières ². »

Reprenant la distinction de Durkheim entre société polysegmentaire et non segmentaire, il affirme que les nations se retrouvent parmi les secondes. Ne sont pas des nations « parmi les sociétés non segmentaires celles qui sont à intégration diffuse et à pouvoir central extrinsèque, celles que nous proposons d'appeler peuples ou empires, selon leur forme d'organisation ³. » Les États monarchistes de la transition ne pouvaient ainsi être considérés comme des nations :

Le roi de France dans son Louvre ou son Vincennes, celui d'Angleterre dans sa Tour de Londres, le tsar dans son Kremlin, sont des héritiers de cette instabilité, de cette séparation du souverain et du citoyen qui, à notre avis, caractérise les États non encore parfaitement intégrés, qui ne méritent pas le nom de nation ⁴.

¹ *Ibid.*, p. 591. C'est nous qui soulignons.

² *Ibid.*, p. 581.

³ *Ibid.*, p. 584.

⁴ *Ibid.*

Pour Mauss, en fait, il n'y aurait de nations dans l'histoire qu'après le XVIII^e siècle et durant l'antiquité grecque et romaine.

La nation pourrait donc être un effet de plusieurs modes de production : tout au moins des modes de production esclavagiste et capitaliste. Elle apparaîtrait lorsqu'il y a conjugaison d'un pouvoir central et de la démocratie. On peut se demander quels sont les traits des deux modes de production qui créent les mêmes effets. Mauss ne nous l'explique malheureusement pas.

Les caractéristiques énoncées ne sont en fait que des concordances superficielles qu'il reste à analyser dans leur articulation aux instances économique et idéologique.

Soulignons pour terminer que Mauss n'est pas le seul à chercher des concordances à travers l'histoire. Quoique de façon un peu plus nuancée, l'historien Kohn met en pratique un curieux mélange théorique au sein duquel l'histoire est analysée dans une perspective historiciste, en même temps qu'il est reconnu des lieux de rupture fondée sur une détermination relevant surtout de l'instance idéologique. Ainsi fait-il remonter l'étude de la question nationale aux Grecs et aux Hébreux :

Ce sont les Juifs et les Grecs qui, à partir de caractères nationaux opposés, ont développé les éléments de la notion de nationalisme ¹.

C'est chez les Hébreux qu'on a pu trouver l'origine de trois traits essentiels du nationalisme moderne : la notion de peuple élu ; l'importance accordée aux souvenirs communs d'une époque révolue et à la croyance en un destin partagé ; et, finalement, le messianisme national ².

Si l'origine du nationalisme remonte aux Grecs et aux Hébreux, il ne faut pas confondre, selon Kohn, leur nationalisme avec le nationalisme moderne.

Jamais on n'en est arrivé à une Grèce unifiée maîtresse du monde. Avec leur nationalisme féroce, les Grecs n'ont pas été capables de constituer une nation au sens moderne du terme. La volonté de former un État national grec ne s'est jamais matérialisée en un mouvement suffisamment puissant. Les Grecs avaient conscience de leur unité culturelle et sociale, mais n'en ont tiré que très rarement les conclusions qui s'imposaient ³.

Même si la position de Kohn peut paraître un peu plus nuancée, il n'en reste pas moins que les caractéristiques retenues (messianisme, mémoire collective) ne sont

¹ H. Kohn, *The Idea of Nationalism*, op. cit., p. 34.

² *Ibid.*, p. 11.

³ *Ibid.*, p. 52.

des similitudes qu'extérieurement. Une analyse rigoureuse ne saurait que faire ressortir une spécificité rendant caduques ces comparaisons peu fructueuses.

6. LEONARD W. DOBB

[Retour à la table des matières](#)

Mais cette reconnaissance de groupes nationaux à différentes époques de l'histoire de l'humanité fleurit surtout chez Léonard W. Dobb. Pour lui, la nation n'est pas un effet du capitalisme. Il distingue trois types de nations : traditionnelle, insulaire et moderne. Ce qui l'amène à définir certaines tribus amérindiennes des États-Unis comme des nations traditionnelles ¹.

Le nationalisme, selon lui, serait fondé sur une psychologie commune ². Malgré le phénomène des classes, qu'il analyse dans les termes de la théorie des élites, il existerait une configuration psychologique commune à la nation :

On prétend cependant que le chef de l'État comme le paysan, quelle que soit la distance sociale qui les sépare ou la façon dont ils s'acquittent de leur fonction dans la société, et quelle que soit la structure sociale et politique de la nation, posséderaient le même cadre de référence (psychologique). Chacun d'entre eux est muni de croyances et de besoins, chacun d'entre eux tente d'agir de façon semblable quant à la forme, mais différente quant au contenu, lorsque les touche le nationalisme ³.

Si Dobb veut dire que les classes dominées partagent la même idéologie que la classe dominante quand ils sont soumis à l'idéologie de cette dernière, force nous est d'admettre cette éléphanteristique tautologie. Mais il soutient en fait cette thèse radicalement fautive d'une psychologie commune à toutes les classes d'une même nation.

Il affirme de la même façon l'existence d'une culture commune à l'ensemble de la nation ⁴.

On comprendra que nous n'ayons pas l'intention de nous étendre sur la production de cet auteur. Elle nous a seulement servi, à l'encontre des précédentes, à illustrer un ensemble de textes relevant directement, sans positions critiques minimales, de l'idéologie nationaliste.

¹ L. W. Dobb, *Patriotism and Nationalism*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1965, p. 117.

² *Ibid.*, p. 6.

³ *Ibid.*, p. 11.

⁴ *Ibid.*, p. 226.

Nous nous arrêterons ici, sans faire complètement le tour d'une documentation fort imposante mais extrêmement répétitive. Nous croyons avoir mis en lumière les tendances fondamentales de l'ensemble des textes des sciences sociales universitaires (principalement américaines) que nous avons consultés. C'est ce seul but que nous nous étions fixé. Pour un exposé plus exhaustif, mais non critique, le lecteur pourra consulter de Louis L. Snyder : *The Dynamics of Nationalism*¹, ainsi que *The Meanings of Nationalism*².

Les quelques textes analysés jusqu'ici nous ont permis d'illustrer comment la production non marxiste n'est pas parvenue à conceptualiser la notion de nation. Même si nous avons pu, avec Max Weber, placer cette dernière en son juste lieu théorique, politico-idéologique, le reste de la documentation n'a pas fourni l'appareil conceptuel souhaité mais non produit par le sociologue allemand. Nous avons constaté comment la « nation » est devenue peu à peu une « évidence » à définir. Mais il nous a été permis de vérifier encore une fois le caractère scientifiquement suspect de ces « évidences » si facilement Soumises aux obstacles épistémologiques (historicisme, empirisme...) et à l'idéologie (nationaliste) elle-même.

II. LA NOTION DE NATION CHEZ LES MARXISTES

[Retour à la table des matières](#)

Encore une fois, on pourra constater que le matérialisme historique n'est pas dépourvu, à travers son histoire, de beaucoup d'ambiguïtés et de nombreux tâtonnements. C'est à cette difficile lecture que nous nous attaquerons maintenant. Voyons si le matérialisme historique fournit les éléments pour résoudre le problème de la distinction entre la question de l'État et celle de la nation.

1. MARX

S'il est des termes qui paraissent employés avec peu de rigueur chez Marx, celui de nation est sans aucun doute l'un de ceux-là. On ne rencontre, tout au long de son œuvre, aucun effort de conceptualisation véritable. Le mot « nation », utilisé dans des sens apparemment contradictoires et flous, ne semble jamais dépasser le niveau de la notion. Des *Manuscrits de 44* au *Capital*, l'étude de la question nationale n'est jamais effectuée de façon systématique. Marx nous livre surtout des réflexions d'ordre politique, principalement dans des textes comme *le Manifeste du parti communiste*, *l'Idéologie allemande* et *la Lutte des classes en*

¹ L. L. Snyder, *The Dynamics of Nationalism*, New Jersey, D. Van Nostrand Co., 1954.

² L. L. Snyder, *The Meanings of Nationalism*, New York, Greenwood Press Publishers, 1968.

France, et dans sa correspondance. Il reste toutefois utile de chercher à cerner l'emploi de la notion de nation chez Marx, ne serait-ce que dans le but d'en relever les lacunes principales et surtout de rechercher le lieu de la question non posée. Car si une théorie de la nation demeure possible, il faudra nécessairement la situer dans l'ensemble conceptuel du matérialisme historique.

Tous les marxologues et les marxistes qui se sont penchés sur le traitement de la question nationale dans l'œuvre de Marx sont unanimes. Aucun n'a relevé de théorie systématique. Bloom, le premier marxologue à aborder la question, affirme : « En bref Marx n'a jamais été un théoricien de la nationalité ou de la race. Il n'a jamais tenté de les définir et de les distinguer des autres groupes sociaux ¹. » Henri Lefebvre confirme le jugement : « Bien qu'il y ait chez Marx et Engels de nombreuses analyses des réalités nationales, des conjonctures et des rapports entre les classes dans les nations, on ne trouve pas chez eux une théorie de la réalité nationale, ni des questions nationales ². » Jean Sanvoisin en arrive à la même conclusion, après avoir un peu hardiment déclaré : « Si Marx n'a pas élaboré une « sociologie » de la nation, c'est bien parce que cette démarche ne l'intéressait pas ³. » Maxime Rodinson, l'un des spécialistes francophones des sciences sociales qui s'est le plus intéressé à la question nationale, abonde dans le même sens tout en soulignant : « Certes, on peut dégager une théorie implicite ou plutôt des fragments de théories implicites ⁴. » Il faudrait sans doute ajouter à Rodinson et dire qu'il n'est possible de décrypter chez Marx que des « fragments de théories implicites » descriptives (bien que le pluriel nous semble ici un peu abusif). Les passages les plus serrés de l'œuvre dépassent rarement le simple niveau de la description. S'il est vrai que toute théorie est d'abord le plus souvent descriptive, il reste quand même nécessaire, comme l'écrit Louis Althusser à un autre propos, « de penser ce qu'elle nous donne dans la forme d'une description ⁵ ».

Un premier relevé superficiel des principaux passages de l'œuvre de Marx révèle, comme le souligne Davis, une méfiance à l'égard du nationalisme : « Dès que Marx et Engels partagèrent la philosophie de l'internationalisme prolétarien, ils affublèrent le nationalisme de qualificatifs dépréciateurs ⁶. » Cette méfiance n'étonne personne, mais certaines réflexions pourront peut-être surprendre, même le lecteur relativement averti. La lecture rapide de la correspondance de Marx permet de repérer quelques énoncés équivoques.

¹ S. F. Bloom, *The World of Nations*, New York, A.M.S. Press, 1967, p. 16.

² Henri Lefebvre, « Classe et nation depuis le Manifeste (1848) », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XXXVIII, 1965, p. 36.

³ J. Sanvoisin, « Rapport entre mode de production et concept de nation dans la théorie marxiste », *L'Homme et la société*, n° 7, janvier-février-mars 1968, p. 152.

⁴ M. Rodinson, « Le marxisme et la nation », *L'Homme et la société*, n° 7, janvier-février-mars 1968, p. 131.

⁵ Louis Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », *la Pensée*, juin 1970, p. 9.

⁶ H. B. Davis, *Nationalism and Socialism*, New York, Monthly Review, 1967, p. 74.

L'Allemand moyen... si bête soit-il et si gonflé soit-il par le sentiment national ¹... Tu sais que les Anglais ont besoin qu'on leur mette le nez sur les faits essentiels et qu'une modestie et sobriété excessives ne sont pas de mise avec le fort en gueule John Bull ².

Il est vrai qu'Engels était sans doute le champion de ce genre de condamnation fondée sur les préjugés nationaux. À preuve, la perle suivante, tirée d'une lettre à Marx et datée du 31 juillet 1870 :

Dans toute l'affaire de la neutralité, y compris le charbon les Allemands ont un comportement puéril, comme tout au long de leur histoire. De tels problèmes ne se sont jamais posés à ce peuple. Qui les aurait soulevés ? Je te renvoie la lettre des Russes. Un Russe reste un Russe. Quelle affaire : six Russes se chamaillent entre eux, comme si le sort du monde en dépendait. Et l'on n'y trouve toujours pas d'accusation contre Boukharine, mais seulement des pleurnicheries sur les dissensions en Suisse. De toute façon, nos partisans semblent être honnêtes, pour autant qu'un Russe peut l'être ; pour ma part je serais prudent avec eux ³.

Il ne faut sans aucun doute accorder qu'une importance relative à de tels passages d'une correspondance qui, cela va de soi, présente un caractère privé. Ces allusions ne devraient pas, nous semble-t-il, servir de prétexte pour taxer Engels ou Marx d'une certaine forme de nationalisme ou de crypto-racisme. Horace B. Davis n'échappe pas toujours à cette tentation ⁴.

Il reste cependant que, dans des ouvrages plus systématiques, Marx emploie certaines expressions ou certains qualificatifs qui laissent un peu songeur. Ainsi dans *l'Idéologie allemande*, il affirme curieusement :

... d'ailleurs dans une sphère nationale déterminée, cela peut arriver aussi parce que, dans ce cas, la contradiction se produit non pas à l'intérieur de cette sphère nationale, mais entre cette conscience nationale et la pratique des autres nations, c'est-à-dire entre *la conscience nationale d'une nation* et sa conscience universelle ⁵.

Cette « conscience nationale » indifférenciée ne manque pas d'étonner. Ces citations, qu'il est inutile de multiplier ⁶, montrent à elles seules combien peu systématique pouvait être parfois l'approche de Marx.

Il est cependant possible de tirer quelques éléments plus valables, ailleurs dans l'œuvre de l'auteur. Une fouille plus attentive nous permet d'abord de découvrir une forte récurrence de l'emploi de la notion de nation affublée de tous les qualificatifs imaginables. Dans le *Capital*, Marx parle de « produits, d'articles, de

¹ K. Marx et F. Engels, *la Commune de 1871*, Paris, Union générale d'éditions, 1971, p. 53.

² *Ibid.*, p. 67.

³ *Ibid.*, pp. 45-46.

⁴ H. B. Davis, *Nationalism and Socialism*, op. cit., pp. 36-48.

⁵ K. Marx et F. Engels, *l'Idéologie allemande*, op. cit., p. 46. C'est nous qui soulignons.

⁶ On pourra se référer à Bloom ou à Davis.

circulation, d'épargne, de besoins, de taux de profit... nationaux » ; il y emploie des expressions comme « la majorité de la nation », « les forces vitales de la nation ». Dans ses autres ouvrages, on peut relever des expressions comme « la volonté, l'intérêt, la liaison, les Souvenirs... nationaux », ou comme « les forces de production industrielles de la nation » ou encore « la nation se met en mouvement »...

Une première mise en ordre de ces qualificatifs et de ces expressions ne nous fait cependant guère progresser. Plus significatives sont les utilisations restrictives de la notion :

Le capitaliste individuel, comme la classe capitaliste tout entière, ou ce qu'on appelle la nation, perçoit à la place du capital consommé dans la production un produit marchandise...¹

À plusieurs reprises dans le *Capital*, Marx emploie, de la même façon, l'expression « banque dite nationale »². On retrouve ailleurs le même type d'emploi restrictif dans des formules comme « ... la richesse nationale (wealth of nations), c'est-à-dire l'enrichissement des capitalistes, l'appauvrissement de la masse du peuple³ ». En plus de faire ressortir que l'emploi de la notion de nation masque le caractère de classe de la société et l'exploitation qui s'y pratique, ces expressions posent le problème : « Ce qu'on appelle la nation » est-il une simple notion (idéologique) ou recouvre-t-il une totalité concrète qu'il faut expliquer scientifiquement ?

Pour Marx, la nation semble une « réalité concrète » qu'il prend un peu comme une donnée, sans chercher à en faire véritablement la théorie. Il faudra lire à travers ses analyses sur d'autres questions et dans ses positions politiques le fondement qui les sous-tend. Pour lui, la nation n'est évidemment pas un phénomène biologique. Elle ne correspond pas non plus aux aires linguistiques. Il préféra ainsi que la première internationale soit organisée sur des bases étatiques plutôt que sur des bases linguistiques. Tout en ne les considérant pas comme des liens indissolubles, il s'opposera toujours aux positions tendant à nier toute réalité aux phénomènes nationaux. Dans le cadre de l'internationale, il conduira la lutte contre Lafargue à ce sujet⁴.

¹ K. Marx, *le Capital*, op. cit., t. V.

² *Ibid.*, entre autres, t. VII, pp. 177, 206-207.

³ *Ibid.*, t. III, p. 159.

⁴ Sur ces questions, S.F. Bloom, *The World of Nations*, op. cit., p. 18-29.

1.1 Nation et modes de production

[Retour à la table des matières](#)

Si ces éléments nous permettent d'affirmer que pour Marx la nation est une réalité, non linguistique et non biologique, avec laquelle il faut compter, ils ne nous renseignent guère sur la conception qu'en a l'auteur. Voyons d'abord, en tentant d'établir quelques équivalences sémantiques, à quel niveau Marx situe cette réalité :

Il (le métal-argent) émigre du pays qui en possédait une fraction plus grande que sa part normale vers les autres nations : ces mouvements, ces sorties et ces rentrées ne font que rétablir sa répartition initiale entre les différents trésors nationaux ¹.

Ceci est d'ailleurs en parfaite concordance avec un passage d'une note d'Engels dans le *Capital* :

... la concurrence a donc été remplacée, en Angleterre, par le monopole, ce qui prépare de la façon la plus réjouissante le chemin à l'expropriation future de toute la société, la nation ².

Dans les *Fondements de la critique de l'économie politique*, Marx écrit exactement dans le même sens :

Cependant : 1. le capital tend nécessairement à s'emparer partout des modes de production existants et à les placer sous sa domination. Au sein d'une société, ou d'une nation déterminée, le capital obtient ce résultat en transformant toute activité en travail salarié ³.

La nation serait donc une société donnée, un pays, c'est-à-dire une formation sociale déterminée. Mais la difficulté demeure. S'agit-il d'un type spécifique de formation sociale ou d'un effet spécifique d'un mode de production déterminé, comme l'affirmera plus tard Lénine. Il ne le semble pas. La nation reste pour Marx une notion transhistorique. Ce caractère transhistorique est confirmé par l'ensemble de l'œuvre. On rencontre des expressions comme « nations de vachers ⁴ », « nations barbares ⁵ », ou « nation paysanne ⁶ ». Employée de façon floue, la notion de nation peut aussi bien correspondre, comme l'indiquent les citations ci-dessous, à des formations sociales de l'antiquité, de la transition au capitalisme ou du capitalisme lui-même. Elle peut aussi bien être l'effet du mode de production capitaliste et du mode de production féodal que du mode de production esclavagiste, ou même asiatique :

¹ K. Marx, *le Capital*, op. cit., t. VII, p. 229. C'est nous qui soulignons.

² *Ibid.*, p. 104. C'est nous qui soulignons.

³ K. Marx, *les Fondements de la critique de l'économie politique*, op. cit., t. II, p. 252.

⁴ *Ibid.*, t. I, p. 25.

⁵ K. Marx et F. Engels, *le Manifeste du parti communiste*, op. cit., p. 25.

⁶ K. Marx, *le Dix-huit brumaire de Louis Bonaparte*, op. cit., p. 358.

La plèbe romaine était essentiellement un ensemble de paysans selon la définition de la propriété quiritaire. La culture du sol était unanimement considérée par les Anciens comme l'activité normale de l'homme libre, comme l'école du soldat. C'est là que se conserve la vieille souche de la nation ¹. De plus, quoique l'argent apparaisse très tôt et joue un rôle multiple, il est dans l'antiquité, en tant qu'élément dominant, l'apanage de nations déterminées unilatéralement, de nations commerçantes ².

Avec la manufacture, les différentes nations entrèrent dans des rapports de concurrence, engagèrent une lutte commerciale qui fut menée par le moyen des guerres, des droits de douanes protecteurs et de prohibitions, alors qu'autrefois les nations n'avaient pratiqué entre elles, quand elles étaient en relations, que des échanges inoffensifs. Le commerce a désormais une signification politique ³.

Mais dans cette prise de possession par les barbares, il s'agit de savoir si la nation dont on s'empare a développé des forces productives industrielles, comme c'est le cas chez les peuples modernes, ou si ses forces productives reposent uniquement sur leur rassemblement et sur la communauté ⁴.

Cet emploi de la notion de nation est repris par des marxistes contemporains dont certains se réclament explicitement de Marx ou d'Engels. Ainsi Mann écrit : « Nous croyons être fidèles à la signification que Marx et Engels donnaient au mot « nation » dans leurs travaux. Ils l'utilisaient régulièrement pour caractériser des sociétés de l'Antiquité. Engels, par exemple, a étudié la genèse de la nation allemande en la faisant remonter à la chute de l'Empire romain ⁵. » Jean Sanvoisin fait de même : « En fait dans l'histoire de l'humanité, la nation s'impose lorsqu'un État est constitué... En ce sens on peut dire, avec Engels, que la Chine impériale est une nation, non pas au sens moderne des nations-États bourgeois européens, mais, comme le dit Engels lui-même, une « nation barbare » ... ⁶ » Dans un sens à peine différent, Maxime Rodinson préférera parler de prénation pour ne réserver le terme de nation qu'aux formations capitalistes ⁷.

Pour Marx, la nation serait donc un ensemble plus vaste que les classes, leur unité relationnelle antagoniste au sein d'une formation sociale spécifique. La formation sociale serait nationalitaire pour reprendre une expression de Maxime Rodinson, elle unirait, dans l'antagonisme, des classes aux intérêts opposés. Elle constituerait le champ, l'espace de leur opposition ; le caractère de cette

¹ K. Marx, *les Fondements de la critique de l'économie politique*, op. cit., t. 1, pp. 442-443.

² K. Marx, « Introduction à la critique de l'économie politique », in *Contribution à la critique de l'économie politique*, op. cit., p. 167.

³ K. Marx et F. Engels, *l'Idéologie allemande*, op. cit., p. 94.

⁴ *Ibid.*, p. 110.

⁵ B. R. Mann, « On African Nations », *Marxism Today*, mars 1959, p. 92.

⁶ J. Sanvoisin, « Rapport entre mode de production et concept de nation dans la théorie marxiste », *l'Homme et la société*, n° 7, janvier-février-mars 1968, p. 155.

⁷ M. Rodinson, « Le marxisme et la nation », *l'Homme et la société*, n° 7, janvier-février-mars 1968, p. 144.

opposition, et sans doute le type d'unité nationale, étant déterminés par le jeu dialectique des rapports de production et des forces productives. Il existerait des formations nationales depuis la destruction des communautés primitives. Alors qu'un type d'État et d'idéologie serait spécifique à chaque mode de production, la nation, quoique toujours déterminée en dernière instance par l'infrastructure, ne serait spécifique à aucun d'eux. Pour caractériser le type spécifique de rapports sociaux qui est l'effet d'un mode de production, Marx emploie le plus souvent la notion de société, suivie de l'adjectif approprié, plutôt que celle de nation qu'il réserve pour une utilisation plus large :

Donc, les rapports sociaux suivant lesquels les individus produisent, les rapports sociaux de production, changent, se transforment avec la modification et le développement des moyens de production matériels, des forces de production. Dans leur totalité, les rapports de production forment ce qu'on appelle les rapports sociaux, la société et, notamment, une société à un stade de développement historique déterminé, une société à caractère distinctif original. La société antique, la société féodale, la société bourgeoise sont des ensembles de rapports de production de ce genre dont chacun caractérise en même temps un stade particulier de développement dans l'histoire de l'humanité ¹.

Donc les expressions « société bourgeoise » ou « société féodale » caractériseraient les rapports sociaux de production spécifiques à chaque mode de production ; alors que la notion de nation, elle, traduirait un type d'unité concrète (Marx emploie ici indifféremment nation, pays ou société) similaire, malgré des variations sensibles, pour chaque mode de production. Les qualificatifs utilisés avec les notions de nation (ou de société quand elle sert d'équivalent à celle de nation) tenteront de spécifier, ici, un type particulier de forces productives, là, une formation concrète déterminée :

Lorsqu'une nation industrielle produisant sur la base du capital... De même au sein d'une société : anglaise par exemple... ²

1.2 L'unité bourgeoise de la nation

[Retour à la table des matières](#)

Si Marx emploie régulièrement la notion de nation pour caractériser des formations sociales qui sont l'effet de modes de production différents, il n'en reste pas moins vrai que les rapports sociaux de production capitaliste (ce qu'il appelait plus haut la « société bourgeoise ») seraient les premiers à produire une extension vraiment nationale de la formation sociale. Il écrit ainsi dans *le Capital* :

¹ K. Marx, *Travail salarié et capital*, op. cit., p. 29.

² K. Marx, *les Fondements de la critique de l'économie politique*, op. cit., p. 251.

Parallèlement, la différence est énorme en ce qui concerne l'exploitation capitaliste et industrielle de la force productive naturelle de la nation. Par conséquent, le *caractère national* du système mercantiliste n'est pas simple façon de parler dans la bouche de ses porte-parole. Sous prétexte de s'intéresser exclusivement aux richesses nationales et aux ressources de l'État, ils déclarent en fait que les intérêts de la classe capitaliste, et l'enrichissement en général, sont le but final de l'État et proclament la société bourgeoise contre l'ancien État de droit divin. Mais en même temps, ils ont conscience que le développement des intérêts du capital et de la classe capitaliste, de la production capitaliste, est devenu la base de la *puissance et de la prédominance nationales* dans la société moderne ¹.

La bourgeoisie crée donc la forme bourgeoise de l'unité nationale à l'intérieur de la formation sociale qu'elle domine, en même temps qu'elle doit « s'affirmer à l'extérieur comme nationalité ² », et qu'elle crée, selon Marx, le cadre (national) de son renversement. Il semble maintenant possible d'affirmer que si, pour l'auteur, la notion de nation s'applique potentiellement à toutes les formes de sociétés de classes, elle ne se réalise pleinement que sous le mode de production capitaliste. C'est seulement sous le capitalisme, dans la société bourgeoise, qu'est véritablement réalisée la concentration nécessaire au développement pleinement progressif des forces productives. Seule la nation industrielle, à l'encontre des nations de vachers, des nations barbares ou des nations de l'antiquité donne de véritables dimensions nationales aux luttes de classes.

La reconstitution de la logique implicite sous-tendant des fragments de texte innombrables nous permet donc d'affirmer que Marx développe implicitement une conception historiciste de la nation. Cette dernière constituerait l'ensemble unitaire, mais antagoniste et toujours spécifique, des classes à travers l'histoire. L'importance de l'unité nationale, son extension et sa capacité de rayonnement, différerait avec les modes de production, mais ne se réaliserait pleinement que sous le capitalisme. L'histoire, sous cet aspect, consisterait, dans sa tendance générale et malgré certaines ruptures, en la création de plus en plus large de l'unité nationale. De la dissolution des communautés primitives à la « nation industrielle », il y aurait élargissement de l'unité nationale concrète :

La plus grande division du travail matériel et intellectuel est la séparation de la ville et de la campagne. L'opposition entre la ville et la campagne fait son apparition avec le passage de la barbarie à la civilisation, de l'organisation tribale à l'État, du provincialisme à la nation, et elle persiste à travers toute l'histoire de la civilisation jusqu'à nos jours ³.

¹ K. Marx, *le Capital*, op. cit., t. VIII, p. 167. C'est nous qui soulignons.

² K. Marx et F. Engels, *l'Idéologie allemande*, op. cit., p. 55.

³ *Ibid.*, p. 81-82.

L'étude de l'histoire de l'humanité nous permettrait donc d'assister à l'éclosion progressive d'ensembles nationaux toujours plus larges jusqu'à leur éclatement, sous l'effet du mode de production capitaliste développé :

Or plus les sphères individuelles, qui agissent l'une sur l'autre, s'agrandissent dans le cours de ce développement, et plus l'isolement primitif des diverses nations est détruit par le mode de production perfectionné, par la circulation et la division du travail entre les nations qui en résultent spontanément, plus l'histoire se transforme en histoire mondiale ¹.

L'approche est donc historiciste, l'analyse de la transition au capitalisme étant conçue comme le passage d'un type étroit à un type large de nation ou de nationalité :

Ses ressortissants sont plutôt, vis-à-vis d'elle (propriété foncière féodale), comme vis-à-vis de leur patrie. C'est un type étroit de nationalité ².

2. LÉNINE

[Retour à la table des matières](#)

De la même façon, chez Lénine, la notion de nation demeure floue et analysée dans une perspective transhistorique. Les premiers textes de Lénine semblent mettre en pratique le même type d'analyse. Ainsi écrit-il, entre 1896 et 1899, dans *le Développement du capitalisme en Russie* :

Ce qui est important, c'est que le capitalisme ne peut ni exister ni se développer s'il cesse d'étendre sa sphère de domination, s'il ne colonise pas de nouveaux pays, s'il n'entraîne pas d'anciennes *nations non capitalistes* dans le tourbillon de l'économie mondiale ³.

En 1920, il écrit encore plus clairement :

Quant aux États et nations plus arriérés, où prédominent des rapports de caractère féodal, patriarcal ou patriarcal paysan... ⁴

¹ *Ibid.*, p. 55.

² K. Marx, *les Manuscrits de 1844*, Paris, Éditions sociales, 1968, p. 51.

³ V. Lénine, « Le développement du capitalisme en Russie », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. III, p. 632.

⁴ V. Lénine, « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale », in *Sur les questions nationale et coloniale, op. cit.*, p. 27.

Ainsi, si l'État national apparaît sans nul doute comme effet du MPC, il est impossible de lire, dans les textes de Lénine, une affirmation équivalente à propos du groupe national. S'il soutient que la domination des rapports de production capitalistes « a été liée à des mouvements nationaux » qui « deviennent pour la première fois des mouvements de masse », il reste que son œuvre ne nous livre que très peu de précisions sur le problème de l'apparition et de la constitution du groupe national. Ainsi la thèse selon laquelle « les mouvements nationaux deviennent pour la première fois des mouvements de masse » pourrait tout aussi bien relever de la problématique marxienne de l'élargissement historique du groupe national que de l'affirmation de la spécificité de la nation comme groupe social n'apparaissant qu'au sein des formations sociales dominées par le MPC. La notion demeure donc très ambiguë, sans même que soit clairement posé le problème de la distinction entre nation, nationalité et groupe ethnique ¹.

3. STALINE

[Retour à la table des matières](#)

Nous laissons délibérément de côté les thèses de Staline sur la question nationale. Elles relèvent d'une analyse spécifique détaillée qu'il faudra bien entreprendre un jour, ne serait-ce que pour marquer les déplacements idéologiques que Staline opère dans le léninisme. D'emblée, on peut affirmer que ces déplacements constituent une effrayante régression théorique ².

Nous tenterons maintenant de circonscrire la place exacte tenue par la contribution de Staline dans le champ d'étude de la question nationale. Staline a été longtemps considéré et sans doute est-il encore considéré comme le véritable théoricien marxiste du phénomène national. On sait que c'est Lénine lui-même qui conseilla au futur leader soviétique de contribuer personnellement à l'étude de cette question. Il écrivit son premier essai sur le sujet, *la Question nationale et la social-démocratie*, à Vienne, au début de 1913, où il était en même temps émissaire du Comité central du parti ³. Le texte connu maintenant sous le titre de *le Marxisme et*

¹ De même pour Rosa Luxemburg, la question nationale demeure celle de l'État national et le problème de l'ensemble sociétal que constitue la nation reste non directement posé. Elle emploie ainsi la notion de « nation non capitaliste ». De même elle reprend la problématique de Marx considérant la nation (nationalité) comme un phénomène antérieur au capitalisme : « Évidemment, nous ne parlons pas de nationalité en tant que groupe ethnographique et culturel distinct ; cette notion n'est pas propre à l'ère bourgeoise, puisque les différences entre les nations existaient depuis des siècles » (cf. R. Luxemburg, « Question nationale et autonomie », *Partisans*, n° 61, 1971, p. 6).

² A. S. Naïs et C. Scalabrino, « La question nationale dans la théorie marxiste », *Partisans*, n° 59-60, 1971, p. 38.

³ I. Deutsch, *Staline*, Paris, Gallimard, 1953, pp. 104-105.

la question nationale a eu une grande diffusion. Il vaudra sans doute plus tard à son auteur d'être nommé Commissaire aux nationalités. Mais cet essai a donné et continue de donner lieu à de multiples commentaires. On insiste beaucoup sur le fait que Lénine en supervisa de très près la production : il aurait suggéré à Staline le plan général de l'ouvrage en plus de le corriger avant publication. Certains considèrent donc *le Marxisme et la question nationale* comme l'œuvre des deux hommes, suggérant même parfois que Lénine en serait le véritable auteur, Staline n'y ayant contribué qu'à titre de disciple plus ou moins mal dégrossi. D'autres, au contraire, cherchent à démontrer que, s'il a effectivement commandé le travail à Staline, Lénine en fut relativement déçu. Maxime Rodinson, par exemple, fonde son argumentation sur le fait que quelques mois après la publication du travail de Staline, Lénine écrivit, dans la même revue, un texte sur la même question qui ne contient aucune référence au premier, le contredit sur certains points et ne se réfère qu'aux théories de Renner et Bauer et de Karl Kautsky ¹. Quoique la petite histoire de la production du principal texte de Staline sur la question qui nous préoccupe ne soit pas totalement dénuée d'intérêt, il nous semble ici préférable de n'attacher qu'une importance tout à fait secondaire à cette histoire pour ne chercher que dans les textes eux-mêmes l'apport spécifique de leur auteur et le rapport que cette production entretient avec celle de Lénine. Or, la contribution de Staline nous apparaît comme une tentative ratée d'élargissement de la contribution de Lénine. Cette tentative s'effectue alors même que Lénine continue à produire des textes sur la même question. Il ne ressent pas la nécessité d'introduire les résultats staliniens dans sa propre problématique. Ce fait nous démontre, sans que l'on ait besoin d'éléments supplémentaires pour le confirmer, à quel point ces résultats pouvaient lui paraître peu satisfaisants.

Avant d'entreprendre cette étude, soulignons que nous tenterons d'éviter toute solution facile relevant de l'idéologie anti-staliniste. Cette dernière est, croyons-nous, une idéologie au même titre que le stalinisme lui-même. Elle ne peut donc constituer un terrain favorable à la véritable critique, mais bien plutôt un brouillage peu propice au travail théorique. La critique radicale du stalinisme ne pourra sans aucun doute être adéquatement réalisée Sans une critique tout aussi radicale de l'anti-stalinisme lui-même.

3.1 La nation comme effet du MPC

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons déjà présenté l'œuvre de Staline comme un effort d'élargissement des travaux de Lénine sur la question nationale. Les toutes premières pages de l'essai ne sauraient laisser aucun doute à ce sujet. Ce n'est plus sur l'État national que se penche Staline, mais bien sur la nation, comme type de groupement social :

¹ M. Rodinson, « Le marxisme et la nation », *l'Homme et la société*, n° 7, janvier-février-mars 1968, p. 138.

Qu'est-ce que la nation ? La nation, c'est avant tout une communauté, une communauté déterminée d'individus ¹.

Il s'empresse de la distinguer d'autres types de groupes humains. « Ainsi, la nation n'est pas une communauté de race, ni de tribu, mais une communauté d'hommes historiquement déterminés ². » La démarche de Staline vise donc dès le départ à déplacer la question de l'État national vers celle de la nation comme entité dont il faudra décrypter la spécificité. Il posera cette dernière dans le rapport privilégié que ce groupe entretient avec le mode de production capitaliste :

La nation n'est pas seulement une catégorie historique, mais une catégorie historique d'une époque déterminée, de l'époque du capitalisme ascendant. Le processus de liquidation du féodalisme et de développement du capitalisme est en même temps le processus de constitution des hommes en nations ³.

C'est dans la nécessité capitaliste de la création du marché qu'il faudra rechercher, selon Staline, le lieu fondamental de la production des conditions déclenchant l'apparition du phénomène national : « le marché est la première école où la bourgeoisie apprend le nationalisme ⁴ ». La démarche peut sembler jusqu'ici assez juste. Staline enregistre les acquis de la contribution léniniste tout en faisant porter l'essentiel de sa réflexion sur la nation, champ laissé inexploré par Lénine. C'est la nation qui est ici considérée comme un effet du mode de production capitaliste. Mais poursuivons.

Staline s'attaque ensuite à l'exposition des critères permettant l'élaboration de sa célèbre définition de la nation :

La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans la communauté de culture ⁵.

C'est cette définition qui, selon nous, consacre l'échec de l'effort théorique effectué par Staline. Nous nous centrerons donc en premier lieu sur elle et sur son mode de production. Soulignons tout d'abord le caractère prioritairement descriptif de l'analyse proposée. Staline s'attache, en effet, à décrire la forme ou les traits principaux d'une nation ou comme il l'écrit lui-même : « les indices caractérisant la nation ⁶ ». Il est clair que l'analyse de tout phénomène social ne saurait se réduire à la description de ses principales caractéristiques. Le seul exposé des « contours » d'une réalité sociale, voire même de ses conditions d'apparition, ne saurait tenir

¹ Joseph Staline, *le Marxisme et la question nationale*, Tirana, Naïm Frasheri, 1968, p. 7.

² *Ibid.*, p. 7.

³ *Ibid.*, p. 23.

⁴ *Ibid.*, p. 25.

⁵ *Ibid.*, p. 7.

⁶ *Ibid.*, p. 12.

lieu de théorie explicative de cette dernière. Cette démarche n'atteint la réalité que dans son immédiateté phénoménale sans toucher le lieu fondamental et seul explicatif en dernière instance de la détermination qui la pose. Ainsi les critères de la stabilité, de l'histoire, de la langue, du territoire et de la formation psychique, s'ils nous « montrent » un phénomène et nous permettent de le distinguer parmi d'autres, n'en produisent aucunement la connaissance. L'indice de la « vie économique », pourra-t-on dire, tient précisément lieu d'élément fondamental d'explication. Or si nous tentons de déchiffrer l'analyse proposée par Staline de « l'indice » économique, nous nous rendons rapidement compte qu'elle met en pratique exactement le même type d'approche. Son analyse de l'économie se résume à l'affirmation de la détermination en dernière instance du marché national qui crée les conditions essentielles de l'apparition de la nation, phénomène historiquement amené par le capitalisme. Mais est-il besoin d'insister sur le fait que la seule affirmation de la nécessité du marché, sans doute très importante, ne saurait constituer une explication définitive. Ce dévoilement demeure superficiel et n'est pas beaucoup plus éclairant que l'assertion que la circulation des marchandises est un phénomène important du capitalisme. En demeurer à la reconnaissance de la détermination en dernière instance du marché (national), c'est s'arrêter à la forme que revêt l'apparition du phénomène ou, comme le souligne Charles Bettelheim¹ à un autre propos, à la scène sur laquelle jouent les agents. Nous en restons donc presque, pour ce qui est du phénomène national, à la première ligne du *Capital*.

Nous ne saurions, cependant, tenir spécifiquement rigueur à Staline à ce niveau. Nous avons nous-même souligné chez Marx et Lénine le même type d'approche à dominante descriptive. Nous devrions lui en faire d'autant moins reproche qu'il est l'un des premiers à s'interroger systématiquement sur le groupe national comme entité sociale. Nous n'avons pas non plus l'intention de qualifier de futile l'approche descriptive. Nous la considérons au contraire comme essentielle en ce qu'elle nous permet de poser une réalité sociale dans la spécificité phénoménale qui lui est propre. L'énumération des caractéristiques fondamentales d'un phénomène peut souvent constituer une introduction nécessaire, sinon indispensable, à son étude systématique. Ceci dit, il nous reste à faire l'inventaire des indices proposés par Staline, afin de vérifier s'ils épuisent le nombre des caractéristiques possibles et si chacun d'eux constituent vraiment un trait spécifique de la nation.

¹ Charles Bettelheim et P.M. Sweezy, *Lettres sur le socialisme*, Paris, Maspero, 1970.

3.2 La critériologie stalinienne

[Retour à la table des matières](#)

Nous partirons des sept éléments contenus dans la définition de l'auteur. Nous passerons rapidement sur la communauté de territoire qui nous semble aller de soi, bien qu'il serait toujours possible d'objecter que le Pakistan a constitué longtemps une nation, alors que son territoire était divisé. Ce à quoi on pourrait répondre que ce pays, par sa division territoriale, manifestait sans doute davantage le lieu de l'oppression d'une nation par une autre que l'existence d'une seule et même nation. Les événements des années 1971-1972 semblent l'avoir confirmé. Mais nous ne sommes pas au bout de nos peines ! Faut-il considérer les Bengalis du Bengale comme une nation ou comme une partie d'une nation plus vaste dont une portion importante forme une fraction de la population de l'État indien. La définition de Staline, excluant l'État de ses critères, pourrait nous y inviter. Ce seul exemple montre d'ailleurs la difficulté de l'approche descriptive des phénomènes sociaux. Cette approche ouvre en effet un champ propice à d'interminables discours empiristes opposant les « cas » les uns aux autres, sans que l'on puisse véritablement déboucher sur la production d'une connaissance satisfaisante ¹.

La définition stalinienne n'est d'ailleurs pas étrangère aux interminables débats des militants marxistes cherchant à déterminer si tel ou tel groupe social constitue ou ne constitue pas une nation.

3.2.1 La langue et l'État

La nécessité d'une relative stabilité de la communauté paraît, elle, difficilement contestable. La vie économique commune aussi, quoique l'on ait déjà dénoncé le caractère encore épiphénoménal de cet indice. La langue et la communauté de culture, c'est-à-dire la formation psychique commune sont des éléments qui soulèvent plus de problèmes. Nous envisagerons d'abord le problème de la langue, l'un des points nodaux de la vulnérabilité de tout l'édifice construit par Staline. C'est par le biais de la question linguistique qu'il introduit la justification de l'absence de l'État dans sa définition. Voyons comment il pose le problème :

Mais toute communauté stable ne crée pas la nation. L'Autriche et la Russie sont aussi des communautés stables, pourtant personne ne les dénomme nations. Qu'est-ce qui distingue la communauté nationale de la communauté d'État ? Entre autres, le fait que la communauté nationale ne saurait se concevoir sans une langue commune tandis que pour l'État la langue commune n'est pas obligatoire. La nation tchèque en Autriche et

¹ En plus de la discussion sur les « cas », elle peut aussi laisser place à des oppositions sur le nombre des caractéristiques. Ainsi Shafer énumère dix caractéristiques non limitatives du nationalisme, ainsi que trois constituants de la définition de la notion de nation (cf. B. C. Shafer, *Nationalism, Myth and Reality*, op. cit., p. 61).

la polonaise en Russie seraient impossibles sans une langue commune pour chacune d'elles ; cependant que l'existence de toute une série de langues à l'intérieur de la Russie et de l'Autriche n'empêche pas l'intégrité de ces États. Il s'agit évidemment des langues populaires parlées et non des langues officielles des bureaux.

Ainsi la communauté de langue comme l'un des traits caractéristiques de la nation ¹.

Nous sommes au cœur même d'un formidable imbroglio théorique qui a contribué à brouiller complètement l'étude de la question nationale dans le courant marxiste pendant de nombreuses années. C'est ici que commence l'« effrayante régression théorique » et que s'envoie la prétendue filiation Lénine-Staline. L'impair est en effet de taille, mais peut-être si subtil qu'il passe presque inaperçu. Staline *en changeant de champ théorique* reproduit exactement la problématique de Lénine, ce qui a pour effet d'ajouter à l'impensé léniniste une erreur théorique pure et simple. Comme nous l'avons vu, la thèse léniniste consiste précisément à produire une théorie de l'État national comme effet du mode de production capitaliste. Chez lui la question de la nation en tant que communauté sociale spécifique n'est pas posée. Lénine recherche les déterminations économiques et idéologiques créant les conditions de l'apparition de l'État national, sans se préoccuper du type de groupement social que provoquerait l'effet des *trois instances* du MPC. Le problème de la nation comme groupe social, de même que la distinction entre le groupe ethnique et la nation restent impensés au niveau où il situe sa production de connaissance. Mais voilà que Staline, tentant objectivement un déplacement de la question vers celle de la nation, transpose mécaniquement le même type de raisonnement. La nation devient l'effet de l'économie et de l'idéologie, l'instance politique en étant exclue. Si nous définissons un mode de production comme l'articulation de trois instances à autonomie relative au sein de laquelle l'économie joue le rôle de détermination en dernière instance, toute entité groupale, fondamentale et spécifique de ce mode ne saurait être pensée sans l'effet des trois instances. Mais le politique disparaît chez Staline. Il n'aurait aucun effet propre dans la constitution de la nation. La communauté nationale semble être créée par le double effet de l'économique et de l'idéologique, le politique n'étant que le lieu de pratique, d'égalité ou d'oppression, uninationale ou multinationale. Le politique n'est donc pas considéré comme structure ou instance spécifique de la structure. Il est envisagé dans une stricte perspective génétique et relève de la problématique du sujet collectif : la nation et les nationalités. Nous sommes ici en face d'un problème théorique de taille. Peut-on en effet penser la classe ou la nation comme des groupes se constituant au niveau économique et idéologique et apparaissant (ou n'apparaissant pas) au niveau politique ? On connaît les critiques qui ont été faites de cette problématique des classes sociales ². Or Staline met ici en œuvre le même type d'approche en changeant de sujet collectif. Pourtant, la question nationale et les luttes nationales se jouent dans les appareils répressifs et

¹ Joseph Staline, *le Marxisme et la question nationale*, op. cit., p. 8.

² Voir Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1968.

idéologiques d'État qui possèdent leur effet de détermination spécifique, sans lequel le problème nous semble impensable. L'État national, en se structurant, produit et reproduit la nation (déterminée en dernière instance par l'économie en même temps qu'articulée à partir de l'idéologie nationaliste), de même qu'il peut produire et reproduire des nations dominées en son sein même. Toutes les nations au sein d'un même État devraient donc être reproduites par l'effet de ce dernier, aussi bien que par le jeu des autres instances. La scène politique est le lieu de pratiques antagoniques sur la question nationale comme sur les autres questions.

Le seul argument théorique sur lequel s'appuie Staline pour justifier l'absence de l'instance politique dans sa définition consiste à dire que la nation ne saurait se concevoir sans langue commune, alors que la communauté d'État n'exige pas cela. Cette argumentation nous paraît dangereusement spéieuse, car la question qui devrait se poser ici n'est pas celle de la distinction à établir entre la communauté nationale et la communauté d'État, mais bien celle de l'effet spécifique de l'instance politique sur la structuration de ce qu'on appelle la nation. S'il est nécessaire de reconnaître qu'il peut exister plusieurs nations au sein d'un même État, leur présence ne saurait être analysée sans tenir compte de l'effet de l'instance politique, dans ses appareils, sur leur reproduction, voire même sur la dissolution de certaines d'entre elles.

L'absence explicite de l'État dans la définition stalinienne permet cependant une rature beaucoup plus suspecte. En évacuant l'instance politique, Staline empêche que soit posée la question fondamentale des classes sociales. On peut ici vérifier le plein effet du déplacement opéré par sa pratique théorique. En soumettant l'analyse de la question nationale à la surdétermination du politique, Lénine ne faisait rien d'autre que la placer sous la primauté des classes. Or il est clair que toute tentative de définition devrait reconnaître la relation classes-nation comme le centre même du problème théorique à résoudre ; ce qu'on ne peut certes faire sans une analyse serrée de l'efficace du politique. Tout se passe comme si Staline reproduisait mécaniquement la problématique léniniste, mais en oubliant l'élément fondamental de sa construction. Nous y reviendrons.

L'indice de la nécessité d'une langue commune ne saurait, de même, aller de soi. Les auteurs que nous avons cités dans la première partie de ce texte énumèrent plusieurs « cas » démontrant la non-pertinence de ce critère : le cas des Alsaciens en France, celui de la Suisse... Selon Staline : « Il n'est pas de nation qui parle à la fois plusieurs langues ¹. » Cette affirmation nous semble pour le moins hasardeuse, car dans plusieurs États plus d'un code sémantique sont souvent et régulièrement utilisés et la définition stalinienne ne nous permet guère de vérifier s'il y a toujours adéquation entre chacun d'eux et l'existence de nations différentes. Si Staline soutenait la présence d'une tendance à l'imposition d'une langue dominante comme

¹ Joseph Staline, *le Marxisme et la question nationale*, op. cit., p. 9.

véhicule des échanges informationnels, nous serions alors forcé d'admettre son critère. Mais nous croyons hélas que là n'est pas exactement sa thèse.

L'ensemble de ses indices rend la distinction entre la nation et ce que l'on saisit sous le terme ambigu de groupe ethnique ou de groupe culturel, extrêmement difficile à cerner. Car la question à laquelle nous sommes évidemment conduit par la définition proposée ne saurait être que la suivante : à quel moment cesse-t-on de parler de groupe culturel pour utiliser la notion de nation dans le but de caractériser tel ou tel groupe ? Position du problème qui ne peut d'ailleurs mener nulle part. Si nous prenons un à un les critères proposés par Staline, il nous semble le plus souvent impossible de distinguer entre ces deux notions. La communauté stable de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique pourrait être le fait aussi bien de la nation canadienne-française (nation englobant tous les francophones du Canada) que de la nation québécoise. Des indices comme la stabilité et l'histoire commune (d'ailleurs non dépourvus de présupposés historicistes) ouvrent la porte à *d'interminables* discussions sur les origines et la durée. Or le seul critère qui nous semblerait juste en dernière instance, celui d'un effet pertinent au niveau politique ¹, est absent puisque Staline a cru nécessaire d'éviter d'inclure le politique dans sa définition.

On nous objectera sans doute ici que Staline insiste à de multiples reprises sur le fait que seules peuvent être appelées nations les communautés qui satisfont à l'ensemble de ces critères. Nous pensons que cette précaution n'ajoute rien à l'efficacité de la critériologie, la somme ne valant ici guère plus que l'addition des parties. Nous en prendrons pour seul exemple le cas canadien. On sait que le Canada a été traditionnellement présenté, par les nationalistes francophones, comme un État composé de deux nations : canadienne-française et canadienne-anglaise. Voici que depuis le début des années soixante un nationalisme plus radical, à propension indépendantiste, propose la thèse de la nation québécoise (seule province majoritairement francophone). je me permettrai de défier quiconque de trancher, à l'aide de la définition stalinienne, l'inextricable fouillis national canadien, Faut-il parler d'une nation canadienne unique, comme le soutiennent les fédéralistes... ou de nations canadienne-française et canadienne-anglaise, comme le font les autonomistes francophones... ou de nation canadienne et de nation québécoise, comme les séparatistes... ou même (compliquons un peu) de nation canadienne, de nation québécoise et de nation acadienne, comme commencent à le faire les francophones du Nouveau-Brunswick ² ? La gymnastique intellectuelle la plus agile, la casuistique la plus morbide n'y arriveraient pas. Soulignons enfin que cette insistance sur l'addition des critères

¹ Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, op. cit., p. 85.

² Le Nouveau-Brunswick constitue le point de concentration le plus important de la population d'ascendance acadienne du Canada. L'Acadie était l'une des deux colonies (l'autre étant le Canada dont la population était concentrée dans la vallée du Saint-Laurent) de la Nouvelle France, situées sur le territoire de l'actuel Canada, avant la conquête anglaise en 1760.

ouvre la porte à de douteuses analyses (bureaucratiques ?). Telle ou telle communauté pourrait, par exemple, se voir refuser le respect de ses droits culturels parce qu'il lui manque l'une des caractéristiques nécessaires à sa reconnaissance comme une véritable nation... Mais passons au plus étonnant.

3.3 La communauté de culture

[Retour à la table des matières](#)

Nous aborderons maintenant l'étonnant critère de la « formation psychique qui se traduit dans la communauté de culture ». Staline écrit :

Mais cela non plus n'est pas tout. Outre ce qui a été dit, il faut encore tenir compte des *particularités de la psychologie des hommes réunis en nation*. Les nations se distinguent les unes des autres non seulement par les conditions de leur vie, mais aussi par leur mentalité qui s'exprime dans les particularités de la culture nationale... Évidemment, la formation psychique en elle-même, ou, Comme on l'appelle autrement, le « *caractère national* », apparaît pour l'observateur comme quelque chose d'insaisissable ; mais pour autant qu'elle s'exprime dans l'originalité de la *culture commune à la nation*, elle est saisissable et ne saurait être méconnue ¹.

Pourtant, Lénine a toujours nié l'existence d'une culture nationale commune à toutes les classes de la nation : « Le moi d'ordre de la culture nationale est une duperie bourgeoise ² » ; « la foi en une culture nationale hors classes ³ » tend à masquer l'irréductibilité de l'antagonisme existant entre la bourgeoisie et le prolétariat. Pour Lénine, toute idéologie demeure une idéologie de classe et la culture demeure la production déterminée d'une classe spécifique dont elle traduit le rapport aux rapports réels. Le seul élément qu'il considérera comme véritablement commun sera la langue (« le caractère national, l'identité de la langue est un facteur important »).

La culture demeure toujours-déjà un phénomène de classe, c'est ce qu'il tente de faire ressortir, dans un passage qui montre, par ailleurs, combien sa notion de nation demeure inarticulée :

Chaque nation contemporaine comprend deux nations, dirons-nous à tous les national-sociaux. Chaque culture nationale comprend deux cultures nationales. Il y a une culture grand-russe des Pourichékévitch, des Goutchkov et des Strouvé, mais il y a également une culture grand-russe caractérisée par les noms de Tchernychevski et de Plékhanov ⁴.

¹ Joseph Staline, *le Marxisme et la question nationale*, op. cit., pp. 11-12. C'est nous qui soulignons.

² V. Lénine, « Notes critiques sur la question nationale », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., p. 19.

³ *Ibid.*, p. 20.

⁴ *Ibid.*, pp. 32-33.

Le prolétariat doit toujours opposer sa culture internationale à la culture nationale à tendance chauvine de la bourgeoisie. Il ne retiendra de cette culture nationale que « ses éléments démocratiques et socialistes conséquents ¹ », éléments qui, par définition, n'appartiennent qu'au prolétariat ou ne peuvent être réalisés que par lui. La question nationale a un contenu de classe et ne peut être analysée qu'en fonction de la classe dont elle défend les intérêts. Il faut donc toujours dégager « le contenu de classe de toutes les revendications de la démocratie politique, y compris celle-ci (le droit à l'autodétermination) ² ».

Le caractère léniniste de la définition de Staline paraît donc fort douteux. La formation psychique commune aussi bien que la communauté de culture ne peuvent se poser qu'en contradiction théorique radicale avec la théorie marxiste des classes sociales. S'il nous semble non seulement possible mais essentiel d'admettre que dans chaque nation se développent des traits psychiques et des idéologies qui lui sont propres, ceux-ci n'appartiennent nullement à l'ensemble de la nation, mais constituent des caractéristiques spécifiques propres à chaque classe sociale. L'histoire particulière de la lutte des classes, la spécificité du développement des forces productives, l'environnement géophysique sont autant de facteurs, parmi bien d'autres, qui distinguent le prolétariat de telle ou telle nation, telle ou telle bourgeoisie ou petite bourgeoisie. Mais ces éléments ne produisent aucun trait justifiant l'affirmation d'une formation psychique commune. La notion de culture nationale, reprise par Staline, ne saurait elle-même relever que de l'idéologie bourgeoise ou petite bourgeoise en ce qu'elle traduit comme culture commune ce qui n'est que l'imposition de l'idéologie dominante d'une bourgeoisie, d'une nation particulière, à « son » prolétariat. Les productions dites culturelles sont des productions de classe. Elles peuvent être imposées à d'autres classes d'une même nation, mais il s'agit bien ici de l'effet de domination propre de l'idéologie et non d'une culture nationale. Une classe peut elle-même reprendre des productions culturelles d'une autre classe, mais elle les transforme radicalement, en les intégrant dans l'ensemble de sa propre formation idéologique, en leur faisant tenir un rôle spécifique, fonction de l'ensemble de son idéologie ³. L'indice de la formation psychique et de la culture nationale nous semble être radicalement, c'est-à-dire en théorie comme en pratique, non marxiste ⁴.

¹ V. Lénine, « Thèses sur la question nationale », in *Œuvres complètes*, t. XIX, *op. cit.*, p. 259.

² V. Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Sur les questions nationale et coloniale*, *op. cit.*, p. 19.

³ Ainsi la petite bourgeoisie québécoise, à la recherche de son identité nationale, a fait renaître la vogue du folklore, par la reprise de chansons paysannes ou par la production de chansons du même style. je pense à Gilles Vigneault ou à Félix Leclerc. Cette adoption d'un style et de la production culturelle d'une autre classe s'intégrait ainsi dans l'idéologie nationaliste de la petite bourgeoisie. L'idée de la culture nationale convient d'ailleurs très bien à l'idéologie petite-bourgeoise, classe qui oscille entre les positions de la bourgeoisie et du prolétariat, ce qui lui donne l'illusion d'être le nombril même de la nation.

⁴ On nous accusera peut-être de pratiquer un sectarisme spécieux, sinon de tomber dans l'idéologie anti-staliniste contre laquelle nous nous sommes nous-même mis en garde au début

Soulignons cependant (et à sa défense ?) que Staline n'est pas le seul marxiste à pratiquer cette ambiguïté. Boukharine commence par proclamer :

Pourtant il n'existe pas, dans ce sens là, d' « esprit national », de même qu'il n'existe pas de société constituée comme un organe unique ayant un unique centre de conscience... Mais ce monstre n'existe pas, et il n'existe pas davantage d' « esprit national » ou d' « âme nationale » dans le sens mystérieux et mystique du mot ¹.

Il n'existerait donc pas, pour lui, de psychologie nationale. Il est cependant prêt à reconnaître « certains traits communs dont il ne faut d'ailleurs pas exagérer l'importance ² ». Selon lui :

Ces particularités s'expliquent par diverses déviations dans le processus évolutif par suite des conditions particulières de l'évolution dans le passé. Il serait absurde de nier ces particularités, de même que l'on ne peut contester certains traits particuliers du « caractère national », du « tempérament ». Bien entendu, une psychologie de classe n'est pas encore la preuve de l'existence de certains traits de caractère « nationaux » particuliers ³.

Force nous est cependant de reconnaître que Boukharine ne fournit guère de précision nous permettant l'analyse de ces traits communs, si ténus soient-ils, ainsi que de leurs rapports avec les classes. La frontière entre l'âme nationale et le tempérament national nous semble fort mince !

La revue des indices proposés par Staline nous a permis de mesurer la faillite de sa tentative : non seulement ces indices ne permettent-ils pas de fonder le concept de nation, mais le rejet du politique constitue une erreur théorique irrecevable, en même temps que l'affirmation de l'existence d'une culture nationale relève d'une problématique contraire au matérialisme historique. Soulignons enfin que les erreurs théoriques de Staline ne devaient pas s'avérer anodines. Au

de cette section. L'opposition Staline-Lénine sur la question de la culture dans son rapport aux classes sociales pourra paraître de mauvais goût. Il serait, en effet, possible de faire appel à d'autres textes de ces deux militants et de démontrer que ce sont les positions de Lénine qui, parfois, donnent l'impression de camoufler le plus la question des classes, sous celle de la culture. Nous n'avons pas l'intention ni de nous engager dans un débat fondé sur le partage du bon grain et de l'ivraie, ni d'anathématiser Staline à l'aide d'une quelconque bible léniniste. Il importe cependant de constater ici que, sur la question nationale, lieu privilégié de l'occultation idéologique de la primauté de la lutte des classes, Lénine insiste à de multiples reprises sur la nécessité de se démarquer de l'idéologie bourgeoise. Il place au centre de l'analyse la question marxiste prioritaire des classes sociales. Staline, au contraire, utilise sans critique des notions empruntées directement à l'univers idéologique nationaliste. Quoi qu'il ait pu dire ailleurs, quoi qu'il ait pu vouloir dire, il se place ainsi sur des positions qui ne peuvent relever du matérialisme historique.

¹ N. Boukharine, *La Théorie du matérialisme historique*, Paris, Anthropos, 1967, pp. 221-222.

² *Ibid.*, p. 224.

³ *Ibid.*, p. 225.

contraire, la pratique politique stalinienne nous fournira par la suite un bel exemple de la relation théorique pratique. L'absence de l'indice politique faisant de l'État une marionnette capricieuse face à l'ensemble des nationalités vivant sur un territoire n'est sans doute pas sans rapports avec les incursions géorgiennes que Lénine allait si violemment dénoncer.

Le texte de Staline paraît même, par moment, assez ambigu. À peine quelques pages après sa définition, il écrit, pour tenter de confondre Otto Bauer :

Mais la cohésion et l'unité de la nation ne décroissent pas seulement par suite de la migration. Elles décroissent encore du dedans, par suite de l'aggravation de la lutte des classes. Aux premiers stades du capitalisme, on peut encore parler de la « communauté culturelle » du prolétariat et de la bourgeoisie. Mais avec le développement de la grosse industrie et l'aggravation de la lutte des classes, la « communauté » commence à fondre. On ne saurait parler sérieusement de la « communauté culturelle » d'une nation lorsque les patrons et les ouvriers d'une seule et même nation cessent de se comprendre mutuellement ¹.

Voilà que la communauté de culture, pourtant partie essentielle de sa définition, ne jouerait plus qu'aux tous premiers moments du capitalisme et qu'elle fondrait littéralement sous la grande industrie. Pourtant, chez Lénine comme chez Marx, c'est la grande industrie qui impose définitivement et réalise pleinement le marché national. Il faudrait donc en conclure que la nation ne serait, à proprement parler, qu'un effet spécifique de la transition au capitalisme. Dans une citation précédente, Staline affirme que « le processus de constitution des hommes en nation » correspond « au capitalisme ascendant ». Si nous suivons bien le raisonnement, en tenant compte de sa définition et de sa critique de Bauer, nous sommes forcé de conclure que la nation, à peine constituée, n'existe déjà plus. Curieux phénomène social qui ne se constituerait que pour disparaître immédiatement.

Le texte principal et la définition de Staline sur la question nationale semblent donc être plus une réponse point pour point aux austro-marxistes et au Bund qu'un effort théorique soutenu pour résoudre un problème théorique.

Une objection pourrait venir, On opposera peut-être à notre critique le type de raisonnement suivant : « Staline » voulait dire que, dans chaque nation, il y a une formation psychique commune fondant une culture nationale, mais évidemment il s'agit bien, dans chaque cas, de celle de la classe dominante. « Staline aurait voulu dire » au fond que chaque nation est le lieu d'une idéologie bourgeoise spécifique. Nous répondons par une seule question : pourquoi ne l'a-t-il pas dit ? Il ne s'agit malheureusement ni d'un oubli, ni même d'un défaut d'exposition.

¹ Joseph Staline, *le Marxisme et la question nationale*, op. cit., pp. 60-61.

Dans une citation amenée plus haut, Staline insiste sur la nécessité de « tenir compte des particularités de la psychologie des *hommes* réunis en nation ». On peut lire ici, directement, l'opération évacuation. Staline nous parle bien des « hommes réunis en nation » et non des classes. Rien dans ses analyses de la culture nationale ne nous renvoie (même entre les lignes !) à l'idéologie dominante. En suivant fidèlement la définition stalinienne, nous sommes forcé de reconnaître deux groupes d'appartenance plus ou moins parallèles, classes et nation. Mais on ne sait plus trop bien comment établir scientifiquement la relation entre les deux « réalités », si ce n'est par la simple addition.

La définition stalinienne n'oublie pas le phénomène des classes, elle l'exclut dans son efficace fondamentale ! Nous avons déjà souligné, et nous y reviendrons, qu'en produisant la théorie de l'État national, Lénine plaçait le lieu surdéterminant de la question nationale dans l'instance politique, la posant ainsi sous la détermination des classes sociales. L'absence de la mention de ces dernières et le rejet explicite de l'État dans la définition stalinienne ne sont en fait que la double face d'une même erreur théorique. Plus précisément, le double aspect de la soumission de la pratique théorique qui l'a mise en œuvre à nulle autre chose que l'idéologie et à son canon nationaliste.

3.4 Otto Bauer

[Retour à la table des matières](#)

Le problème de la relation classes-nation apparaît encore plus clairement dans les travaux d'Otto Bauer, même s'ils font plus de cas du phénomène des classes que ceux de Staline. Bauer présente cependant la culture nationale comme une structure neutre et unitaire au-delà de la réalité des classes : « De cette façon, un lien invisible nous lie tous les uns aux autres. Ce qui allait être à moi appartenait aussi à chacun des autres ¹. »

L'effet idéologique de la notion de culture nationale n'est pas de nier complètement la réalité des classes mais, précisément, de nier l'efficace de leurs luttes et de la rupture qu'elles impliquent. Ainsi Bauer ne niera pas la « participation dominante » de la bourgeoisie dans la « production » de la culture nationale, mais il s'empresse d'ajouter : « Ce que la bourgeoisie allemande a inventé et a intégré de l'étranger à ses propres caractéristiques, c'est aussi aujourd'hui *notre propriété* ². »

On pourra même admettre que la culture nationale se tisse à travers la lutte des classes, mais la multiplicité des origines semble s'additionner dans une totalité administrée à l'ensemble de la collectivité, par-dessus les classes :

¹ Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, op. cit., p. 81.

² *Ibid.*

... Ainsi une petite partie du flot de notre culture pénètre en chaque homme à travers la lutte des parties, et aussi mince qu'elle puisse être, elle influence son caractère, elle nous unit tous en communauté culturelle, par une influence culturelle de même nature ¹.

Seul semble alors subsister le problème de l'élargissement de la participation à cette culture commune. Pour Otto Bauer, le capitalisme a ainsi permis d'étendre la communauté culturelle à l'ensemble de la population alors qu'auparavant seules la noblesse et la bourgeoisie y avaient vraiment part ². Mais il impose en même temps certaines limites à la participation des masses. « Le capitalisme ne peut laisser grandir pleinement la nation en tant que communauté culturelle, parce que chaque petit morceau de culture devient une arme, un pouvoir entre les mains de la classe ouvrière qui le vaincra un jour ³. » Seul le socialisme pourra ainsi réaliser pleinement cette communauté culturelle ⁴.

Ainsi le véritable problème de la paysannerie et du prolétariat, sous cet aspect, serait de ne pouvoir facilement « accéder » à Kant ou à Goethe ⁵, d'être empêchés de gravir les échelons de l'appareil scolaire au-delà du niveau primaire ⁶. Le handicap des classes dominées consisterait donc à être placé dans une position les forçant à une sous-consommation de culture nationale. Cette problématique confond la communauté de culture avec l'efficacité de l'idéologie nationaliste dans les différents appareils d'État.

Avant de terminer la question des définitions, soulignons que Staline tente sans beaucoup plus de succès d'introduire à une distinction entre ce qu'il appelle la nation et les autres formes de communauté. Pour lui, comme nous l'avons vu au tout début, la nation se différencie de la race et de la tribu. Les critères lui permettant de les distinguer paraissent cependant assez pauvres. Ainsi cette phrase : « Bauer confond évidemment la nation, catégorie historique, avec la tribu, catégorie ethnographique ⁷. »

Staline reprend probablement ici la division des disciplines universitaires entre histoire et ethnologie. Dans son essai consacré aux problèmes linguistiques, il reprend de façon plus systématique des éléments déjà présents dans son texte de 1913 :

En ce qui concerne le développement ultérieur, à partir des langues de clans, jusqu'aux langues de tribus, à partir des langues de tribus jusqu'aux langues de

¹ *Ibid.*, p. 90.

² *Ibid.*, p. 85.

³ *Ibid.*, p. 93.

⁴ *Ibid.*, pp. 49-110.

⁵ *Ibid.*, p. 92.

⁶ *Ibid.*

⁷ Joseph Staline, *le Marxisme et la question nationale et coloniale*, op. cit., p. 20.

nationalités, et à partir des langues de nationalités jusqu'aux langues de nations... les nationalités se développèrent en nations et les langues des nationalités en langues nationales ¹.

Nous aurions donc trois grandes phases : la tribu, les nationalités et la nation. Cette distinction est reprise largement en U.R.S.S. où l'on emploie le vocable russe *narodnost* pour nommer les communautés existant entre la tribu et la nation. Mais encore là faudrait-il savoir exactement de quoi l'on parle : d'une notion à analyser, d'un concept à construire...

4. MAO TTSE-TOUNG

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu que Staline tentait de poser la question de la nation comme groupe social réel. Sa définition, nous l'avons constaté, ne réussit pas à se démarquer de façon adéquate de l'idéologie nationaliste. Voyons maintenant comment Mao Tsé-Toung utilise la même notion de même que celle de culture nationale. Cherchons à déceler s'il s'inscrit dans la pratique théorique stalinienne.

4.1 La nation comme unité sociologique

Il est frappant de constater le nombre de formules que Mao Tsé-Toung emploie pour qualifier le groupe national considéré comme entité spécifique : « intérêt de la nation », « salut national », « trahison nationale », « nation en péril », « devoir envers la nation ». Ces expressions en elles-mêmes ne peuvent guère nous renseigner sur la problématique générale développée par Mao Tsé-Toung. Elles peuvent en fait aussi bien relever de l'idéologie nationaliste que du matérialisme historique. La problématique sur la question nationale, il faut la chercher à partir d'une distinction, à première vue anodine mais en fait fondamentale, que l'auteur pose à plusieurs reprises ; il insiste en effet sur la nécessité de réaliser « l'indépendance de la nation chinoise et la libération du peuple chinois ² » ou encore « la libération du peuple et de la nation chinoise ³ ».

C'est, croyons-nous, en établissant le fondement de la distinction faite entre les notions de peuple et de nation qu'il nous sera possible de situer le lieu exact de la question nationale chez Mao. Or la grande difficulté réside dans le fait qu'il nous propose une définition, ou tout au moins une délimitation, de la notion de peuple,

¹ *Ibid.*, pp. 12-13.

² Mao Tsé-Toung, « La situation actuelle et nos tâches », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. IV, p. 162.

³ Mao Tsé-Toung, « Manifeste de l'armée populaire de libération de Chine », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. IV, p. 151.

mais ne nous fournit pas directement de définition de la notion de nation. Le lieu du concept ou de la notion de nation ne pourra donc surgir que d'une lecture symptomale des textes de l'auteur. Voyons d'abord ce qu'entend Mao par la notion de peuple :

Qu'entend-on par peuple ? En Chine, dans la phase actuelle, le peuple c'est la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie nationale. Sous la direction de la classe ouvrière et du Parti communiste, ces classes s'unissent formant leur propre État, élisent leur propre gouvernement et exercent la dictature sur les valets de l'impérialisme, c'est-à-dire sur la classe des propriétaires fonciers et sur la bourgeoisie bureaucratique, ainsi que sur ceux que représentent ces classes, les réactionnaires du Kuomintang et leurs complices. Elles exercent sur eux leur oppression ne leur permettant que de marcher droit sans tolérer de leur part aucun propos ou acte contre le pouvoir établi. Tout propos ou acte de ce genre sera aussitôt réprimé et puni. C'est au sein du peuple que la démocratie est pratiquée ; le peuple jouit de la liberté de parole, de réunion, d'association, etc., le droit de vote n'appartient qu'au peuple, il n'est point accordé aux réactionnaires. D'un côté, démocratie par le peuple, de l'autre, dictature sur les réactionnaires ; ces deux aspects réunis, c'est la dictature démocratique populaire ¹.

Le peuple, selon la conjoncture, paraît donc pouvoir être défini comme l'ensemble des classes potentiellement progressistes ou révolutionnaires, c'est-à-dire comme l'ensemble des classes aptes à préconiser ou préconisant une transformation des structures spécifiques d'une formation sociale donnée. C'est pourquoi « la notion de peuple prend un sens différent selon les pays et selon les périodes de leur histoire ² ».

Nous croyons que c'est à partir de l'exclusivisme qui fonde le champ d'utilisation de la notion de peuple que nous pouvons délimiter le champ de la notion de nation. Compte tenu du fait que l'étude de la question nationale ne se réduit pas chez Mao à celle de l'État national comme chez Lénine, ce que le reste de l'analyse démontrera suffisamment pour qu'il ne soit pas besoin d'insister préalablement, nous nous croyons justifié de proposer que, telle que pratiquée dans les textes de l'auteur, la *notion de nation réfère à l'ensemble unifié des classes au sein d'une formation sociale donnée*. Alors que le peuple n'est constitué que des classes au moins conjonctuellement progressistes, la nation serait constituée des classes révolutionnaires, progressistes et réactionnaires. C'est bien ce que nous semble démontrer encore une fois cet autre passage dans lequel Mao essaie de justifier le fait que la bourgeoisie compradore et les propriétaires fonciers ne soient pas considérés comme des véritables représentants de la nation :

¹ Mao Tsé-Toung, « De la dictature démocratique populaire », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. IV, pp. 456-457.

² Mao Tsé-Toung, « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », in *les Transformations de la révolution*, Paris, Union générale d'éditions, 1970, p. 174.

Les intérêts des ouvriers, des paysans et du reste du peuple représentent, dans leur totalité, les intérêts de la nation chinoise. La bourgeoisie compradore et la classe des propriétaires fonciers vivent sur le sol chinois, mais elles ne tiennent pas compte des intérêts de la nation, et leurs intérêts sont en conflit avec ceux de la majorité. Comme nous ne rompons qu'avec cette petite minorité et n'entrons en lutte que contre elle, nous avons le droit de nous appeler les représentants de toute la nation ¹.

Ce texte contient en creux, croyons-nous, que la nation peut être définie comme l'ensemble des classes d'une formation sociale donnée, même si « les représentants de toute la nation » peuvent n'être qu'une partie des classes qui en font partie. On voit donc que le champ d'analyse léniniste se trouve déplacé précisément vers celui de l'élargissement tenté par Staline. Mais, et c'est là une omission qui nous semble devoir être relevée, les textes de Mao ne semblent tenir aucun compte, du moins directement et en pratique, de la définition stalinienne de la nation.

On voit en effet comment la notion de nation est directement soumise à la théorie de classes sociales. Si nous abandonnons les qualificatifs descriptifs de progressiste et de révolutionnaire pour employer une formulation plus fidèle, nous croyons être en droit de soutenir que la notion de nation recouvre, chez Mao, l'ensemble des classes au sein d'une formation sociale spécifique. Plus précisément, nous pouvons définir la nation comme l'ensemble des classes antagonistes et non antagonistes au sein d'une formation sociale. On peut aussi constater comment le primat de l'analyse est accordé aux classes. Mais cette définition ne saurait être complète, car toute formation sociale regroupe plus d'une nationalité. Mao s'oppose à « l'oppression d'une nationalité par une autre ² », il affirme « la nécessité de l'égalité en droit de toutes les nations ³ ». Il considère même les problèmes nationaux comme contradictions non antagonistes :

C'est pourquoi il est absolument nécessaire que de bons rapports s'établissent entre les Hans et les minorités nationales. La clé du problème est de surmonter le chauvinisme grandhan. Il faut en même temps surmonter le nationalisme local partout où il existe chez les minorités nationales. Le chauvinisme grand-han comme le nationalisme local sont préjudiciables à l'union de toutes les nationalités. Il s'agit là de contradictions au sein du peuple qu'il faut surmonter ⁴.

La nation est donc, pour Mao, non seulement un ensemble de classes, mais aussi un ensemble majorité-minorité nationales. On doit donc compléter la

¹ Mao Tsé-Toung, « La tactique de la lutte contre l'impérialisme », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. IV, pp. 225-226.

² Mao Tsé-Toung, « La révolution chinoise et le parti communiste chinois », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. II, p. 154.

³ Mao Tsé-Toung, « La tactique actuelle dans le front uni de résistance contre le Japon », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. II, p. 154.

⁴ Mao Tsé-Toung, « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », in *les Transformations de la révolution, op. cit.*, p. 205.

définition de la notion de nation telle que pratiquée par Mao. Il s'agit d'un ensemble unitaire de classes antagonistes et non antagonistes dont les agents peuvent être de nationalités différentes au sein d'une formation sociale déterminée.

On peut donc conclure que Mao, soumettant la notion de nation à la réalité de classes, ne s'inscrit pas dans la problématique stalinienne et la nie dans sa pratique même. Mais une question demeure. Nous avons critiqué radicalement l'utilisation de la notion de culture nationale chez Staline. Mais les textes de Mao sont parsemés de cette même notion. Que faut-il en penser ?

4.2 Sur la culture nationale

[Retour à la table des matières](#)

Mao Tsé-Toung insiste, tout au long de ses textes, sur la nécessité de développer la culture nationale. Entend-il par là que la culture ou l'idéologie est commune à l'ensemble de la nation, qu'elle est supportée par l'ensemble de la nation plutôt que par chacune des classes ? Reprend-il la thèse soutenue dans la définition stalinienne ? Nous ne le croyons pas. La confusion issue d'une telle lecture, ne peut résulter que de la non-compréhension du phénomène spécifique de la démocratie nouvelle comme phase de la transition propre aux formations sociales périphériques. Pour Mao, la culture nationale dominera l'instance idéologique durant la transition de démocratie nouvelle. « Ainsi une forme donnée de politique et d'économie détermine d'abord une forme donnée de culture, laquelle, ensuite, exerce à son tour une influence et une action sur cette politique et cette économie ¹. » La lutte contre l'impérialisme et les forces féodales se joue donc aussi au niveau idéologique. Il s'agira d'opposer à la « vieille culture » une culture nouvelle qui prendra le caractère de l'ensemble de la démocratie nouvelle qui, comme on le verra, est une alliance de classes sous l'hégémonie du prolétariat. Elle sera donc une forme idéologique de transition :

Il apparaît donc que le contenu de la nouvelle culture nationale de la Chine, dans la phase actuelle, n'est ni le despotisme de la culture bourgeoise ni le pur socialisme prolétarien, mais la démocratie nouvelle anti-impérialiste et anti-féodale des masses populaires, le rôle dirigeant étant assumé par la culture et l'idéologie socialiste du prolétariat ².

Ce que Mao cherche ici à cerner, c'est le type spécifique d'idéologie dominante correspondant à la dictature de plusieurs classes, à l'existence d'un bloc au pouvoir sous l'hégémonie du prolétariat. Cette idéologie ne pourra être directement socialiste. Elle est fondée elle-même, comme la politique et l'économie, sur un compromis de classe :

¹ Mao Tsé-Toung, « La démocratie nouvelle », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. II, p. 364.

² *Ibid.*, p. 406.

Dans le domaine de la culture nationale, c'est une erreur de prétendre qu'à présent elle est ou devrait déjà être entièrement socialiste. C'est confondre la propagation de l'idéologie communiste avec la réalisation d'un programme immédiat ¹.

L'idéologie (ou la culture) reste pour Mao un phénomène de classe et chacune des classes adhérant au front uni et au gouvernement de démocratie nouvelle secrète une idéologie qui lui est propre. Il écrit ainsi que « chaque classe, chaque couche sociale et chaque groupe social a sa notion propre des fleurs odorantes et des herbes vénéneuses ² ». On mesure ici la distance séparant Mao de Staline, alors même que le premier semble utiliser abondamment et dans le même sens la notion de culture nationale. Cette dernière, à l'encontre de la problématique stalinienne, est rigoureusement, explicitement et incessamment placée sous la détermination des classes et de l'idéologie de classes. Mao Tsé-Toung ne laisse jamais la possibilité de penser l'existence d'une idéologie nationale commune « aux hommes réunis en nation ». C'est la nécessité de la constitution du bloc au pouvoir qui impose le développement d'une « culture nationale » fondée sur une entente idéologique de base ayant pour but l'indépendance et la lutte anti-impérialiste et anti-féodale :

La culture de démocratie nouvelle est nationale. Elle lutte contre l'oppression impérialiste et exalte la dignité et l'indépendance de la nation chinoise. Elle est propre à notre nation dont elle porte les caractéristiques ³.

On voit qu'ici le terme national est employé en deux sens : une idéologie est d'abord nationale en ce qu'elle est marquée des caractéristiques de la nation et donc des rapports entre les classes au sein de laquelle elle se développe ; elle est d'autre part nationale en ce qu'elle promeut l'indépendance et la dignité de la nation.

Il est ici essentiel de saisir dans toute sa rigueur la pleine signification et le mode de production du terme de culture nationale chez Mao. Cette dernière ne représente pas une réalité propre à l'ensemble des classes de la nation (ou même du peuple); elle se constitue plutôt grâce à un accord fondé à partir de l'idéologie ou de la culture de chaque classe. Il y a ici toute la distance entre une alliance fondée sur des intérêts qui peuvent conjoncturellement concorder et l'existence d'une communauté qui viendrait traverser la spécificité de chacune des classes sur les plans aussi bien idéologique que politique.

L'accord idéologique n'exclut nullement la lutte idéologique des classes constituant le front uni, tout au contraire :

¹ *Ibid.*, p. 405.

² Mao Tsé-Toung, « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », in *les Transformations de la révolution*, op. cit., p. 214.

³ *Ibid.*, p. 407.

En ce qui concerne l'orientation de la culture nationale, l'idéologie communiste joue le rôle dirigeant, et nous devons nous employer tant à propager le socialisme et le communisme parmi la classe ouvrière qu'à éduquer les paysans et les autres fractions de la masse, de manière appropriée et systématique dans l'esprit du socialisme ¹.

L'urgence d'édifier une culture nouvelle de la nation chinoise correspond à la nécessité de réaliser le « principe du nationalisme » ². Il s'agit toujours de briser l'impérialisme, tant au niveau local qu'au niveau mondial, par la libération nationale à la périphérie. La transition à la périphérie, différemment de la transition au centre, développe les traits nationaux spécifiques permettant l'affirmation des différentes nations dominées. C'est en ce sens que Mao insiste pour que les différents appareils idéologiques d'État développent « l'exaltation du sentiment de fierté nationale parmi les masses populaires ³ », correspondent « aux intérêts de la défense nationale ⁴ » et assimilent « l'essence de la culture antique ⁵ ».

Mao produit la connaissance de ce qui, chez Lénine, n'avait été somme toute qu'une prévision extrêmement clairvoyante : la nouvelle importance de la question nationale dans les pays coloniaux. Il importe donc de souligner que la théorie de la culture nationale ne contredit en rien la théorie du matérialisme historique liant idéologie et classe sociale. La culture nationale, résulte d'un accord idéologique entre les classes d'un front uni sur la base de l'idéologie propre à chacune des adhérentes. Elle n'exclut pas la lutte idéologique durant la transition qui s'achèvera par la victoire de l'idéologie (nationaliste) bourgeoise ou de celle (internationaliste) du prolétariat. Nous répéterons ici ce que nous avons formulé plus haut : il y a toute la distance entre une alliance fondée sur des intérêts qui peuvent conjoncturellement concorder et l'existence d'une communauté qui viendrait traverser la spécificité irréductible de chacune des classes sur les plans aussi bien idéologique que politique.

5. CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Il nous a donc été permis de constater que le problème de la possibilité de la conceptualisation de la notion de nation reste entier. Les marxistes et les non-marxistes qui ont tenté de le résoudre n'ont pu se démarquer avec netteté de l'idéologie nationaliste. D'autres, comme Lénine et Marx, l'utilisent sans tenter de

¹ *Ibid.*, p. 214.

² *Ibid.*, p. 364.

³ Mao Tsé-Toung, « Au sujet de notre politique », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. II, p. 483.

⁴ Mao Tsé-Toung, « Ligne politique, mesures à prendre et perspective dans la lutte contre l'attaque japonaise », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. II, p. 12.

⁵ Mao Tsé-Toung, « La démocratie nouvelle », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. II, p. 408.

la définir, mais l'emploient avec très peu de rigueur. C'est seulement chez Mao que cette utilisation nous a paru intéressante. Mais sa pratique de la notion n'est jamais fondée sur une articulation théorique explicite.

Le problème reste donc entier : un concept de nation est-il possible ? En quel lieu théorique faut-il situer la tentative de subdiviser l'analyse du domaine national en deux questions : celle de l'État et celle de la nation comme groupe social réel.

III. LA NOTION DE NATION

[Retour à la table des matières](#)

Il nous semble maintenant possible d'aborder cet épineux problème. Difficile question qui donne lieu, principalement dans ou à propos des formations sociales dominées, à de multiples interprétations plus ou moins douteuses parce que soumises, le plus souvent en toute bonne conscience, à l'effet de l'idéologie nationaliste, alors même que l'on prétend lutter contre elle. Ainsi Maxime Rodinson, après avoir affirmé s'être toujours opposé à « la théorie de la nation en tant que seul élément déterminant » et tout en écrivant quelques lignes plus loin qu'il s'oppose « résolument à toute idéologie nationaliste », n'en rédige pas moins le passage étonnant que voici :

Suivant les circonstances historiques, l'efficace des structures de formations ethnico-nationales est puissante, faible ou peut même s'annuler. Dans ces circonstances de faiblesse, ce sont les idéologies de classes ou de couches horizontales, de quelque nom qu'on veuille les nommer, qui dominent. Les deux facteurs existent concurremment et leur puissance respective doit être appréciée pour chaque période, dans chaque zone, à la lumière des conditions concrètes d'existence à cette époque et dans cette zone. Je ne crois pas plus à l'exclusivité du facteur ethnico-national qu'à celle du facteur de classes ou de strates horizontales ¹.

Rodinson s'insurge contre « les théories marxistes vulgaires selon lesquelles les formations ethnico-nationales, les idéologies et organisations qui expriment leurs aspirations et intérêts globaux n'avaient aucune action, aucune efficacité, étaient de purs épiphénomènes idéologiques qui devaient se ramener purement et simplement à des idéologies manipulées par certaines classes ² ». Cette juste opposition à un traitement de la question nationale, qu'il considère avec raison comme idéaliste, conduit cependant Rodinson à réintroduire le nationalisme dans une analyse qui vise à le dévoiler. Comme on l'a constaté dans le passage cité plus haut, il pose

¹ M. Rodinson, « Lettre », *Partisans*, n° 61, 1971, p. 159.

² *Ibid.*

comme deux phénomènes parallèles : le « facteur » national et celui des classes sociales, l'un ou l'autre ayant plus ou moins de poids selon la conjoncture.

Cette problématique ne peut être posée que dans un champ relevant de l'idéologie nationaliste elle-même. Nous avons précisément tenté de démontrer que l'effet spécifique de cette idéologie est d'imposer un groupe d'appartenance imaginaire qui tend à voiler les classes et leur lutte. La louable intention, que nous partageons, de refuser que cette dernière soit considérée comme un pur épiphénomène sans efficacité (position non marxiste dans ses fondements mêmes) ne saurait cependant conduire à reconnaître sans autre analyse un groupe social qui n'a de pertinence que dans l'idéologie qui le pose.

Il nous semble d'abord et avant tout nécessaire de refuser de recevoir la question telle que posée dans la problématique fort répandue que le texte de Rodinson nous a permis d'illustrer. Le problème envisagé ne peut en effet trouver de solution, ne peut donc que rester dans l'idéologie, si n'est pas préalablement abordée la question de la « réalité » du groupe d'appartenance lui-même qu'est la nation.

Cette tentative ne pourra s'appuyer que sur les apports déterminants de Lénine et de Mao Tsé-Toung et sur la critique de la production de Staline. Si l'on évite de le faire, on ne saurait éviter une incessante fuite en avant ayant pour effet d'éluder complètement le fond du problème théorique. Ainsi Abdel Malek conteste-t-il le seul aspect juste de la contribution stalinienne à la question nationale : c'est-à-dire la mise en rapport de cette dernière avec le mode de production capitaliste. L'établissement de ce rapport de détermination n'aurait selon lui pour effet que de récuser « le droit à l'existence nationale d'autres formations sociales antérieures au système capitaliste, tout en présentant, pourtant, les mêmes traits que l'on disait constitutifs de la nation moderne : unité géographique, continuité historique, unité de langue, marché économique unifié, unité de conscience culturelle ¹ ».

Or, Abdel Malek nous semble chercher des formes de ce qu'il nomme l'eurocentrisme en de biens curieux endroits. Qu'une forme du racisme impérialiste puisse parler des formations sociales dominées en termes de marginalisation, d'arriération ou d'inexistence historique, n'a rien à voir avec l'analyse scientifique du même phénomène social. Ainsi, à trop vouloir lutter contre l'eurocentrisme qui se cachait (et se cache parfois) derrière des expressions comme « nations en formation » ², l'auteur en est conduit à proposer une conceptualisation se voulant tellement universelle qu'elle ne signifie plus rien. Même l'importance, justifiée, qu'il accorde à la spécificité ne l'empêche pas de proposer une utilisation proprement lénifiante et ouvertement historiciste de la notion de nation. L'opération consiste à reprendre les éléments descriptifs de la

¹ A. A. Malek, *la Dialectique sociale*, Paris, Seuil, 1972, p. 130.

² *Ibid.*, pp. 115 et 154.

définition de Staline en laissant tomber les relations entre la nation et le MPC. La notion de nation ainsi employée devient une sorte d'équivalent sémantique du concept de formation sociale en y ajoutant, pour les besoins de la cause, quelques siècles d'histoire. Il y aurait ainsi des nations en devenir, « des nations renaissantes »¹, etc. Si l'analyse vise à distinguer des phénomènes sociaux réels, elle ne permet guère de faire avancer le domaine conceptuel du matérialisme historique. Ce n'est certes pas en donnant au concept marxiste-léniniste de formation sociale une vocation purement descriptive, après l'avoir identifié plus ou moins confusément à la notion de nation que la connaissance pourra progresser². Baptiser du même nom de formation nationale, l'Égypte pharaonique et l'Égypte actuelle ne nous fait pas avancer d'un centimètre³. On risque au contraire de brouiller plus d'un problème.

1. LA PROBLÉMATIQUE LÉNINISTE

[Retour à la table des matières](#)

Il nous faudra nous engager dans le champ ouvert par la thèse léniniste. Nous avons provisoirement considéré sa contribution comme une théorie (régionale) de l'État national, en soulignant l'absence d'une théorie de la nation comme groupe d'appartenance réel. Nous avons alors laissé en suspens la question de la pertinence et de la justesse de la production d'une telle théorie. Nous avons ensuite successivement critiqué les définitions proposées dans la littérature marxiste et non marxiste. Seul Mao Tsé-Toung nous a semblé manier les notions de nation et de culture nationale de manière intéressante.

Nous croyons maintenant être en mesure d'aborder directement le problème. Il nous semble d'ores et déjà permis d'affirmer que tenter de définir la nation, c'est-à-dire de fonder théoriquement son existence réelle est en soi une entreprise relevant de l'idéologie. Car la théorie léniniste implique précisément que cette question ne peut pas être posée. Inscrite sous la primauté des classes sociales, les textes de Lénine permettent, en élargissant la problématique, de placer la notion de nation comme centre spéculaire de l'idéologie bourgeoise. Ce faisant, ils rendent caduque toute tentative de conceptualiser ce qui relève de l'imaginaire et, conséquemment, permettent la critique de toute pratique théorique réintroduisant de façon plus ou moins subtile cette même idéologie.

¹ *Ibid.*, pp. 118-119.

² Cette curieuse mixtion permet d'ailleurs d'éluder la question de l'État, lieu théorique surdéterminant du phénomène national, comme du concept de formation sociale lui-même.

³ A. A. Malek, *Idéologie et renaissance nationale, l'Égypte moderne*, Paris, Anthropos, 1969.

Bien sûr, les textes de Lénine n'épuisent pas l'analyse de la question nationale. Ils constituent cependant le fondement permettant de l'effectuer dans le cadre du matérialisme historique et, comme il se doit, de rendre possible la critique des effets de l'idéologie au cœur même des analyses prétendant l'expliquer.

Il nous semble donc nécessaire de nous inscrire dans la problématique léniniste, sans la déplacer. Il s'agit, selon nous, d'approfondir et d'élargir la thèse de Lénine que nous considérons comme le seul point de départ fondamental de toute analyse marxiste de la question nationale. Nous tenterons de le faire en proposant quelques notes préliminaires pouvant éventuellement permettre cet approfondissement.

2. RÉALITÉ DE LA NATION OU RÉALITÉ DE LA NOTION

[Retour à la table des matières](#)

Nous croyons être justifié de répondre négativement à la question préalablement posée. Il n'existe et ne peut exister, au sein d'une formation sociale dominée par le mode de production capitaliste, de groupe d'appartenance à côté, au-dessus des classes sociales ou s'additionnant avec elles. On ne peut soutenir la thèse démontrée par le matérialisme historique de l'existence des classes en lutte d'une part et, d'autre part, celle de l'existence d'une nation qui constituerait un groupe d'appartenance à côté ou en plus des premières.

Comme nous l'avons vu, la notion de nation a précisément comme efficacité de voiler le phénomène des classes sociales. Elle permet d'enserrer le prolétariat sous la domination de la bourgeoisie, non seulement en l'empêchant de saisir ses intérêts de classes, mais aussi en le plaçant dans un cadre, la forme nationale, bloquant le développement d'une pratique véritablement internationaliste.

La seule façon de démontrer la justesse de la thèse de l'existence concrète de la nation et d'une lutte nationale à côté ou en plus de la lutte des classes, serait de poser l'existence de ce qu'on appelle ça et là la conscience ou la psychologie nationale et que nous appelons idéologie nationale. Nous entendons par « idéologie nationale » une idéologie qui correspondrait à l'ensemble de la nation par opposition à l'idéologie nationaliste qui ne peut être qu'une idéologie bourgeoise. Or, la seule façon de justifier la présence d'une telle idéologie serait de démontrer son articulation aux rapports de production. On voit mal comment les rapports de production capitalistes fondant un antagonisme irréductible entre deux classes pourraient créer en même temps les conditions d'une quelconque idéologie commune. Cette idéologie nationale, articulée à des rapports de production la déterminant en dernière instance, si l'on pousse l'analyse, devrait soutenir des appareils d'État qui seraient le lieu d'une pratique commune ou harmonieuse entre

les classes. On voit comment l'acceptation de cette thèse conduirait à remettre en question la théorie marxiste de l'État.

Il nous semble donc impossible de soutenir sérieusement la théorie du groupe national et les énoncés servant à la soutenir : conscience, psychologie ou idéologie nationales (ou nationalitaires). Toute idéologie ne peut être, dans les sociétés de classes, qu'une idéologie de classe. L'idéologie nationaliste qui pose l'existence de la nation ne saurait être qu'une idéologie bourgeoise ou petite-bourgeoise.

La question nationale ne saurait donc être posée qu'en fonction de chaque classe de la formation sociale. C'est précisément dans ce sens que Mao Tsé-Toung insiste sur l'indépendance au sein du front uni, chaque classe gardant son autonomie de lutte, fonction de ses intérêts spécifiques et de la façon dont elle traite la question nationale. Le sens et la portée spécifiques donnés à la question nationale, dans ses formes nationalistes et non nationalistes, varient avec les intérêts de chaque classe et en fonction de la conjoncture. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

La thèse du groupe national et de l'idéologie nationale relève en fait d'une position non critique, en ce qu'elle considère comme une preuve de l'existence d'une conscience commune la soumission du prolétariat à l'idéologie bourgeoise. Que le prolétariat adhère, dans maintes conjonctures, au nationalisme ¹ ne saurait démontrer autre chose que l'efficacité de cette idéologie. Il ne devrait en aucun cas permettre de confondre l'idéologie prolétarienne avec celle à laquelle il est soumis dans une situation de domination idéologique.

On pourra cependant se demander, à ce stade de l'analyse, si nous ne retombons pas dans la thèse que nous avons considérée jusqu'ici comme erronée et qui consiste à interpréter la question nationale comme un pur épiphénomène. Le nationalisme ne serait-il qu'un masque, bien plus, ne serait-il qu'une idée inventée par des intellectuels au service de la bourgeoisie dont l'unique pertinence serait de tromper le prolétariat ? Nous ne le croyons pas. Nous avons, au contraire, tenté de démontrer précédemment que l'idéologie nationaliste constituait un des maillons essentiels à la domination de la bourgeoisie. La nation, groupe imaginaire et centre même de l'idéologie qui la soutient, permet la production des rapports de production.

Nous avons de plus tenté de montrer en quoi cette idéologie s'articulait à la matérialité même des rapports sociaux économiques capitalistes, non seulement en permettant le développement en profondeur et en extension du marché intérieur mais aussi en s'appuyant sur les rapports d'échanges tels qu'ils peuvent être

¹ Nous entendons évidemment le nationalisme dans son sens strict posant l'existence, au-dessus de la stratification, d'un groupe aux intérêts identiques et non dans celui que Mao Tsé-Toung reprend en l'élargissant chez Sun Yat-Tsé.

directement perçus par les agents. Cette matérialité de l'idéologie nationaliste (articulée à partir des notions fondamentales de nation et de propriété) s'analyse de plus dans les pratiques ayant cours au sein même des appareils d'État où elle se structure et trouve son efficace. C'est en ce sens que nous avons été amené à considérer la question nationale comme un trait spécifique de la formation sociale au sein de laquelle domine le mode de production capitaliste.

Cet effet national, toujours spécifique à la formation sociale, n'a donc rien d'un épiphénomène. Nous le considérons même comme indissociable de ce mode de production à quelque stade que l'on puisse l'envisager. Il ne peut y avoir domination du MPC sans question nationale. L'idéologie nationaliste et l'État national constituent un élément essentiel au maintien et à la reproduction de ce mode de production. C'est cet effet que l'on saisit le plus souvent, sans l'expliquer, puisque l'on se contente de décrire les caractéristiques de la formation sociale, sous l'angle des traits nationaux : marché d'État, territoire national, langue nationale et idéologies nationalistes.

Ces préliminaires nous permettent donc de circonscrire en son lieu précis la tentative de conceptualisation de la notion de nation. Ce lieu, c'est l'idéologie nationaliste elle-même. Mais cette affirmation a pour résultat de déboucher sur une nouvelle question. Nous avons refusé de poser la nation comme groupe réel et, conséquemment, nous avons rejeté la problématique illustrée plus haut par Rodinson, posant la lutte nationale « à côté » de la lutte des classes. Mais il nous reste maintenant à chercher une plus juste relation entre les classes sociales et la question nationale. C'est précisément dans le champ ouvert par la théorie léniniste de l'État national qu'il nous faudra le faire. Elle seule permet de soumettre radicalement la question nationale à la lutte des classes et, nous l'espérons, de soulever le voile de l'idéologie. Comment établir ce rapport ?

3. SUR UN APPAREIL CONCEPTUEL À CONSTRUIRE

[Retour à la table des matières](#)

On peut d'abord définir les classes sociales comme un effet des structures du mode de production sur les agents qu'elle constitue en classes sociales. Plus précisément, nous dirons que la structuration des pratiques des agents sous les trois instances a pour effet de les constituer en classes sociales antagonistes et non antagonistes, en dernière instance sous l'effet des rapports de production. Une formation sociale sera donc le lieu de rapports sociaux spécifiques, c'est-à-dire de pratiques structurées en classes par l'articulation des divers modes de production qui s'y conjuguent. Les principales caractéristiques d'une formation sociale seront évidemment déterminées par les effets du mode de production dominant.

La structure des pratiques qui constitue les agents en classes sociales ne saurait cependant être comprise dans sa plénitude sans cet autre effet de tout mode de production, simultané au premier, qui est de structurer ces classes en ensemble spécifique. Le mode de production, en déterminant des classes qui lui sont propres, détermine le champ global qui constituera le lieu même de leur antagonisme. C'est en ce sens précis que la formation sociale peut être définie comme l'unité dialectique des pratiques de classes antagonistes et non antagonistes. Et c'est de plus pourquoi la formation sociale prendra des traits spécifiques au mode de production qui la domine, traits à expliquer par l'analyse approfondie de la matrice des trois instances de ce mode de production. Nous avons précisément essayé de démontrer que la question nationale était, comme l'a posée Lénine, un effet du mode de production capitaliste sur la formation sociale qu'il domine. Le MPC confère à la formation sociale la forme nationale dont parlaient Marx et Engels.

Le mode de production a donc le double effet de structurer des pratiques de classes tout en les constituant en ensemble, en lutte, c'est-à-dire en formation sociale spécifique. Ce que nous tentons de faire ici pour la formation sociale dominée par le MPC pourrait être tenté pour toutes celles qui sont dominées par un autre mode de production. C'est précisément ce que proposaient de faire les quelques auteurs cités plus haut, en posant la nécessité de distinguer la nation du fief, de la cité... Ils confondaient malheureusement formation sociale nationale et nation.

C'est ainsi que, curieusement, il nous faudra revenir à Marx. Les passages les plus souvent cités et, naturellement, ceux qui viennent les premiers à l'esprit lorsque l'on fait référence à la question nationale chez Marx sont sans aucun doute ceux du *Manifeste du parti communiste*. Viennent ensuite, mais loin derrière, certaines phrases de la *Critique du programme de Gotha* et de *l'Idéologie allemande*. On connaît la fameuse phrase du *Manifeste* à laquelle on a tenté de donner des sens radicalement opposés :

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur enlever ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit d'abord conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national ; mais ce n'est pas au sens bourgeois du mot ¹.

Cette phrase étant à première lecture contradictoire, il n'est pas étonnant que l'on ait pu s'en réclamer pour défendre des positions aussi bien nationalistes qu'anti-nationalistes.

Pour saisir la juste portée de ce passage, il faut d'abord nous rendre compte que lorsque Marx et Engels affirment que les ouvriers n'ont pas de patrie, ils entendent, ce qu'ils ont développé longuement ailleurs, que le prolétariat constitue une classe

¹ K. Marx et F. Engels, *le Manifeste du parti communiste*, op. cit, p. 43.

totallement démunie. « Ce qu'on appelle la nation », comme l'écrit Marx, cache des rapports sociaux d'exploitation qui font du prolétariat une classe dépourvue de toute propriété et de tout contrôle sur les moyens de production. Ces prolétaires « sont totalement exclus de toute activité individuelle autonome ¹ ». La nation est une nation bourgeoise sur laquelle ils n'ont aucun contrôle. Ils n'ont donc pas de patrie puisque sa forme bourgeoise leur a été imposée et constitue le cadre de leur exploitation. La pratique révolutionnaire consistera donc à « devenir la nation », à s'en emparer pour la transformer, mais non pas dans un sens bourgeois puisque ce renversement visera à saper les rapports de production capitalistes. Un autre passage du *Manifeste* nous éclairera :

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie n'est pas dans son fond, mais sera dans sa forme une lutte nationale. Le prolétariat doit en finir d'abord avec sa propre bourgeoisie ².

La notion de forme de la lutte permet de mieux situer la pensée de Marx et d'Engels. La nation bourgeoise est précisément la forme achevée de l'unité nationalitaire. Mais, en même temps qu'elle assure la pérennité de la bourgeoisie, elle suppose la classe qui la renversera. C'est donc dans ce cadre national, dans la formation sociale nationale, lieu privilégié de la bourgeoisie, que le prolétariat fera la révolution, même si les potentialités résident dans l'internationalisme.

La forme nationale dont nous parlent ici Marx et Engels, c'est précisément la formation sociale nationale, analysée comme « cadre » de la domination bourgeoise, donc comme effet du MPC. Mais qu'entendent-ils lorsqu'ils affirment que le prolétariat doit devenir la nation, alors même que sa lutte a un autre contenu. Il faut ici constater que Marx, comme nous l'avons souligné, emploie la notion de nation dans un sens transhistorique. Nous pouvons maintenant mieux faire ressortir qu'il l'utilise dans le sens de formation sociale (c'est pourquoi la notion de société lui sert parfois d'équivalent sémantique). Le prolétariat doit donc devenir la nation, c'est-à-dire, au sens strict, induire un *changement de formation sociale* ayant un autre contenu puisque s'y articulera la domination d'une autre classe.

Cette interprétation nous semble largement confirmée dans l'analyse que fait Marx de la Commune. La Révolution de 1870, à la suite de laquelle Marx, et plus tard Lénine, tirera de si importantes conclusions sur la nécessité de la destruction de l'appareil d'État bourgeois, lui permit de développer ses thèses sur le caractère non bourgeois de l'organisation nationale prolétarienne :

L'unité de la nation ne devait pas être brisée mais, au contraire, organisée par la Constitution communale ; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir

¹ K. Marx et F. Engels, *l'Idéologie allemande*, op. cit., p. 117.

² K. Marx et F. Engels, *le Manifeste du parti communiste*, op. cit., p. 34.

d'État qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais qui voulait être indépendant de la nation même et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire ¹.

C'est pourquoi le contenu de la lutte prolétarienne dépasse toujours-déjà la forme nationale. Il s'en explique encore plus clairement à propos du programme de Gotha :

La classe ouvrière travaille à son affranchissement tout d'abord dans le cadre de l'État national actuel, sachant bien que le résultat nécessaire de son effort, qui est commun aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples.

Contrairement au *Manifeste communiste* et à tout le socialisme antérieur, Lasalle avait conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national. On le suit sur ce terrain, et cela après l'action de l'Internationale !

Il va de soi que, ne fût-ce que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle en tant que classe et que les pays respectifs sont le théâtre immédiat de cette lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu, mais, comme le dit le Manifeste communiste, « quant à sa forme ». Mais le « cadre de l'État national actuel », par exemple de l'Empire allemand, entre lui-même, à son tour économiquement, « dans le cadre » du marché universel et politiquement « dans le cadre » du système des États ².

Mais pour Marx, comme pour Engels, l'existence de la formation sociale et de ses caractéristiques propres, créant un ensemble spécifique de classes en lutte, ne saurait conduire à poser l'existence d'une unité des agents par-delà les classes qui la constituent. Car ce que nous avons saisi en deux temps n'est somme toute que la double facette d'un seul et même effet dont le second n'annihile nullement le premier. Constituer les agents en classes et créer le champ concret et spécifique de leur lutte ne sauraient permettre, sous prétexte de l'existence de ce dernier, de remettre en question la théorie même des classes, ne serait-ce que dans certaines conjonctures. Il faut d'ailleurs bien voir que celle circonscription de la lutte des classes constitue une détermination répressive et idéologique du champ des pratiques sous la domination de la classe dominante. En ce sens, les traits nationaux de la formation sociale dominée par le MPC ne sont autre chose que les caractéristiques extérieures, directement visibles, d'une lutte de classes effectuée sous la dominance de la bourgeoisie. On ne saurait donc présenter la structuration du champ concret de lutte comme une unité des agents par-delà les classes qu'en considérant les effets de la domination bourgeoise comme la preuve d'une harmonie fondamentale (politique, idéologique et économique) entre celle-ci et les classes dominées. De la même façon, la réalité de l'appartenance, c'est-à-dire de la soumission à un même État (de la « communauté d'État » pour reprendre une

¹ K. Marx, *la Guerre civile en France, 1871*, Paris, Éditions sociales, 1969, p. 64-65.

² K. Marx et F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris, Éditions sociales, 1966, pp. 35-36.

expression de Staline), ne saurait permettre de reconnaître un groupe d'appartenance hors classes ¹.

Bien sûr tout cela ne saurait nous conduire à affirmer que la question nationale n'a aucun effet sur toute autre classe que la bourgeoisie. Tout au contraire. L'effet national du MPC qui pose les conditions de la domination de la bourgeoisie atteint le prolétariat. Ne pas le reconnaître équivaldrait à affirmer précisément la non-efficacité de la domination de classe. Ne pas reconnaître la nation comme groupe réel concret n'équivaut pas à affirmer que chacune des classes de chaque formation sociale nationale ne présente pas une spécificité qui lui soit propre. Cette spécificité, qui résulte de l'histoire particulière de la lutte des classes au sein de chaque formation sociale, ne saurait cependant permettre de reconnaître une *identité*, ne serait-ce que conjoncturelle, des intérêts économiques, politiques et idéologiques entre les classes de cette formation. Si la conjoncture rend possibles des alliances de classes fondées sur une complémentarité momentanée d'intérêts, elle ne saurait s'appuyer sur une *identité* qui n'existe pas. Répétons-le avec Mao, la réalité et la nécessité de la lutte au sein de tout front de classes ne sauraient être remises en question. Une distance infranchissable séparera toujours le prolétariat de la bourgeoisie, même sous cet angle de la spécificité nationale des classes de toutes les formations sociales dominées par le MPC. La bourgeoisie s'appuie, en dernière instance, sur ses traits particularistes puisqu'ils créent les conditions de sa domination de classe et de son contrôle sur une chasse gardée, alors que le prolétariat s'attache davantage à ce qui l'unit sur le plan international qu'à ce qui le spécifie nationalement.

¹ Certains auteurs ont employé la notion de processus « nationalitaire » en visant sensiblement la même réalité. Ainsi Abdel Malek distingue-t-il entre le nationalisme des nations impérialistes et ses visées expansionnistes et le phénomène nationalitaire dont l'objectif est la reconquête de l'identité des nations et des peuples des « continents oubliés », et, en premier lieu, de ceux qui se trouvent dotés d'une continuité de leur histoire et de leur culture (cf. A. A. Malek, *la Dialectique sociale*, op. cit., p. 77). Mais, malgré tous ses efforts, Malek ne parvient pas à soustraire la réalité nationalitaire à la lutte des classes. Il ne réussit d'ailleurs pas à convaincre en affirmant à plus d'une reprise la différence existant, sous cet aspect, entre le nationalisme et le nationalitarisme. Toute idéologie dominante a pour effet de cimenter la formation sociale en posant l'existence d'une identité ou d'une complémentarité des sujets. Elle ne saurait continuer à reproduire les rapports de production sans réaliser cette condition minimale. L'idéologie a donc par définition une vocation unitaire. Le type spécifique de cet unitarisme variera sous l'effet des différents modes de production. Mais il restera toujours placé, dans les sociétés de classes, sous le signe de l'idéologie et cette dernière sous celui de la lutte des classes.

Soyons clair. Nous n'entendons nullement proposer une analyse moniste du nationalisme en l'identifiant mécaniquement à la fourberie bourgeoise à dénoncer en tout temps et en tout lieu. Le « nationalisme » soutenant tout front uni anti-impérialiste ne saurait sans ridicule être nécessairement assimilé au révisionnisme petit-bourgeois ! Nous n'avons voulu souligner que ce fait : tout nationalisme, soutenu par quelque classe ou quelque alliance de classes que ce soit, produit un même type d'effet (nationalitaire) posant ou cherchant à poser une certaine forme d'unité entre les agents de la formation sociale.

C'est en ce sens que toute lutte de classes prend, sous le capitalisme, une forme nationale toujours spécifique tout en la débordant. Cette lutte s'inscrit dans des appareils nationaux puisqu'ils sont sous la domination de la bourgeoisie. Nier cette réalité équivaudrait à placer cette lutte dans un non-lieu.

C'est dans ce sens d'ailleurs que, pour Marx, le MPC réalisant pleinement l'extension nationale des rapports sociaux, la lutte des classes doit être une lutte nationale ¹.

Dans un passage par ailleurs ambigu, dans lequel Marx semble réserver l'utilisation du concept de classe au seul MPC, il affirme dans le même sens que, « du seul fait qu'elle est une classe et non plus un ordre, la bourgeoisie est contrainte de s'organiser sur le plan national ² ». Il fait de même dans sa célèbre analyse de la paysannerie dans le *Dix-huit brumaire* ³.

Le propre de la lutte des classes, pour le prolétariat, est donc de combattre la bourgeoisie sur son propre terrain, tout en refusant de s'y laisser circonscrire. Car l'efficacité de la structuration du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale en formations sociales nationales est précisément : d'une part, de placer le prolétariat de chacune de ces dernières dans les conditions les plus difficiles, d'autre part, de prévenir la déstructuration du capitalisme au niveau mondial dans le cas où le prolétariat prendrait le pouvoir dans un ou quelques pays. Les conditions imposées au prolétariat au pouvoir dans un seul pays rend impossible la pleine réalisation du socialisme à l'intérieur de cette formation sociale elle-même.

Nous sommes donc justifié d'affirmer qu'il n'y a pas de nation, au sens précis donné à cette notion par l'idéologie bourgeoise. Il n'y a que des classes et une lutte de classes présentant toujours-déjà une spécificité propre à chaque formation sociale au sein de laquelle domine le MPC.

Il n'y a pas de nation, mais dans un sens que nous considérons comme étant strictement léniniste, il n'existe qu'une question nationale dont l'analyse relève toujours de la spécificité et de la conjoncture à la fois mondiales et propres à chaque formation sociale. C'est précisément pourquoi les analyses de Lénine, se réclamant d'ailleurs de Marx à ce propos, peuvent paraître opportunistes à tout idéologue nationaliste.

Ces premiers énoncés étant posés, il nous reste à envisager un problème de conceptualisation. Comment trouver un concept qui saisisse l'effet national du MPC ou encore, de façon plus précise, comment conceptualiser la réalité voilée sous la notion de nation ? Nous sommes ici au cœur même de l'échec de Staline.

¹ K. Marx, *le Manifeste du parti communiste*, op. cit., p. 31.

² *Ibid.*, p. 105.

³ K. Marx, *le Dix-huit brumaire de Louis Bonaparte*, op. cit., pp. 349-350.

Celui-ci tente de fonder théoriquement, de conceptualiser, sans critique suffisante, la notion de nation. Or, il nous semble rigoureusement impossible de conceptualiser directement une notion, c'est-à-dire de la fonder scientifiquement, car cette dernière relève directement de l'idéologie et doit être placée à la place spécifique qu'elle tient dans la structure de cette idéologie. Le concept implique donc un déplacement. On ne peut entreprendre de conceptualiser sans critique rigoureuse une notion, car l'idéologie ne donne pas une fausse définition d'une réalité concrète qu'il s'agirait de récupérer à partir du même langage, en fondant ce dernier scientifiquement. L'idéologie structure un ensemble notionnel en rapport avec les rapports réels. Mais cet ensemble notionnel a précisément comme efficacité d'induire un rapport imaginaire aux rapports réels. Chaque notion n'est donc pas une définition fausse d'une réalité donnée mais bien une réalité imaginaire qui a précisément pour efficace propre de ne pas être en adéquation parfaite avec les rapports réels. Partir du langage notionnel de l'idéologie pour étudier un problème théorique sans faire la critique rigoureuse de chaque notion, c'est risquer de rester prisonnier de l'idéologie dominante. C'est bien ce à quoi Staline s'est lui-même condamné.

Ainsi le concept de plus-value ne remplace pas la notion de profit. L'utilisation idéologique de ce dernier a pour fonction d'évacuer la question du taux d'exploitation, d'empêcher qu'elle puisse être posée. Lorsque Marx effectue l'analyse scientifique de cette réalité, il lui crée donc son propre concept, conservant celui de profit mais en le situant à sa place dans l'ensemble conceptuel du *Capital*. Nous ne prétendons nullement ici qu'il soit radicalement impossible de conceptualiser une notion. Nous soutenons cependant que cette opération est rigoureusement inopératoire sans une critique serrée de la notion, et le plus souvent sans l'adjonction de nouveaux concepts permettant de circonscrire la place de la notion nouvellement conceptualisée. La notion de profit a donc été déplacée par Marx par l'adjonction du concept de plus-value. Plus précisément, il a bloqué l'efficacité idéologique de la notion de profit en produisant le concept de plus-value, opération qui lui a permis par la suite de conceptualiser la notion même de profit.

Si nous revenons au travail de Staline, nous pouvons constater que ses textes prennent la notion même de nation pour acquise. Il tente en effet de définir un groupe social imaginaire. Il ne peut tomber dans le piège de l'idéologie dominante que parce qu'il n'a pas effectué une analyse critique rigoureuse du nationalisme. Il ne suffit pas, en effet, de dénoncer l'idéologie nationaliste, il faut l'analyser théoriquement. On peut en effet rester dans cette idéologie même, c'est-à-dire accepter la notion de nation, tout en dénonçant vigoureusement les excès du nationalisme. Les multiples dénonciations du fascisme devraient suffire à le démontrer.

Ces préliminaires nous ont permis de circonscrire le champ de la réponse à notre question qui, répétons-le, vise à saisir conceptuellement l'effet national du

MPC sans tomber dans l'idéologie nationaliste. Le concept que nous cherchons ne peut être la notion de nation qui, comme nous l'avons vu, constitue le centre même de l'idéologie bourgeoise. Nous saisissons donc comme concept, provisoirement et à défaut d'un meilleur terme, *la question nationale comme effet toujours spécifique du mode de production capitaliste sur la formation sociale qu'il domine*. Le grand avantage du terme de question nationale est d'éviter la notion de nation tout en permettant de saisir les effets du MPC sur la formation sociale. Elle permet, de plus, de recouvrir les concepts plus spécifiques d'idéologie nationaliste, de marché national, d'État national... Elle présente enfin l'avantage de marquer le lieu d'une rupture avec l'idéologie, tout en indiquant que la question se pose précisément en fonction de chaque formation sociale, de chaque classe sociale et de chaque conjoncture.

Nous croyons saisir ici dans toute l'extension qu'on peut leur donner, les contributions de Lénine et de Mao Tsé-Toung à l'étude du problème qui nous intéresse. Le premier saisit la question nationale dans son articulation structurale et le second s'attache plus directement aux rapports sociaux que cette articulation structure.

Notons enfin que, lorsque nous affirmons que la question nationale est un effet du mode de production capitaliste sur la formation sociale qu'il domine, nous n'avons en tête aucune référence statistique. La dominance du MPC sur une formation sociale ne peut en effet être analysée que comme procès de domination et à ce titre il serait illusoire de tenter de fixer temporellement ou statistiquement son moment précis.

4. SUR LES GROUPES LINGUISTIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Une question demeure sans doute. Nous affirmons que le MPC a comme effet de constituer le champ de la lutte des classes en posant celui-ci sous l'angle de la question nationale. Mais, après avoir affirmé que le regroupement des classes s'effectuait sous la nation, ce que l'on peut constater extérieurement par les traits nationaux de la formation sociale, comment saisir ce qu'on appelle indifféremment nationalité, communauté ethnique, minorité nationale ? Car il est clair que la formation sociale capitaliste ne se donne jamais comme simple articulation de classes. Elle est plutôt regroupement de ce qu'on appelle nationalité ou groupe ethnique sur lesquels le MPC produit un effet d'assimilation nationale, mais souvent, comme nous le verrons, en créant les conditions de la reproduction de la spécificité de certains d'entre eux, comme minorité nationale ou nation dominée.

La formation sociale capitaliste s'articule en enserrant une ou plusieurs formations sociales ou fractions de formations sociales antérieures. Plusieurs ensembles de classes ayant chacun pratiqué une histoire spécifique sont rassemblés sous l'effet du développement du capitalisme.

Comment donc saisir ces ensembles historiques ? Comme nous le soulignons plus haut, lorsque nous considérons la question nationale comme effet du MPC sur la formation sociale, nous saisissons l'effet de structuration des pratiques, seule démarche nous permettant de tenter de résoudre scientifiquement l'analyse de toute réalité sociale. C'est exactement dans ce sens que Lénine pose les fondements théoriques de l'étude de la question nationale : l'État national est déterminé par la structuration du marché intérieur capitaliste. Mais il restera toujours nécessaire de saisir les rapports sociaux en ce qu'ils se présentent directement, au sens précis où Mao Tsé-Toung utilise les notions de nation, de minorité nationale ou de peuple. Nous croyons devoir utiliser le terme de groupe linguistique pour ces ensembles de classes sur lesquels le MPC produit un effet d'assimilation¹. Ces ensembles ont leur histoire, celle d'une lutte de classes spécifique. Mais cette histoire est le résultat des modes de regroupement (idéologique, politique et économique) sous la domination d'une classe dominante. Ces derniers sont l'effet des modes de production ayant dominé les formations sociales successives au sein desquelles la lutte des classes s'est déroulée. Ces différents ensembles historiques, réunis au sein d'une formation sociale dominée par le MPC, seront soumis à l'assimilation sous les effets des trois instances de ce dernier, alors que certains d'entre eux pourront être assujettis, par suite de l'histoire particulière du développement du capitalisme, à une autre nation, dite dominée. Nous y reviendrons.

C'est en ce sens précis que nous avons cru pouvoir définir le terme de nation tel que pratiqué chez Mao Tsé-Toung : comme l'ensemble des classes antagonistes et non antagonistes dont les agents sont de nationalités différentes au sein d'une formation sociale déterminée. Nous préférons, pour notre part, évacuer les notions de nation et de nationalité, pour les raisons sur lesquelles nous nous sommes déjà largement étendu, et leur substituer les termes de formation sociale et de groupe linguistique. Le concept de formation sociale contient en lui-même le problème de l'analyse des traits spécifiques que celle-ci présente sous la dominance de tel ou tel mode de production (ainsi l'analyse de la question nationale sous l'effet du MPC). Celui de groupe linguistique renvoie à l'histoire de la lutte de classes qui a constitué chaque groupe (ou ensemble historique de classes) dans sa spécificité, tout en se situant à un tel niveau d'abstraction qu'il permet d'éviter de soumettre l'analyse à tel ou tel des modes d'assujettissement qui ont marqué son histoire.

¹ Ainsi Pierre Fougeyrollas écrit avec beaucoup de justesse : « En fait,... il n'y a pas de nation française, mais un empire bourgeois dominant huit peuples et se prétendant une nation » (cf. Pierre Fougeyrollas, *Marx et Freud*, Paris, Anthropos, 1972, p. 553).

Pourquoi enfin retenir spécifiquement le qualificatif linguistique pour caractériser ce type de groupe ? Il nous semble d'abord que la notion de groupe ethnique doit être rejetée comme le soulignait fort justement Weber. Ses connotations biologiques devraient suffire à la disqualifier. La notion de groupe culturel ne saurait selon nous être davantage retenue, car elle présente les mêmes embûches que nous avons soulignées à propos de la définition stalinienne. Il ne nous reste guère à utiliser autre chose que le terme de groupe linguistique qui a l'avantage de marquer une certaine forme de spécificité, sans nous engager sur la pente dangereuse de la remise en question de la primauté théorique des classes. Il se trouve que la langue constitue, du moins durant la transition au capitalisme, un indice permettant de différencier préliminairement de tels groupes. Mais, pour être plus précis, il est nécessaire d'ajouter qu'il s'agit bien pour nous de groupe linguistique à histoire disjonctive puisque des groupes différents de ce type peuvent parfois parler la même langue au sein d'une seule et même formation sociale.

Ainsi donc, pour tenter, provisoirement, de saisir dans toute son extension le problème qui nous intéresse, nous pourrions définir *la question nationale comme un effet du mode de production capitaliste sur la formation sociale qu'il domine, c'est-à-dire sur l'ensemble unitaire des classes, antagonistes et non antagonistes, de groupes linguistiques différents*¹. Nous croyons que cette définition présente l'avantage de marquer la rupture nécessaire avec toutes les formes d'idéologies nationalistes. En effet, le nationalisme d'une fraction bourgeoise a le plus souvent tendance à présenter la formation sociale comme une seule nation formée de plusieurs groupes culturels et linguistiques, tandis que le nationalisme des fractions bourgeoises dominées présente son groupe linguistique comme nation dominée par-delà le phénomène des classes.

Précisons enfin que la volonté que nous manifestons de nous démarquer de l'idéologie nationaliste en employant les termes de question nationale, de formation sociale nationale et de groupe linguistique pourra peut-être paraître illusoire, sinon inutile, en ce qu'elle tente de remplacer l'utilisation d'un mot massivement répandu. Nous n'avons, en dernière analyse, aucune objection à ce que l'on utilise les vocables de nation et de nationalité ou de minorité nationale, à condition cependant que l'on saisisse ceux-ci dans le sens proposé et que l'on marque la distance nécessaire par rapport à l'emploi de la notion.

¹ Nous n'incluons pas, par seul souci d'économie et de clarté de la définition, les couches et les catégories sociales variées qui ne constituent pas des classes au sens strict. Leurs pratiques, jamais unifiées ni unifiantes, sont soumises à la lutte des classes et ne peuvent en aucun cas remettre en question l'effet de rupture de cette dernière.

5. LANGUE ET GROUPES LINGUISTIQUES

[Retour à la table des matières](#)

D'abord une remarque. Lorsque nous employons le terme de groupe linguistique, c'est dans le sens le plus strict que nous utilisons le référent de groupe. Nous ne voulons faire allusion qu'à l'ensemble des agents parlant telle ou telle langue au sein de la formation sociale. Il s'agit donc d'une catégorisation hyper-abstraite qui vise à ne pas soumettre l'analyse, ne serait-ce que superficiellement, à l'idéologie nationaliste et à ne pas préjuger du type de classes et de lutte de classes qui déterminent l'histoire de ces groupes. Cette abstraction vise à refuser de placer la recherche sous aucun des modes d'assujettissement que les agents ont subi à travers la lutte des classes et les différentes formations sociales qui ont marqué son histoire. On pourra vérifier cette nécessité dans l'analyse même de la question nationale. Lorsque nous tentons de saisir la question nationale comme l'effet du MPC sur la formation sociale au sein de laquelle il domine, c'est-à-dire sur l'ensemble des classes de groupes linguistiques différents, il faut prendre garde de mésinterpréter la deuxième partie de l'énoncé. La formation sociale nationale n'est pas une adjonction de groupes linguistiques stratifiés en classes. On voit comment cette interprétation serait anti-léniniste puisqu'elle poserait le primat des groupes linguistiques et non des classes. Il s'agirait en fait d'une autre variante nationaliste du même type que les définitions critiquées plus haut. Au contraire, ce sont bien les agents qui sont de groupes linguistiques différents. Telle formation sociale nationale n'est pas, par exemple, constituée d'une bourgeoisie anglophone et d'une petite bourgeoisie et d'un prolétariat francophones. Elle est plutôt formée d'une bourgeoisie anglophone et francophone, d'une petite bourgeoisie francophone et anglophone, etc. On voit comment le nationalisme pourrait être subtilement réintroduit. Cet exemple n'est d'ailleurs pas fortuit, car il s'agit de la récupération théorique de la lutte des classes que pratique couramment le nationalisme de gauche dans les formations sociales marquées par des conflits nationalistes. Nous y reviendrons dans un chapitre ultérieur. Soulignons seulement ici que, pour éviter cette confusion, il faudrait écrire : *la question nationale est un effet du MPC sur la formation sociale au sein de laquelle il domine, c'est-à-dire sur l'ensemble des classes dont les agents sont de groupes linguistiques différents.*

On pourra cependant se demander si nous ne reculons pas pour mieux sauter en reportant sur la langue l'unité réelle que nous avons refusé de reconnaître à la notion de nation. Car une question surgit aussitôt : la langue est-elle une production commune à toutes les classes ? Serait-elle à ce titre un instrument neutre, au service de toutes les classes ?

Soulignons d'abord que la pratique d'une même langue est ce que Lénine reconnaissait finalement comme le seul véritable « caractère national » :

On peut être sûr, à ce propos, que, parmi les besoins actuels du capitalisme, figurera la nécessité de l'homogénéité la plus grande possible de la composition nationale de la population, car le *caractère national, l'identité de la langue*, est un facteur important pour la conquête totale du marché intérieur et pour la liberté totale des échanges économiques ¹.

Lénine s'inspire en cela de Kautsky qui considère la langue « comme le plus puissant des différents liens qui unissent les nations ² ». Alors que pour lui la notion de communauté culturelle est vide de sens, la langue constitue un facteur « évident et toujours actif ³ ». Si la langue n'est pas la seule caractéristique du groupe national, elle en demeure « la plus importante ⁴ ». Pour Kautsky, la langue, la communauté de territoire et l'histoire constituent en fait les indices constitutifs du groupe national ⁵.

Tout groupe linguistique historiquement déterminé constitue donc une nation. On comprend alors pourquoi Lénine et Kautsky emploient la notion dans un sens transhistorique. « L'importance que prend l'unilinguisme dans les États modernes ⁶ » permettra à ce dernier, on le voit aussi, d'expliquer « l'influence que le principe des nationalités exerce dans la politique de notre temps ⁷ ».

L'apport très important de Kautsky ne saurait cependant être retenu sans une importante refonte. On doit distinguer théoriquement les questions de la notion de nation, de la formation sociale et du groupe linguistique. Kautsky pratique une confusion certaine quand il tend à identifier ces trois réalités. De même, on ne saurait considérer les groupes linguistiques comme des unités sociologiques par-delà les classes. Kautsky demeure ambigu à ce propos.

Au contraire, il ne semble pas que, pour Lénine, la langue puisse être véritablement considérée comme un véhicule neutre. Elle n'est pour lui qu'un véhicule marquant l'identité spécifique d'une nation et non un facteur d'unité entre les classes. « Pas un démocrate et à plus forte raison pas un marxiste ne nie... la nécessité de polémiser dans la langue maternelle avec « sa » propre bourgeoisie ⁸. » Cette simple remarque ne saurait cependant nous suffire. Malheureusement Lénine ne nous fournit guère plus d'indications.

¹ V. Lénine, « Notes critiques sur la question nationale », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., p. 55. C'est nous qui soulignons.

² Karl Kautsky, « Nationalität und Internationalität », *Die Neue Zeit*, suppl. n° 1, 1907-1908, p. 6.

³ *Ibid.*, p. 12.

⁴ *Ibid.*, p. 6.

⁵ *Ibid.*, p. 9 et 12.

⁶ *Ibid.*, p. 22.

⁷ *Ibid.*, p. 23.

⁸ V. Lénine, « Notes critiques sur la question nationale », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., p. 21.

Staline – encore lui et ce n'est sans doute pas un hasard – tend à développer une thèse, cette fois explicite, diamétralement opposée. Il affirme carrément :

L'Histoire nous apprend que les langues nationales ne sont pas des langues de classes, mais des langues communes à l'ensemble du peuple, communes aux membres de la nation et uniques pour la nation ¹.

Il considère la langue comme un phénomène transhistorique. Il tend à développer une approche historiciste, la langue se perfectionnant à travers les âges ². Elle ne serait pas, selon lui, un phénomène de superstructure :

À cet égard la langue diffère foncièrement de la superstructure. Prenons par exemple la société russe et la langue russe. Au cours de ces trente dernières années, la base ancienne, la base capitaliste, a été liquidée en Russie et il en a été érigée une nouvelle, la base socialiste. Par suite, liquidation de la superstructure de la base capitaliste et création d'une nouvelle superstructure correspondant à la base socialiste. Les anciennes institutions politiques, juridiques et autres ont donc été remplacées par des institutions nouvelles socialistes. La langue russe cependant est demeurée, pour l'essentiel, ce qu'elle était avant la Révolution d'octobre ³.

La langue ne serait pas un phénomène de classe. Elle ne pourrait donc pas être située dans l'infrastructure et non plus connaître une différenciation fondamentalement spécifique avec chaque mode de production. Cette position peut paraître paradoxale puisque Staline lui-même affirme ailleurs dans sa brochure *le Marxisme et le problème linguistique* que le socialisme devrait provoquer la fusion des langues et que la langue nationale correspond au mode de production capitaliste ⁴.

¹ Joseph Staline, *le Marxisme et les problèmes de linguistique*, Tirana, Naïm Frasheri, 1969, p. 13.

² « De tout cela il ressort que la langue et sa structure ne sauraient être considérées comme le produit d'une époque quelconque. La structure de la langue, son système grammatical et le fond essentiel du lexique sont le produit d'une suite d'époques.

Il est à présumer que les éléments de la langue moderne se sont constitués dès la plus haute antiquité, avant l'époque de l'esclavage. C'était une langue peu complexe, avec un fond lexical très pauvre, possédant toutefois un système grammatical à elle, primitif il est vrai, mais qui était cependant un système grammatical.

Le développement ultérieur de la production, l'apparition des classes, l'apparition de l'écriture, la naissance de l'État... le développement du commerce... tous ces faits apportèrent de grands changements dans l'évolution de la langue. Pendant ce temps, les tribus et les nationalités se fragmentaient et se dispersaient, se mêlaient et se croisaient ; l'on vit apparaître ensuite des langues nationales et des États nationaux, il y eut des bouleversements révolutionnaires, les anciens régimes sociaux firent place à d'autres. Tous ces faits apportèrent plus de changements encore dans la langue et dans son évolution » (cf. Joseph Staline, *ibid.*, pp. 31-32).

³ *Ibid.*, p. 4.

⁴ *Ibid.*, p. 64.

Staline reprend en fait, mot pour mot, les grandes thèses de l'idéologie bourgeoise en linguistique qui tend à présenter la langue comme un instrument neutre précisément au service de l'ensemble de la société. C'est ce qu'écrit Staline : « le rôle d'outil que joue la langue comme moyen de communication entre les hommes ne consiste pas à servir une classe au détriment des autres, mais à servir indifféremment toute la société ¹ ». Il voudra bien considérer des langages de classe, mais il ne les présentera finalement que comme des variations sur une même structure présentée comme étant neutre. Comme on l'a vu plus haut, la langue est analysée chez lui dans une perspective historiciste. Il s'agit, bien sûr, d'une position qui s'articule très bien à la thèse centrale de la neutralité. Cet instrument au service de tous n'a besoin que de se perfectionner... Et ici apparaît une concordance qui ne nous semble pas davantage fortuite chez Staline que dans l'idéologie bourgeoise : le seul groupe d'appartenance auquel pourra être renvoyée la langue, c'est bien la nation. La langue est l'expression du génie de la culture nationale.

Nous nous permettons de soutenir deux thèses radicalement différentes : la nationalisation de la langue est un effet spécifique du mode de production capitaliste et correspond donc aux intérêts de la bourgeoisie ; la langue fonctionne massivement sous le contrôle de la bourgeoisie dans et par les divers appareils d'État.

Le développement de plus en plus large du marché nécessite, en effet, l'imposition d'un code linguistique unique pour faciliter et accélérer les échanges. Le code imposé sera toujours celui de la langue de la bourgeoisie dominante. À l'encontre de Staline qui affirme que la Révolution française n'a provoqué « aucune révolution linguistique, et encore moins une brusque révolution ² », il est clair que la conquête du pouvoir par la bourgeoisie a marqué le signal de départ d'un vaste mouvement d'imposition du français comme langue nationale sur tout le territoire contrôlé par l'État. Il est évident que l'emploi d'une multiplicité de codes sémantiques ne peut que freiner le développement du marché au sein d'une formation sociale. Pour sa majesté le Capital, il est indispensable qu'un navet soit partout un navet. Mais il faut aller plus loin. Si nous voulons demeurer fidèle à notre problématique des premiers chapitres, nous ne pouvons trouver la détermination qui conduit à l'imposition d'une langue commune au seul niveau de la circulation. Il nous faudra encore une fois envisager la spécificité des rapports de production du MPC et l'idéologie qu'ils déterminent. Nous rencontrons alors, au niveau de l'infrastructure, le propriétaire des moyens de production et le travailleur libre et, à celui de la superstructure, l'idéologie juridique et le contrat de travail :

Or, le contrat de travail établi entre le propriétaire des moyens de production et le travailleur (libre), que l'idéologie juridique représente comme l'unité de leurs

¹ *Ibid.*, p. 7.

² *Ibid.*, p. 33.

« volontés » respectives, doit être juridiquement « compris » et signé à la fois par celui qui vend sa force de travail et par celui qui l'achète. Autrement dit, la vente et l'achat de la force de travail constituent une opération juridique réalisée (dans la forme du contrat) sous l'aspect de l'égalité par échange direct sous les espèces d'une seule et même terminologie et syntaxe, c'est-à-dire d'une seule et même langue ¹.

Les auteurs dévoilent ici le centre même de l'analyse. On peut de plus souligner les difficultés que le multilinguisme impose à la centralisation de l'État, de même qu'à la mobilité de la main-d'œuvre...

Les éléments de détermination jusqu'ici mentionnés nous permettent de voir comment se structure une véritable idéologie de la langue nationale. Chaque agent de la formation sociale se voit offrir une langue commune que chacun peut (pourrait) contrôler parfaitement dans la plus stricte égalité. Ici, là, partout : des individus libres et égaux partageant la même langue et appartenant à la même nation. En plus de produire l'idéologie du groupe national, le MPC renforce l'effet de reconnaissance-méconnaissance en produisant l'unicité du code soutenant les échanges informationnels entre les membres de la nation.

On peut encore une fois constater comment les positions de Staline sur la question nationale et sur celle de la langue ne peuvent trouver leur cohérence que dans l'idéologie nationaliste elle-même. Elles se complètent l'une l'autre, comme l'idéologie de la langue nationale et l'idéologie nationaliste s'appuient et se conjuguent sous l'effet des rapports structuraux du MPC.

La nationalisation de la langue constitue en fait une vaste opération d'assimilation dans et par l'appareil d'État sous le contrôle de la bourgeoisie dominante. C'est le gouvernement et l'administration qui fixent par décret la langue nationale et la diffusent. L'AIE culturel fixe les normes du code linguistique (l'Académie française...) tandis que l'AIE scolaire l'impose à tous les écoliers soumis à son élevage. Il demeure donc évident que la langue nationale, dans tous les États bourgeois, est la langue de la fraction bourgeoise dominante issue majoritairement d'un groupe linguistique spécifique et que la reconnaissance du multilinguisme (toujours restreint) résulte de la présence de minorités importantes et de luttes plus ou moins ouvertes sur la question nationale ².

Cette nationalisation d'une langue posée comme neutre produit précisément le même effet que nous avons attribué à l'idéologie nationaliste en général, elle fait

¹ R. Balibar et D. Laporte, *Les Français fictifs*, Paris, Hachette, 1974, p. 67.

² Ainsi ce n'est qu'à la fin des années soixante, à la suite des succès relatifs remportés par le mouvement indépendantiste québécois, que le gouvernement fédéral se décida à proclamer le bilinguisme de l'État canadien. On continue cependant, à Ottawa, de soutenir la thèse d'une nation, nation canadienne, formée de deux communautés culturelles fondatrices, percevant le danger d'accepter la contre-thèse des deux nations qui risquerait d'alimenter les velléités d'une fraction de la bourgeoisie québécoise au fractionnement.

que la « langue française n'apparaisse pas comme ce qu'elle est (instrument au service d'une classe) mais comme le fruit des efforts humains, comme un instrument transparent à la nature humaine et à la nature des choses, au service de tous pour exprimer et communiquer. Ainsi la question fondamentale : la pensée de qui ? Au service de qui ? Est-elle impossible à poser... d'où le mythe de la langue commune ¹. »

Bien sûr, il ne s'agit nullement pour nous de soutenir que la bourgeoisie s'invente de toutes pièces un code linguistique et l'impose despotiquement aussi bien dans les appareils d'État que dans les appareils économiques comme l'entreprise. La langue est évidemment façonnée dans et par la lutte des classes au sein des différents appareils. La langue dont la bourgeoisie s'assure le contrôle est d'abord marquée des luttes des classes au sein de la (des) formation(s) sociale(s) précédente(s). Elle ne sera jamais fixée une fois pour toutes. Elle se transformera, au contraire, à la faveur des luttes multiples qu'inaugure la domination bourgeoise.

La langue n'en fonctionne pas moins, dans la fixation de son code comme dans sa diffusion, sous le contrôle de la bourgeoisie. La normalité est fixée dans les appareils qu'elle contrôle. Elle est diffusée de telle sorte qu'elle assure la pérennité de la domination idéologique bourgeoise. Le code est en effet fixé principalement à partir de la langue pratiquée par la bourgeoisie. Il est reproduit de telle façon que ce soit elle qui la manie le mieux, principalement grâce aux AIES culturel et scolaire (sans compter évidemment l'AIE familial). Les pratiques linguistiques prolétariennes sont systématiquement refoulées au profit d'une véritable infantilisation du prolétariat. L'école impose aux masses à vocation prolétarienne l'apprentissage d'une langue structurée à partir des pratiques dominantes, mais simplifiée et primitivée de telle sorte que soit assurée la pérennité de la domination de classe ². De même, c'est sous la notion de langue nationale que la bourgeoisie dominante impose aux minorités, comme à toutes les classes de la formation sociale, son contrôle sur le code linguistique dans les appareils d'État. Ce contrôle permet de reproduire sa domination idéologique et plus largement d'assurer la reproduction des rapports de production.

Il est donc clair que la langue ne renvoie nullement à une unité par-dessus le phénomène des classes. Nous ne l'utilisons que pour indiquer une réalité qu'il faut analyser à l'aide de concepts beaucoup plus précis et beaucoup plus spécifiques. Il s'agira, dans chaque cas, de chercher comment la formation sociale, sous l'effet de tel ou tel mode de production dominant, rassemble dans l'antagonisme et le non-antagonisme les classes dont les agents sont de différents groupes linguistiques. Étudier dans chaque cas quel effet de formation ou de dissolution s'y déroulera sous la dialectique de la lutte des classes.

¹ F. Vernier, « Une science de la littérature est-elle possible ? », *Nouvelle critique*, janvier 1972, p. 40.

² R. Balibar et D. Laporte, *les Français fictifs*, op. cit., p. 133.

CONCLUSION

SUR LA NOTION DE NATION

[Retour à la table des matières](#)

1. Nous avons constaté qu'à travers l'histoire de l'étude de la question nationale, chez les marxistes comme chez les non-marxistes, s'étaient peu à peu distinguées la question de l'État et celle de la notion de nation comme groupe spécifique.

2. Nous avons pu nous rendre compte que, chez les uns comme chez les autres, la tentative de conceptualisation s'était soldée par des échecs se vérifiant par leur soumission à l'idéologie nationaliste.

3. Il nous a semblé que le projet de conceptualisation de cette notion était en lui-même idéologique.

4. Nous avons cru reconnaître, dans la théorie léniniste de l'État national elle-même, les éléments justifiant cette affirmation, car posant la question nationale sous la détermination des classes sociales, elle sape les fondements de toute volonté de poser scientifiquement l'existence d'un groupe d'appartenance réel au-delà des classes.

5. Nous avons défini la question nationale comme un effet du MPC sur la formation sociale qu'il domine, c'est-à-dire sur l'ensemble des classes antagonistes et non antagonistes dont les agents sont de groupes linguistiques différents.

6. La formation sociale nationale constitue à ce titre le type spécifique de formation sociale dominée par le MPC.

CHAPITRE IV

CLASSES, ALLIANCES DE CLASSES ET CONJONCTURE

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous l'avons vu, en centrant l'analyse de la question nationale sur celle de l'État, Lénine la soumet au primat de la réalité des classes sociales. C'est donc autour de l'instance politique, lieu surdéterminant de la lutte des classes, que s'articule la théorie de la pratique marxiste. Mais, poser la primauté des classes et du politique, c'est assurer celle de la conjoncture. Ce sont donc là les trois jalons fondamentaux, théoriques et pratiques, qui guident les positions marxistes sur la question nationale. Nous allons tenter de les illustrer.

1. PRIMAUTÉ DES CLASSES

C'est, avons-nous soutenu, Lénine qui met théoriquement en relation la question nationale et le phénomène des classes sociales. Il est cependant clair que toute l'histoire du matérialisme historique est marquée par l'affirmation de la primauté de la lutte des classes. Qu'on se réfère à la position de Marx, à celle de Staline même :

Tout change... La vie sociale et, avec elle, la « question nationale ». Aux différentes époques, des classes diverses entrent en lice, dont chacune comprend « la question nationale » à sa façon. Par conséquent, aux différentes époques la « question nationale » sert des intérêts divers, prend des nuances différentes suivant le moment et suivant la classe qui la pose ¹.

C'est donc dire que, même quand, chez Staline ou Otto Bauer par exemple, l'idéologie nationaliste tend à investir subtilement l'histoire du matérialisme historique, elle ne parvient pas à voiler parfaitement, du moins dans sa reconnaissance explicite, le primat de la lutte des classes. Nous noterons cependant, dans des chapitres subséquents, que des textes, se réclamant du

¹ Joseph Staline, *le Marxisme et la question nationale*, op. cit., p. 7.

marxisme, avancent des théories on ne peut plus fantaisistes sur la relation classes-nation.

Avant d'aborder plus directement notre sujet, soulignons au passage une interprétation étonnante de la pensée de Marx sur cette question. Celui-ci aurait en effet élaboré une théorie de la classe nationale. Le premier, à notre avis, à avoir lu cette théorie est Salomon F. Bloom. Le concept de la classe nationale viendrait résoudre la difficulté résultant de la dichotomie classe-nation. Mais voyons plutôt le texte de Bloom lui-même :

Par ce concept (celui de la classe nationale) se trouve réconcilié le paradoxe entre la théorie selon laquelle la société moderne est irrémédiablement divisée en classes en lutte et ne possède ainsi aucune unité, et l'affirmation de l'existence d'objectifs communs pour l'ensemble de la société. Ce concept permet aussi de résoudre le paradoxe entre l'insistance sur le caractère continu de la lutte des classes et la reconnaissance de la nécessité du support d'une classe par les autres en certains moments critiques ¹.

Cette interprétation des textes nous semble quelque peu abusive ². Les auteurs élèvent au niveau d'une théorie ce qui n'est manifestement qu'une simple métaphore. Marx l'emploie, par exemple dans le *Manifeste du parti communiste*, en affirmant que le prolétariat doit « devenir lui-même la nation ». Il s'agit d'un langage allusif. Il indique le lieu d'un problème plutôt qu'il ne l'explique théoriquement. Si l'on prend pour exemple le mode de production capitaliste, centre des réflexions de Marx sur cette question, la bourgeoisie, en abolissant les rapports féodaux, sert les intérêts de la nation. Elle libère les classes dominées au sein de ce mode de production et surtout elle s'empare des forces productives, lançant la société sur la voie d'un développement sans précédent. De même, le prolétariat, en s'appuyant sur la petite bourgeoisie et la paysannerie, sert les intérêts de la nation et de l'humanité en abolissant les rapports capitalistes. À chaque étape de l'histoire, une seule classe peut prendre en charge la nation, car elle seule peut révolutionner le mode de production.

¹ S. F. Bloom, *The World of Nations*, op. cit., p. 215.

² Maxime Rodinson reprend sensiblement la même idée : « Marx établit une connexion entre ses conceptions et sa théorie maîtresse des classes sociales par le moyen de la théorie de la « classe nationale » ou de la « classe dirigeante ». Il existe, à chaque période de l'histoire d'un peuple, une classe qui sert les intérêts généraux de la nation en servant ses intérêts particuliers. Ce concept a l'avantage, dans le cadre de la structure de la théorie marxienne, de concilier le fait que la nation est dotée d'une certaine unité, poursuit certains objectifs communs. Du point de vue stratégique également, l'insistance sur la lutte des classes comme phénomène constant, la sympathie pour la lutte de la classe prolétarienne opprimée et les espoirs qu'elle suscite sont conciliés ainsi avec la nécessité d'appuyer une classe donnée, pas nécessairement la plus sympathique, à certains moments critiques » (cf. M. Rodinson, « Le marxisme et la nation », *l'Homme et la société*, n° 7, janvier-février-mars 1968, p. 131).

La nécessité, pour une classe révolutionnaire, de s'appuyer sur les autres classes dominées (au sein de rapports de production différents) qui à cause de leur situation ne peuvent assumer la direction de la révolution, ne saurait faire d'elle une classe nationale. Une classe sociale, le prolétariat comme les autres, ne sert, d'abord et avant tout, que ses intérêts. Mais ses intérêts, une partie d'entre eux du moins, peuvent correspondre (et correspondent) à ceux d'autres classes. Cette convergence sert de base à des alliances conjoncturelles. C'est ainsi que le prolétariat devient la nation quand il en forme la classe dominante. Marx n'essaie pas de développer une théorie de la classe nationale. La classe et ce qu'on appelle la nation ne peuvent être que deux phénomènes à distinguer et à analyser à des niveaux différents. Malgré l'absence de théorie de la question nationale dans l'œuvre de Marx, l'auteur n'a pas voulu confondre classe et nation dans la notion de classe nationale.

1. 1 Position prolétarienne

[Retour à la table des matières](#)

Le prolétariat traitera, comme les autres classes, la question nationale en fonction de l'ensemble de sa pratique idéologique et de sa pratique politique. C'est évidemment sur la position prolétarienne que se concentreront les analyses marxistes. Le cadre national de la formation sociale dominée par le MPC, unité essentielle à l'imposition des rapports de production qui lui sont spécifiques, constitue le premier lieu où s'aiguise la pratique prolétarienne ¹. Mais, comme nous l'avons déjà souligné, cette dernière tendra à subvertir la forme nationale :

Si la Commune était donc la représentation véritable de tous les éléments sains de la société française, et par suite le véritable gouvernement national, elle était en même temps un gouvernement ouvrier, et, à ce titre, en sa qualité de champion audacieux de l'émancipation du travail, international au plein sens du terme. Sous les yeux de l'armée prussienne qui avait annexé à l'Allemagne deux provinces françaises, la Commune annexait à la France les travailleurs du monde entier ².

Mais il n'y a pas simple addition de deux formes de lutte : nationale et internationale. C'est l'internationalisme qui informe et modèle toute lutte nationale. Ce qui, selon Lénine, distingue l'internationalisme prolétarien de l'idéologie petite-bourgeoise :

¹ « Le développement du prolétariat industriel a pour condition générale le développement de la bourgeoisie industrielle. C'est seulement sous la domination de cette dernière que son existence prend une ampleur nationale lui permettant d'élever sa révolution au rang d'une révolution nationale ; c'est seulement alors qu'il crée lui-même les moyens qui deviennent autant de moyens de son affranchissement révolutionnaire. Seule la domination de la bourgeoisie industrielle extirpe les racines matérielles de la société féodale et aplanit le seul terrain sur lequel une révolution prolétarienne est possible » (cf. K. Marx, *la Lutte des classes en France*, Utrecht J. J. Pauvert, 1965, pp. 69-70).

² K. Marx, *la Guerre civile en France, 1871*, op. cit., pp. 71-72.

Le nationalisme petit-bourgeois appelle internationalisme la seule reconnaissance de l'égalité des nations, et laisse intact (sans parler même du caractère purement verbal de cette reconnaissance) l'égoïsme national, alors que l'internationalisme prolétarien exige : 1) que les intérêts de cette lutte prolétarienne dans un pays soient subordonnés aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale; 2) que les nations en train de vaincre la bourgeoisie soient aptes et prêtes à accepter les plus grands sacrifices sur le plan national en vue du renversement du capital international ¹.

Le prolétariat constitue en fait la seule classe pouvant pleinement réaliser les rapports mondiaux, la bourgeoisie demeurant irrémédiablement attachée à ses caractéristiques nationales. Mais l'on ne saurait concevoir cette distinction comme une simple dichotomie. L'importance des intérêts particularistes et le plus souvent antagonistes des bourgeoisies nationales ne saurait les empêcher de s'unir pour défendre leur domination de classes dans chacun de leur pays. L'articulation mondiale des procès de production et de circulation exige au contraire cette collaboration internationale des bourgeoisies. Le sort de chacune d'elles, son maintien au pouvoir, dépend de celui de l'ensemble et de chacune (au moins des principales) d'entre elles. Chaque faille dans la chaîne capitaliste peut en effet remettre en question la solidité de la chaîne elle-même.

Les événements de la Commune ² ne devaient laisser aucun doute dans l'esprit de Marx. Le comportement de la bourgeoisie française s'appuyant sur l'envahisseur allemand pour contrer une révolution prolétarienne avait démontré la réalité d'une solidarité bourgeoise pour le maintien de la domination capitaliste au sein de chaque unité nationale ³.

Toute lutte nationale apparaîtra dorénavant comme un cul-de-sac, le seul type de libération véritable étant ce que Marx appellera la libération sociale. Les échecs désastreux des luttes de libération nationale de 1848 ⁴ avaient déjà convaincu l'auteur du caractère illusoire de ces luttes quand elles ne s'attaquaient pas aux rapports sociaux de production.

Même si la bourgeoisie demeure fiée à ses traits nationaux, il n'en reste donc pas moins vrai qu'elle s'organise sur le plan mondial. Ce fait rend d'ailleurs plus

¹ V. Lénine, « Première ébauche des thèses sur la question nationale et coloniale », in *Sur les questions nationale et coloniale*, op. cit., p. 27.

² K. Marx, *la Guerre civile en France*, 1871, op. cit., p. 87.

³ *Ibid.*, pp. 87-88.

⁴ « De même que les ouvriers croyaient s'émanciper aux côtés de la bourgeoisie, de même ils pensaient, à côté des autres nations bourgeoises, à l'intérieur des frontières nationales de la France, pouvoir accomplir une révolution prolétarienne. Mais les conditions de production de la France sont déterminées par son commerce extérieur, par sa position sur le marché mondial et par les lois de ce dernier. Comment la France les briserait-elle sans une guerre révolutionnaire européenne ayant son contrecoup sur l'Angleterre, le despote du marché mondial ? » (cf. K. Marx, *la Lutte des classes en France*, op. cit., p. 69).

impérieux le besoin d'une organisation internationale du prolétariat. De la même façon, l'internationalisme n'annihile nullement la réalité et la nécessité de la lutte nationale pour le prolétariat. Cela ressort avec une netteté particulière dans les situations de domination impérialiste. Là, il y a dépassement de la simple reconnaissance de l'« évidence » de la lutte prolétarienne au sein de la formation sociale, comme le faisait Marx dans *la Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*. Ainsi Mao Tsé-Toung affirme que « séparer le contenu internationaliste de la forme nationale, c'est le propre des gens qui n'entendent rien à l'internationalisme. Quant à nous, nous devons les lier l'un à l'autre ¹. »

Mao reprend ici, on l'aura constaté, la distinction du *Manifeste du parti communiste* entre la forme et le contenu de la lutte du prolétariat. Il reconnaît le fractionnement national comme une réalité déterminante hors de laquelle la lutte internationale est vide de tout son contenu. Il va plus loin en affirmant que, dans une conjoncture d'oppression impérialiste, la lutte nationale peut devenir une condition *sine qua non* de la pleine réalisation de l'internationalisme :

Car seul le combat pour la défense de la patrie permet de vaincre les agresseurs et de libérer la nation. Et cette libération seule rend possible l'émancipation du prolétariat et de tout le peuple laborieux. La victoire de la Chine sur ses agresseurs impérialistes aidera les peuples des autres pays. Dans la guerre de libération nationale, le patriotisme est donc une application de l'internationalisme ².

Le traitement prolétarien de la question nationale est donc tout entier dépendant de la dialectique de la lutte des classes. Poser le problème national comme question sous-déterminée ne signifie nullement le refus pur et simple d'envisager la réalité nationale comme lieu d'un combat possible. C'est plutôt en soumettre l'analyse aux déterminations plus fondamentales de chacune des classes de la formation sociale.

1.2 Agir sur la contradiction

[Retour à la table des matières](#)

Le prolétariat n'est donc en droit ni de surestimer ni de sous-estimer les problèmes nationaux. Sa pratique politique sur cette question doit, d'une part, se situer dans la lutte générale qu'il mène pour le renversement de la bourgeoisie et, d'autre part, résulter d'une analyse approfondie de la conjoncture mondiale au sein de laquelle s'inscrit cette lutte. La question nationale revêt en effet une importance toute particulière à l'heure de l'impérialisme. Le prolétariat doit agir sur cette contradiction dans le but d'ébranler son ennemi de classe :

¹ Mao Tsé-Toung, « Le rôle du parti communiste chinois dans la guerre nationale », in *Œuvres choisies, op. cit.*, pp. 225-226.

² *Ibid.*, p. 212.

Le renforcement de l'oppression nationale à l'époque de l'impérialisme commande à la social-démocratie, non pas de renoncer à la lutte utopique, comme le prétend la bourgeoisie, pour la liberté de séparation des nations, mais, au contraire, d'utiliser au mieux les conflits qui surgissent également sur ce terrain, comme prétexte à une action de masse et à des manifestations révolutionnaires contre la bourgeoisie ¹.

Il devra donc fonder sa pratique sur les contradictions que la question nationale génère spécifiquement. Contradictions qui ne sont ni figées, ni sans importance.

Ainsi pour Mao, l'affirmation nationale dans les pays dominés prend une importance primordiale, non seulement en ce qu'elle y permet la victoire du prolétariat, mais aussi en ce qu'elle aide les peuples des autres pays, en ce qu'elle peut atteindre la bourgeoisie impérialiste, en désarticulant la chaîne des formations sociales fondée sur des rapports hiérarchiques de domination. C'est dans ce sens précis que, dans une conjoncture donnée d'une formation sociale donnée, la question nationale peut devenir la contradiction principale :

Des deux contradictions majeures qui existent en Chine, la principale reste, comme par le passé, la contradiction nationale entre la Chine et le Japon, tandis que la contradiction entre les classes à l'intérieur du pays continue d'occuper une place subordonnée. Le fait qu'un ennemi de la nation a pénétré profondément dans notre territoire détermine tout le reste ².

Ainsi le peuple, aspect secondaire, doit-il renverser l'impérialisme, l'aspect principal d'une même contradiction elle-même posée comme principale ³.

La lutte du prolétariat dans une telle nation consistera donc à agir directement sur la contradiction principale et à élaborer en conséquence une stratégie spécifique à la conjoncture. Mais il importe, afin de contrecarrer toute forme de lecture nationaliste des textes de Mao, d'insister sur le fait que les effets de l'impérialisme ne peuvent le plus souvent devenir contradiction principale que s'il y a agression militaire.

Néanmoins, dans d'autres circonstances, les contradictions se déplacent. Lorsque l'impérialisme n'a pas recours à la guerre comme moyen d'oppression, mais utilise dans les domaines politique, économique et culturel des formes d'oppression plus modérées, la classe dominante du pays semi-colonial capitule devant l'impérialisme ; il se forme alors entre eux une alliance pour opprimer ensemble les masses

¹ V. Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Sur les questions nationale et coloniale*, op. cit., p. 5.

² Mao Tsé-Toung, « Bilan de la victoire remportée sur la deuxième campagne anticomuniste », op. cit., t. II, p. 499.

³ « Voyons la situation de la Chine. Dans la contradiction où la Chine s'est trouvée réduite à l'état de semi-colonie, l'impérialisme occupe la position principale et opprime le peuple chinois, alors que la Chine, de pays indépendant, est devenue une semi-colonie » (cf. Mao Tsé-Toung, « De la contradiction », in *Œuvres complètes*, op. cit., p. 373).

populaires. À ce moment les masses populaires recourent le plus souvent à la guerre civile pour lutter contre l'alliance des impérialistes et de la classe féodale ; quant à l'impérialisme, au lieu d'avoir recours à une action directe, il use souvent de moyens détournés en aidant les réactionnaires du pays semi-colonial à opprimer le peuple, d'où l'acuité particulière des contradictions internes ¹.

Il est donc clair que toute présence impérialiste, même très envahissante, ne pose pas automatiquement la question nationale comme contradiction principale.

Une remarque. Le prolétariat, avons-nous souligné, agit sur la question nationale. Selon le terme employé par Lénine, il l'« utilise ». Il faut bien voir que cette utilisation des conflits nationaux n'a pas le sens opportuniste ou machiavélique que certains esprits chagrins cherchent à lui conférer. Pour Lénine, en effet, seul le prolétariat peut assurer la véritable égalité des nations. Le développement du capitalisme, au contraire, intensifie la domination nationale en même temps qu'il empêche la réalisation de la démocratie véritable :

Seul, de nos jours, le prolétariat défend la liberté véritable des nations et l'unité des ouvriers de toutes les nationalités. Pour que des nations différentes puissent, dans la liberté et dans la paix, vivre unies ou bien se séparer (lorsque cela les arrange davantage) en formant des États distincts, il faut la démocratie complète dont la classe ouvrière se fait le champion ².

1.3 Prolétariat et alliances de classes

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu jusqu'ici que la question nationale s'analysait sous le primat de la lutte des classes. C'est en ce sens que le prolétariat, tenant compte de la réalité nationale, la soumet à sa culture internationaliste. Cette dernière, pour sa pleine réalisation, impose cependant la nécessité d'agir sur la contradiction nationale, non seulement comme simple fait, mais comme point d'impact important de la lutte mondiale anti-capitaliste. Mais affirmer la dominance des classes dans le champ national implique-t-il que chacune d'elles, et principalement le prolétariat, se retrouve dans un splendide isolement ? Non, sans aucun doute. Mais la question nationale constitue le domaine des alliances de classes très certainement le plus soumis à des pratiques divergentes (pour ne pas dire déviationnistes). Ceci n'est évidemment nullement un hasard puisque l'idéologie nationaliste pose un groupe d'appartenance tendant à minimiser la réalité des classes, quand elle ne la nie pas tout simplement. Combien d'alchimistes de gauche ont prétendu découvrir des mélanges miracles pouvant résoudre de façon originale la relation classes-nation ! ...

¹ *Ibid.*, p. 370.

² V. Lénine, « La classe ouvrière et la question nationale », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. XIX, p. 86.

Aucun marxiste n'a pu soutenir sérieusement le rejet de toute alliance de classes sur la question nationale. Mais deux questions y demeurent intimement liées. Dans quelles conditions et surtout sous quelle forme s'articule cette alliance ?

La question des alliances de classes renvoie d'abord et avant tout à celle de l'articulation des modes de production. La formation sociale nationale étant une articulation de modes de production, c'est à partir de l'imbrication spécifique des rapports sociaux qu'est posée la question des alliances. C'est dire qu'elle ne peut être comprise sans prendre en considération l'articulation, sur le plan mondial, des stades du MPC et des phases de la question nationale, de même que la spécificité de la conjugaison des modes de production au sein de chaque formation sociale.

Durant la transition au capitalisme, au sein des premières formations sociales nationales, la bourgeoisie, bien sûr, impose son hégémonie dans le domaine national. Classe dominante au sein du MPC, lequel impose sa propre dominance, elle s'appuiera sur le prolétariat naissant pour renverser le féodalisme. De même, elle imposera son hégémonie au sein d'une alliance avec la paysannerie relevant de la forme de production patriarcale ou des rapports sociaux féodaux. Elle se liera de la même façon les petits producteurs marchands (artisanat). Durant le stade concurrentiel, le même type d'alliance tendra à se reproduire à l'échelle mondiale. La situation change cependant radicalement sous le monopolisme. La bourgeoisie perd, dans les formations sociales et dans les régions dominées, les assises socio-économiques lui permettant d'assurer inconditionnellement son hégémonie. La contradiction nationale tend à placer le prolétariat dans une position privilégiée pour s'assurer l'hégémonie au sein de l'alliance. Le plus souvent avec la paysannerie, il occupera dorénavant le devant de la scène. Le deuxième stade (monopolisme) du capitalisme renforce l'oppression nationale et bouleverse ainsi la question des alliances, aussi bien au sein des régions dominées du centre qu'au sein des formations sociales de la périphérie qui en sont encore à la « première phase ¹ » de la question nationale. Cette dernière avait constitué le fer de lance de la bourgeoisie dans sa lutte contre le féodalisme et avait constitué une cheville essentielle à la mise en place des appareils d'État bourgeois ; elle devient l'un des lieux de lutte du prolétariat et des masses en général contre la dominance du MPC à l'échelle mondiale.

Lénine a été l'un des premiers à s'attaquer directement à ce difficile problème, en réfléchissant précisément sur la lutte des classes dans les nations opprimées. La bataille anti-impérialiste dans ces pays consiste-t-elle à attribuer le leadership absolu du mouvement de libération nationale aux bourgeoisies ? Quel est le rôle exact du prolétariat ? Lénine affirme d'abord la possibilité de la constitution d'un front national :

¹ Sur les « phases » de la question nationale distinguées par Lénine, voir dans ce chapitre la section intitulée « Primauté de la conjoncture ».

En premier lieu, une « action » du prolétariat et de la paysannerie nationalement opprimés, de concert avec la bourgeoisie nationalement opprimée, contre la nation oppressive ¹.

Mais la question de l'hégémonie au sein de cette alliance demeure posée. Lénine commence par affirmer que la bourgeoisie « a tout naturellement, au début de tout mouvement national, une position d'hégémonie ² ». Selon lui, « la bourgeoisie y est encore avec le peuple contre la réaction ³ ». Mais les discussions qu'il aura avec les représentants des pays du « Tiers monde », principalement dans le cadre de l'Internationale, l'amèneront à préciser ses positions. Ainsi, lors du deuxième congrès de la III^e Internationale, Lénine, en préparant ses thèses sur la question nationale, défend la nécessité de conclure une alliance avec la bourgeoisie des colonies, sans s'unir à elle dans une même formation politique. Mais ses discussions avec l'Indien Roy, entre autres, devaient l'amener à accepter un amendement important. Celui-ci dénonçait la duplicité de plusieurs des bourgeoisies des pays dominés qui, tout en s'appuyant sur la paysannerie et le prolétariat, pactisent avec l'impérialisme. L'expression de « mouvement démocratique bourgeois » devait donc être remplacée par celle de « mouvement national révolutionnaire » :

Le sens de cette substitution est que, en tant que communistes, nous ne devons soutenir et nous ne soutiendrons les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans le cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposent pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses d'exploités ⁴.

L'appui demeure donc conditionnel et temporaire en même temps qu'il s'effectue en extériorité, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'une organisation qui ne se fusionne pas à la formation bourgeoise ⁵.

De plus, cet appui doit être limité :

¹ V. Lénine, « Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. XXIII, p. 67.

² V. Lénine, « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien, op. cit.*, p. 81.

³ V. Lénine, « L'Europe arriérée et l'Asie avancée », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. XIX, p. 95.

⁴ V. Lénine, « Rapport de la commission nationale et coloniale », in *Sur les questions nationale et coloniale, op. cit.*, p. 34.

⁵ *Ibid.*, p. 29. Pourtant Staline, à propos du léninisme, se permettra d'écrire : « Dans les conditions de l'oppression impérialiste, le caractère révolutionnaire du mouvement national n'implique pas nécessairement l'existence d'éléments prolétariens dans le mouvement, l'existence d'un programme révolutionnaire ou républicain du mouvement, l'existence d'une base démocratique du mouvement » (cf. Joseph Staline, *Des principes du léninisme*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1967, p. 76).

Dans tout nationalisme bourgeois d'une nation opprimée il existe un contenu démocratique général dirigé contre l'oppression ; et c'est ce contenu que nous appuyons sans restriction, tout en le séparant rigoureusement de la tendance à l'exclusivisme national, en luttant contre la tendance du bourgeois polonais à écraser le juif, etc. ¹

Tout mouvement de libération nationale, c'est-à-dire tout mouvement de masse dressé contre l'oppression impérialiste est donc considéré comme un mouvement progressif en ce qu'il s'attaque aux bourgeoisies impérialistes. Mao Tsé-Toung devait cependant largement approfondir la problématique léniniste. C'est bien sûr la pratique concrète au sein d'un mouvement de libération nationale qui lui permettra de le faire.

Pour Mao, les effets de l'impérialisme permettent et nécessitent l'union des classes exploitées au sein de la formation sociale dominée et de ce fait « opposées à l'agresseur étranger », car « c'est seulement par l'unité de toute la classe (le prolétariat) et de toute la nation que l'on vaincra l'ennemi et accomplira la tâche de la révolution nationale et démocratique ² ».

Ce sont précisément les changements survenus dans les rapports de classes qui créent les conditions de cette alliance :

Comme nous l'avons déjà expliqué, l'agression armée de l'impérialisme japonais a amené des changements dans les rapports de classes à l'intérieur du pays, ce qui a rendu nécessaire et possible l'union de toutes les couches de la nation dans la lutte contre l'impérialisme japonais ³.

Dans une conjoncture différente, Mao Tsé-Toung, comme Lénine, mènera une lutte acharnée contre les opportunistes de gauche et de droite tendant à méconnaître ou à surestimer la question nationale. L'opportunisme de droite consiste à s'en remettre totalement à la nécessité de l'unité, à nier la nécessité d'une politique autonome de la classe ouvrière, ce que Mao appelle l'indépendance au sein du front uni. Nous y reviendrons. Au contraire la déviation de gauche défend la politique de la porte close :

Camarades, qu'est-ce qui est juste ? Le front uni ou l'attitude de la « porte close » ? Laquelle est la tactique marxiste-léniniste ? Je répondrai sans la moindre hésitation : c'est le front uni et non l'attitude de la porte close. Un enfant de trois ans a beaucoup d'idées justes, mais on ne peut lui confier les grandes affaires de l'État ou du monde parce qu'il ne les comprend pas encore. Le marxisme-léninisme est opposé à la maladie infantile qui se manifeste dans les rangs de la révolution. Or, c'est justement

¹ V. Lénine, « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », *op. cit.*, p. 85.

² Mao Tsé-Toung, « Luttons pour entraîner les masses par millions dans le front uni national anti-japonais », in *Œuvres choisies*, *op. cit.*, t. I, p. 325.

³ Mao Tsé-Toung, « Tâches urgentes après l'établissement de la coopération entre le Kuomintang et le Parti communiste », in *Œuvres choisies*, *op. cit.*, t. II, p. 36.

cette maladie infantile que défendent ceux qui s'en tiennent fermement à leur tactique de porte close. La révolution, comme toute activité dans le monde, suit une voie toujours tortueuse et jamais rectiligne. L'alignement des forces dans les camps de la révolution et de la contre-révolution est susceptible de modification, comme toutes choses dans le monde... La tactique de la porte close est au contraire celle du splendide isolement. Elle « fait fuir le poisson au plus profond des eaux et les moineaux au cœur des fourrés » ; aux applaudissements de l'ennemi, elle repousse dans le camp ennemi ces millions et millions d'hommes, cette armée puissante. En pratique, l'attitude de porte close sert fidèlement l'impérialisme japonais, ainsi que les collaborateurs et les traîtres. La pureté et la rectitude que ses partisans exaltent, voilà ce que condamnent les marxistes-léninistes et qui est bien fait pour réjouir l'impérialisme japonais ¹.

Il s'agira donc, pour le Parti communiste, de fonder l'alliance sur les potentialités révolutionnaires de chaque classe, sans exclure aucune classe ni aucune fraction de classes qui acceptent de lutter contre l'envahisseur japonais, même si l'on sait pertinemment que sa participation au front uni restera mitigée et provisoire. Il faut donc d'abord distinguer les alliés objectifs immédiats et les forces qui, restant en opposition radicale au sein des rapports de production, ont un intérêt vital à lutter contre l'impérialisme :

Notre politique à l'égard des forces intermédiaires est de gagner chacune des trois catégories définies plus haut. Elle est toutefois distincte de celle que nous pratiquons pour gagner la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine et elle varie aussi pour chaque catégorie des forces intermédiaires. La paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine doivent être gagnées en tant qu'alliés fondamentaux et les forces intermédiaires en tant qu'alliés dans la lutte contre l'impérialisme. Parmi ces forces intermédiaires, la moyenne bourgeoisie et les hobereaux éclairés sont susceptibles de lutter à nos côtés contre le Japon et ainsi de se joindre à nous dans l'établissement d'un pouvoir démocratique anti-japonais, mais ils redoutent la révolution agraire... Les forces intermédiaires ont tendance à se montrer vacillantes dans leurs positions, et sont appelées inévitablement à se différencier. Nous devons donc, compte tenu de leurs hésitations, savoir les persuader et les critiquer comme il convient ².

Avec les forces irréductibles, le propriétaire foncier et la grande bourgeoisie, Mao ne refuse pas d'envisager une forme de collaboration. Certaines fractions de ces classes, comme celles qui sont liées à d'autres impérialismes que celui des japonais, peuvent s'opposer à l'agresseur. Il s'agit donc d'accepter, sur cette base, leur collaboration, mais sans oublier le fait qu'elles conduisent et continueront à mener une politique réactionnaire et répressive contre le prolétariat et la paysannerie. Mao insiste, en conséquence, sur la nécessité de pratiquer « une

¹ Mao Tsé-Toung, « La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais », in *Œuvres choisies*, op. cit., t. I, pp. 182-183.

² Mao Tsé-Toung, « La tactique actuelle dans le front uni de résistance contre le Japon », in *Œuvres choisies*, op. cit., t. II, pp. 182-183.

tactique de riposte à la politique réactionnaire en lui faisant une lutte résolue sur le plan idéologique, politique et militaire ¹ ».

On peut donc constater que, sauf pour ce qui est des classes les plus défavorisées, « la composition du front uni révolutionnaire en Chine n'est pas immuable, elle est sujette à se modifier ² ». Aussi Mao est-il amené à distinguer trois groupes fondamentaux au sein du front uni :

Le groupe de gauche, au sein du front uni national anti-japonais, est composé des masses dirigées par le Parti communiste, et qui comprennent le prolétariat, la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine. Nous devons tout faire pour l'élargir et le consolider...

Le groupe du centre, au sein du front uni national anti-japonais, est composé de la bourgeoisie nationale et de la couche supérieure de la petite bourgeoisie... Notre tâche est d'amener le groupe du centre à progresser...

Le groupe de droite, au sein du front uni anti-japonais, est composé des grands propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie ; il est le foyer même de l'esprit de capitulation nationale... Certains participent pour le moment au front uni national, mais par contrainte et à contrecœur. D'une façon générale, ils n'attendent pas avant de rompre avec lui ³.

Le front uni reposera sur une propagande commune respectant les intérêts fondamentaux de chacune des classes participantes. Le pouvoir y sera donc partagé. Mao propose qu'il soit composé de manière à ce que l'on retrouve « un tiers de communistes, un tiers d'éléments progressistes de la gauche non communiste et un tiers d'éléments intermédiaires qui ne seraient ni de la gauche ni de la droite ⁴ ». On peut donc constater que l'hégémonie est nettement accordée au « groupe de gauche ». Mais ceci n'exclut pas la nécessité des compromis, au contraire :

Le peuple exige que le gouvernement satisfasse ses revendications politiques et économiques, mais il lui apporte en même temps toute l'aide possible pour la poursuite de la guerre de Résistance ; les ouvriers exigent que le patron améliore leurs conditions matérielles, mais en même temps ils font activement leur travail dans l'intérêt de la Résistance; les propriétaires fonciers doivent réduire les fermages et le taux d'intérêt et les paysans, de leur côté, payer fermages et intérêts, en vue de l'union contre l'agression étrangère. Tous ces principes, toutes ces règles d'aide mutuelle sont

¹ *Ibid.*, p. 458.

² Mao Tsé-Toung, « Pour la parution de la revue *le Communiste* », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. II, p. 309.

³ Mao Tsé-Toung, « La situation dans la guerre de résistance après la chute de Shanghaï et de Taiyuan et les tâches qui en découlent », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. II, pp. 66-67.

⁴ Mao Tsé-Toung, « Sur la question du pouvoir dans les bases anti-japonaises », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. II, p. 450.

positives et non négatives ou unilatérales. Il en est de même des concessions réciproques ¹.

Cette politique de compromis est elle-même pensée, non seulement comme concession nécessaire à l'union, mais aussi comme instrument de lutte contre l'impérialisme. Ainsi, il est souhaitable que : « la bourgeoisie nationale obtienne des profits et développe des entreprises industrielles et commerciales, car ce développement nuit aux intérêts de l'impérialisme et sert ceux du peuple chinois ² ».

La bourgeoisie nationale s'attaque ainsi directement à l'impérialisme en cherchant à contrer l'inégalité de développement qui est à la base du fractionnement hiérarchisé du système des formations sociales sous l'impérialisme.

L'obligation de l'union et du compromis ne saurait cependant justifier, comme nous l'avons souligné plus haut, le soutien d'une politique opportuniste préconisant la fusion des différents partis et des différentes classes dans un tout indistinct, ce que Mao appelle « la ligne opportuniste de droite anti-parti ³ ». L'insistance de Mao Tsé-Toung sur l'indépendance au sein du front uni revêt une importance toute particulière. Elle démontre que, même dans une conjoncture singulière où la question nationale peut devenir la contradiction principale, l'importance et la détermination structurelle de la lutte des classes demeurent. La nation comme unité spécifique de la formation sociale demeure un ensemble toujours-déjà antagoniste ou du moins potentiellement antagoniste. On ne peut nier ou faire disparaître cette caractéristique, ne serait-ce que provisoirement, à la faveur de la nécessité de la lutte commune :

Sans aucun doute, seul le maintien résolu du front uni national permettra de surmonter les difficultés, de vaincre l'ennemi et d'édifier une Chine nouvelle. Cependant chaque parti ou groupement du front uni doit conserver son indépendance sur le plan idéologique, politique et sur celui de l'organisation. Cela vaut dans une mesure égale pour le Kuomintang, le Parti communiste et tous les autres partis ou groupements politiques. Il est indéniable que l'indépendance au sein du front uni ne peut être que relative, elle ne saurait être absolue ; la considérer comme absolue saperait la politique générale d'union contre l'ennemi. Mais il ne faut pas nier cette indépendance relative ; tant au point de vue de l'idéologie que de la politique ou de l'organisation, chaque parti doit jouir d'une indépendance relative, c'est-à-dire du droit à une liberté relative. Se laisser priver de ce droit ou y renoncer de son propre gré, ce serait

¹ Mao Tsé-Toung, « L'indépendance et l'autonomie au sein du front uni », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. II, p. 229.

² Mao Tsé-Toung, « La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. I, p. 187.

³ Mao Tsé-Toung, « À propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat », in *les Transformations de la révolution, op. cit.*, p. 167.

également porter atteinte à la politique générale d'union contre l'ennemi. C'est ce que doivent comprendre tous les communistes et tous les membres des partis amis ¹.

La justification de la nécessité de l'indépendance, selon Mao, réside donc dans le fait qu'y renoncer serait « porter atteinte à la politique générale d'union contre l'ennemi ». Que signifie exactement cette formule ? Il semble évident qu'à un premier niveau Mao note les difficultés et les tiraillements auxquels serait fatalement condamné le front uni s'il ne reconnaissait pas cette indépendance. Mais, plus fondamentalement, cette situation selon lui porterait atteinte à l'union parce que les différents groupes n'auraient pas la possibilité d'y progresser. Comme, pour lui, seul le prolétariat peut réaliser, par son hégémonie, le renversement de l'impérialisme, la non-reconnaissance de l'indépendance l'empêcherait de se consolider comme groupe autonome et tendrait à rendre son action difficile et non efficace. Le refus de cette indépendance signifierait donc à ce deuxième niveau l'échec pur et simple de l'union contre l'ennemi.

Selon Mao, la reconnaissance de l'indépendance des organisations de classe permet donc au Parti communiste de travailler à l'imposition de son hégémonie, nécessaire à la réalisation de l'objectif anti-impérialiste commun :

La responsabilité d'assurer le salut de la nation chinoise doit être assurée par tous les partis et groupements politiques qui résistent au Japon, par le peuple tout entier, mais nous estimons, nous communistes, que celle qui nous incombe est la plus lourde ².

Le front uni national anti-japonais subsistera et se développera tant que le Parti communiste et l'Armée rouge subsisteront et se développeront. Tel est le rôle dirigeant du Parti communiste et de l'Armée rouge au sein du front uni national ³.

La Chine a grand besoin d'une révolution démocratique bourgeoise et celle-ci ne peut être accomplie que sous la direction du prolétariat. Dans la révolution qui s'est étendue, au cours des années 1926-1927 du Kouangteng au bassin du Yangtsé, la direction a été usurpée par les compradores et les despotes locaux et mauvais hobereaux parce que le prolétariat n'a pas résolument exercé son hégémonie ; ainsi la révolution a fait place à la contre-révolution ⁴.

Refuser l'indépendance des partis et par suite la pratique de l'imposition de l'hégémonie du prolétariat équivaut de plus à croire que la lutte des classes a disparu par suite de la constitution d'une alliance. Elle demeure, au contraire, et la

¹ Mao Tsé-Toung, « Le rôle du Parti communiste chinois dans la guerre nationale », in *Œuvres choisies*, op. cit., t. II, p. 216.

² Mao Tsé-Toung, « Pour l'union jusqu'au bout », in *Œuvres choisies*, op. cit., t. II, p. 471.

³ Mao Tsé-Toung, « La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais », op. cit., t. I, p. 185.

⁴ Mao Tsé-Toung, « Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ? », in *Œuvres choisies*, op. cit., t. I, p. 66.

pratique du prolétariat ne peut que s'ajuster à ses deux aspects : « l'union et la lutte ». Même si cette lutte prend un caractère provisoirement secondaire, elle n'en est pas moins essentielle :

D'autre part, il doit lutter contre l'erreur de confondre le programme, la politique, l'idéologie, la pratique, etc. du prolétariat avec ceux de la bourgeoisie et de négliger les différences de principes qui les séparent. Cette erreur revient à ne pas voir que la bourgeoisie (surtout la grande bourgeoisie) s'efforce d'influencer non seulement la petite bourgeoisie et la paysannerie, mais aussi le prolétariat et le Parti communiste, dont elle cherche à supprimer l'indépendance sur le plan idéologique, politique, comme sur celui de l'organisation pour faire d'eux un appendice de sa propre classe et de son parti politique et accaparer les fruits de la révolution à son seul profit et au profit de son parti politique; c'est aussi oublier que la bourgeoisie (surtout la grande bourgeoisie) trahit la révolution dès que celle-ci va à l'encontre de ses intérêts égoïstes ou de ceux de son parti. Négliger cet aspect c'est tomber dans l'opportunisme de droite ¹.

Alors même qu'il identifie la question nationale comme contradiction principale et qu'il affirme la nécessité du front uni, Mao Tsé-Toung reste donc strictement léniniste en ce que, pour lui, le renversement de l'impérialisme ne peut être réalisé que sous l'hégémonie du prolétariat. En même temps, il considère, comme Lénine, que la question nationale, prenant un sens différent selon les classes, ne remet nullement en question la lutte de ces classes et que, de ce fait, toute politique d'alliance ne peut et ne doit empêcher le libre développement de cette lutte. Le compromis et l'alliance visent à utiliser toutes les armes, même capitalistes, pouvant briser l'impérialisme ; l'indépendance et la lutte permettent d'étendre l'hégémonie du prolétariat, seule classe pouvant mener la révolution anti-impérialiste.

Nécessité de l'alliance et du compromis, nécessité de l'indépendance et de la lutte, même si cette dernière passe à un niveau secondaire. Une question demeure cependant. Le prolétariat doit, selon Lénine et Mao, s'assurer l'hégémonie au sein du front commun des classes. Faut-il y voir une condition sine qua non à l'alliance ? Le soutenir ne pourrait que déboucher sur une position sectaire et « fixiste ». Mao et Lénine considèrent le phénomène comme un processus. L'hégémonie se gagne par la lutte au sein de l'alliance. Voilà pourquoi, d'ailleurs, c'est plutôt l'indépendance que Mao considère comme une nécessité absolue. Le maintien des partis distincts permet au prolétariat de se développer et de chercher à imposer l'hégémonie qu'il recherche et qui est d'ailleurs, comme nous l'avons souligné, la condition du succès du front dans son ensemble. L'hégémonie ne se proclame pas, elle se gagne !

¹ Mao Tsé-Toung, « Pour la parution de la revue *le Communiste* », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. II, p. 310.

Ainsi Mao est-il amené à combattre résolument toute pratique conduisant plus ou moins directement à l'attitude de la « porte close ». Mais il prend bien garde de déborder dans l'opportunisme de droite dont la spécificité est de négliger la primauté des classes sur la question nationale. Nous avons vu comment cet opportunisme peut se manifester dans le refus du maintien d'une formation politique propre au prolétariat. C'est la solution de l'entrisme dans les partis bourgeois ou petit-bourgeois si souvent pratiquée dans les formations sociales où se vivent des conflits nationaux. L'« étapisme » est une autre version de l'opportunisme de droite, et elle justifie le plus souvent d'ailleurs la solution entriste. Il s'agit ici d'un autre travestissement de la thèse de Mao de la nécessité de la révolution par étape. L'étapisme soutient qu'il faut d'abord résoudre la question nationale et reporter à plus tard la question de la lutte des classes, c'est-à-dire le choix entre le capitalisme et le socialisme ¹. Faisons d'abord l'indépendance au sein d'un tout indifférencié, nous poserons la question du régime social par la suite. Est-il besoin de souligner que le *melting pot* n'a jamais servi que la bourgeoisie ?

1.4 Paysannerie et question nationale

[Retour à la table des matières](#)

La paysannerie a toujours constitué, au moment de la constitution des premiers États bourgeois comme à l'époque du monopolisme, l'une des forces principales autour de laquelle se sont organisées et s'organisent les alliances de classes sur la question nationale. Personne ne conteste que l'hégémonie au sein de l'alliance a, règle générale, appartenu dans le premier cas à la bourgeoisie. Les mouvements de libération nationale à la périphérie, sous le monopolisme, posent cependant plus de problème. Si, malgré certaines pratiques de l'État soviétique sous Staline, il paraît incontestable que la bourgeoisie tend à y perdre irrémédiablement ses potentialités hégémoniques, il reste à savoir aux mains de quelle classe elle doit l'abandonner : le prolétariat ou la paysannerie.

Pierre Philippe Rey soutient, par exemple, que la révolution chinoise s'analyse comme une révolution paysanne au sein de laquelle, dans une première phase tout au moins, le prolétariat n'aurait joué qu'un rôle sous-déterminant ². La paysannerie y aurait donc tenu la place hégémonique au sein de l'alliance de classes, sur la question nationale comme sur les autres questions. Celle-ci, armée du matérialisme historique, dirigerait le mouvement de libération nationale.

À l'appui de sa thèse, nous pourrions relever cette formule de Mao, reprise d'ailleurs de Staline, selon laquelle la question nationale serait « au fond une

¹ Un exemple parmi d'autres : la revue québécoise *Parti pris* qui se réclamant du marxisme soutenait l'adhésion des militants de gauche au Parti québécois, formation politique bourgeoise et petite-bourgeoise.

² Pierre Philippe Rey, *les Alliances de classes*, Paris, Maspero, pp. 190 à 212.

question paysanne ¹ ». Nous ne croyons cependant pas qu'il faille comprendre dans ce sens l'expression de Mao Tsé-Toung. La question nationale est, « au fond, une question paysanne » parce qu'elle ne peut être le plus souvent pensée sans la présence de la paysannerie au sein de l'alliance de classes. La question nationale ayant été et étant principalement reliée à la transition au capitalisme, puis à la transition au socialisme dans les formations sociales sous-développées, il est clair que, la paysannerie ayant été et étant insérée dans chaque cas dans des modes de production précapitalistes, la dominance du MPC comme du socialisme n'a pu et ne saurait être réalisée sans la participation de la paysannerie à la pratique révolutionnaire. Elle constitue donc la toile de fond de l'alliance sur la question nationale. Y tient-elle pour autant ou peut-elle y tenir la place hégémonique ? Nous ne le croyons pas.

Si nous prenons l'exemple chinois, Mao ne laisse subsister aucun doute sur l'importance de la paysannerie en l'identifiant comme la « force principale ² » de la révolution. Il n'en attribue pas moins tout aussi clairement au prolétariat le rôle hégémonique :

Cette révolution n'est pas n'importe quelle révolution ; elle ne peut et ne doit être qu'une révolution des larges masses sous la direction du prolétariat contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. Cela veut dire que la direction dans cette révolution ne peut et ne doit être assurée par aucune autre classe et aucun autre parti que le prolétariat et le Parti communiste chinois ³.

On peut alors s'étonner de voir Pierre Philippe Rey soutenir aussi hardiment que la révolution chinoise s'effectue à partir d'une alliance de la paysannerie et du seul prolétariat international. Au contraire, comme on vient de le voir, le « rôle dirigeant » du prolétariat dont parle Mao est bien celui du prolétariat chinois, lequel doit détenir l'hégémonie à l'intérieur même de la formation sociale chinoise.

1.5 Sur l'eurocentrisme

[Retour à la table des matières](#)

Depuis quelques années, a surgi, dans la littérature traitant de la question nationale, la découverte d'une prétendue forme d'eurocentrisme chez les principaux théoriciens du matérialisme historique ⁴.

¹ Mao Tsé-Toung, « La démocratie nouvelle », in *Œuvres choisies*, op. cit., t. II, p. 392.

² *Ibid.*

³ Mao Tsé-Toung, « Discours prononcé à une conférence des cadres de la région libérée du Chansi-Souei-Yuan », in *Œuvres choisies*, op. cit., t. IV, p. 246.

⁴ Voir à titre d'exemple H. Carrère-D'Encausse et S. Schram, *le Marxisme et l'Asie*, 1853-1964, Paris, Armand Colin, 1965, p. 12.

Cet européocentrisme aurait pour effet de considérer comme quantité plus ou moins négligeable les luttes de libération nationale. On le retrouverait principalement bien sûr chez les marxistes européens. Ce thème n'est pas sans laisser sous-entendre, le pas est si facile à franchir, la présence d'un type subtil de racisme. Ce crypto-racisme ne conférerait des qualités révolutionnaires qu'aux prolétariats des centres dominants. Que faut-il en penser ?

Pour Marx, la lutte révolutionnaire, placée sous l'égide du prolétariat, ne peut réussir pleinement que si le capitalisme est aboli au sein des formations sociales mêmes du centre dominant. Même s'il dénonce le colonialisme à la fin de sa vie, après avoir loué plus tôt son caractère progressif, Marx a toujours soutenu, comme l'affirmait le préambule de l'Internationale, « que l'émancipation du travail... nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés ¹ ». Ce thème trouve son expression extrême dans ce passage de *la Lutte des classes en France* :

La solution ne commence qu'au moment où, par la guerre mondiale, le prolétariat est mis à la tête du peuple qui domine le marché mondial, à la tête de l'Angleterre. La révolution trouvant là non son terme, mais son commencement d'organisation, n'est pas une révolution au souffle court ².

Il est cependant excessif de faire de Marx un européocentriste sectaire, quasi raciste. Ses positions anti-colonialistes, sa position sur l'Irlande, comme nous le verrons, démontrent bien que Marx n'avait nullement l'intention de bloquer les tentatives d'émancipation ailleurs que dans les centres capitalistes, ni de nier tout problème de domination nationale. Il n'a jamais non plus laissé entendre, comme on tente presque de lui faire dire, que les « vertus révolutionnaires » étaient des qualités propres aux pays occidentaux ou européens. Il a seulement affirmé, si l'on cherche à lire ses textes sans préjugés crypto-nationalistes et sans volonté d'utilisation à des fins démagogiques, que l'abolition du mode de production capitaliste, dans son extension mondiale, passait par l'abolition du capitalisme dans les centres dominants. Ce qui, nous semble-t-il, s'est révélé, jusqu'ici du moins, théoriquement et pratiquement juste.

De la même façon, on pourrait facilement caricaturer la pensée de Lénine, qui écrit :

La lutte des nations opprimées en Europe, capable d'en arriver à des insurrections et à des combats de rues, à la violation de la discipline de fer de l'armée et à l'état de siège, aggraverait la crise révolutionnaire en Europe infiniment plus qu'un soulèvement de bien plus grande envergure dans une colonie lointaine. À force égale, le coup porté au pouvoir de la bourgeoisie impérialiste anglaise par l'insurrection en Irlande a une

¹ K. Marx et F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, op. cit., pp. 141-142.

² K. Marx, *la Lutte des classes en France*, op. cit., p. 163.

importance politique cent fois plus grande que s'il avait été porté en Asie ou en Afrique ¹.

On voit que Lénine restitue la problématique de Marx sur l'importance de l'action révolutionnaire du prolétariat des nations dominantes. On a déjà vu qu'il sera, implicitement sinon explicitement, amené à nuancer son appréciation, en constatant l'importance du développement des mouvements de libération dans le Tiers monde. Mais, comme chez Marx, le fondement de la problématique demeure le même. C'est par la destruction du capitalisme dans les centres impérialistes que seront détruits les rapports mondiaux fondés sur l'exploitation. Les luttes nationales, au centre comme à la périphérie, demeurent pensées en cette fonction.

Soulignons, pour terminer, que c'est chez Rosa Luxemburg, beaucoup plus que chez Marx ou que chez Lénine, qu'il faudrait rechercher les tendances à l'européocentrisme. Son œuvre en effet manifeste très peu de perspicacité sur les potentialités révolutionnaires des pays colonisés. Cela l'a poussée parfois à attribuer un rôle révolutionnaire presque exclusivement aux prolétariats des centres dominants :

Ces ouvriers des nations capitalistes dirigeantes d'Europe sont ceux à qui incombe la mission historique d'accomplir la révolution socialiste. C'est seulement d'Europe, c'est seulement de ces pays capitalistes les plus anciens que peut venir, lorsque l'heure aura sonné, le signal de la révolution sociale qui libérera l'humanité. Seuls les ouvriers anglais, français, belges, allemands, russes et italiens peuvent ensemble prendre la tête de l'armée des exploités et des opprimés des cinq continents; eux seuls peuvent, quand le temps sera venu, faire rendre des comptes au capitalisme pour ses crimes séculaires envers tous les peuples primitifs, pour son œuvre d'anéantissement sur l'ensemble du globe, et eux seuls peuvent exercer des représailles ².

Mais ce que l'on pourrait, à la rigueur, appeler européocentrisme, ne tient pas à la sorte de crypto-racisme que laisse sous-entendre la fameuse thèse. Insistant de façon juste sur la nécessité de la destruction du capitalisme au centre, Luxemburg débouche cependant sur un exclusivisme qui nous semble plutôt être le résultat d'une pratique théorique économiste sur laquelle nous reviendrons.

Nous ne pouvons parler d'européocentrisme ; les auteurs, travaillant en Europe, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, ne pouvaient guère produire une théorie des luttes de libération nationale. Les taxer de crypto-racisme revient à leur demander d'avoir été des devins. Il s'agit d'une conception typiquement bourgeoise de la relation théorie-pratique. Il est clair que la théorie des formations sociales de ce qu'on appelle le Tiers monde ne peut être produite qu'à partir de la pratique même des militants qui y livrent des luttes révolutionnaires. Ce qu'avait d'ailleurs

¹ V. Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., p. 231.

² Rosa Luxemburg, *la Crise de la social-démocratie*, op. cit., p. 213.

commencé à faire Lénine lui-même. Soulignons aussi, que lorsque Marx et Lénine soutiennent la nécessité de la destruction du capitalisme dans ses centres dominants, ils ne font que soumettre l'analyse à la primauté de la lutte des classes. Le problème de domination nationale qui caractérise la « chaîne » mondiale des formations sociales sous l'effet du MPC ne peut se résoudre sans le renversement de la bourgeoisie. Il est clair à ce titre que, la destruction du Capitalisme ne pouvant se réaliser pleinement qu'à l'échelle mondiale, il ne pourra résulter en dernière analyse que de la victoire du prolétariat dans les centres dominants (en l'occurrence principalement occidentaux). C'est pourquoi les luttes nationales dans les formations sociales dominées sont pensées par Marx et Lénine, comme par Mao d'ailleurs (que l'on ne saurait taxer d'eurocentrisme), en fonction de la destruction du capitalisme à l'échelle mondiale. Ces luttes nationales doivent atteindre les bourgeoisies impérialistes. La différence d'accent ne saurait venir que des pratiques elles-mêmes.

2. PRIMAUTÉ DE LA CONJONCTURE

[Retour à la table des matières](#)

Affirmer le primat de la lutte des classes dans le domaine national, c'est aussi soutenir celui de la conjoncture. La pratique prolétarienne sur la question nationale est toujours historiquement déterminée. Elle ne peut donc être soumise à une quelconque recette n'ayant de validité que dans les sphères de l'abstraction.

C'est pourquoi Marx, Lénine et Mao Tsé-Toung posent la question nationale « différemment » selon qu'ils analysent telle ou telle formation sociale. Aussi serait-il illusoire de tenter de spécifier théoriquement les multiples interventions prolétariennes dans le domaine national. On peut simplement affirmer que celles-ci relèvent d'une analyse entièrement centrée sur chaque conjoncture, laquelle permet de définir une stratégie et des tactiques adéquates. Il est clair qu'un tel type d'analyse ne peut s'articuler qu'à partir de la pratique même de la lutte des classes dans la conjoncture envisagée. Ce qui peut être vu comme hésitation, perplexité, voire même opportunisme du marxisme sur la question nationale est effectivement unifié sous une théorie elle-même articulée à celle de la lutte des classes. Il ne faut donc pas s'étonner du fait que des considérations d'ordre stratégique servent de guide à des positions concrètes toujours prises dans et en fonction de la conjoncture. C'est ce qui explique l'apparente « incohérence » des analyses marxistes qui changent et paraissent même se contredire au gré des événements. Ces variations conjoncturelles demeurent radicalement incompréhensibles pour l'idéologie nationaliste bourgeoise ou petite-bourgeoise pour qui la pratique de Marx et des marxistes paraîtra toujours opportuniste, incohérente, immorale même. Or la morale ou l'éthique, sur la question nationale comme sur toutes les autres, est absolument exclue du marxisme. L'indépendance n'est pas, pour Marx ou Lénine,

une « valeur en soi ». Elle s'évalue à l'intérieur d'une conjoncture et donne lieu à des réflexions et à une pratique d'ordre stratégique en fonction de la lutte des classes et de la détermination à la prise du pouvoir par le prolétariat. Cette question s'analyse dans des cadres nationaux spécifiques, mais ne prend ses racines et ne s'affirme dans toute sa force que sur le plan international. C'est ce que Marx exprime, on l'a vu, par les notions de forme (nationale) et de contenu (internationaliste). Mao insiste dans le même sens :

Les communistes, en tant que marxistes, sont des internationalistes, mais c'est seulement en liant le marxisme aux caractères spécifiques du pays et en lui donnant une forme nationale que nous pourrions l'appliquer dans la vie. La grande force du marxisme-léninisme réside précisément dans sa fusion avec la pratique révolutionnaire concrète de chaque pays. Cela signifie, pour le Parti communiste chinois, qu'il faut savoir appliquer le marxisme-léninisme en fonction des conditions concrètes de la Chine. Séparer le contenu internationaliste de la forme nationale, c'est le propre de gens qui n'entendent rien à l'internationalisme ¹.

2.1 Deux phases et trois types

[Retour à la table des matières](#)

Ce primat de la conjoncture ne renvoie cependant pas à un éclectisme fondé sur la surestimation des différentes spécificités. La pratique est soumise à la théorie d'ensemble du matérialisme historique sur la question nationale. Elle peut aussi s'appuyer sur des analyses plus générales, certes descriptives, mais qui permettent de situer avec plus de clarté telle ou telle situation concrète. Ainsi Lénine insiste-t-il pour distinguer deux phases de la question nationale. La première phase s'étend approximativement de 1789 à 1871 ² ; la seconde, dont la principale caractéristique réside « dans la destruction des barrières nationales et la création de l'unité internationale du capital ³ », s'ouvre en même temps qu'apparaissent, selon Lénine ⁴, les premiers signes du capitalisme monopoliste. Mais il insiste pour rejeter une interprétation mécaniciste de cette distinction :

Une question : du fait que le capitalisme avancé européen (et américain) est entré dans la nouvelle époque de l'impérialisme, s'ensuit-il que les guerres impérialistes sont les seules possibles à l'heure actuelle ? Ce serait une affirmation absurde, traduisant l'incapacité de distinguer un phénomène concret donné de toute la somme des phénomènes les plus divers de cette époque. Une époque s'appelle de ce nom

¹ Mao Tsé-Toung, « Le rôle du Parti communiste chinois dans la guerre nationale », in *Œuvres choisies*, op. cit., t. II, pp. 225-226.

² V. Lénine, « La conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R. », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XXI, p. 158.

³ V. Lénine, « Notes critiques sur la question nationale », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., p. 25.

⁴ V. Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XXIII.

précisément parce qu'elle embrasse une somme de phénomènes et de guerres très variés, aussi bien typiques que fortuits, aussi bien grands que petits, aussi bien particuliers aux pays avancés que caractéristiques des pays retardataires ¹.

Ainsi la question nationale ne peut être posée que sous l'angle de l'articulation de stades (ou phases), comme d'ailleurs l'analyse du MPC lui-même. Toute pratique devra situer la conjoncture au sein de laquelle elle est mise en œuvre en son moment spécifique ². Elle se voit ainsi imposer des « tâches différentes, correspondant au caractère de la révolution à chaque moment historique donné ³ ».

En plus de phases, Lénine tentera de dégager différents types de pays en cherchant à faire ressortir le rôle que devrait y tenir le prolétariat ⁴.

Dans *Statistique et sociologie*, il voudra joindre à cette typologie une analyse de la composition nationale de ces trois grands types de pays. Dans le premier groupe (les pays capitalistes avancés de l'Europe occidentale et des États-Unis), auquel il ajoute le Japon, il isole quatorze pays comptant une population de 394 millions d'habitants dont seulement 7 % ne jouiraient pas de l'égalité sur le plan national. Il y distingue huit pays à composition nationale parfaitement pure (Italie, Hollande, Portugal, Norvège, Espagne, Danemark, Suède et Japon) ; quatre États à composition presque pure (France, Angleterre, Allemagne, États-Unis) et deux petits États à composition nationale différenciée (Suisse et Belgique). L'égalité en droit est, selon Lénine, imparfaitement réalisée en Belgique, tandis que les Noirs des États-Unis, les Irlandais du Royaume-Uni et les Polonais d'Allemagne constituent des nations opprimées ⁵.

Le deuxième type de pays renvoie aux formations Sociales d'Europe de l'Est : soit la Russie, l'Autriche, les Balkans et la Turquie. L'Europe orientale n'est formée d'aucun pays à composition nationale pure, 53 % de sa population n'appartient pas

¹ V. Lénine, « Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. XXIII, p. 37.

² C'est dans ce sens d'ailleurs que Staline est amené à distinguer deux phases dans l'analyse de la question : « On peut dire sans crainte d'exagérer que, dans l'histoire du marxisme russe, la façon de poser la question nationale a traversé deux stades : le premier, celui d'avant Octobre, et le second, celui d'Octobre. Au premier stade, la question nationale était envisagée comme une partie de la question générale de la révolution démocratique bourgeoise, c'est-à-dire comme une partie de la question de la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Au second stade, lorsque la question nationale s'est élargie et transformée en question des colonies ; lorsque la question nationale, de question intérieure d'État, est devenue une question mondiale, la question nationale était envisagée déjà comme une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, comme une partie de la question de la dictature du prolétariat. Ici et là, la façon d'envisager le problème était comme vous voyez strictement révolutionnaire » (cf. Joseph Staline, *le Marxisme et la question nationale et coloniale, op. cit.*, pp. 227-228).

³ *Ibid.*, p. 327.

⁴ V. Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Sur les questions nationale et coloniale, op. cit.*, pp. 12-13.

⁵ V. Lénine, « Statistique et sociologie », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. XXIII, pp. 300 à 304.

à la nation dominante de ces quatre États ¹. C'est sans aucun doute en Russie que, pour Lénine, avant la révolution, les problèmes nationaux sont les plus aigus et peuvent contribuer à activer la lutte révolutionnaire. Il va même jusqu'à affirmer que le problème national est résolu en Autriche. La révolution bourgeoise s'y est effectuée selon lui entre 1848 et 1867. Ceci aurait eu pour effet d'y résoudre la question nationale. En s'attaquant à « l'hypothèse radicalement fausse » de Rosa Luxemburg qui comparait la Russie, sous ce rapport, à l'Autriche, il affirme :

Aussi, dans les conditions intérieures du développement de l'Autriche... il n'est point de facteurs susceptibles de provoquer des bonds qui auraient éventuellement pour corollaire la formation d'États nationaux indépendants... De sorte qu'il s'est créé une situation éminemment originale : une tendance des Hongrois, puis des Tchèques, non pas à se séparer de l'Autriche, mais à maintenir l'intégrité de l'Autriche dans l'intérêt, précisément, de l'indépendance nationale, qui aurait pu être complètement étouffée par des voisins plus rapaces et plus forts ! L'Autriche s'est constituée, du fait de cette situation originale, en un État à deux centres (dualiste, et elle se transforme aujourd'hui en un État à trois centres, « trialiste » : Allemands, Hongrois et Slaves) ².

Cette estimation de la situation en Autriche nous montre les erreurs que pouvait commettre Lénine, même si son approche demeure juste dans l'ensemble. Ces erreurs ne sont cependant pas anodines. Lénine croyait, nous semble-t-il, du moins avant la révolution russe, en la possibilité de résolution relativement rapide des problèmes nationaux. La reconnaissance de l'égalité des droits nationaux devait, selon lui, entraîner la disparition rapide des antagonismes nationaux et surtout la solution à court terme de la domination nationale. La reconnaissance et l'application du principe de l'autodétermination devait presque automatiquement générer, d'une part, le désir de fusion des nationalités et, d'autre part, la fin de la domination nationale. La nécessité de la solution des problèmes nationaux après la révolution d'octobre et ses querelles à ce propos avec Staline devaient l'amener à mesurer l'importance des difficultés qu'il avait jusque-là sous-estimées. Cette estimation erronée de la situation autrichienne, à première vue anodine puisque personne ne s'attend à ce que Lénine soit une espèce de devin capable de prédire exactement la marche de l'histoire, en révèle pas moins le lieu d'une carence de sa problématique.

Les solutions que Lénine envisage avant la Révolution demeurent partiellement circonscrites à la question juridique de l'autodétermination et à celle de l'affirmation de l'autonomie régionale et des droits égaux à toutes les nationalités. Dès qu'une solution « juridique » juste et démocratique est trouvée, la question nationale semble pouvoir se résoudre assez rapidement. Ainsi l'État « dualiste » et bientôt « trialiste », pour Lénine, consacre l'égalité nationale en Autriche. Le

¹ *Ibid.*, pp. 304-305.

² V. Lénine, « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Question de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., pp. 77-78.

problème national y paraît résolu. Rosa Luxemburg s'est attaquée, avec raison, à cet aspect de la pensée de l'auteur russe. Nous y reviendrons.

Quelle est la composition nationale du troisième type de pays (les pays semi-coloniaux) ? Lénine ne répond pas directement à cette question. Si ce n'est pour souligner que des mouvements de libération commencent à s'y affirmer. Soulignons seulement qu'il met en pratique, pour le Tiers monde, la thèse même qu'il avait développée pour les débuts du capitalisme en Europe. Les mouvements nationaux et l'apparition de la tendance à la constitution de l'État national sont analysés comme un effet spécifique du mode de production capitaliste :

Nous ignorons si l'Asie parviendra, avant la faillite du capitalisme, à constituer un système d'États nationaux indépendants, à l'instar de l'Europe. Mais *une chose est incontestable, c'est qu'en éveillant l'Asie, le capitalisme a suscité partout là aussi des mouvements nationaux, que ces mouvements tendent à constituer des États nationaux en Asie*, et que ce sont précisément ces États qui assurent au capitalisme les meilleures conditions de développement ¹.

Lénine ne produit pas de théorie de l'articulation du mode de production capitaliste et des modes de production existant dans les formations sociales du Tiers monde. Il néglige l'effet de ces modes de production sur la transition au capitalisme et l'apparition du phénomène national lié à la destruction des anciennes formes de solidarité au sein des formations sociales précapitalistes. Il se contente même parfois de souligner que « des indigènes abêtis » (*sic*) et « restés sauvages » se sont réveillés à une vie nouvelle et à la lutte pour les droits élémentaires de l'homme, pour la démocratie ². Ces épithètes cavalières sont beaucoup plus le fait de l'absence d'une production de connaissance théorique et pratique sur les formations sociales périphériques que de la fameuse thèse de l'eurocentrisme dont nous faisons état plus haut.

2.2 Deux formes de lutte

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir distingué trois types de pays et deux phases dans la question nationale, Lénine et la plupart des auteurs marxistes sont conduits à penser la pratique révolutionnaire comme l'articulation de deux formes de lutte :

Ainsi, la révolution socialiste ne sera pas seulement, ni principalement, une lutte du prolétariat révolutionnaire de chaque pays contre sa bourgeoisie ; non, ce sera la lutte de toutes les colonies et de tous les pays opprimés par l'impérialisme, de tous les pays dépendants contre l'impérialisme. Caractérisant, dans le programme de notre parti

¹ *Ibid.*, p. 67. C'est nous qui soulignons.

² V. Lénine, « L'éveil de l'Asie », in *les Prévisions de Lénine sur les tempêtes révolutionnaires en Orient*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1967, p. 11.

adopté en mars dernier, l'approche de la révolution sociale universelle, nous avons dit que, dans tous les pays avancés, la guerre civile des travailleurs contre les impérialistes et les exploiters commence à se fondre avec la guerre nationale contre l'impérialisme international. C'est ce qui confirme et confirmera de plus en plus la marche de la révolution. Il en sera de même en Orient ¹.

Soulignons au passage que Lénine, hors la lutte pour le droit à l'autodétermination, ne cherche pas à placer la lutte nationale à l'intérieur des formations sociales (principalement celles au centre impérialiste). Il est clair qu'il ne la considère pas (du moins explicitement) comme une forme possible de la révolution socialiste. S'agit-il d'un oubli ? Nous ne le croyons pas ². Comme nous le soulignons plus haut, il tend, surtout avant la révolution russe, à réduire la question nationale dans ce cas à la simple reconnaissance juridique de l'égalité nationale.

2.3 Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

On voit donc comment c'est à partir de la conjoncture spécifique dans laquelle elle est inscrite que la pratique prolétarienne agit sur la question nationale. Cette conjoncture est bien sûr soumise à la structuration de la lutte des classes au niveau mondial, mais la reconnaissance de cette réalité ne saurait faire perdre de vue la spécificité de chaque formation sociale.

Analyse de la conjoncture dans sa spécificité, primauté théorique et pratique de la lutte des classes sur le plan international, différenciation structurelle entre nations dominées et nations dominantes, voilà la tâche que devra accomplir le prolétariat dans sa lutte révolutionnaire au stade du capitalisme monopoliste :

1) une appréciation exacte de la situation historique concrète et avant tout économique ; 2) une discrimination très nette entre les intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités et l'idée générale des intérêts populaires en général, qui n'est que l'expression des intérêts de la classe dominante ; 3) une distinction tout aussi nette entre les nations opprimées, dépendantes, ne bénéficiant pas de l'égalité des droits, et les nations qui oppriment, qui exploitent, qui bénéficient de l'intégralité des droits... ³.

¹ V. Lénine, « Rapport au deuxième congrès de Russie des organisations communistes des peuples d'Orient, 22 novembre 1919 », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. XXX, pp. 157-158.

² Il écrit clairement : « Il est tout bonnement ridicule de comparer la lutte du prolétariat pour le socialisme, phénomène mondial, avec la lutte des nations opprimées de l'Europe orientale contre la bourgeoisie réactionnaire qui l'opprime (d'ailleurs, à chaque occasion favorable, la bourgeoisie polonaise s'allie volontiers à la bourgeoisie allemande contre le prolétariat) », (cf. V. Lénine, « Les *viekhistes* et le nationalisme », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. XIX, p. 66).

³ V. Lénine, « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale », in *op. cit.*, p. 23.

3. PRIMAUTÉ DU POLITIQUE

On peut maintenant mesurer pleinement l'importance de l'intervention léniniste dans l'histoire de l'analyse de la question nationale. En situant le politique comme lieu surdéterminant de la question nationale, dans la théorie de l'État national, elle est la première à soumettre radicalement et de façon conséquente le domaine national à la lutte des classes. Ce qui était simplement affirmé chez Marx et même chez Staline (à l'encontre même de sa définition de la nation) est ici fondé théoriquement. De la même façon, Otto Bauer tente d'établir une relation spécifique entre le MPC et l'État national :

Le capitalisme et par conséquent l'État moderne ont pour effet de répandre partout la communauté culturelle, du fait qu'ils libèrent les masses du lien d'une tradition toute-puissante et les appellent à collaborer à l'élaboration d'une culture nationale ¹.

Mais on voit que l'analyse se trahit elle-même en dissolvant la réalité de classe de l'instance politique dans l'affirmation d'une culture commune à l'ensemble national. Lénine, au contraire, en soumettant l'étude de la notion de culture nationale au phénomène de la lutte des classes, pose leur conjonction dans le champ de l'appareil répressif et des appareils idéologiques. On voit que l'effet de l'intervention léniniste n'est pas, surtout, de montrer la relation de spécificité entre le capitalisme et la question nationale. On peut trouver ailleurs des énoncés plus ou moins équivalents. Sa spécificité consiste à placer dans l'instance politique le lieu surdéterminant de la question nationale et à la soumettre radicalement à la lutte des classes.

On peut le vérifier encore mieux en comparant son analyse à celle de Kautsky duquel il semble presque « décalquer » ses thèses et constater comment se « creuse » une démarcation nette. Kautsky s'attaque en effet lui-même aux notions de caractère national et de communauté culturelle qui constituent le point central de la définition de la notion de nation chez Bauer. Nul caractère national ne saurait selon lui jaillir de la complexité structurale que constitue une formation sociale :

Mais comment peut-on constater un caractère national dans une nation moderne comme la nation allemande dont le territoire comprend des régions si diverses – les côtes de la mer du Nord et de la Baltique – les plaines... Et à l'intérieur de cette nation existent les divisions sociales les plus énormes. Ici la féodalité moyenâgeuse de Mecklembourg et de Posen, là le capitalisme dans sa plus haute perfection en Saxe et dans le district de la Ruhr. Ici des villes avec des millions d'habitants comme Vienne et Berlin et à côté de petites « places » inhabitées. Et par-dessus cela les divisions en

¹ Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, op. cit., p. 216.

classes et en professions. Où donc un caractère national déterminé différenciant la nation allemande des autres pourrait-il exister ¹ ?

Même s'il est prêt à reconnaître un caractère national à certaines formations sociales non modernes, Kautsky ne s'en attaque pas moins résolument, comme Lénine, à « cette toile d'araignée qu'un souffle d'air dissipe ² ». Mais on ne peut que constater l'énorme distance séparant cet accord critique apparent. Kautsky reproche surtout à Bauer d'utiliser des notions « problématique(s) et difficilement saisissable(s) ³ ». C'est bien plus le caractère inopérateur de ces notions qui l'indispose (au contraire, selon lui « la langue nationale est sans équivoque et clairement reconnaissable sur-le-champ ⁴ ») que l'effet de l'idéologie nationaliste dans les textes mêmes de Bauer. Au contraire, comme nous l'avons vu, Lénine s'attaque directement au caractère (idéologique) de classe de la notion de culture nationale. Il y a là beaucoup plus qu'une simple distance entre une critique empiriste et une critique théoriquement mieux articulée. C'est la soumission radicale de la question nationale à la lutte des classes qui crée ici la ligne de démarcation, c'est la profondeur même de l'intervention léniniste.

Bien sûr, Kautsky voit le phénomène des classes. Il identifie même les marchands comme « les porteurs les plus distingués de la conscience nationale ⁵ ». Mais la relation MPC-marché-bourgeoisie reste analysée de façon presque fonctionnaliste, comme des « sous-systèmes » entrant en relations de pure extériorité. Ainsi reconnaît-il l'importance de la question de la culture de classe :

Et là où de grandes différences de classe se forment à l'intérieur d'une nation, naissent aussi en elle des différences culturelles qui sont *beaucoup plus profondes* que plusieurs différences culturelles entre nations, tandis qu'une même situation de classes produit souvent aussi une communauté culturelle entre les membres d'une même classe, mais de nations différentes ⁶.

Or, il ne s'agit nullement ici de soupeser l'importance plus ou moins grande de deux variables posées en extériorité, mais bien d'analyser la culture nationale comme culture de classe et comme bouclier au cœur même de la lutte des classes. On peut encore ici mesurer la différence de nature existant entre la simple reconnaissance des classes et l'affirmation de la primauté de leur lutte. Le domaine national constitue l'un des champs privilégiés pour effectuer cette démarcation.

On peut le constater aussi à la faveur des positions respectives de Lénine et de Kautsky devant les solutions politiques proposées par Renner et Bauer. La critique

¹ K. Kautsky, « Nationalität und Internationalität », *Die Neue Zeit*, suppl. n° 1, 1907-1908, p. 5.

² *Ibid.*, p. 6.

³ *Ibid.*, p. 7.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*, p. 17.

⁶ *Ibid.*, p. 3. C'est nous qui soulignons.

de ce dernier demeure surtout d'ordre fonctionnel. Il doute de la possibilité de les appliquer dans un État capitaliste ¹. Mais, au contraire de Lénine, il est prêt à les envisager pour un État socialiste :

Et cette double division de l'État et du parti d'après les nations et les territoires que Bauer et Renner préconisent...devrait avoir du sens aussi pour la formation des organisations administratives socialistes ².

Lénine, au contraire, après avoir accusé Bauer de vouloir soumettre les prolétariats à leurs bourgeoisies, ne voudra considérer le facteur national que comme l'un des éléments permettant d'établir les divisions territoriales. C'est parce que Kautsky n'a pas soumis la question nationale à celle de la lutte des classes qu'il peut trouver intéressantes les solutions proposées par Bauer et Renner.

La théorie léniniste peut le mieux produire les conditions nécessaires à l'approche scientifique de la question, car elle seule permet de contrer efficacement toutes les formes d'idéologie nationaliste. C'est d'ailleurs à partir de celle-ci que nous avons repéré l'idéologie nationaliste au sein de la pratique théorique de Staline.

Nous tenterons maintenant d'illustrer comment l'intervention léniniste s'articule autour du politique pratiqué comme lieu surdéterminant de la question nationale. Ses luttes contre Bauer et Luxemburg de même que le rapport privilégié posé entre la réalisation de l'égalité nationale et celle de la démocratie nous permettront de le vérifier. Il nous sera alors possible de voir comment les positions qu'il a toujours défendues sur les questions du droit à l'autodétermination et des structures de l'État de transition, aussi bien que sur celles du parti, sont pensées sous le triple primat du politique, des classes et de la conjoncture.

3.1 Autodétermination et autonomie relative du politique

[Retour à la table des matières](#)

Les luttes politiques qu'a conduites Lénine sur les points du programme du parti prolétarien sur la question nationale illustrent de manière éclatante son point privilégié d'intervention. Ainsi ses luttes contre l'opportunisme de droite.

3.1.1 Bauer et l'opportunisme de droite

Lénine demeurera extrêmement sensible aux déviations nationalistes. Ses luttes principales sur la question sont sans doute celles qu'il a livrées à Otto Bauer et aux opportunistes au sein de la II^e Internationale. On connaît assez bien ses démêlés avec le « social-chauvinisme » issu principalement de l'aristocratie ouvrière. Cette

¹ *Ibid.*, p. 34.

² *Ibid.*, p. 36.

dernière, sous prétexte de défendre la patrie, « faisait en fait le jeu de sa bourgeoisie et participait ainsi à l'oppression nationale ¹ ». La thèse d'Otto Bauer était plus subtile. Mais Lénine n'en taxera pas moins l'autonomie nationale culturelle d' « idée petite-bourgeoise et nationaliste ² ». Cette thèse est, selon lui, contraire à l'internationalisme et résulte avant tout d'une soumission à l'idéologie nationaliste bourgeoise. Elle a pour résultat objectif de soumettre le prolétariat de chaque pays à sa bourgeoisie et de le distraire de sa tâche essentielle et proprement révolutionnaire : le renversement de l'État ³. L'autonomie nationale culturelle ne pourrait que favoriser le chauvinisme en laissant l'appareil scolaire sous le contrôle de la bourgeoisie ⁴. Lénine établit une comparaison entre Bauer et Proudhon :

Autant Proudhon est petit-bourgeois, autant sa théorie érige en absolu, en chef-d'œuvre de la création, l'échange et la production marchande et autant sont petit-bourgeois la théorie et le programme de l'autonomie nationale culturelle qui érige le nationalisme bourgeois en absolu, en chef-d'œuvre de la création, en le débarrassant de la violence, des injustices, etc. ⁵

La critique de fond adressée à Bauer par Lénine, c'est bien de soustraire la question nationale à la primauté de la lutte des classes et d'évacuer ainsi la réalité de l'État. Sa solution politique ne peut donc verser que dans un utopisme et un nationalisme petit-bourgeois fondés sur l'unanimité nationale.

3.1.2. Lénine et Luxemburg

[Retour à la table des matières](#)

Plus éclairants encore seront ses démêlés avec Rosa Luxemburg. Nous exposerons d'abord les thèses de la marxiste polonaise, avant de dégager les fondements théoriques des critiques léninistes. Rosa Luxemburg représente, sur la question nationale comme d'ailleurs sur l'ensemble de son œuvre, ce que l'on a appelé le courant de la gauche marxiste. Elle mérite, à ce titre, une attention particulière, car sa pratique théorique a sans aucun doute eu, directement ou indirectement, une très grande influence. Il n'est pas exagéré d'affirmer que la question nationale a été l'un des points importants sur lesquels se sont exercées sa pratique politique et sa pratique théorique. On connaît ses positions durant la guerre de 1914-1918 et ses attaques sévères contre l'opportunisme. Mais il est intéressant de remarquer que l'une de ses premières manifestations politiques importantes a porté sur le problème national. En 1893 en effet, elle est l'une des

¹ V. Lénine, « Le socialisme et la guerre », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. XXI, p. 322.

² V. Lénine, « Contribution à l'histoire du programme national en Autriche et en Russie », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. XX, p. 99.

³ V. Lénine, « Thèses sur la question nationale », in *Œuvres complètes, op. cit.*, pp. 258-259.

⁴ V. Lénine, « Notes critiques sur la question nationale », in *Question de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien, op. cit.*, p. 38.

⁵ *Ibid.*, p. 34.

fondatrices du S.D.K.P., le parti social-démocrate du royaume de Pologne. Ce nouveau parti voulait s'opposer au parti socialiste polonais qui préconisait l'indépendance. Elle demeure toujours une farouche partisane de l'autonomie régionale plutôt que de l'autonomie ou de l'indépendance nationales. Sa thèse de doctorat visait précisément à démontrer l'incongruité du mot d'ordre de l'indépendance d'une Pologne déjà intégrée dans les faits à l'économie de la Russie¹. Elle s'attaquera plus tard à la politique pratiquée par Lénine, après octobre, sur la question des nationalités. On a le plus souvent tendance à présenter sa pratique théorique sur la question nationale comme un tout sans nuance. On parle abondamment des « erreurs » de Rosa² et la tendance principale est sans doute de la présenter comme une anti-nationaliste acharnée refusant presque d'envisager la question nationale. Or cette image nous semble pour le moins outrancière. Rosa Luxemburg n'a jamais refusé de poser la question nationale. Et sa pratique politique est informée par une pratique théorique articulée, sur cette question comme sur toutes les autres. Les deux sont parfois erronées, nous n'avons nullement l'intention de le nier, mais elles ne le sont ni toujours, ni absolument ; nous essaierons donc d'éviter toute forme de caricature et nous tenterons de dégager la structure sous-jacente à la contribution de Luxemburg.

3.1.2.1. Impérialisme et question nationale.

[Retour à la table des matières](#)

Rosa Luxemburg tend à proposer la thèse d'une incompatibilité générale de la démocratie nationale et de l'impérialisme :

Ce programme (N.B. le programme national), étant donné l'échiquier politique et national tel qu'il avait été transmis par le féodalisme médiéval, ne pouvait être réalisé que par des voies révolutionnaires. Il ne l'a été qu'en France, au cours de la grande Révolution. Dans le reste de l'Europe..., ce programme est resté à l'état d'ébauche, il s'est arrêté à mi-chemin... Le programme national n'a joué un rôle historique, en tant qu'expression idéologique de la bourgeoisie montante aspirant au pouvoir dans l'État, que jusqu'au moment où la société bourgeoise s'est tant bien que mal installée dans les grands États du centre de l'Europe et y a créé les instruments et les conditions indispensables de sa politique.

Depuis lors, l'impérialisme a complètement enterré le vieux programme bourgeois démocratique : l'expansion au-delà des frontières nationales... est devenue la plate-

¹ Sur ces questions, voir entre autres J. P. Nettl, *la Vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, op. cit.

² Il est assez frappant et sans doute révélateur de constater, en parcourant la littérature sur Rosa Luxemburg, l'utilisation très fréquente du seul prénom de l'auteur. Or ceci ne nous semble pas anodin. Présente-t-on souvent Lénine, Staline, Marx ou Engels par leurs seuls prénoms ? Ceci nous semble relever d'une certaine forme très subtile de ségrégationnisme. Combien de condescendance masculine se cache derrière ces allusions à la fougueuse Rosa ! N'y a-t-il pas un certain paternalisme sous-jacent entourant « Rosa » d'une enveloppe (*sic*) de « sympathie mielleuse » et par conséquent fort douteuse.

forme de la bourgeoisie de tous les pays. Certes la phase nationale est demeurée, mais son contenu réel et sa fonction se sont mués en leur contraire. Elle ne sert plus qu'à masquer tant bien que mal les aspirations impérialistes...

La tendance générale de la politique capitaliste actuelle domine la politique des États particuliers comme une loi aveugle et toute-puissante ¹.

Elle considérera donc toute proclamation de volonté de défense de la patrie dans les centres dominants comme de l'opportunisme faisant le jeu des bourgeoisies impérialistes, et pensera vouée à l'échec toute tentative se centrant sur l'objectif de l'indépendance nationale ². À partir de la mondialisation des rapports sociaux économiques, Luxemburg conclut à l'impossibilité de variations des formes de l'appareil politique. Ces dernières, ou bien sont toutes confondues sans qu'il soit possible de distinguer si l'une ou l'autre favoriserait davantage le développement de la lutte des classes, ou bien sont réduites à celles qui existent hic et nunc au sein de chaque formation sociale sans qu'elles puissent véritablement varier (avant la révolution mondiale). Dans ce dernier cas, on est presque en présence de la thèse hégélienne selon laquelle toute nation n'ayant pas son État national est condamnée à ne pas l'obtenir, puisqu'elle a démontré son inaptitude à le créer. La problématique dont nous parlons est tout autre bien sûr, car, pour Rosa Luxemburg, le phénomène national n'est qu'une étape, déjà dépassée, de l'histoire. « La Société des nations ne peut être qu'une seule chose : une alliance bourgeoise mondiale pour la répression du prolétariat ³. »

Luxemburg conclut donc assez mécaniquement que toute insistance sur l'État national *relève de* l'idéologie bourgeoise tentant de sauver le capitalisme à l'agonie :

Et comme aujourd'hui, sur les puissantes vagues de l'économie mondiale, de graves ennuis commencent déjà à surgir et à s'amorceler, que des tempêtes s'y préparent qui balaieront le « microcosme » de l'État bourgeois de la surface de la terre comme un

¹ Rosa Luxemburg, *la Crise de la social-démocratie*, op. cit., pp. 177-178.

² « La guerre mondiale ne sert ni la défense nationale ni les intérêts économiques ou politiques des masses populaires quelles qu'elles soient, C'est uniquement un produit de rivalités impérialistes entre les classes capitalistes de différents pays pour la suprématie mondiale et pour le monopole de l'exploitation et de l'oppression des régimes qui ne sont pas encore soumis au capital. À l'époque de cet impérialisme déchaîné, il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les masses populaires au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme. Pour aucune nation opprimée, la liberté et l'indépendance ne peuvent jaillir de la politique des États impérialistes et de la guerre impérialiste. Les petites nations, dont les classes dirigeantes sont les jouets et les complices de leurs camarades de classe grands États, ne sont que des pions, dans le jeu impérialiste des grandes puissances, et tout comme les masses ouvrières des grandes puissances, elles sont utilisées comme instruments pendant la guerre pour être sacrifiées après la guerre aux intérêts capitalistes » (cf. *ibid.*, pp. 220-221).

³ Rosa Luxemburg, « Fragments sur la guerre, la question nationale et la révolution », in *Œuvres*, t. II, Paris, Maspero, 1969, p. 98.

fétu de paille, la « garde suisse » scientifique de la domination capitaliste se précipite aux portes du donjon, c'est-à-dire de l'« État national », pour le défendre jusqu'à son dernier souffle. Le fondement de l'économie politique actuelle, c'est une mystification scientifique dans l'intérêt de la bourgeoisie ¹.

Elle tend donc, à partir de bases plus ou moins communes, à s'éloigner de la position léniniste. Ainsi, elle reprend la thèse affirmant la nécessité d'analyser la question nationale et celle des idéologies nationalistes en fonction des classes qui les supportent :

Ce formalisme sec et petit-bourgeois oublie, bien sûr, d'examiner le fond historique des choses ; gardien attitré du temple du matérialisme historique il (Kautsky) oublie que « État national » et « nationalisme » sont en soi, des moules vides dans lesquels chaque période historique et les rapports des classes dans chaque pays coulent un contenu matériel particulier. Dans l'Allemagne ou l'Italie des années 70, le mot d'ordre d'« État national » servait de programme à l'État bourgeois, à l'hégémonie bourgeoise de classe ; l'offensive visait un passé moyenâgeux et féodal, un état bureaucratique patriarcal et une vie économique disloquée. En Pologne, le mot d'ordre d'État national était traditionnellement celui de l'opposition de la noblesse rurale et de la petite bourgeoisie au développement capitaliste moderne ².

Mais ce passage, qui pourrait sans doute être signé par Lénine, aboutit, quelques lignes plus loin, à une conclusion qui ne peut être considérée comme strictement léniniste :

Ainsi, le nationalisme reflète tous les intérêts, toutes les nuances, toutes les situations historiques qu'on peut imaginer. C'est un chatoiement de mille couleurs. Il n'est rien, il est tout, il n'est qu'un moule idéologique, il importe avant tout de déterminer à chaque fois la substance qu'il contient ³.

La question nationale et l'idéologie nationaliste deviennent ici un pur épiphénomène ayant peu d'effet propre. Encore une fois, Rosa Luxemburg débouche sur une simplification-schématisme qui limite considérablement la portée de son analyse. La notion-image de moule idéologique relève précisément de l'économisme qui fait de l'idéologie, comme du politique, de purs phénomènes de l'instance économique et souvent, ce à quoi Luxemburg n'échappe pas, repose sur une problématique du sujet (collectif) selon laquelle l'idéologie est « utilisée » et « fabriquée » directement par la classe qui s'en sert comme pure mystification.

¹ Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique*, op. cit., pp. 40-41.

² Rosa Luxemburg, « Fragments sur la guerre, la question nationale et la révolution », in *Œuvres*, op. cit., t. II, pp. 94-95.

³ *Ibid.*, p. 96.

3.1.2.2 Sur le droit à l'autodétermination.

[Retour à la table des matières](#)

De la même façon, Rosa Luxemburg a oscillé *entre* la tendance au refus et à l'acceptation du droit à l'autodétermination. On connaît ses luttes avec Lénine au sein du P.O.S.D.R. sur la question de l'article 7 des statuts provisoires reconnaissant le droit à l'autodétermination et dont le groupe polonais réclamait la révision. Rosa Luxemburg, farouchement opposée à l'indépendance de la Pologne, refusait à cette époque le droit « abstrait » à l'autodétermination, affirmant que cette reconnaissance faisait le jeu de la bourgeoisie puisque de toute façon la libération des petites nations était impossible.

En 1906, dans son article « Question nationale et autonomie », elle récusera le « droit abstrait » à l'autodétermination et préférera lui opposer le droit à l'égalité des minorités nationales au sein d'un même État.

Les intérêts du prolétariat sont axés uniquement sur les objectifs démocratiques et culturels du mouvement national, c'est-à-dire sur l'établissement des institutions politiques garantissant, par des moyens pacifiques, le libre développement de la culture de toutes les nationalités vivant dans le même État. La classe ouvrière revendique fermement l'égalité des droits de toutes les nationalités. Le programme national de la classe ouvrière est essentiellement différent du nationalisme de la bourgeoisie ¹.

Pour elle, le prolétariat conduit une politique « défensive » qui vise d'abord et avant tout à s'opposer à l'oppression nationale ² (qui peut masquer la lutte des classes) en préconisant l'égalité et non pas le droit à la sécession. À *cette époque*, Rosa Luxemburg considérera les luttes nationales comme une tendance au fractionnement permettant une certaine forme de retour au féodalisme. Ainsi s'opposera-t-elle vivement au fédéralisme. Elle s'attaquera au P.P.S. « qui, dans sa période transitoire entre le renoncement à l'idée de l'État national et l'abandon de toute idéologie, adopta le projet de fédération de la Pologne et de la Russie ³ ». Le capitalisme provoque au contraire, selon elle, un mouvement de centralisation qui « constitue le fondement, sinon un des éléments essentiels du système socialiste futur, puisque seule la concentration des moyens de production et d'échange permet d'établir une économie socialiste planifiée à l'échelle mondiale ⁴ ». Toute tendance au fractionnisme, même de type fédéraliste, freine donc la lutte pour le socialisme :

¹ Rosa Luxemburg, « Question nationale et autonomie », *Partisans*, n° 59-60, 1971, p. 11.

² *Ibid.*, p. 9.

³ *Ibid.*, p. 14.

⁴ *Ibid.*, p. 15.

Le mouvement socialiste contemporain, cet enfant de la croissance capitaliste, a le même caractère centralisateur que la société et l'État bourgeois. La social-démocratie de tous les pays s'oppose fermement au fédéralisme et au particularisme, derniers vestiges du régime féodal en Allemagne ¹.

Le fédéralisme ne présente d'ailleurs pas ce trait uniquement en Allemagne et en Pologne : « Partout en Europe, le fédéralisme et le particularisme sont les remparts du monarchisme ². »

Ses textes de l'époque de la Première Guerre mondiale manifestent une certaine évolution. Elle reconnaît, dans la brochure de Junius, le droit à l'autodétermination. Elle écrit par exemple :

Au lieu de draper la guerre impérialiste dans la voile fallacieux de la défense nationale, il s'agissait précisément de prendre au sérieux le droit de libre disposition des peuples et la défense nationale, de s'en servir comme leviers révolutionnaires, et de les retourner contre la guerre impérialiste ³.

De la même façon, on *retrouve la* thèse que seul le prolétariat peut véritablement réaliser les conditions *permettant l'exercice* du droit à l'autodétermination :

Au sens socialiste du concept de liberté, il ne saurait y avoir de nations libres, lorsque son existence nationale repose sur la mise en esclavage d'autres peuples, car les peuples coloniaux eux aussi sont des peuples et ils font partie de l'État. Le socialisme international reconnaît aux nations le droit d'être libres, indépendantes, égales. Mais lui seul est capable de créer de telles nations, lui seul est en mesure de faire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes une réalité ⁴.

Mais cette acceptation du droit à l'autodétermination restera toujours mitigée. Elle maintient l'impossibilité de sa véritable réalisation sous le capitalisme monopoliste. Cette réticence est confirmée par la critique radicale qu'elle fait de la pratique des leaders soviétiques après la révolution qui, selon elle, font le jeu du nationalisme bourgeois. Elle les accuse même à ce propos de préparer « la ruine de la Russie en tant qu'État ⁵ ». Elle qualifie la reconnaissance de ce droit de « phraséologie creuse et de mystification petite-bourgeoise ⁶ ». On peut donc mesurer le caractère superficiel de son acceptation :

Mais – et nous touchons là le cœur du problème – cette formule nationaliste révèle son caractère utopique et petit-bourgeois, car, dans la rude réalité de la société de

¹ *Ibid.*, p. 16.

² *Ibid.*, p. 19.

³ Rosa Luxemburg, *la Crise de la social-démocratie*, *op. cit.*, p. 186.

⁴ *Ibid.*, p. 174.

⁵ Rosa Luxemburg, « La tragédie russe », in *Œuvres*, t. II, Paris, Maspero, 1969, p. 69.

⁶ *Ibid.*, p. 70.

classes, et surtout à une époque d'antagonisme exacerbée, elle se transforme en un moyen de domination des classes bourgeoises ¹.

Pour Rosa Luxemburg, le droit à l'autodétermination ne peut donc être réalisé sous le capitalisme, ni sous la dictature du prolétariat tant que des États capitalistes forts subsistent à côté d'elle. Ce type de raisonnement pose plus de problèmes qu'il n'en résout, entre autres celui, qui ne manque pas d'importance, de l'exercice de la force contre une nation au sein de laquelle le prolétariat n'est pas prêt à prendre le pouvoir. C'est précisément cette nécessité qu'affirme indirectement Rosa Luxemburg en reprochant aux Soviétiques de n'avoir pas « défendu toutes griffes dehors l'intégrité de l'empire russe en tant que territoire de la révolution ² ». Voilà qu'à partir de prémisses différentes, Luxemburg développe une approche dont les résultats ne sont guère éloignés des pratiques stalinienne sur la même question.

3.1.2.3. La critique de Lénine.

[Retour à la table des matières](#)

Sous quel énoncé théorique Lénine mènera-t-il la lutte à Rosa Luxemburg ? Il affirme, en effet, l'inéluctabilité de la défense du droit à l'autodétermination. « Car l'on ne peut être contre toute forme d'annexion forcée sans conclure au droit à la séparation ³. » Mais quelle est la véritable signification de ce droit ? Lénine insiste sur le fait que cette libre disposition n'équivaut ni à l'autodétermination économique ⁴ ni à la séparation culturelle ⁵, mais bien au droit politique à la formation d'un État séparé :

... par autodétermination des nations, on entend leur séparation en tant qu'État d'avec les collectivités nationales étrangères, on entend la formation d'États nationaux indépendants ⁶.

Ce droit ne peut donc pas être confondu avec l'autonomie nationale culturelle. Il ne peut non plus être nié sous prétexte de l'impossibilité de la réalisation de l'indépendance économique. Il accusera Luxemburg de faire le jeu des bourgeoisies impérialistes en niant l'importance du droit à l'autodétermination. Il affirme au contraire l'inéluctabilité des soulèvements nationaux dans les pays

¹ *Ibid.*, p. 71.

² *Ibid.*, p. 73.

³ V. Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., pp. 188-189.

⁴ V. Lénine, « Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste », in *Œuvres complètes*, op. cit., p. 51.

⁵ V. Lénine, « Le national-libéralisme et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XX, p. 51-53.

⁶ V. Lénine, « Droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., p. 63.

coloniaux et semi-coloniaux ¹. C'est en fait à l'économisme pratiqué par Rosa Luxemburg que Lénine s'attaque. Bien sûr, il concluait lui-même, nous l'avons vu, à l'impossibilité pratique, pour le capitalisme, de réaliser pleinement la démocratie en matière nationale. Mais il insistait sur le fait qu'il ne la niait pas absolument :

Au problème de la *libre détermination politique des nations dans la société bourgeoise, de leur indépendance en tant qu'État*, Rosa Luxemburg a substitué la question de leur autonomie et de leur indépendance économique. Cela est aussi intelligent que si, lors de la discussion de la revendication du programme sur la suprématie du Parlement (c'est-à-dire de l'assemblée des représentants du peuple) dans l'État bourgeois, on entreprenait d'exposer sa conviction absolument juste de la suprématie du grand capital, quel que soit le régime, dans tout pays bourgeois ².

Au contraire, sur la question nationale comme sur toutes les autres, le léninisme oppose à l'économisme la reconnaissance de l'autonomie relative de l'instance politique. L'autodétermination reste possible à réaliser, même sous l'impérialisme :

D'une façon générale, la démocratie politique n'est qu'une des formes possibles (bien qu'en théorie absolument normale pour le capitalisme « pur ») de superstructure du capitalisme. Comme le démontrent les faits, le capitalisme et l'impérialisme se développent sous toutes les formes politiques, en se les subordonnant toutes. C'est pourquoi il est absolument faux, du point de vue théorique, de prétendre « impossible » la réalisation d'une des formes et d'une des revendications de la démocratie ³.

De la même façon, la thèse de l'autonomie relative du politique est complétée par le rejet d'un gauchisme qui confond toutes les formes d'État en refusant de les considérer dans leur spécificité propre et de les évaluer les unes par rapport aux autres en fonction de la lutte des classes et de son développement :

Lorsque Engels dit que, dans une république démocratique « tout autant que dans une monarchie, l'État n'est autre chose qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre », il n'entend pas du tout par là que la forme d'oppression doit être indifférente au prolétariat, comme l'« enseignent » certains anarchistes. Une forme plus large, plus libre, plus franche, de la lutte des classes et d'oppression de classe facilite considérablement la lutte du prolétariat pour la suppression des classes en général ⁴.

¹ *Ibid.*, pp. 66-67.

² V. Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., p. 66. C'est nous qui soulignons.

³ *Ibid.*, p. 185.

⁴ V. Lénine, *L'État et la révolution*, Paris, Gonthier, 1969, p. 91.

Les critiques de Lénine s'inscrivent donc directement dans les voies tracées par sa théorie de l'État national. La politique demeure le lieu surdéterminant de la question nationale. Sa résolution relève de l'instance politique. On ne peut ni, comme Otto Bauer, la soumettre à l'idéologie culturaliste en préconisant des réformes faisant disparaître de l'État la question de la lutte des classes, ni, comme Rosa Luxemburg, refuser d'envisager une solution politique sous prétexte de l'impossibilité de l'indépendance économique. Ce sont là les réels fondements théoriques de l'épithète « économiste » attachée à Rosa Luxemburg. Il est d'ailleurs assez intéressant de constater comment l'efficace déterminante du politique demeurant impensée, dans la question nationale, chez Luxemburg et Staline, ils sont tous les deux conduits à des pratiques similaires. Aussi éloignés soient-ils dans l'ensemble de leur contribution théorique et pratique à la lutte prolétarienne, ils n'en constituent pas moins de forts étranges jumeaux sur la question nationale. Nous avons vu plus haut les appels à peine voilés à la répression nationale qu'adressait Luxemburg aux révolutionnaires russes. On connaît d'autre part les incursions géorgiennes de Staline. Ainsi l'absence du politique dans la définition de la nation chez Staline et la non-reconnaissance de l'autonomie relative du politique chez Rosa Luxemburg nous paraissent être des positions toutes prêtes au développement et à la justification d'une politique nationale répressive sous la dictature du prolétariat.

L'affirmation de l'autonomie relative du politique dans le traitement léniniste du droit à l'autodétermination constitue donc l'une des manifestations les plus immédiates, les plus concrètes, des implications qu'il faut dégager de sa théorie de l'État national.

3.2 Autodétermination et démocratie

[Retour à la table des matières](#)

Dans le même sens, Lénine insistera, à de multiples reprises, sur le fait que le droit à l'autodétermination est une revendication relevant de la démocratie.

Pour bien situer le droit à l'autodétermination chez Lénine, il faut donc le replacer dans l'ensemble de ses thèses sur la démocratie. Le prolétariat ne pourra détruire tout à fait les rapports sociaux capitalistes sans développer pleinement la démocratie. Celle-ci est un effet du MPC, mais elle ne peut se réaliser complètement sous la domination de la bourgeoisie. Elle constitue « une forme de l'État » et donc « l'application organisée, systématique de la contrainte ¹ ». Proclamant la réalisation de l'égalité formelle, la démocratie n'est pas indifférente au prolétariat, ni sous la dictature de la bourgeoisie, ni sous la sienne propre. Elle

¹ *Ibid.*, p. 114.

constitue, au contraire, une forme essentielle de la lutte des ouvriers ¹ qui ne peuvent qu'appuyer tous les mouvements démocratiques bourgeois ² en même temps qu'ils proclament le droit absolu à l'autodétermination. Sous le capitalisme, la démocratie nationale reste compatible avec l'annexion forcée et l'oppression. Le prolétariat affirmera au contraire leur incompatibilité absolue ³.

La lutte pour la réalisation pleine et entière de la démocratie n'a donc rien d'un principe « abstrait ». Elle est au contraire un facteur déterminant dans le développement et l'extension du combat du prolétariat. La lutte des classes, sur le plan de la question nationale comme sur tous les autres, ne saurait relever d'une négation apocalyptique et exclusivement antinomique du capitalisme :

Seuls des gens absolument dépourvus de réflexion ou absolument ignorants du marxisme en tirent cette conclusion : ainsi donc, la république ne sert à rien, la liberté du divorce ne sert à rien, la démocratie ne sert à rien, la libre disposition des nations ne sert à rien ! Les marxistes, eux, savent que la démocratie n'élimine pas l'oppression de classe, mais rend seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée ; c'est ce qu'il nous faut. Plus la liberté du divorce est complète, et plus il est évident pour la femme que la source de son « esclavage domestique » est le capitalisme, et non l'absence de droits. Plus le régime est démocratique, et plus il est évident pour les ouvriers que l'origine du mal est le capitalisme, et non l'absence de droits. Plus l'égalité en droits des nations est complète (elle n'est pas complète sans la liberté de séparation), et plus il est évident pour les ouvriers de la nation opprimée que tout tient au capitalisme, et non à l'absence de droits ⁴.

¹ « Le prolétariat ne peut vaincre autrement qu'en passant par la démocratie, c'est-à-dire en réalisant la démocratie intégrale et en rattachant, à chacun des épisodes de la lutte, des revendications démocratiques formulées de la façon la plus énergique. Il est absurde d'opposer la révolution socialiste et la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à l'une des revendications démocratiques, en l'espèce à la revendication nationale. Nous devons associer la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à un programme et à une tactique révolutionnaires pour l'ensemble des revendications démocratiques...

Tant qu'existe le capitalisme, toutes ces revendications ne sont réalisables qu'à titre exceptionnel, et encore sous une forme incomplète et altérée. Mettant à profit les revendications démocratiques déjà acquises, tout en dénonçant leur caractère incomplet en régime capitaliste, nous réclamons le renversement du capitalisme, l'expropriation de la bourgeoisie, comme la mesure indispensable aussi bien pour faire disparaître la misère des masses que pour réaliser complètement, intégralement, toutes les réformes démocratiques » (cf. V. Lénine, « Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Œuvres complètes*, t. XXIV, p. 305).

² V. Lénine, « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Question de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, *op. cit.*, p. 74; « Résolution sur la question nationale », in *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. XXIV, 1966, p. 305.

³ V. Lénine, « Le programme national du P.O.S.D.R. », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, *op. cit.*, p. 8.

⁴ V. Lénine, « Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste », in *Œuvres complètes*, *op. cit.*, pp. 79-80.

On peut donc constater comment Lénine traite le droit à l'autodétermination et à l'égalité nationale dans le sens de la surdétermination du politique dans le champ de la lutte des classes. On voit comment l'auteur établit un parallèle entre libéralisme et égalité nationale. C'est dire que, pour lui, la question nationale est posée comme lutte dans les appareils d'État bourgeois. Lutte soumise aux intérêts du prolétariat. Il s'agit, pour la classe ouvrière, d'agir et de faire éclater les contradictions que ces appareils accumulent. Selon Lénine, le prolétariat doit donc pousser à ses extrêmes conséquences les deux canons de liberté individuelle et d'égalité nationale de l'idéologie bourgeoise mise en œuvre au sein même des appareils d'État capitalistes.

Le droit à l'autodétermination, que Lénine situe dans le cadre de l'analyse générale de la démocratie, renvoie donc à la théorie de l'État, elle-même soumise à celle de la lutte des classes :

Démocratie veut dire égalité. On conçoit la portée immense qui s'attache à la lutte du prolétariat pour l'égalité et au mot d'ordre d'égalité, à condition de comprendre ce dernier exactement dans le sens de la suppression des classes. Mais démocratie signifie seulement égalité formelle. Et dès que sera réalisée l'égalité de tous les membres de la société par rapport à la possession des moyens de production, c'est-à-dire l'égalité du travail, l'égalité du salaire, on verra se dresser inévitablement devant l'humanité la question du nouveau progrès à accomplir ¹.

Il s'agit, pour Lénine, de travailler à la réalisation de la démocratie, mais en plaçant toute l'approche de la question nationale sous la question de la lutte des classes. La notion de révolution nationale n'aura ainsi pour lui de sens que si elle s'accompagne d'une « analyse précise des intérêts de classes différentes qui s'unissent pour certaines tâches communes encore que limitées ² ». Le droit à l'autodétermination est donc analysé en fonction des intérêts du prolétariat et non comme une revendication à caractère petit-bourgeois qui « s'imagine que la démocratie élimine la lutte des classes ³ ». La question est déjà de toute manière une réalité de classe pour la bourgeoisie ⁴ et toute analyse refusant de le reconnaître ne peut que faire le jeu de la classe dominante. Il est en conséquence évident que « ce qui nous intéresse avant tout et par-dessus tout, c'est la libre disposition du prolétariat à l'intérieur des nations ⁵ ». Car c'est de ce seul fait que pourra découler la véritable égalité entre les groupes nationaux.

¹ V. Lénine, *l'État et la révolution*, op. cit., p. 113.

² V. Lénine, « À propos de la révolution nationale », in *Œuvres complètes*, op. cit., 1967, t. XXII, p. 406.

³ V. Lénine, « La question nationale dans notre programme », in *Œuvres complètes*, op. cit., 1966, t. VI, p. 477.

⁴ *Ibid.*, pp. 484-485.

⁵ V. Lénine, « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., p. 107.

4. L'UNITÉ DE L'INTERVENTION LÉNINISTE

[Retour à la table des matières](#)

La question nationale demeurant toujours placée sous la détermination de la lutte des classes ne peut donc être traitée qu'en fonction de la surdétermination du politique. C'est pourquoi, aussi bien sous le capitalisme que durant la transition au socialisme, elle demeure soumise à la théorie générale de la pratique *politique* du prolétariat. On ne saurait ni l'isoler dans un univers hors classes, ni la réduire à la seule pratique économique. Nous verrons maintenant comment les interventions de Lénine, à travers une certaine évolution, manifestent toujours la même unité théorique que nous avons analysée dans l'affirmation du triple primat du politique, des classes et de la conjoncture.

4.1 Droit à l'autodétermination et position prolétarienne

L'œuvre de Lénine révèle une certaine évolution sur la question du droit à l'autodétermination. Au début, ce droit nous est surtout présenté comme un « devoir négatif ¹ ». Il prendra un caractère plus positif au moment où Lénine portera plus d'attention aux problèmes des pays coloniaux. Mais la toile de fond demeure la même. Il s'agit d'un droit absolu, mais subordonné aux intérêts du prolétariat et qu'il ne faut surtout pas confondre avec l'utilité pratique de la séparation. Lénine revient continuellement sur ce thème. La reconnaissance du droit à l'autodétermination n'est pas synonyme de propagande pour la séparation. Au contraire, le prolétariat lutte pour la fusion et pour la formation d'États aussi vastes que possible. La reconnaissance de la libre disposition permettrait même, selon Lénine, d'accélérer ce mouvement de fusion en réduisant au maximum les méfiances et les particularismes nationaux. Il reprend souvent dans ses articles l'exemple de la séparation de la Suède et de la Norvège qui aurait démontré la possibilité de réaliser l'autodétermination à l'époque de l'impérialisme, en même temps qu'elle aurait prouvé que cette solution pouvait rapprocher deux peuples ². Il n'y a pour lui aucun doute :

Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation d'avec la nation qui les opprime. Concrètement, cette revendication de la démocratie politique signifie l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un référendum au sein de la nation qui se sépare. Ainsi cette revendication n'a pas du tout le même sens que celle de la séparation, du morcellement, de la formation de petits

¹ V. Lénine, « À propos du manifeste de l'union des social-démocrates arméniens », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. VI, p. 335.

² V. Lénine, « Finlande et Russie », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. XXIV, p. 345.

États. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale. Plus le régime démocratique d'un État est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands États, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables, et ils augmentent sans cesse avec le développement du capitalisme ¹.

Le droit à l'autodétermination est donc toujours analysé en fonction des intérêts de classes et de la détermination à l'internationalisme du prolétariat. Il est aussi, et à chaque occasion, mis en rapport avec la conjoncture. Défendant Marx devant les marxistes polonais qui l'accusaient de défendre des positions contradictoires en appuyant l'indépendance de l'Irlande, tout en condamnant les mouvements nationaux tchèques et slaves, Lénine écrit :

Les différentes revendications de la démocratie, y compris le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une parcelle de l'ensemble du mouvement démocratique (aujourd'hui : socialiste) mondial. Il est possible que, dans certains cas, la parcelle soit en contradiction avec le tout ; elle est alors à rejeter ².

Mais, précisons-le pour éviter toute confusion, ce qui est à rejeter, ce n'est pas la reconnaissance programmatique du droit à l'autodétermination, mais bien le soutien d'un mouvement national faisant le jeu des forces sociales réactionnaires. Lénine, répétons-le, ne se bat pas pour la proclamation d'un droit abstrait à l'autodétermination. Il a toujours tourné en ridicule la confusion qu'on entretenait dès son époque à ce sujet ³.

Toutes les analyses de la question nationale doivent s'effectuer en fonction de la spécificité de chaque formation sociale. Toute approche tendant à un globalisme mécaniciste est durement condamnée. À propos de la fusion des nations et de la transition il affirme :

Toutes les nations viendront au socialisme, cela est inévitable, mais elles n'y viendront pas toutes d'une façon absolument identique, chacune apportera son originalité dans telle ou telle forme de démocratie... Rien n'est plus indigent du point de vue théorique et plus ridicule du point de vue pratique que de se représenter à cet

¹ V. Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Sur les questions nationale et coloniale*, op. cit., pp. 5-6.

² V. Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., p. 208.

³ « Comment faire si les réactionnaires sont en majorité ? demande M. Semkovski. Question digne d'un écolier de dix ans. Et comment faire avec la Constitution russe si un scrutin démocratique donne la majorité aux réactionnaires ? M. Semkovski pose une question vaine, creuse et sans utilité pratique, une de ces questions dont on dit que sept imbéciles peuvent en poser davantage que soixante-dix personnes sensées ne peuvent y répondre » (cf. V. Lénine, *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., p. 9).

égard, « au nom du matérialisme historique », un avenir monochrome, couleur grisaille ; ce serait un barbouillage informe et rien de plus ¹.

Il reprend la même idée dans *la Maladie infantile du communisme*, en affirmant la nécessité de « saisir ce qu'il y a de particulièrement national, de spécifiquement national dans la manière concrète dont chaque pays aborde la solution du problème international, le même pour tous ² ».

4.2 Sur le dualisme de la pratique prolétarienne

[Retour à la table des matières](#)

Voilà ce qui fait selon Lénine l'unité de la double action du prolétariat. La contradiction n'existe que comme réflexion dialectique sur une réalité basée elle-même sur la contradiction. Il y a donc mise en œuvre d'une pratique politique non pas « contradictoire » mais fondée dialectiquement sur une des contradictions de la totalité concrète. C'est bien ce que laisse entendre Lénine :

Les gens qui n'ont pas approfondi cette question trouvent « contradictoire » que les social-démocrates des nations qui en appuient d'autres insistent sur « la liberté de séparation » et les social-démocrates des nations opprimées, sur la « liberté d'union ». Mais un peu de réflexion montre que pour parvenir à l'internationalisme et à la fusion des nations en partant de la situation actuelle il n'y a pas et il ne peut y avoir d'autre voie ³.

Cette dialectique n'est pas le fruit d'un sectarisme théoricien. Elle naît au contraire d'une réflexion sur l'histoire de la pratique du mouvement ouvrier, en même temps que de l'analyse du mode de production capitaliste à ses différents stades. Lénine saura ainsi tirer les conclusions qui s'imposent après l'expérience de la Commune. Les communards, ne pouvant fonder leur action sur la coopération d'une internationale prolétarienne organisée de façon véritablement efficace, ont subi l'échec à la suite de « l'engouement d'une partie des ouvriers parisiens pour l'« idéologie nationale » (la tradition de 1792) ⁴ ». « L'erreur » de la Commune est précisément de ne pas avoir mis en pratique, comme une contradiction approchée de façon véritablement dialectique, le rapport entre la lutte des classes et la question nationale. Ils se sont mis à la remorque de l'idéologie nationaliste bourgeoise et ont donc développé une pratique contradictoire (c'est-à-dire en contradiction et non pas fondée dialectiquement sur et par la contradiction) :

¹ V. Lénine, « Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XXIII, p. 76.

² V. Lénine, « La maladie infantile du communisme », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XXXI, p. 88.

³ V. Lénine, « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., pp. 216-217.

⁴ V. Lénine, « Le socialisme et la guerre », in *Œuvres complètes*, op. cit., p. 324.

La bourgeoisie formait alors « un gouvernement de défense nationale », sous la direction duquel le prolétariat devait combattre pour l'indépendance de la nation. En réalité, c'était un gouvernement de « trahison du peuple » qui voyait sa mission dans la lutte contre le prolétariat de Paris. Mais aveuglé par ses illusions patriotiques, le prolétariat ne s'en rendait pas compte. L'idée du patriotisme remonte à la grande Révolution du XVIII^e siècle ; elle s'empara de l'esprit des socialistes de la Commune, et Blanqui par exemple, révolutionnaire incontestable et adepte fervent du socialisme, ne trouva pour son journal de titre mieux approprié que ce cri bourgeois, la Patrie en danger !

La réunion de ces deux objectifs contradictoires – patriotisme et socialisme – constitua l'erreur fatale des socialistes français ¹.

Il s'agit donc pour le prolétariat de retourner la question nationale contre la bourgeoisie et le mode de production capitaliste. « Travailler » la question nationale en s'opposant à l'oppression et tirer de cette lutte des facteurs développant la solidarité internationale prolétarienne sans laquelle ni la révolution, ni la construction du socialisme ne seraient possibles ².

Lénine reprendra la thèse développée par Marx, à propos surtout de l'Irlande, sur la nécessité de lutter pour l'autodétermination des nations opprimées. Cette tâche est essentielle pour le prolétariat des centres impérialistes car « un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre ». La politique du prolétariat sera « dualiste » : lutte contre l'oppression et pour l'autodétermination au centre, propagande pour la fusion à la périphérie, « voilà comment il faut raisonner du point de vue du « monisme » véritable (et non accommodé à la sauce Dühring), du point de vue du matérialisme de Marx ³ ».

4.3 Droit à l'autodétermination après la révolution

[Retour à la table des matières](#)

La question du droit à l'autodétermination devait cependant poser de nombreux problèmes aux dirigeants révolutionnaires. Le principe absolu de la reconnaissance de ce droit à la libre disposition devait être remis en question par l'utilisation qu'en

¹ V. Lénine, « Les enseignements de la Commune », in *Œuvres complètes, op. cit.*, 1967, t. XIII, p. 499.

² « Si nous revendiquons la liberté de séparation pour les Mongols, les Persans, les Égyptiens et pour toutes les nations opprimées et lésées dans leurs droits sans exception, ce n'est nullement parce que nous sommes pour leur séparation, mais seulement parce que nous sommes pour le rapprochement et la fusion libres, de plein gré et non sous la contrainte. Uniquement pour cela » (cf. V. Lénine, « Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste », in *Œuvres complètes, op. cit.*, p. 73).

³ *Ibid.*, p. 60.

faisaient les bourgeoisies des nations périphériques. Dans les pays frontaliers se constituaient des partis contre-révolutionnaires réclamant la séparation.

On sait qu'à peine trois semaines après la prise du pouvoir, la Finlande réclamait son indépendance. Elle lui fut immédiatement accordée. Mais le mouvement séparatiste ne devait pas s'arrêter là. Les mouvements nationalistes anti-bolcheviks devaient se répandre et poser des problèmes importants, en particulier en Ukraine et en Géorgie. Quelle attitude allait prendre Lénine, placé devant une situation qu'il avait d'ailleurs lui-même prévue. Il écrivait en effet, dès 1916 :

La révolution socialiste peut débiter dans le plus proche avenir... La bourgeoisie... s'efforcera à ce moment de morceler et de freiner la révolution en lui imposant des buts limités, démocratiques. Si toutes les revendications purement démocratiques sont susceptibles, dans le cas où l'assaut des prolétaires a déjà commencé contre les fondements du pouvoir de la bourgeoisie, de constituer en un sens un obstacle pour la révolution, la nécessité de proclamer et de réaliser la liberté de tous les peuples opprimés (c'est-à-dire leur droit à l'autodétermination) sera tout aussi essentielle pour la révolution socialiste... ¹

Lénine, face à l'Ukraine, est donc placé devant une situation concrète qu'il avait prévue théoriquement. On sait que la Rada, gouvernement anti-révolutionnaire ukrainien, pratiqua une politique qui ne pouvait être interprétée que comme une tentative de freiner l'effort militaire de l'armée rouge. Elle somma les Ukrainiens de quitter l'armée révolutionnaire et de revenir au pays dans le but évident de briser l'unité de l'armée qui n'était pas organisée sur des bases nationales. Elle refusa de plus le passage des troupes soviétiques sur son territoire, alors que celles-ci en avaient un urgent besoin pour aller combattre les gardes blancs de Kalédine dans le sud de la Russie.

Il s'engagea alors des négociations avec la Rada. La proposition soviétique, élaborée surtout par Lénine, reposait sur trois principes fondamentaux : 1) réaffirmation du droit à l'autodétermination pour l'Ukraine comme pour tout autre pays, mais 2) obligation de ne pas entraver le libre développement des activités militaires de l'armée rouge, 3) interdiction de freiner l'action révolutionnaire de la classe ouvrière et de la paysannerie dans le pays réclamant l'autodétermination ². Ces deux derniers principes constituent-ils une révision de la thèse sur le droit absolu à l'autodétermination ? Constituent-ils une limitation de ce droit ? Nous

¹ V. Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Sur les questions nationale et coloniale*, op. cit., p. 15.

² V. Lénine, « Manifeste au peuple ukrainien et ultimatum à la Rada d'Ukraine », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XXVI, pp. 379 à 381 ; voir aussi « Résolution du Conseil des commissaires du peuple sur les pourparlers avec la Rada d'Ukraine, le 19 décembre 1917, in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XXVI, pp. 416-417, et « Résolution du Conseil des commissaires du peuple sur la réponse de la Rada d'Ukraine au Conseil des commissaires du peuple », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XXVI, pp. 438-439.

croyons qu'il ne faut pas confondre ici reconnaissance du droit à la séparation et politique internationale de l'État placé sous la dictature du prolétariat. Nous croyons que c'est sur la question difficile de l'Ukraine que Lénine établit cette distinction. La question du droit à l'autodétermination a toujours été fonction de la lutte des classes et affaire de conjoncture. Lorsque le prolétariat est au pouvoir dans un groupe de pays, ce droit n'est pas redéfini, mais mis en pratique dans une nouvelle conjoncture au sein de laquelle sa réaffirmation ne pourra jamais vouloir dire la non-intervention absolue contre un pays qui freine délibérément la lutte menée par le prolétariat. C'est dans ce sens précis que Lénine réaffirme continuellement le droit à l'autodétermination pour l'Ukraine, en même temps qu'il n'exclut aucunement l'intervention militaire contre celle-ci, si la Rada continue de nuire à la lutte de l'armée rouge. Dans ce cas, la Rada devient un État ennemi qu'il faudra directement attaquer et vaincre puisqu'elle empêche le développement victorieux de la lutte internationale du prolétariat. La confusion ne peut donc découler que d'une lecture nationaliste de Lénine. Droit à l'autodétermination ne peut vouloir dire, en aucun cas, attentisme et non-riposte à l'ennemi de classe sous le prétexte qu'il contrôle ou vise à contrôler un État séparé.

Une autre forme de confusion vient du fait que Lénine demande à la Rada non seulement de cesser ses pratiques militaires anti-révolutionnaires, mais aussi de permettre le libre développement des Soviets à l'intérieur même de l'Ukraine. Soulignons d'abord que Lénine considère dialectiquement ces deux conditions. La pratique contre-révolutionnaire de la Rada se vérifie à ces deux niveaux, mais l'un ne se ramène pas à l'autre. Les troupes révolutionnaires soviétiques auront à lutter contre la bourgeoisie ukrainienne en s'appuyant sur les Soviets du même pays. Mais l'intervention militaire ne peut se justifier que si *les deux conditions* ne sont pas réalisées. Et toute tentative pour les ramener à une seule ne peut constituer qu'une révision de la pensée de Lénine. C'est précisément ce que ne manquera pas de faire Staline en janvier 1918 :

Le principe du droit à disposer d'elles-mêmes pour les petites nations devait être compris comme le droit à disposer d'elles-mêmes, non de la bourgeoisie, mais des masses laborieuses en question ¹.

Staline confond le droit à l'autodétermination et la thèse que Lénine réaffirme au moment des débats avec la Rada selon laquelle « seuls les Soviets d'Ukraine peuvent créer en Ukraine un pouvoir sous lequel les conflits entre peuples frères seront impossibles ² ». Seul le prolétariat peut réaliser pleinement la démocratie sur le plan national. L'État révolutionnaire est solidaire des luttes prolétariennes dans chaque pays. Mais il n'interviendra militairement, pour aider la classe ouvrière prête à prendre le pouvoir dans un pays, que si cet État manifeste des

¹ I. Deutscher, *Staline*, op. cit., pp. 234-235.

² V. Lénine, « Résolution du Conseil des commissaires du peuple sur les pourparlers avec la Rada d'Ukraine, le 19 décembre 1917 », in *Œuvres complètes*, op. cit., pp. 416-417.

pratiques belliqueuses à l'endroit de l'État prolétarien lui-même. Lénine reconnaît donc le droit à l'autodétermination, même à la bourgeoisie, malgré ce qu'en dit Staline. Mais si, dans un pays comme l'Ukraine, la bourgeoisie sape l'action militaire de l'État prolétarien en même temps qu'elle bloque les voies du pouvoir à un prolétariat prêt à prendre la direction de l'État, alors il est non seulement souhaitable mais nécessaire d'intervenir. À la suite d'une victoire, le prolétariat du pays considéré aura le choix de s'unir ou de former un État séparé. Ceci ne nous semble nullement être une transformation des thèses sur le droit à l'autodétermination dans lesquelles la reconnaissance de ce droit absolu s'analyse toujours en fonction de la conjoncture et de la lutte des classes qui se joue sur le plan international.

La guerre avec la Pologne devait permettre à Lénine de vérifier lui-même l'échec d'une pratique militaire non fondée sur une analyse dont il avait lui-même posé les fondements. Après que les troupes révolutionnaires eurent repoussé l'armée polonaise au-delà des frontières de l'Ukraine qu'elle venait d'envahir, Lénine favorisa la poursuite de la guerre jusqu'en Pologne même. Il croyait permettre à la classe ouvrière polonaise de renverser sa bourgeoisie et pensait pouvoir éventuellement agir sur les potentialités révolutionnaires en Allemagne ¹. Or il est clair que Lénine, agissant malgré l'avis de Trotsky, surestima grandement les velléités révolutionnaires du prolétariat polonais, lequel, encore largement dominé par l'idéologie bourgeoise, ne soutint pas l'armée rouge. Il aida même à la repousser à la frontière. Lénine admit son erreur à Clara Zetkin. Il avait en fait analysé trop rapidement la situation polonaise et négligé l'importance encore grande de la domination bourgeoise sur le prolétariat.

Il nous semble donc que les grandes lignes unificatrices de la pensée de Lénine sur le droit à l'autodétermination et la pratique prolétarienne à propos de la question nationale demeurent les mêmes. Il n'y a donc pas de remise en question. Ce que nous avons pu constater au contraire, c'est bien plutôt un raffermissement de ses thèses.

4.4 État et formation politique prolétarienne

[Retour à la table des matières](#)

Il ne sera pas inutile de rendre compte du rapport étroit qu'entretient la pensée léniniste sur le parti et l'État prolétarien avec sa théorie générale de la question nationale. Si, pour Lénine, la dictature du prolétariat peut seule réaliser l'égalité nationale il est essentiel d'analyser comment il pensait concrètement l'articulation du problème national et des problèmes de la formation du parti et de l'État prolétarien.

¹ V. Lénine, « Discours au congrès des ouvriers et employés de l'industrie du cuir, 2 octobre 1920 », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. XXXI, p. 315.

Ses premières réflexions systématiques sur la question nationale dans le parti résultent d'une querelle avec le Bund dans le cadre de la II^e Internationale. L'organisation juive préconisait la structuration du parti en une fédération d'unités de nationalités différentes. Lénine refusa dès le début de s'engager « sur la pente glissante du nationalisme ¹ ». Il considérait que ce type de structure encouragerait le fractionnisme et nuirait au développement de la solidarité nécessairement supranationale du prolétariat. Il maintiendra cette opposition durant toute la II^e Internationale :

Ainsi, tout l'ensemble des conditions économiques et politiques de Russie exige de la social-démocratie qu'elle pratique inconditionnellement la fusion des ouvriers de toutes les nationalités au sein de toutes les organisations prolétariennes sans exception... Pas de fédération dans la structure du parti, pas de constitution de groupes social-démocrates nationaux, mais unité des prolétaires de toutes les nations dans une localité donnée, propagande et agitation dans toutes les langues du prolétariat du lieu, lutte commune des ouvriers de toutes les nations contre tous les privilèges nationaux, quels qu'ils soient, autonomie des organisations locales et régionales du parti ².

Avant la révolution, Lénine défendait une position qui consacrait l'homologie des structures du parti et de l'État. Il refusait toutes formes de fédération et d'autonomie nationale. La fédération n'offrait, selon lui, aucune des garanties nécessaires à l'union prolétarienne et à la réalisation des tâches révolutionnaires :

Ce n'est pas l'affaire du prolétariat de prôner le fédéralisme et l'autonomie nationale, ce n'est pas l'affaire du prolétariat de présenter de semblables revendications, qui se ramènent inévitablement à la revendication de créer un État de classe autonome. L'affaire du prolétariat, c'est d'unir plus étroitement les plus larges masses possibles d'ouvriers de toutes les nationalités, de les unir afin de lutter sur le terrain le plus large possible pour la république démocratique et pour le socialisme ³.

Lénine maintenait ainsi la nécessité de la constitution d'ensembles étatiques le plus vastes possible, seuls champs vraiment favorables à un développement large des forces productives. Ces grandes unités économiques ne pourraient être administrées de façon efficace sans la pratique du centralisme. C'était précisément l'une des caractéristiques progressistes du capitalisme que d'avoir élargi considérablement les unités de production. Toute remise en question à ce niveau risquait d'être un retour au féodalisme ⁴. La fédération et l'autonomie nationale

¹ V. Lénine, « Le dernier mot du nationalisme du Bund », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. VI, p. 543.

² V. Lénine, « Thèse sur la question nationale », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. VI, p. 261.

³ V. Lénine, « À propos du manifeste de l'« union des social-démocrates arméniens », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. VI, p. 335.

⁴ V. Lénine, « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien, op. cit.*, p. 99.

constituaient pour lui un frein au développement des forces productives, en même temps qu'elles avaient pour conséquence de diviser le prolétariat.

Lénine affirme donc la nécessité du centralisme démocratique. Cette forme d'État avait, selon lui, l'avantage de permettre le libre développement des forces productives. En même temps, l'autonomie de chaque région pourrait y favoriser le libre développement des particularités non antagonistes avec les grands objectifs de la pratique prolétarienne. Cette autonomie ne serait nullement fondée sur le seul critère de la nationalité :

Mais la composition nationale de la population n'est que l'un des facteurs économiques essentiels, ce n'est ni le seul ni le plus important. Ainsi les villes jouent un rôle économique très important en régime capitaliste ; or elles se distinguent partout – en Pologne, en Lituanie, en Ukraine, en Grande-Bretagne, etc. – par une composition nationale très bigarrée. Détacher les villes, pour des motifs d'ordre « national », des villages et arrondissements qui gravitent économiquement autour d'elles, serait absurde et impossible. Par conséquent, les marxistes ne doivent pas se placer entièrement et exclusivement sur le terrain du principe national territorialiste...

La composition nationale de la population est placée ici à côté des autres conditions (au premier chef des conditions économiques, puis du genre de vie, etc.) qui doivent servir de base à la fixation de nouvelles frontières ¹.

Lénine cherchait donc à éviter que ne se recréent les conditions d'un nationalisme à tendance séparatiste. Mais il dut, après la révolution, faire un compromis. Le centralisme ne put s'appliquer tel qu'il l'avait d'abord préconisé. La complexité des problèmes posés à l'appareil politique prolétarien par l'immense territoire dont il s'était assuré le contrôle devait lui faire accepter la fédération comme principe de division territoriale. C'est ce qu'il proposa et qui fut adopté au comité central le 3 janvier 1918 ² dans un projet de « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité ». Mais, pour lui, la fédération n'allait jouer qu'un rôle transitoire ³.

¹ *Ibid.*, pp. 57-58.

² V. Lénine, « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XXVI, p. 445.

³ Ainsi il affirmait en 1920 : « Considérant la fédération comme une forme transitoire vers l'unité totale, nous devons nécessairement nous orienter vers une union fédérative de plus en plus étroite, en ayant toujours présent à l'esprit que, premièrement il est impossible de préserver l'existence des républiques soviétiques, entourées des puissances impérialistes de tout l'univers, infiniment supérieures sur le plan militaire, sans l'union la plus étroite de ces républiques soviétiques; que, deuxièmement, il est indispensable de réaliser une étroite union économique des républiques soviétiques sans lesquelles il serait impossible de restaurer les forces productives détruites par l'impérialisme et d'assurer le bien-être des travailleurs; que, troisièmement, on tend à créer une économie mondiale unique, considérée comme un tout et dirigée selon un plan d'ensemble par le prolétariat de toutes les nations, tendance qui s'est déjà manifestée de toute évidence en régime capitaliste et qui est appelée assurément à se développer

Le maintien actuel de la division fédérative et surtout la résurgence des problèmes nationaux en U.R.S.S. nous semblent donc ne pouvoir résulter, dans une stricte perspective léniniste, que de l'affirmation des rapports de production capitalistes. Ils en constituent, entre autres facteurs, un effet pertinent nous permettant de déceler ces rapports.

4.5 La langue et les structures scolaires

[Retour à la table des matières](#)

Pour Lénine, l'une des caractéristiques essentielles provoquant et accompagnant l'apparition de l'État national est, comme nous l'avons vu, le développement d'un code linguistique, commun à un ensemble démographique, favorisant les échanges économiques :

... les nécessités économiques obligeront toujours les nationalités habitant un même État (aussi longtemps qu'elles voudront vivre ensemble) à étudier la langue de la majorité. Plus le régime de la Russie sera démocratique, et plus vigoureux, plus rapide et plus large sera le développement du capitalisme, plus les nécessités économiques pousseront impérieusement les différentes nationalités à étudier la langue la plus commode pour entretenir des relations commerciales communes...¹

Et ce sont les nécessités de la circulation économique qui décideront d'elles-mêmes laquelle des langues du pays en question la majorité aura avantage à connaître pour le grand bien des relations commerciales. Cette décision sera d'autant plus solide que la population de nations différentes l'aura librement acceptée, « d'autant plus rapide et plus ample que la démocratie sera conséquente et que, de ce fait, le développement du capitalisme sera rapide² ». Soulignons que ce passage montre que Lénine sous-estime quelque peu les problèmes posés aux minorités linguistiques par l'utilisation d'une langue étrangère sur le plan du travail. La fusion des particularismes nationaux minoritaires dans un ensemble national plus vaste, si elle peut être considérée comme un phénomène progressiste, ne saurait aller de soi et ne présenter aucun problème, à tout le moins d'ordre culturel, aux « nations » minoritaires.

Il est cependant nécessaire de placer le texte que nous venons de citer dans l'ensemble de la problématique léniniste. Même si Lénine y situe son analyse sous le capitalisme, il faut rappeler que pour lui le capitalisme ne saurait réaliser pleinement la démocratie nécessaire à l'égalité nationale. Au contraire son stade

et à triompher en régime socialiste » (cf. V. Lénine, « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale », in *Sur les questions nationale et coloniale*, op. cit., p. 25).

¹ V. Lénine, « Notes critiques sur la question nationale », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., pp. 14-15.

² V. Lénine, « Les libéraux et les démocrates dans la question des langues », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XIX, pp. 380 à 383.

suprême accentue le phénomène de l'oppression. Voyons comment Lénine aborde le problème linguistique en fonction de l'appareil idéologique scolaire sous la dictature du prolétariat. Fidèle à son rejet de la thèse de l'autonomie nationale culturelle, il refuse absolument de retirer le système scolaire des mains de l'État pour le remettre à des « sortes de Diètes nationales ¹ ». Ceci n'aurait pour effet que de diviser les ouvriers, de favoriser le chauvinisme et de mettre un frein au développement de l'internationalisme ² et peut-être surtout d'accentuer l'inégalité :

Aussi longtemps que des nations différentes vivent dans un même État, elles sont unies par des millions et des milliards de liens de caractère économique, juridique et usuel. Comment peut-on donc arracher le domaine scolaire à ces liens ? Peut-on le « soustraire à la compétence » de l'État comme le proclame la formulation bundiste, classique par sa façon de mettre en relief un non-sens ? Si l'économie rassemble des nations qui vivent dans un même État, il est absurde et réactionnaire de tenter de les diviser une fois pour toutes dans le domaine des questions « culturelles » et surtout scolaires. Il faut, au contraire, chercher à réunir les nations dans le domaine scolaire, afin que se prépare dans les écoles ce qui se réalise dans la vie. Nous observons dans le moment présent des nations juridiquement inégales et à des niveaux d'évolution différents ; dans ces conditions, diviser le domaine scolaire par nationalités ne fera inmanquablement, dans les faits, qu'aggraver la situation des nations les plus arriérées ³.

On voit que, pour Lénine, l'abolition de l'inégalité ne s'analyse pas seulement au niveau économique. Lutter contre cette inégalité, l'une des déterminations fondamentales de la domination nationale, nécessite une action étatique articulée sous les trois instances. Mais cette lutte tendant à plus ou moins long terme à fusionner les nations ne saurait se résoudre de façon autoritaire. Il s'agit de reconnaître la réalité nationale, tout en refusant d'adopter des structures scolaires favorisant le nationalisme. Selon un projet de Lénine de 1914, le système scolaire est administré par l'État mais comprend des droits à l'enseignement dans la langue maternelle ainsi qu'un système de représentation proportionnelle au sein des unités administratives pour les minorités nationales. Les sommes attribuées aux fins de l'enseignement dans la langue maternelle des minorités doivent être, de la même façon, proportionnelles à l'importance de la population locale qui reçoit cet enseignement ⁴.

Les principes généraux appliqués à la question nationale sont donc ceux de la démocratie et du droit à l'égalité. Mais il faut bien comprendre, affirme Lénine, que leur mise en pratique ne peut abolir en tant que telle l'inégalité. Comme on l'a

¹ V. Lénine, « La septième conférence de Russie du P.O.S.D. (b) R. », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XXIV, p. 306.

² V. Lénine, « À propos de la politique nationale », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XX, p. 233.

³ V. Lénine, « De l'autonomie « nationale culturelle », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XIX, p. 540.

⁴ V. Lénine, « Projet de loi sur l'égalité en droit des nations et sur la défense des droits des minorités nationales », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XX, pp. 293-294.

vu plus haut, démocratie veut dire égalité formelle. Il est donc clair que, pour Lénine, la pleine réalisation de l'égalité nationale, droit démocratique, ne peut consacrer que l'égalité formelle des nations et doit être comprise « exactement dans le sens de la suppression » des nations. C'est du moins ce qui nous semble découler logiquement des thèses léninistes sur la démocratie et du parallèle qu'il a lui-même établi entre la disparition des classes et la question nationale. La pleine réalisation de l'égalité ne pourra en effet que dissoudre la question nationale puisque, en dernière instance, les mouvements nationaux ne s'analysent que dans leur inégalité à travers la question de l'État national. L'égalité résultera de la dissolution des rapports de production capitalistes et de la disparition des traits nationaux de l'appareil d'État. Elle consacrera la dissolution de l'État et de la nation.

4.6 Sur un certain juridisme

[Retour à la table des matières](#)

On sait que Rosa Luxemburg, aux lendemains de la révolution russe, accusait Lénine de juridisme :

De toute évidence, Lénine et consorts estimaient qu'il n'y avait pas de moyen plus sûr pour lier les nombreuses nationalités allogènes que comprenait l'Empire russe à la cause de la révolution, à la cause du prolétariat socialiste, que de leur accorder, au nom de la révolution et du socialisme, la liberté suprême et illimitée qui consiste à disposer de leur sort. C'était là une politique analogue à celle que les Bolcheviks ont adoptée à l'égard des paysans russes... Malheureusement, dans les deux cas, le calcul était totalement faux. Défenseurs de l'indépendance nationale, même jusqu'au séparatisme, Lénine et ses amis pensaient manifestement faire ainsi de la Finlande, de l'Ukraine, de la Pologne... autant de fidèles alliés de la révolution russe. Mais nous avons assisté au spectacle inverse ¹.

Rosa Luxemburg touche ici un problème réel. Nous avons nous-même montré plus haut, à la faveur de l'analyse de Lénine sur l'État « trialiste » d'Autriche, comment celui-ci semblait croire que la seule solution juridique pouvait faire disparaître les problèmes nationaux. Il est de même clair qu'à la veille et aux lendemains de la révolution il est porté à réfléchir de la même façon. Ce sont les problèmes difficiles qu'il aura à affronter après la révolution qui l'amèneront à mesurer la profondeur de la question. La pratique lui permettra de déborder largement cette tentation juridiste.

À ce propos, deux remarques. Il est clair que Lénine ayant situé en son juste lieu, politique, le fondement théorique de la question nationale, le juridisme devient l'écueil principal du champ ouvert par la justesse même de sa pratique. On a vu que les embûches théoriques des problématiques non léninistes se situaient

¹ Rosa Luxemburg, « La tragédie russe », in *Œuvres complètes, op. cit.*, pp. 70-71.

plutôt dans l'économisme, l'historicisme et le nationalisme lui-même. Tout se passe comme si la problématique de Lénine délimitait un nouveau champ lui-même marqué d'un nouveau type d'obstacle épistémologique. Soulignons d'ailleurs ici que Rosa Luxemburg est incapable de placer théoriquement le lieu exact de l'erreur de Lénine. Elle ne l'a touché que « dans le noir ». La meilleure preuve réside précisément dans son alternative au juridisme de Lénine. Cette difficulté ne saurait, en effet, se résoudre par une politique répressive dans les États de l'ancienne Russie encore largement dominés par la bourgeoisie. Au contraire, Lénine sera lui-même en mesure, comme nous le verrons à propos de sa querelle avec Staline, de dépasser son propre juridisme.

Est-il alors besoin de souligner qu'en parlant du juridisme de Lénine nous ne visions que sa relative surestimation des possibilités de résoudre rapidement la question nationale ? Nous ne nous plaçons pas au niveau théorique, celui surdéterminant de l'État, auquel se rattache la problématique léniniste.

5. CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

1. C'est donc sous la primauté de la lutte des classes que toute question nationale doit être envisagée.
2. Ce primat de la lutte des classes impose celui de la conjoncture spécifique de chaque formation sociale, compte tenu de l'insertion de chacune au sein des rapports mondiaux.
3. Ces primats de la conjoncture et des classes sont situés à leur juste place dans la théorie léniniste de l'État national qui trouve dans l'instance politique le lieu surdéterminant de la question nationale.

CHAPITRE V

SUR LA DOMINATION INTÉRIEURE

[Retour à la table des matières](#)

Le renouveau d'intérêt pour l'étude de la question nationale, c'est presque un truisme que de le dire, est le résultat du mouvement de décolonisation et des conflits nationaux qui ont surgi au XX^e siècle. Ce fut d'ailleurs le problème des pays coloniaux qui a amené Lénine à mesurer l'importance du problème national. Nous avons constaté de plus, chez la plupart des auteurs marxistes que nous avons abordés, une reconnaissance de la surdétermination que peut constituer le phénomène de la domination nationale pour le prolétariat des formations sociales dominées. Pour Lénine, cette domination se vérifiait au niveau des trois instances économique, politique et idéologique. Force nous est cependant d'admettre que la réalité spécifique que l'on a tenté de cerner sous la notion, par ailleurs ambiguë, de domination nationale a été saisie de façon relativement superficielle, surtout pour le cas de la domination nationale intérieure. La simple reconnaissance d'un phénomène de surdétermination ne saurait suffire à expliquer le phénomène qui nous intéresse.

1. PROLÉGOMÈNES

Nous essaierons d'abord de fixer quelques points de repère à l'étude de la domination nationale à l'intérieur même d'une formation sociale. Il nous paraît en effet important de distinguer entre la domination régionale, trait spécifique de toute formation sociale dominée par le MPC, et la domination d'une formation sociale par une autre que l'on saisit sous les termes d'impérialisme et de colonialisme ¹.

¹ Robert Lafont utilise la notion de colonialisme intérieur croyant reconnaître plusieurs traits communs entre le phénomène des rapports régionaux inégaux et le colonialisme classique (voir Robert Lafont, *la Révolution régionaliste*, op. cit., p. 140 à 184). L'expression de domination intérieure nous semble plus heureuse en ce qu'elle montre mieux le phénomène envisagé, tout en permettant de la spécifier. Ainsi la notion de domination intérieure s'appliquerait aux relations internes à la formation sociale ; celle de colonialisme viserait les rapports de subordination politique directs entre deux formations sociales ; celle d'impérialisme viserait l'articulation hiérarchique et hégémonique des formations sociales avec ou sans domination

1. 1 Quelques garde-fous sémantiques

[Retour à la table des matières](#)

Il ne sera sans doute pas inutile, avant d'aborder directement la question, de prêter une attention particulière au vocabulaire, jamais anodin ni innocent, qui sera employé. La notion de domination nationale nous paraît équivoque, car elle prête à confusion en invitant à une interprétation nationaliste. Prise au pied de la lettre cette expression peut être lue comme la reconnaissance d'une situation de domination d'une nation par une autre : la nation française dominant la nation bretonne, la nation canadienne dominant la nation québécoise. Est-il besoin de préciser qu'il s'agit là d'une récupération nationaliste d'un effet réel du MPC ? L'utilisation de la notion de nation ¹ dans le cas d'une situation de domination nationale n'est pas moins idéologique que son utilisation dans celui d'une formation sociale au sein de laquelle ce problème n'existe pas.

Pour nous permettre de prendre nos distances, nous emploierons provisoirement les termes de *domination intérieure* et de *domination impérialiste* pour traduire les deux situations auxquelles nous venons de faire allusion. Nous utiliserons d'autre part celui d'assujettissement national pour indiquer le mécanisme idéologique par lequel s'effectue cette domination. C'est en effet sous le signe de l'appartenance à une seule et même nation que la bourgeoisie s'annexe différentes régions sur lesquelles elle exercera son contrôle par l'imposition d'un pouvoir d'État national. Mais c'est aussi sous l'idéologie nationaliste que telle ou telle bourgeoisie régionale tentera de réaliser l'indépendance politique, en présentant l'opposition imaginaire de deux nations, la lutte nationale devenant le substitut de la lutte des classes. Ce n'est qu'après avoir analysé ces deux situations qu'il nous sera possible de situer à sa juste place l'expression de domination nationale.

Affirmer que la question nationale est un effet du mode de production capitaliste, c'est dire la même chose de l'assujettissement national des différents groupes régionaux constituant la formation sociale. Le MPC aura comme effet l'assujettissement et l'assimilation nationale. Chacune des formations sociales dominées par le capitalisme présente en effet comme caractéristique d'être une articulation de différentes économies régionales soumises aussi bien aux lois du marché qu'à la constitution d'une homogénéisation dite nationale, sous l'effet de l'idéologie nationaliste supportée par la fraction bourgeoise dominante, dans l'appareil d'État qu'elle contrôle. Tous les appareils répressifs et idéologiques d'État

politique directe. Il ne s'agit là que d'une critériologie purement descriptive et ne présentant qu'un intérêt heuristique ? Il y aurait à pratiquer dans ce domaine un effort rigoureux de conceptualisation.

¹ Soulignons encore une fois que nous employons la notion de nation au sens précis qui lui est conféré dans l'idéologie bourgeoise.

concourent à produire l'assimilation-assujettissement des sujets dans une même nation, comme d'ailleurs l'entreprise elle-même qui, en imposant le plus souvent une seule langue de travail, constitue le lieu premier de l'assimilation linguistique que les appareils d'État viennent reproduire en l'accéléralant.

1.2 Sur une querelle de mots

[Retour à la table des matières](#)

Nul mieux que Lord Durham n'a démontré cette réalité, bien que sur le mode idéologique. Émissaire-enquêteur délégué par Londres, à la suite de la rébellion nationaliste de 1837 au Bas-Canada, il est chargé d'analyser la situation et de proposer des solutions possibles au conflit. Les rébellions de 1837-1838 avaient manifesté l'opposition armée de la petite bourgeoisie canadienne-française qui, appuyée par un soulèvement paysan, tentait de faire l'indépendance en s'emparant de l'appareil d'État colonial contrôlé par la bourgeoisie commerciale anglophone. Cet affrontement se présentait de part et d'autre comme un affrontement entre deux nations, la petite bourgeoisie francophone et la bourgeoisie anglophone soutenant, de part et d'autre, un nationalisme irréductible¹. Pourtant, Lord Durham écrira dans son rapport que « la lutte représentée comme une lutte de classes était en fait une lutte de races² ». Il insiste pour l'affirmer :

Je m'attendais à trouver un conflit entre le gouvernement et le peuple : je trouvai deux nations en guerre au sein d'un même État ; je trouvai une lutte non de principe, mais de race. Nous sommes portés à croire que le vrai motif de la querelle est autre chose et que la différence raciale a seulement légèrement et occasionnellement accentué les rivalités attribuées à une autre cause plus habituelle. L'expérience d'une société aussi malheureusement divisée que celle du Bas-Canada conduit à une opinion exactement contraire. La haine des nationalités tombe sous les sens mêmes, d'une manière irrésistible et palpable, comme l'origine ou l'essence qui divise la société. On s'aperçoit vite que les rivalités qui paraissent avoir une autre origine ne sont que les modalités de cette perpétuelle et envahissante querelle et que toute dispute est à l'origine entre Français et Anglais ou le devient avant d'avoir touché son terme³.

Proclamant d'autre part la supériorité incontestée du groupe linguistique anglophone face à l'apathie congénitale des premiers occupants, il en vient à la conclusion que la seule solution définitive à la crise serait l'assimilation des francophones :

Je n'entretiens aucun doute au sujet du caractère national qui doit être donné au Bas-Canada ; ce doit être celui de l'Empire britannique, celui de la majorité de la

¹ Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Montréal, Fides, 1966. Gilles Bourque, *Classes sociales et question nationale au Québec, 1760-1840*, Montréal, Parti pris, 1970. Stanley B. Ryerson, *le Capitalisme et la confédération*, Montréal, Parti pris, 1972.

² P. Hamel, *le Rapport Durham*, Saint-Jérôme, Éditions du Québec, 1948.

³ Lord Durham, *le Rapport Durham*, Montréal, Les Éditions Sainte-Marie, 1969, pp. 6-7.

population de l'Amérique britannique, celui de la grande race qui doit, à une époque prochaine, être prédominante sur tout le continent de l'Amérique du Nord. Sans opérer le changement ni trop rapidement ni trop rudement pour ne pas froisser les sentiments et ne pas sacrifier le bien-être de la génération actuelle, l'intention première et ferme du gouvernement britannique doit à l'avenir consister à établir dans la province une population anglaise avec les lois et la langue anglaise et à ne confier le gouvernement de cette province qu'à une Assemblée décidément anglaise ¹.

Cette assimilation devait d'ailleurs être réalisée dans l'intérêt même du groupe francophone :

Et cette nationalité canadienne-française en est-elle une que nous devrions chercher à perpétuer pour le seul avantage de ce peuple, même si nous le pouvions ? je ne connais pas de distinctions nationales qui indiquent et entraînent une infériorité plus irrémédiable. La langue, les lois et le caractère du continent nord-américain sont anglais. Toute autre race que la race anglaise (j'applique ce mot à tous ceux qui parlent la langue anglaise) y apparaît dans un état d'infériorité. C'est pour les tirer de cette infériorité que je veux donner aux Canadiens-français notre caractère anglais ².

Il ne fait donc aucun doute, pour Durham, que les Canadiens-français forment « un peuple sans histoire et sans littérature » condamné à être assimilé à une nation plus dynamique. Ces quelques citations nous auront permis de constater comment fonctionne l'idéologie nationaliste, sous l'angle de l'assujettissement national, articulée au phénomène global de la domination intérieure. Les heurts entre deux fractions bourgeoises cherchant à s'assurer le pouvoir d'État s'appuient sur l'affirmation de deux nationalismes antithétiques ayant le même effet de voiler le caractère de classes de l'affrontement, en le rapportant à l'existence d'une lutte exclusivement nationale. La fraction bourgeoise dominée présente « sa nation » comme un groupe souffrant une domination collective touchant indifféremment tous les sujets nationaux, tandis que la fraction bourgeoise dominante présente sa nation comme la seule capable de s'inscrire dans la voie du progrès, quand elle ne niera pas tout simplement les prétentions à l'existence d'une autre nation que la sienne propre.

Ce que sous-tend tout le rapport Durham, c'est finalement les difficultés, voire l'impossibilité, de l'existence de deux nations au sein d'un même État ou, plus clairement, la précarité de la coexistence, au sein d'un même État, de deux fractions bourgeoises soutenant des idéologies nationalistes différentes. Cette véritable querelle de mots se résume en une querelle autour de la définition de la notion de nation au sein de la formation sociale : y a-t-il une nation (fraction bourgeoise dominante) ou deux nations (fraction bourgeoise dominée) ? Mais cette querelle verbale marque le lieu d'une lutte souvent féroce entre deux fractions bourgeoises cherchant à s'assurer le contrôle de l'appareil d'État. Ainsi le prolétaire

¹ *Ibid.*, p. 118.

² *Ibid.*, p. 121.

québécois est-il actuellement dans une mystifiante perplexité s'il s'en rapporte aux idéologies bourgeoises en lutte au sein de la formation sociale canadienne: il peut se « coucher » le soir dans la confortable certitude d'appartenir à part entière à la nation canadienne, mais il voit ses inébranlables certitudes fondre littéralement à la lecture de son quotidien du matin qui lui rapporte les paroles de tel nationaliste québécois affirmant qu'il y a deux nations au Canada et qu'il fait partie de la nation québécoise! Le même soir d'ailleurs il entendra à la télévision un éminent sociologue déclarer solennellement que le Canada vit une crise d'identité... ce qui le rassurera profondément !

Le mode de production capitaliste, jusque dans ses contradictions mêmes, entretient donc le prolétariat dans l'idéologie nationaliste, si bien qu'il ne sait plus trop bien à quelle bourgeoisie, par nation interposée, il devrait se vouer !

Le nationalisme soutenu par les bourgeoisies dominées est-il pour autant pure fiction mystificatrice ? Nous ne le croyons évidemment pas. L'idéologie s'articule, bien que sur le mode imaginaire, à des rapports réels qu'il s'agira d'expliquer. Nous tenterons donc de saisir ce qui se cache sous les notions de domination et d'oppression nationale ou, de façon plus précise, de découvrir comment s'articule l'assujettissement national (des groupes linguistiques minoritaires) aux rapports de production et d'échanges.

Nous nous attacherons d'abord au phénomène de la domination intérieure, laquelle, comme on le sait, principalement sous le monopolisme, s'articule à la domination impérialiste. Nous croyons cependant devoir séparer provisoirement ces deux questions pour faire ressortir leur spécificité respective. Très souvent, les mouvements nationalistes des formations sociales du centre impérialiste s'inspirent largement et sans discrimination des principaux thèmes du mouvement de décolonisation. Il s'agit bien sûr d'une transposition confusionniste qui ne nous permet guère de faire la lumière sur une situation dont les effets de détermination sont en partie spécifiques.

Les mouvements nationalistes à propension séparatiste au sein d'une formation sociale tendent invariablement à soutenir la thèse que leur groupe linguistique est dominé en tant que nation. Cet énoncé s'appuie sur un effet de redoublement idéologique, puisque le groupe linguistique est d'abord présenté comme nation, en même temps que celle-ci se voit attribuer la *qualité d'être dominée, c'est-à-dire de subir l'oppression parce qu'elle constitue une minorité au sein de la formation sociale*. Les analyses nationalistes ont d'ailleurs le plus souvent tendance à affirmer l'existence de deux formations sociales. Ainsi le Canada serait constitué d'une formation sociale dominante (le Canada, formé du territoire de ses neuf provinces majoritairement anglophones) et d'une formation sociale dominée (le Québec, seule province majoritairement : francophone). Ces affirmations idéologiques s'articulent bien sûr, comme nous l'avons indiqué plus haut, aux

rapports réels. Encore faudrait-il tenter de les expliquer. Nous essaierons de fournir ici quelques éléments pour l'analyse.

1.3 Quelques marxistes

[Retour à la table des matières](#)

Que recouvre exactement la notion de domination ou d'oppression nationale qui est reprise dans la plupart des textes mettant en pratique le matérialisme historique ? Une quête attentive des passages traitant de la spécificité de cette forme de domination dans les œuvres des marxistes les plus connus n'est, avouons-le, guère fructueuse. En quoi la question nationale peut-elle surdéterminer le prolétariat d'un groupe linguistique dominé à l'intérieur d'une formation sociale ? Le peu de textes se penchant sur ce problème ne font d'ailleurs presque jamais la distinction entre les situations de dominations intérieure et impérialiste. La plupart se contentent d'énoncés descriptifs et assez souvent plutôt superficiels.

1.3.1 Lénine

Lénine s'attache à ce problème dans quelques passages où il tente de démontrer que la pratique prolétarienne se fonde non seulement sur le refus abstrait de l'oppression, mais aussi sur une situation objective qui fait du prolétariat des nations soumises à l'impérialisme une classe surexploitée par rapport à celui des formations sociales dominantes. Ainsi, dans « Une caricature du marxisme » et à propos de « l'économisme impérialiste », il tente de distinguer ces deux types de prolétariat :

Non elle (cette situation) n'est pas identique.

- 1) Économiquement, la différence est que des parties de la classe ouvrière des pays oppresseurs profitent des miettes du surprofit que réalisent les bourgeois des nations oppressives, en écorchant deux fois plutôt qu'une les ouvriers des nations opprimées. En outre, les données économiques attestent que le pourcentage des ouvriers passant par la maîtrise est plus important parmi les ouvriers des nations oppressives que parmi ceux des nations opprimées – qu'un pourcentage plus grand des premiers s'élève au niveau de l'aristocratie ouvrière. C'est un fait. Les ouvriers de la nation oppressive sont jusqu'à un certain point les complices de leur bourgeoisie dans la spoliation par celle-ci des ouvriers (et de la masse de la population) de la nation opprimée.
- 2) Politiquement, la différence est que les ouvriers des nations oppressives occupent une situation privilégiée dans toute une série de domaines de la vie politique, par rapport aux ouvriers de la nation opprimée.
- 3) Idéologiquement ou spirituellement, la différence est que les ouvriers des nations oppressives sont toujours éduqués par l'école et par la vie dans le mépris ou le dédain pour les ouvriers des nations opprimées. Ainsi dans la réalité objective, il y a une

différence sur toute la ligne, c'est-à-dire que le « dualisme » s'affirme dans le monde objectif, indépendamment de la volonté et de la conscience des individus ¹.

La surdétermination qu'établit pour le prolétariat la domination nationale constitue donc un fait qui s'analyse sous les trois instances. Mais si Lénine suggère la nécessité d'une analyse systématique de cette forme de surdétermination, il est clair qu'il n'en articule même pas les premiers balbutiements. S'il est le premier à proposer d'autre part que le prolétariat, surtout sa couche supérieure dans les centres dominants, profite de l'exploitation impérialiste, il ne croit pas à l'irréductibilité de l'opposition que pourrait générer cette situation entre les prolétariats des pays dominés et ceux des centres dominants, thèse que soutient actuellement Arghiri Emmanuel ².

1.3.2 Staline

[Retour à la table des matières](#)

De même pour Staline, comme pour Lénine, le prolétariat des nations dominées est brimé sur le plan national. Staline ajoute même quelques éléments à ceux qu'avait énumérés Lénine :

Les restrictions à la liberté de déplacement, la privation des droits électoraux, les entraves à l'usage de la langue, la réduction du nombre des écoles et autres mesures répressives atteignent les ouvriers autant que la bourgeoisie, sinon davantage. Une telle situation ne peut que freiner le libre développement des forces spirituelles du prolétariat des nations assujetties. On ne peut parler sérieusement du plein développement des dons spirituels de l'ouvrier tartare ou juif, alors qu'on ne lui permet pas d'user de sa langue maternelle dans les réunions et les conférences, alors qu'on lui ferme ses écoles.

Mais la politique de répression nationaliste est, d'un autre côté encore, dangereuse pour la cause du prolétariat. Elle détourne l'attention des grandes couches de la population des questions sociales, des questions de lutte des classes vers les questions nationales, vers les questions communes au prolétariat et à la bourgeoisie. Et ceci crée un terrain favorable pour prêcher le mensonge de l'harmonie des intérêts, pour estomper les intérêts de classe du prolétariat, pour asservir moralement les ouvriers. Ainsi, une barrière sérieuse est dressée devant l'œuvre d'unification des ouvriers de toutes les nationalités ³.

Ce texte n'est pas sans importance puisqu'il insiste sur l'effet spécifique de l'idéologie nationaliste que l'on peut le plus facilement vérifier au sein des nations

¹ V. Lénine, « Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste », in *Œuvres complètes*, op. cit., p. 590.

² A. Emmanuel, *L'Échange inégal*, Paris, Maspero, 1969.

³ Joseph Staline, *le Marxisme et la question nationale et coloniale*, Éditions sociales, Paris, 1953, p. 23.

dominées et que l'on traduit le plus souvent par la métaphore du voile (de la lutte des classes). S'il s'agit d'une caractéristique propre à toutes les formes d'idéologie dominante, il est clair que le nationalisme à caractère autonomiste ou indépendantiste trouve un terrain propice à l'affirmation d'une solidarité transcendant ou niant la lutte des classes. Le texte qui précède, mettant en pratique le langage douteux du spirituel, n'en signale pas moins un champ d'étude fondamental et sans doute trop négligé : celui de l'effet spécifique que la domination nationale produit sur le prolétariat, au plan culturel, par la sous-scolarisation et par la déstructuration de son système linguistique. Soulignons cependant que, assez curieusement, Staline semble s'intéresser peu, dans l'ensemble de ses textes, à l'effet économique de la domination nationale sur le prolétariat. Sur ce plan, il s'en tient à la situation de l'ensemble de la nation. Cherchant à définir l'oppression nationale, il écrit :

Qu'est-ce que l'oppression nationale ? L'oppression nationale est ce système d'exploitation et de pillage des peuples opprimés, ces mesures de restriction par la violence des droits des peuples opprimés à se constituer en États, mesures appliquées par les cercles impérialistes. Tout cela considéré dans son ensemble offre l'image de la politique qu'il est convenu d'appeler la politique d'oppression nationale ¹.

1.3.3 Luxemburg

[Retour à la table des matières](#)

Soulignons enfin que Rosa Luxemburg n'a jamais nié ou tenté de sous-estimer le problème de l'oppression nationale. Elle le présente même comme un trait du capitalisme lui-même qui, en même temps qu'il crée l'État national, crée des situations de domination nationale :

On comprend maintenant le caractère équivoque du patriotisme bourgeois qui repose sur la discorde des nations. Récapitulons : c'est un effort de la bourgeoisie pour imposer son pouvoir de classe qui est à l'origine de tous les mouvements nationaux. Par la suite, l'État capitaliste devient cette forme de gouvernement historiquement indispensable qui permet à la bourgeoisie d'une nationalité de dominer une population composée de nationalités différentes ².

La création de l'État national entraîne donc la domination nationale, puisque l'État servira le plus souvent les intérêts de la bourgeoisie d'une nation dominante. Bien plus, cet État deviendra rapidement l'épine dorsale du mouvement impérialiste :

C'est donc l'État indépendant qui constitue cette forme de gouvernement, historiquement indispensable, qui permet à la bourgeoisie de passer de la défensive à

¹ Joseph Staline, *le Marxisme et la question nationale et coloniale*, op. cit., p. 93.

² Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique*, op. cit., p. 58.

l'offensive, de la lutte pour la centralisation nationale à la politique impérialiste. Il suffit de considérer tous ces « États nationaux » qui aujourd'hui occupent leurs pays voisins et les colonies ¹.

Mais Rosa Luxemburg ne cherche pas à préciser davantage. Elle s'attardera surtout, dans les très rares textes où elle aborde la question, à considérer l'effet « spirituel » de la domination nationale sur le prolétariat :

Pour nous, pour la classe ouvrière, le problème national n'est pas et ne peut pas être étranger, ne peut pas être indifférente l'oppression la plus insupportable dans sa barbarie, l'oppression de la culture spirituelle de la société. Un fait constaté pour l'honneur de l'humanité dans tous les temps est que même la plus inhumaine oppression des intérêts matériels ne peut pas susciter une haine et une rébellion aussi fanatiques et enflammées que l'oppression de la vie spirituelle, l'oppression religieuse et nationale ².

1.3.4 Marx et l'Irlande

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne chercherons pas ici à multiplier les exemples. Ils nous ont seulement permis de mettre en relief le fait que le phénomène de la domination intérieure est davantage nommé qu'analysé. La plupart des « classiques » du marxisme, en contribuant à l'étude du MPC et de ses stades, permettent de poser un cadre d'analyse nécessaire à une étude plus spécifique de la question nationale. Mais ils ne l'abordent eux-mêmes, le plus souvent, que de façon indirecte. L'analyse de Marx sur l'Irlande paraît à ce titre exceptionnelle. Ces textes recèlent, à l'état pratique, des éléments extrêmement importants pour l'analyse de la domination « nationale » et de la place qu'elle tient dans les rapports mondiaux. Dans les *Lettres à Kugelmann*, Marx définit les Irlandais comme un peuple opprimé. Les difficultés rencontrées en Irlande et la division du prolétariat qu'elles suscitent, sont décrites comme une « punition que l'Angleterre, et par la suite la classe ouvrière anglaise, subit pour le grand crime vieux de plusieurs siècles qu'elle a commis envers l'Irlande ³ ». Mais l'analyse dépasse de beaucoup ces affirmations quasi moralistes.

Les textes de Marx mettent en œuvre les premiers éléments d'une analyse des rapports internationaux capitalistes en termes d'articulation hiérarchique, analyse qui sera reprise dans la théorie du maillon faible chez Lénine :

¹ Rosa Luxemburg, « Question nationale et autonomie », *Partisans*, n° 61, 1971, p. 7.

² Cité par M. Lowy, « Rosa Luxemburg et la question nationale », *Partisans*, n° 59-60, 1971, p. 67.

³ K. Marx, Jenny Marx et F. Engels, *Lettres à Kugelmann*, Paris, Éditions sociales, 1971, p. 95.

Donc, la position de l'Association internationale vis-à-vis de la question irlandaise est très nette. Son premier besoin est de pousser à la révolution sociale en Angleterre. À cet effet, il faut frapper un grand coup en Irlande ¹.

Marx maintient la nécessité de la révolution dans le centre capitaliste dominant l'Europe et le monde. Mais le texte montre bien comment cette thèse est tout autre que la caricature que l'on a voulu en faire. Il ne s'agit nullement d'affirmer la non-importance de l'activité révolutionnaire au sein des formations sociales dominées. Elle impose au contraire une stratégie qui considère l'articulation hiérarchique des formations sociales produite par les rapports mondiaux capitalistes. Elle insiste sur le besoin d'une stratégie spécifique à la pratique révolutionnaire des pays dominés. La thèse de Marx tient précisément compte de la place de ces formations au sein des rapports mondiaux. La conjoncture où l'auteur travaille l'amène à considérer l'Irlande comme un point de condensation de la lutte révolutionnaire :

Si l'Angleterre est le bulwark (rempart) du landlordisme et du capitalisme européens, le seul point où on peut frapper le grand coup contre l'Angleterre officielle, c'est l'Irlande.

En premier lieu, l'Irlande est le bulwark du landlordisme anglais. S'il tombait en Irlande, il tomberait en Angleterre. En Irlande, l'opération est cent fois plus facile, parce que la lutte économique est exclusivement concentrée sur la propriété foncière, parce que cette lutte y est, en même temps, nationale et parce que le peuple y est plus révolutionnaire et plus exaspéré qu'en Angleterre. Le landlordisme en Irlande s'est maintenu exclusivement par l'armée anglaise. Du moment que l'Union forcée entre les deux pays viendrait à cesser, une révolution sociale, quoique dans des formes arriérées, éclaterait en Irlande. Le landlordisme anglais ne perdrait pas seulement sa plus grande force morale, c'est-à-dire celle de représenter la domination de l'Angleterre sur l'Irlande. De l'autre côté, en maintenant le pouvoir de ses landlords en Irlande, le prolétariat anglais les rend invulnérables dans l'Angleterre elle-même ².

L'action révolutionnaire dans un pays dominé paraît donc ici non seulement justifiée, mais exigée par la nécessité d'affaiblir l'un des bastions de la domination capitaliste au cœur même du centre dominant (ici le landlordisme). La structure même de certaines formations périphériques peut précisément, à la faveur d'une conjoncture favorable, permettre l'isolement de certains bastions de la domination capitaliste. Mais Marx affirme, dans -un autre passage d'une lettre à Kugelmann et à ce même propos :

En Irlande par contre, dès que la cause du peuple irlandais reposera entre ses propres mains, dès qu'il sera devenu son propre législateur et qu'il se gouvernera lui-même, dès qu'il jouira de son autonomie, l'anéantissement de l'aristocratie foncière (en grande partie les mêmes personnes que les landlords anglais) deviendra infiniment plus facile. Parce qu'en Irlande le problème n'est pas seulement d'ordre économique,

¹ *Ibid.*, p. 158.

² *Ibid.*, pp. 156-157.

c'est en même temps une question nationale, car les landlords en Irlande ne sont pas comme en Angleterre les dignitaires et les représentants traditionnels de la nation, mais ses oppresseurs exécrés ¹.

Pour Marx, la domination nationale, présentée ailleurs comme secondaire, n'est pas moins une contradiction qui vient surdéterminer la contradiction de classes et peut provoquer plus facilement une irruption révolutionnaire. Cette analyse confère sa place à la question nationale : l'articulation mondiale des formations sociales, effet du capitalisme, donne lieu à une lutte de classes sur le plan international. Cette dernière, au sein d'une formation sociale spécifique, est cependant surdéterminée par l'oppression nationale qui, à la faveur de certaines conjonctures, peut permettre une condensation de contradictions favorable à un déblocage révolutionnaire non seulement utile, mais potentiellement essentiel à cette lutte dans le (les) centre(s) dominant(s).

Les analyses sur la question irlandaise sont cependant encore beaucoup plus riches. Le texte constitue en fait, sur la question nationale, une rupture avec toute forme de préjugés moralistes. Il tente de fonder l'analyse sur une approche matérialiste basée sur l'intérêt de classe du prolétariat. Il veut cerner le véritable ennemi de classe :

Il faut pratiquer cette politique en en faisant non une question de sympathie pour l'Irlande, mais une revendication qui se fonde sur l'intérêt même du prolétariat anglais. Sinon le peuple anglais continuera à être tenu en lisières par ses classes dirigeantes, parce qu'il est contraint de faire front commun avec elles contre l'Irlande ².

La question irlandaise divise le prolétariat anglais composé d'une grande partie d'immigrants irlandais. Et l'Irlande constitue un « avant-poste fortement retranché » des landlords anglais. Il est donc dans l'intérêt même du prolétariat britannique de faire cesser cette division qui nuit à la cohérence de son action et de tarir en même temps l'une des sources importantes de capital de la bourgeoisie anglaise.

Marx va au-delà de la simple constatation de la division du prolétariat. Il nous fournit une analyse du phénomène qui constitue, à l'état pratique encore une fois, une contribution importante. Ses textes sur la question irlandaise permettent d'entrevoir comment des concentrations géographiques importantes de l'armée de réserve peuvent se former à la faveur d'une domination soit intérieure, soit extérieure à la formation sociale. Les régions habitées par une minorité linguistique sont souvent maintenues à des bas niveaux de productivité et les travailleurs de ces régions constituent une main-d'œuvre à bon marché, plus

¹ *Ibid.*, p. 134.

² *Ibid.*

largement frappée par le chômage. Leur immigration dans les centres impérialistes provoquera une pression à la baisse sur les salaires :

En deuxième lieu, la bourgeoisie anglaise n'a pas seulement exploité la misère irlandaise pour rabaisser, par l'immigration forcée des pauvres Irlandais, la classe ouvrière en Angleterre, mais elle a en outre divisé le prolétariat en deux camps hostiles. Le feu révolutionnaire de l'ouvrier celte ne se combine pas avec la nature solide, mais lente, de l'ouvrier anglo-saxon. Il y a, au contraire, dans tous les grands centres industriels de l'Angleterre, un antagonisme profond entre le prolétaire irlandais et le prolétaire anglais. L'ouvrier anglais vulgaire hait l'ouvrier irlandais comme un compétiteur qui déprime les salaires et le *standard of life* (standard de vie). Il sent pour lui des antipathies nationales et religieuses. Il le regarde à peu près comme les *poor whites* (pauvres blancs) des États méridionaux de l'Amérique du Nord regardaient les esclaves noirs. Cet antagonisme, parmi les prolétaires de l'Angleterre elle-même, est artificiellement nourri et entretenu par la bourgeoisie. Elle sait que cette scission est le véritable maintien de son pouvoir... L'Irlande est le seul prétexte du gouvernement anglais pour entretenir une grande armée permanente qui, en cas de besoin, est lancée, comme cela s'est vu, après avoir fait ses études soldatesques en Irlande. Enfin, ce que nous a montré l'ancienne Rome sur une échelle monstrueuse se répète de nos jours en Angleterre. Le peuple qui subjugué un autre peuple se forge ses propres chaînes ¹.

Nous considérons les analyses sur l'Irlande comme l'une des contributions les plus importantes de Marx sur la question nationale. Ils fournissent des éléments : 1) pour la situer dans le cadre des rapports mondiaux, 2) pour fonder l'étude de sa relation, secondaire sans doute mais non négligeable, avec la constitution et la régénération constante de l'armée de réserve.

Les auteurs que nous venons d'aborder posent donc, d'une façon ou d'une autre, l'existence d'un phénomène qui deviendrait surdéterminer le prolétariat des groupes régionaux ou des formations sociales dominées. Mais la question demeure : comment conférer sa juste place à ce qu'on appelle la « domination nationale » ?

¹ *Ibid.*, pp. 157-158.

2. INÉGALITÉ DU DÉVELOPPEMENT INTÉRIEUR ET QUESTION NATIONALE

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu que la formation sociale dominée par le MPC s'articulait à partir de la nécessité de la création et de l'élargissement du marché national. La constitution de ce marché ne s'effectue cependant pas de façon harmonieuse et rationnelle sur tout le territoire de la formation sociale. Le mode de production capitaliste est régi, sur le plan intérieur comme sur le plan mondial, par la loi de l'inégalité du développement. La littérature marxiste, au cours des dernières années surtout, a beaucoup insisté sur les effets de cette loi au niveau mondial, mais elle s'est relativement peu inquiétée de ceux qu'elle avait au niveau de la formation sociale.

2.1 Otto Bauer

Les travaux d'Otto Bauer fournissent des éléments théoriques qui permettent de poser correctement la question de la domination intérieure. Le courant marxiste, à la suite des critiques de Staline et de Lénine, a malencontreusement oublié certains aspects des travaux de Bauer beaucoup plus pertinents que sa célèbre définition et que ses solutions politiques. Sa contribution approfondit et fonde théoriquement les éléments descriptifs fournis par Marx dans son analyse de la question irlandaise.

Après avoir montré comment, en Autriche, les groupes linguistiques allemand et tchèque étaient respectivement concentrés dans des régions industrialisées et dans des régions agricoles ¹, il cherche à poser les fondements économiques de la domination intérieure : « Le contraste entre les régions allemandes et tchèques doit être vu comme le contraste entre des territoires capitalistes en avance et des territoires capitalistes moins développés ². »

La question de la domination nationale intérieure renvoie donc, pour Otto Bauer, à celle de développement inégal. Il cherche à approfondir sa découverte. Nous nous permettons de citer longuement les travaux de l'auteur, ceux-ci étant fort mal connus sous cet aspect :

¹ Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, op. cit., p. 139-140, 143-145.

² *Ibid.*, p. 145.

Si nous voulons essayer de saisir le contraste, du point de vue économique, entre deux territoires qui sont à un niveau différent dans le développement capitaliste, mais qui échangent cependant leurs marchandises, la théorie marxiste des prix nous fournit la clef pour y parvenir.

La masse de plus-value produite dans les deux territoires est déterminée par la masse de surtravail fournie par les ouvriers des deux territoires. Mais quelle part de cette plus-value revient aux capitalistes de chacun de ces deux territoires ?

Le capital des régions hautement développées présente une structure organique plus élevée, ce qui signifie que, dans les territoires capitalistes plus avancés, la même somme de capital-salaire (capital variable) demande un capital réel (capital constant) supérieur, comparativement aux régions arriérées. Or, Marx nous a fait comprendre que, à cause de la tendance à l'égalisation du taux-de-profit, les ouvriers de chacune de ces deux régions ne produisent pas la plus-value directement pour leurs propres capitalistes ; mais la plus-value créée par les ouvriers des deux territoires est partagée entre les capitalistes des deux régions, non pas d'après la masse de travail fournie dans ces régions, mais plutôt d'après la masse de capital actif dans chacun de ces deux territoires. Or, comme une quantité de travail fournie dans une région hautement développée produit plus de capital, cette région retire donc aussi une plus grande part de plus-value que ce qui correspond à la masse de travail qui y est fournie... Les capitalistes des régions hautement développées n'exploitent donc pas seulement leurs propres travailleurs, mais ils s'approprient toujours une partie de la plus-value produite dans la région la moins développée... Il y a objectivement moins de travail dans les produits qui sortent de la région à structure organique du capital plus élevée que dans les marchandises que cette région reçoit de celle à structure organique plus basse ¹.

La prétendue supériorité congénitale des groupes linguistiques dominants vole en fumée. « Ce que les écrivains nationaux allemands appellent si volontiers la culture supérieure des Bohèmes-allemands, l'infériorité des régions tchèques, n'est rien d'autre que la conséquence de ce qui domine toute la concurrence capitaliste, c'est-à-dire le fait que les régions capitalistes plus développées s'approprient une part des valeurs produites dans les territoires capitalistes moins développés ². »

Otto Bauer pose donc les fondements de la relation entre l'inégalité du développement intérieur et la question nationale. Toutes les formations sociales capitalistes sont en effet caractérisées par une inégalité régionale et peuvent être considérées comme une articulation de régions « surdéveloppées » et de régions relativement « sous-développées ». Le développement du capitalisme ne s'effectue donc qu'à partir d'écarts plus ou moins sensibles à l'intérieur d'une même formation sociale. La première manifestation de cette inégalité de développement est la différence entre les régions industrialisées et les régions agricoles. Dans le développement du capitalisme, un second écart vient s'ajouter entre les régions

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p. 148.

concentrant l'industrie lourde et les régions caractérisées par la mise en œuvre de l'industrie légère. Finalement, les régions se différencient de plus en plus à partir de l'industrie de pointe qui se concentre en certaines aires de la formation sociale. Il s'agit de différentes manifestations du développement inégal entre le secteur I des biens de production et le secteur II des biens de consommation, de même qu'entre les différentes branches.

2.2 Le cas québécois

[Retour à la table des matières](#)

Cette situation provoque la stagnation de certaines régions de la formation sociale, l'écart ayant tendance à devenir de plus en plus difficile à réduire. Ainsi, si nous comparons la province d'Ontario, centre dominant du Canada, et celle du Québec sous l'angle de la répartition de la main-d'œuvre (voir tableau 1), on peut déjà constater l'avantage comparatif de l'Ontario qui bénéficie d'un équilibre économique beaucoup plus évident que le Québec. L'importance relativement plus grande du secteur secondaire marque de plus la position plus avantageuse de cette province. On sait en effet que le dynamisme d'une économie se vérifie à la plus ou moins grande vigueur de son secteur secondaire. L'écart entre les deux provinces s'accroît d'ailleurs si l'on scrute la composition relative du secteur secondaire.

Tableau 1
Répartition de la main-d'œuvre par secteurs

	Québec 1967	Ontario 1967
primaire	8.4 %	7.5 %
secondaire	30.3 %	36.6 %
tertiaire	61.3 %	55.8 %

Source : *Rapport Castonguay-Nepveu*, vol. 5, t. I : *la Sécurité du revenu*, tableau 2, 11, p. loi, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1971.

Tableau 2
*Répartition de la valeur de la production
 des industries manufacturières 1964 (millions de \$)*

	Québec	Ontario
1. industries liées aux ressources naturelles		
bois, papier et industries connexes	1 202	1 171
métallique primaire	671	1 478
minéraux non métalliques	268	461
	<hr/> 2 131	<hr/> 3 160
	(24 %)	(20 %)
2. industrie légère		
aliments et boissons	1 629	2 543
textiles, cuirs, vêtements, etc.	1 652	959
divers	636	912
	<hr/> 3 917	<hr/> 4 414
	(45 %)	(28 %)
3. industrie lourde		
produits chimiques	491	1 084
produits métalliques	541	1 265
dérivés du pétrole	400	487
matériel de transport	377	2 616
machinerie	185	788
divers	296	857
	<hr/> 2 716	<hr/> 8 296
	(31 %)	(52 %)

Source : le Parti québécois, *souveraineté et économie*, tableau 2, pp. 14-15.

Le tableau 2 nous apprend que c'est l'industrie légère qui domine largement au Québec (45 %), alors que l'industrie lourde prime en Ontario, et cela dans une importante proportion (52 %). On sait évidemment qu'à l'intérieur du secteur secondaire, c'est l'industrie lourde qui a le plus d'effet d'entraînement sur l'économie.

L'écart déjà souligné exerce aussi son action sur le taux de croissance des deux régions canadiennes (voir tableau 3). Si l'on compare les deux provinces sous l'angle de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière entre 1961 et 1965, on constate que, lorsqu'au Canada elle enregistre une variation de 15.6 %, au Québec la variation n'est que de 9.3 % alors que l'Ontario se détache nettement avec une hausse de 21 % ¹.

¹ *Rapport Castonguay-Nepveu*, vol. 3, t. I, *le Développement*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1971.

Tableau 3
Croissance des industries manufacturières
Québec-Ontario 1949-1963

	Québec	Ontario
accroissement total	117.3 %	141.4 %
taux moyen de croissance	5.76 %	6.75 %
écart de croissance	0.99	

Source : J. P. Chateau, « Croissance et structures des industries manufacturières au Québec et en Ontario 1949-1963 », *Actualité économique*, vol. 44, n° 3, octobre-décembre, 1968, p. 495.

Tableau 4
Investissements enregistrés au Québec et en Ontario
1968-1971 (millions de \$)

	Québec	Ontario	écart
1968	4 372	7 486	Ontario : 3 114 de plus
1969	4 450	8 193	3 143 de plus
1970	4 450	9 076	4 366 de plus
1971	5 236	9 680	4 444 de plus

Source : Ministère de l'Industrie et du Commerce, « Statistique Canada », *in la Presse*, 27 mars 1972.

Si l'on examine enfin les investissements (tableau 4) dans les deux régions, on se rend compte que l'écart tend à se maintenir et même à s'élargir selon la conjoncture.

Cette brève comparaison du Québec et de l'Ontario nous a donc permis d'illustrer comment le développement du capitalisme au sein d'une formation sociale s'effectue à partir d'un déséquilibre régional plus ou moins marqué, au bénéfice d'un centre dominant. Le déséquilibre, fondé sur la loi de l'inégalité du développement et une centralisation relative de la production du secteur I, produit une série d'effets qui viennent renforcer la domination de la ou des régions dominantes.

Le plus important de ces effets sera sans doute la formation de zones de réserves de main-d'œuvre où se concentrent précisément, à l'intérieur de la formation sociale, des ouvriers mal payés et une importante partie de l'armée de réserve. Ainsi se trouvent parquées des troupes que l'on pourra faire intervenir à tel

ou tel endroit durant des périodes de haute conjoncture¹. Cela assure donc la mobilité (recherche d'emplois ou de plus hauts salaires) d'une main-d'œuvre régionale davantage marquée par le chômage et caractérisée par un taux de salaire relativement inférieur à la moyenne nationale. Marx, on vient de le voir, a le premier attiré l'attention sur ce phénomène dans ses études sur l'Irlande.

Otto Bauer précise l'analyse à la faveur du cas autrichien : « Le caractère industriel de la région allemande, le caractère agricole de la région tchèque est la raison fondamentale de l'immigration tchèque². » Immigration, bien sûr, qui aura pour effet d'exercer une pression à la baisse sur les salaires³.

Le dénivellement régional des salaires et la concentration relative de l'armée de réserve apparaissent donc comme le produit du MPC :

Or qui dit mobilité de main-d'œuvre dit forcément juxtaposition de régions « surindustrialisées » et de régions « sous-industrialisées ». Si, pour l'essentiel, toute la population laborieuse trouve un emploi dans la région où elle habite, il n'y a plus de réserves de main-d'œuvre disponibles pour les brusques mouvements d'expansion du capitalisme industriel. Et sans ces réserves de main-d'œuvre, ces périodes d'expansion sont, sinon techniquement impossibles, du moins impossibles dans les conditions les plus favorables, à la mise en valeur du capital. Toute la croissance capitaliste est une croissance par définition spasmodique, où d'amples mouvements de contraction et d'expansion d'activité se succèdent périodiquement. Ces mouvements présupposent d'importantes réserves de main-d'œuvre. Cette même armée de réserve industrielle est indispensable à une stabilisation des salaires à des niveaux qui assurent le capital d'un taux de profit considéré comme satisfaisant. Le rôle principal du sous-développement régional en régime capitaliste, c'est celui de fournir ces vastes zones de réserve de main-d'œuvre⁴.

L'inégalité du développement régional permet de plus à la ou aux régions développées de trouver, à l'intérieur de la formation sociale, des zones de débouchés, entraînant ainsi un transfert net de valeurs des régions moins développées vers les régions dominantes. Le Québec a précisément servi, à travers son histoire, d'importante source de main-d'œuvre non seulement pour le Canada, mais pour toute l'Amérique du Nord. Il a aussi été, jusqu'à la dernière guerre, une région principalement agricole. Ces régions, comme on le sait, constituent

¹ Le monopolisme généralise à l'échelle mondiale ces transferts de population. L'un des aspects prioritaires des luttes prolétariennes sur la question nationale sera de générer et de s'appuyer sur la solidarité travailleurs autochtones-travailleurs immigrés. Seule une lutte résolument internationaliste dévoilant cette réalité permettra de produire cette solidarité. On voit donc comment toute lutte nationale, dans une perspective socialiste, s'articule à partir de l'internationalisme.

² Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, op. cit., p. 164-165.

³ *Ibid.*, p. 152.

⁴ Ernest Mandel, « Capitalisme et économie régionale », *Socialisme* 69, n° 17, 1969, p. 31.

toujours, en économie capitaliste, des zones de débouchés pour les régions industrielles.

Une fois posée l'existence de cet effet de déséquilibre régional du mode de production capitaliste sur la formation sociale, il nous reste à établir sa relation avec la question nationale. Il nous semble d'abord clair qu'il existe une convergence entre les mouvements nationalistes des centres dominants et l'inégalité du développement régional. Le Québec n'est ici qu'un exemple que l'on pourrait multiplier : Bretagne, Wallonie, Irlande... Une question demeure cependant : y a-t-il toujours corrélation entre l'existence de minorités linguistiques et leur concentration dans les régions économiques les moins développées au sein d'une formation sociale ?

Une observation rapide de la formation sociale canadienne pourrait nous conduire à le penser. Les deux communautés francophones, acadienne et canadienne, qui formaient la Nouvelle France lors de sa conquête par l'Angleterre durant la seconde moitié du XVIII^e siècle, sont actuellement concentrées respectivement au Québec et au Nouveau-Brunswick, deux régions relativement moins développées dans l'ensemble canadien.

Rien ne nous permet cependant d'affirmer, du moins jusqu'à l'époque contemporaine, la reproduction, même simple, d'une inégalité régionale invariable au sein de la formation sociale. Durant le XX^e siècle au contraire, dans la plupart des pays, se sont produits des changements notables dans le taux de développement des différentes régions, permettant le surdéveloppement d'anciennes régions naguère peu ou moyennement développées. Le capital peut dans certaines circonstances juger préférable de s'installer dans les régions moins développées pour y trouver une main-d'œuvre à bon marché, plutôt que de faire se déplacer cette main-d'œuvre. Des changements technologiques peuvent aussi contribuer à cette transformation de l'équilibre régional ¹.

Il faut bien affirmer, d'autre part, que toutes les régions moins développées des formations sociales capitalistes ne sont pas des centres de concentration de minorités.

¹ Dans le premier cas, Mandel cite: « L'industrialisation du sud de l'Angleterre, traditionnellement agricole, aux dépens de l'Écosse et du Pays de Galles; l'industrialisation de la Flandre aux dépens de celle de la Wallonie; l'industrialisation des États méridionaux des U.S.A. aux dépens de la Nouvelle-Angleterre; celle du Wurtemberg et de la Rhénanie méridionale aux dépens de la Ruhr » (cf. Ernest Mandel, « Capitalisme et économie régionale », *Socialisme*, 69, n° 17, p. 33). Dans le second cas, il considère que « la Californie aux États-Unis, la région Rhône-Alpes en France, la région entre les Midlands et Londres en Grande-Bretagne, la région de Rotterdam aux Pays-Bas et celle d'Anvers en Belgique, le triangle Fraser, Fort-Mayenne, Stuttgart en Allemagne occidentale, en sont les prototypes » (cf. Ernest Mandel, « Capitalisme et économie régionale », *Socialisme* 69, n° 17, p. 34).

Nous refusons donc de poser une relation de détermination absolue entre l'existence de minorités et le sous-développement, thèse finalement défendue par Lord Durham, comme on l'a vu plus haut, et reprise implicitement ou explicitement dans bien des analyses nationalistes contemporaines. Il reste cependant qu'il existe une coïncidence réelle entre régions moins ou sous-développées et minorités linguistiques au sein d'une formation sociale. C'est de cette convergence qu'il faut rendre compte. Soulignons d'ailleurs immédiatement qu'à cette correspondance s'en ajoute une autre, inverse, qui nous semble aussi marquée. On peut en effet constater que les régions sous le contrôle de la fraction bourgeoise dominante au moment de la création de l'État national et de l'annexion des différentes aires géographiques qui constitueront la formation sociale, manifestent une certaine tendance à se maintenir comme centres dominants relativement surdéveloppés à travers l'histoire.

2.3 Sur une contre-tendance

[Retour à la table des matières](#)

Pour rendre compte de cette situation qui, répétons-le, ne nous semble pas une loi ou une règle absolue au sein d'une formation sociale, il nous faut tenir compte à la fois de la loi du développement inégal et de l'histoire du développement du capitalisme au sein de chaque formation sociale. S'il nous semble impossible de reprendre au niveau de la formation sociale considérée en elle-même l'expression d'André Gunder Frank, le « développement du sous-développement ¹ » qui s'applique au niveau mondial, il nous paraît cependant possible de déceler une tendance réelle, mais non inéluctable, au maintien d'économies régionales déformées où se concentrent des minorités reconnues comme minorités ethniques, culturelles ou nationales selon la conjoncture des luttes idéologiques au sein de chaque formation sociale, mais dont les agents subissent de toute façon l'assujettissement national sous l'idéologie dominante.

Nous avons vu d'abord que le mode de production capitaliste a précisément pour effet de tendre à l'assujettissement, sous une nation, de toutes les classes de la formation sociale dont les agents sont le plus souvent de groupes linguistiques différents (dont le type spécifique de « réunion » sous une idéologie dominante était l'effet d'un autre mode de production et dont la spécificité n'est pas l'objet de notre étude). Mais cet effet d'assimilation peut être relativement bloqué par certaines contre-tendances. Il nous semble possible d'en retracer les principales. L'effet d'assimilation ne peut massivement jouer que si les agents des divers groupes sont directement et incessamment mis en contact avec le capitalisme dans ses formes les plus développées. Comme on l'a vu chez Lénine, c'est la grande industrie qui permet d'étendre et d'imposer le marché national et par suite, dirons-

¹ André Gunder Frank, *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Paris, Maspero, 1968.

nous, l'assujettissement national. Or, même à la période manufacturière et à plus forte raison à celle de la fabrique, comme nous l'avons énoncé, la formation sociale est fractionnée en différentes régions plus ou moins développées. L'État national se constitue de plus à partir d'un centre dominant qui annexe le plus souvent des régions agricoles précapitalistes ou faiblement développées sur le plan capitaliste. On connaît, d'autre part, le rôle des relations entre régions industrielles et régions agricoles sous le MPC. Il se trouve ainsi que la Constitution de l'État national place souvent les groupes régionaux annexés dans une situation de domination économique spécifique qui vient surdéterminer, selon les classes évidemment, l'effet des simples rapports de production capitalistes. Mais il est clair que cette surdétermination n'est pas liée consubstantiellement au fait qu'il y ait des groupes linguistiques différents, mais bien à l'histoire du développement du capitalisme lui-même. Sur le plan économique, le prolétariat des régions moins développées est surexploité à quelque groupe linguistique qu'il appartienne (nous reviendrons d'ailleurs sur la notion ambiguë de surexploitation). De même les fractions bourgeoise et petite-bourgeoise se concentrant dans ces régions sont elles-mêmes placées sous la coupe de la fraction bourgeoise hégémonique, et cela quel que soit leur groupe linguistique. De plus, et c'est ici ce qui nous intéresse davantage, cette constitution du pays tend plus ou moins à contrecarrer les effets d'assimilation provoqués par le MPC. Le groupe vivant dans une région à prédominance agricole sera en effet moins soumis à l'assujettissement national puisque le capitalisme, sous sa forme la plus développée, aussi bien au niveau de l'entreprise qu'à celui des appareils idéologiques (écoles, presse, radio, droit...) l'atteint moins massivement. La situation de développement inégal permettra donc de préserver une certaine forme de spécificité audit groupe. Il permettra surtout, dans certaine conjoncture de la lutte des classes, un véritable subvertissement de l'idéologie nationaliste dominante qui est retournée, sous des thèmes indépendantistes, contre la fraction bourgeoise dominante elle-même. C'est ainsi que l'on pourra présenter la formation sociale comme étant le lieu d'une lutte entre deux nations, l'une dominée et l'autre dominante. Nous assisterons alors à une lutte entre deux fractions de la bourgeoisie, l'une, dominante, contrôlant l'État et soutenant une idéologie d'assujettissement national propre à l'ensemble de la formation sociale, l'autre dominée et plus ou moins retardataire qui s'appuie sur la propriété de moyens de production moins importants. Cette dernière cherchera à s'assurer le contrôle économique et politique de la région sur laquelle elle étend son influence en soutenant un nationalisme permettant de contrer les effets de celui qui est soutenu par l'idéologie de la fraction dominante.

Ce blocage des effets d'assimilation, bien que de manière moins efficace, aura de plus tendance à se maintenir, pour une période relativement longue, lorsque la région agricole se transformera graduellement en région industrielle ou semi-industrielle. Le blocage sera encore plus sensible si elle demeure relativement moins développée que le centre dominant. Dans ce type de région, mais cela n'est pas inévitable, se concentreront souvent l'industrie légère et l'extraction des matières premières. Cette situation permettra de conserver, pour une période plus

ou moins longue, des éléments de spécificité au groupe régional. Ajoutons d'autre part que la fraction bourgeoise de ces régions, ayant toujours été placée dans une situation moins favorable à l'accumulation et même si elle profite des retombées du développement industriel, verra sa position de plus en plus menacée et sera fortement sollicitée par un nationalisme de type séparatiste. Le développement du capitalisme, tout en créant les conditions d'un assujettissement national au sein de l'ensemble de la formation sociale, peut ainsi, de par son inégalité, permettre un contre-effet qui en empêchera la réalisation complète et même, à la faveur de certaine conjoncture, suscitera le fractionnement.

2.3.1 Le Québec dans l'ensemble canadien

[Retour à la table des matières](#)

À la veille de la conquête, la Nouvelle France est une colonie d'une formation sociale au sein de laquelle le MPC n'a commencé à affirmer sa dominance que depuis une cinquantaine d'années¹. Les conditions, internes comme externes, n'ont donc jamais favorisé le développement du capitalisme dans la vallée du Saint-Laurent. L'histoire du développement du capitalisme et de la question nationale au sein de la formation sociale canadienne et de la province de Québec paraît à cet égard assez révélatrice. La région du Saint-Laurent est conquise par l'Angleterre en 1760. Cette conquête ne provoque d'abord aucun bouleversement économique et social majeur au sein de la colonie. La Nouvelle France était en effet économiquement articulée à partir du commerce des fourrures avec les Amérindiens, en même temps que l'agriculture était organisée selon le mode de la tenure seigneuriale. Le procès de production agricole était donc féodal, en même temps que le commerce des fourrures ne donnait lieu qu'à un transit de marchandises produites selon un mode de production primitif et transformées dans les manufactures métropolitaines. L'État colonial, militaire et aristocratique, tendait à la reproduction de cet ensemble, s'appuyant sur la doctrine mercantiliste dans sa version colbertiste, pour laquelle la colonie ne devait servir que de source de matières premières et de zone de débouchés pour la mère patrie. À partir d'elle, ne devait pas être induit de développement venant concurrencer la production métropolitaine.

Après la conquête, durant les dernières années du XVIII^e siècle, la formation sociale ne subit pas de transformations marquées. Il n'y apparaît pas d'idéologie nationaliste structurée, l'aristocratie et le haut-clergé (qui contrôlait d'ailleurs une bonne partie des seigneuries) se contentant de réclamer la reconnaissance de la tenure seigneuriale et de l'évêque catholique. On ne réclame donc que le respect de la spécificité culturelle du groupe francophone (à partir d'intérêts socio-économiques assez évidents) en échange de la fidélité à la couronne britannique. Cette revendication est d'ailleurs agréée et l'aristocratie ne manque pas, en contrepartie, de respecter ses engagements. À partir du début du XIX^e siècle cependant,

¹ B. Porchnev, *les Soulèvements populaires en France au XVII^e siècle*, Paris, Flammarion, 1972.

l'économie du bois remplaçant celle des fourrures, la situation se transforme sensiblement. La production et le commerce du bois offrent les conditions timides d'un début d'industrialisation et d'accumulation dans la colonie et permettent surtout d'élargir l'univers des échanges. Une bourgeoisie presque exclusivement anglophone appuyée sur la bourgeoisie anglaise métropolitaine commence à s'affirmer. Les caractéristiques linguistiques de la fraction bourgeoise qui dominera le Canada sont donc toutes trouvées dans celle de la mère patrie. Le MPC dominant en Angleterre tendra à produire et à reproduire dans l'enclave coloniale les traits linguistiques de la métropole. C'est ainsi que se manifestent, sous les aspects nationaux, les effets de la conquête qui, au sens strict, ont provoqué un changement de formation sociale. D'enclave d'une formation sociale à dominante relativement récente du capitalisme, la colonie est devenue une excroissance de la formation sociale la plus avancée dans le développement du MPC. À ce titre elle héritera, étant une colonie de peuplement, des traits nationaux de la patrie familiale.

Une petite bourgeoisie, majoritairement francophone, composée de membres de professions libérales et de petits commerçants et entrepreneurs, se sentira cependant de plus en plus coincée entre le capitalisme commercial et l'aristocratie contrôlant les seigneuries. C'est elle qui, contre l'aristocratie, le haut-clergé et la bourgeoisie, soutiendra une idéologie nationaliste de plus en plus radicale. Devant les attaques de la petite bourgeoisie indépendantiste, la bourgeoisie soutiendra un contre-nationalisme assimilateur (dont le rapport Durham n'est qu'une manifestation). La lutte de classes, traversant les groupes linguistiques mais sécrétant deux nationalismes antithétiques, devait mener à l'affrontement de 1837-1838 et à l'échec de la petite bourgeoisie. En 1840, la bourgeoisie coloniale et métropolitaine obtient la réunion du Haut-Canada (presque exclusivement anglophone) et du Bas-Canada (majoritairement francophone) qui, en 1791, avaient été créés à la suite d'une subdivision de la province de Québec. La bourgeoisie vise à assimiler le groupe francophone ou tout au moins à affirmer la domination de ce qu'elle appelle sa nation. Le Québec et l'Ontario actuels sont donc les régions primitivement constituantes de ce qui deviendra en 1867 l'État national canadien (dominion britannique) et auquel viendront s'ajouter successivement les autres colonies britanniques qui formaient le British North America.

2.3.2 Encore une fois Otto Bauer

[Retour à la table des matières](#)

La bourgeoisie canadienne est en effet placée, à un certain moment, dans une situation difficile par suite de l'adoption du libre échange en Angleterre. Elle cherchera à créer son propre marché national. On assiste alors à une vaste opération de construction de voies ferrées permettant de relier les territoires ne faisant pas partie des États-Unis, et à la création de la fédération canadienne dont

nous venons de faire état. Le Québec, dans l'ensemble canadien, sera surtout, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, une région principalement agricole, en plus de constituer, à partir des années 1920, une importante source de matières premières pour le capital américain. Il verra aussi se développer une industrie centrée sur les biens de consommation et utilisant une main-d'œuvre à bon marché. Faut-il expliquer ici l'inégalité du développement du Québec par rapport à l'Ontario par le fait que la « nation québécoise » était minoritaire dans l'ensemble canadien ? C'est la thèse du nationalisme. Dans son expression de « gauche », il tend à établir une relation de détermination absolue entre ces deux éléments, comme si la situation de minorité nationale entraînait automatiquement celle de l'inégalité du développement. Malheureusement rien ne permet de souscrire à une interprétation aussi simpliste.

Les travaux d'Otto Bauer nous offrent encore une fois des indications précieuses. Ce dernier cherche à démontrer comment les traits linguistiques dominants (allemands) de la bourgeoisie en Autriche et le phénomène de la concentration relative du groupe linguistique allemand dans les régions les plus développées, résultent de l'histoire du développement du capitalisme dans ce pays et non d'une quelconque fatalité nationale. Cette situation est issue, selon lui, d'une double origine.

La germanophonie de la bourgeoisie autrichienne résulte d'abord « ... du fait historique qu'aux débuts du développement capitaliste-industriel en Autriche, à l'époque où les classes dominantes appartenaient à la nation allemande, l'Autriche était politiquement et culturellement un État allemand. Aussi longtemps que la bourgeoisie autrichienne est sortie de la classe dominante de l'époque, elle a été allemande de naissance ; quand elle naquit d'éléments étrangers, elle se germanisa ¹. » C'est ce fait historique qui a donné à la bourgeoisie allemande « une avance d'un siècle et demi ² ».

On ne peut ici souligner que le parallélisme de la situation canadienne. La conquête anglaise de 1760, en imposant la domination de la bourgeoisie métropolitaine, déterminait les traits linguistiques (anglophones) de la bourgeoisie canadienne. Mieux placée au niveau des relations avec la métropole, la bourgeoisie anglophone, durant l'époque du capitalisme commercial et au début du capitalisme industriel, a « accumulé » de la même façon « un siècle et demi d'avance ». Cette bourgeoisie est d'ailleurs formée d'éléments faisant au sens strict partie intégrante de la bourgeoisie métropolitaine elle-même.

Otto Bauer montre que l'inégalité régionale, seconde « origine » de la domination de la bourgeoisie allemande en Autriche, résulte de l'histoire spécifique du développement du capitalisme. Il souligne ainsi l'avantage

¹ Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, op. cit., p. 141.

² *Ibid.*, p. 142.

démographique des régions allemandes qui jouissaient d'une plus nombreuse population. De même, les régions allemandes, régions frontalières, étaient mieux placées pour profiter de la contrebande qui, pratiquée sur une grande échelle, a joué un rôle important dans le développement de l'industrie de la laine et du coton. Il ajoute enfin :

Mise à part la contrebande, les régions allemandes offraient d'abord des conditions plus favorables à la production. Les Allemands habitaient les contrées montagneuses (les Alpes et les montagnes frontalières de Bohème) où l'industrie trouvait l'énergie hydraulique dont elle avait besoin. Le fait qu'un gisement houiller ait été exploité plus tôt dans le territoire allemand fut encore plus important ¹.

Ainsi donc l'inégalité du développement des régions tchèques et allemandes ne résulte nullement d'une fatalité liée aux caractéristiques linguistiques des groupes en présence. Il résulte de « circonstances fortuites ² » qui renvoient à l'histoire spécifique du développement du capitalisme. Le cas canadien confirme les analyses de Bauer.

Durant la deuxième moitié du XVIII^e siècle et durant la première moitié du XIX^e, la vallée du Saint-Laurent constitue la région la plus développée de l'ensemble du British North America. C'est l'époque du capitalisme commercial. Le commerce des fourrures, puis du bois, et la construction navale en font une région relativement prospère. Le Saint-Laurent constitue en fait une des routes commerciales importantes de l'Amérique du Nord, bien que défavorisée par des conditions climatiques peu propices. À partir des années 1860, la région québécoise perdra cependant son dynamisme aux dépens de l'Ontario qui deviendra peu à peu le centre dominant de l'économie canadienne.

2.3.3 Le Québec et l'Amérique du Nord

[Retour à la table des matières](#)

La thèse nationaliste y trouve l'un des fondements de son argumentation. Tout concourt en effet à penser qu'après l'Union du Haut- et du Bas-Canada (pour résoudre la crise nationaliste des années 1837-1838) et après la Confédération canadienne de 1867, le Québec est condamné au sous-développement. Cette thèse tend malheureusement à filtrer des éléments d'analyse. La perte d'importance de la vallée du Saint-Laurent tient plutôt principalement à des changements technologiques qui ont bouleversé l'équilibre régional de l'ensemble nord-américain. « Le facteur le plus important du passage de l'ère commerciale à l'ère industrielle, c'est sans doute le *remplacement du bois* par l'acier comme produit de base de l'industrie. Dans cette évolution, la construction des chemins de fer fut

¹ *Ibid.*, pp. 142-143.

² *Ibid.*, p. 143.

l'élément décisif. Dans l'industrie de la construction navale, le changement se réalisera par l'introduction du moteur à vapeur. À partir de ce moment, seules les régions où l'on trouvait du charbon allaient connaître une croissance économique rapide ¹. »

Il s'est trouvé que la région québécoise était malheureusement dépourvue de la ressource naturelle la plus importante. Au contraire, l'Ontario, mieux située, profita au maximum de ses nouveaux avantages. C'est ainsi que l'économie du Québec s'est retrouvée centrée sur l'industrie légère et la main-d'œuvre à bon marché. Mais, phénomène encore plus important, il faut constater que le cas du Québec n'est pas unique en Amérique du Nord. Au contraire, son destin s'apparente parfaitement à celui de la Nouvelle-Angleterre, aux États-Unis. Cette région qui avait connu le même essor durant la période commerciale, subit le même sort par suite des mêmes changements technologiques ².

On peut donc constater que la situation de minorité nationale n'a rien à voir avec le retard pris par la région québécoise durant cette période. La Nouvelle-Angleterre, étant majoritairement habitée par des membres du groupe linguistique dominant aux États-Unis, subit un sort identique. À partir des années 1920, le Québec reprit un nouvel essor économique grâce à sa richesse en énergie hydro-électrique, en pâtes et papiers et à une abondance minière, sous l'effet des investissements impérialistes américains. Le Québec actuel garde les caractéristiques de ces deux phases de son histoire économique : centre d'exploitation de richesses naturelles et concentration relative d'industrie légère.

Il est donc clair que la soumission de la région économique québécoise à la fraction bourgeoise canadienne dominante et à l'impérialisme américain n'a directement rien à voir avec le fait que s'y concentre un groupe linguistique minoritaire. Ce que cette situation spécifique permet au contraire d'expliquer en partie, c'est bien plutôt le maintien des caractéristiques linguistiques du groupe francophone québécois ³.

¹ Albert Faucher et Maurice Lamontagne, « L'histoire du développement industriel au Québec », in *la Société canadienne-française*, Montréal, H.M.H., 1971, p. 267.

² « On peut déduire de ce qui précède que l'évolution économique du Québec durant le XIX^e siècle a été conditionnée avant tout par des facteurs géographiques et économiques inhérents au système d'économie politique du continent nord-américain. Durant cette période, les liens entre le Québec et la Nouvelle-Angleterre furent très étroits et les deux régions ont connu un semblable destin économique. L'une et l'autre de ces régions ont joué un rôle de premier plan durant l'ère commerciale ; par la suite, au cours de la période du développement industriel, la Nouvelle-Angleterre a dû céder la prépondérance économique aux États de l'est central et le Québec à l'Ontario. En dernière analyse, on voit que les deux régions ont réagi à ce changement de la même façon : elle se sont concentrées sur des industries de main-d'œuvre » (cf. A. Faucher et M. Lamontagne, *Ibid.*, p. 270).

³ En France, la Bretagne a subi un sort identique par suite du même type de désavantage géographique (voir Robert Lafont, *la Révolution régionaliste*, op. cit., pp. 76 à 94).

Le groupe régional québécois, moins soumis à l'envahissement du capitalisme le plus développé, pourra donc conserver sa spécificité. La fraction bourgeoise autochtone, soumise évidemment à la bourgeoisie ayant des intérêts pancanadiens, valorisera même la spécificité rurale en en faisant la vocation des Canadiens-français, vocation de nature à préserver leur particularisme. Ces fractions bourgeoise et petite-bourgeoise, soutenant un nationalisme de type autonomiste mais non séparatiste, insistent sur les traits culturels spécifiques de la nation dite canadienne-française.

À la faveur de la crise économique des années 30 qui provoqua le relâchement momentané de l'emprise canadienne, on assista à une radicalisation de l'idéologie nationaliste et certaines tendances au séparatisme réapparurent. Mais ce West que durant les années 60 que l'indépendantisme se développa de façon très significative. Le Québec, qui n'est d'ores et déjà plus, depuis la guerre, une région agricole, s'est cependant maintenu comme région économiquement déformée, écartelée entre l'intégration à l'économie canadienne et la dépendance face à l'impérialisme américain. Une fraction de la bourgeoisie québécoise, appuyée par un fort groupe de la technocratie de l'État provincial à la recherche de plus de pouvoir, se sent donc menacée dans ses assises économiques et tente de faire l'indépendance de la « nation québécoise ». Le groupe linguistique francophone est d'ailleurs en recul au Québec comme au Canada dans son ensemble. Les études démographiques ont de plus démontré que le seul centre véritablement développé du Québec, soit Montréal, pourrait, si aucune intervention étatique ne survient, devenir majoritairement anglophone.

Ce survol extrêmement rapide de l'histoire du Québec nous aura permis de constater que c'est le maintien de l'inégalité du développement qui a contribué à bloquer l'assimilation du groupe francophone québécois.

L'industrialisation, survenue à partir de l'après-guerre, le soumet cependant, ainsi que la fraction bourgeoise ayant des intérêts québécois relativement indépendants de ceux de la bourgeoisie canadienne, à des pressions économiques et assimilatrices relativement plus fortes. Cette industrialisation qui s'est réalisée grâce surtout aux intérêts américains et canadiens n'a d'ailleurs pas résolu l'écart économique entre le Québec et l'Ontario. Ce n'est en fait, comme on l'a vu, que sa forme qui a changé. La voie était donc ouverte au nationalisme à propulsion indépendantiste.

2.4 La surdétermination du politique

[Retour à la table des matières](#)

Si la comparaison de l'histoire du Québec et de la Nouvelle-Angleterre nous a permis d'infirmer la thèse nationaliste et d'en faire ressortir le caractère idéologique, nous ne prétendons nullement soutenir un déterminisme géophysique

mécaniciste. Il est évident que le déséquilibre régional ne s'explique pas, dans son articulation fondamentale, par des hasards de géographie. Les facteurs géographiques ne font que prédisposer une région spécifique à subir les contrecoups du développement du capitalisme au sein de toute formation sociale, c'est-à-dire l'inégalité du développement régional. Il existe plusieurs cas de régions s'ancrant dans le sous-développement sans présenter d'obstacles géophysiques. La situation s'analyse au niveau de l'histoire spécifique du développement du capitalisme au sein de chaque formation sociale.

Par suite d'une multiplicité de déterminations historiques qu'il serait illusoire de tenter d'énumérer, le capitalisme s'affirme toujours dans certaines branches et au sein de certaines régions qui se « surdéveloppent » en produisant et en reproduisant le sous-développement d'autres branches et d'autres régions. La logique de ce surdéveloppement régional a pour effet de désarticuler l'économie de la ou des autres régions qui accumulent sans cohérence et sans dynamisme endogène possible des « branches de pointes et un secteur primaire » toujours presque entièrement dominés par un capital exogène, des branches du secteur traditionnellement dominé du capital (biens de consommation) et des « poches » plus ou moins importantes de productions non capitalistes (petite production patriarcale), mais dominée en amont comme en aval par un capital exogène. L'État centraliste vient surdéterminer ces désavantages en renforçant les privilèges des régions dominantes : concentration des centres financiers, structuration des réseaux de communications au profit de ces dernières (chemin de fer...), etc.

Nulle fatalité ne condamnait cependant la nation minoritaire à subir le joug de la nation majoritaire en faisant les frais de l'inégalité du développement. Au contraire, cette réalité capitaliste a parfois favorisé des régions où se concentraient des groupes minoritaires (Espagne) ¹.

Même si la probabilité demeure relativement faible, on ne peut exclure la possibilité de l'éventuel développement d'une région défavorisée ². Mais, et c'est ici le plus important en ce qui a trait à la question nationale, cette transformation ne saurait répondre qu'à une logique exogène (et le plus souvent impérialiste). La question nationale s'articule ainsi de telle façon qu'elle peut constituer un facteur de surdétermination permettant des alliances de classes à vocation hégémonique prolétarienne, puisqu'elle ne saurait se réaliser efficacement que dans une lutte anti-capitaliste. Tout, bien sûr, ne saurait être fonction que de la conjoncture. Nous y reviendrons.

¹ Il faut d'ailleurs souligner que la situation de surdéveloppement relatif aussi bien que celle de sous-développement peut favoriser l'apparition de propension nationaliste. L'exemple du Biafra nous l'a péniblement démontré...

² Emmanuel Terray nous semble conclure un peu trop rapidement à la fixation irrévocable de toute région de ce type dans le sous-développement. (Cf. « L'idée de nation et les transformations du capitalisme », *les Temps modernes*, n° 324-325-326, août-septembre 1973, pp. 499 à 501.)

De la même façon, si le cas québécois illustre comment la concentration d'un groupe linguistique minoritaire dans une région moins développée peut le protéger des effets d'assimilation propres au MPC, il ne s'agit nullement d'une loi univoque. Plusieurs autres exemples, dont ceux des groupes régionaux en France, démontrent à l'évidence que les « effets de préservation » du sous-développement varient énormément. Ils ne s'analysent en fait et n'ont d'effets qu'à travers un ensemble de déterminations économique, politique et idéologique qui confèrent un poids historique très variable à cette contre-tendance. C'est à l'histoire spécifique de la lutte des classes qu'il faudra se référer dans chaque cas. Nous l'avons vu dans le cas du Québec.

Si nous demeurons fidèle à la problématique développée jusqu'ici, il nous faudra accorder un poids surdéterminant au politique. C'est l'histoire de la lutte des classes dans l'instance politique qui déterminera l'effet réel de contre-tendance à l'assimilation de l'inégalité du développement. Elle pourra presque annihiler cet effet comme dans certaines régions de la France; elle pourra, au contraire, le renforcer comme dans le cas canadien. Une histoire comparative centrée sur ce problème reste entièrement à faire. Mais si l'on fait référence à ces deux formations sociales, on peut déjà constater l'importance de l'instance politique. Le fédéralisme, qui en 1867 a créé des provinces aux pouvoirs limités mais réels, a permis de renforcer le particularisme québécois. Majorité linguistique au sein d'une « portion d'État » (la province de Québec), le groupe francophone s'est vu fournir les conditions historiques (économiques, politiques et idéologiques) nécessaires à sa reproduction. Au contraire, dans le cas français, le centralisme politique, déterminé par la spécificité de la lutte des classes à l'époque du renversement du féodalisme, a produit une réalité totalement différente. Il a presque annihilé les effets de reproduction des groupes linguistiques minoritaires qu'aurait pu produire l'inégalité du développement capitaliste.

Il faudra produire une multiplicité d'analyses concrètes. Mais ce seul exemple nous permet de constater encore une fois que le centre même de l'analyse de la question nationale se trouve dans l'instance politique, dans l'histoire de la lutte des classes.

2.5 Et malgré tout si...

[Retour à la table des matières](#)

Un dernier problème : la question nationale, sous l'effet de la lutte des classes, aurait-elle pu malgré tout favoriser le changement des rapports régionaux au Canada ? La bourgeoisie, pour éviter des perturbations peu favorables au développement économique aurait-elle conduit un déplacement des rapports économiques régionaux, instaurant la domination de l'Ontario actuel ? C'est de cette seule manière que, Subsumée sous la lutte des classes, la question nationale

pouvait « causer » de tels bouleversements. Rien ne permet cependant de confirmer cette thèse. Soulignons d'abord qu'il y eut, à la même époque, des troubles sociaux du même type dans le Haut-Canada : une petite bourgeoisie, appuyée partiellement par la bourgeoisie, s'attaque au grand commerce et à la spéculation foncière. La question nationale vient surdéterminer l'affrontement au Bas-Canada. Mais le pouvoir colonial a plutôt pratiqué une politique de minorisation par la fusion des deux colonies. Avant 1850, la vision de la bourgeoisie reste tout entière centrée sur la vallée du Saint-Laurent. Le Haut-Canada est considéré en cette fonction : politiquement et économiquement. D'une part, l'adjonction de sa population permettra de minoriser les francophones et, si possible, de les assimiler. D'autre part, l'union des deux Canada demeure pensée en fonction d'un développement économique toujours centré sur la vallée du Saint-Laurent. L'Union évitera que les rapports économiques n'attirent le Haut-Canada vers les États-Unis. Les bourgeois de Montréal, dans une pétition à Londres, écrivent :

Dans le progrès des événements conduisant à cette fin, les habitants du Haut-Canada se trouveraient imperceptiblement amenés à former des relations avec leurs voisins les Américains et, se voyant en antagonisme avec le Bas-Canada, chercheraient à diminuer les inconvénients de l'état de chose au moyen de rapports plus intimes avec les États avoisinants, ce qui conduirait inévitablement à leur union avec la République. Tant que les provinces seront gouvernées par des législatures différentes, la tendance vers cette éventualité s'accroîtra par l'effet des voies artificielles de communication pour lesquelles l'État de New York a dernièrement fait d'énormes dépenses (construction du Canal Érié reliant le lac Érié à la rivière Hudson via Albany) et qui, dans le cas où le port de Québec deviendrait incommode pour le Haut-Canada, fournirait à cette dernière province un moyen facile d'atteindre les ports maritimes des États-Unis ; et elle sera d'autant portée à prendre cette direction que le Bas-Canada à rester français ¹.

Il ne s'agit nullement on le voit, de résoudre la question nationale en déplaçant le centre de développement. On cherche plutôt à conserver à la vallée du Saint-Laurent son dynamisme économique en évitant que le Haut-Canada (région à travers laquelle est drainée une partie de la production américaine) ne rompe ses liens et ne s'annexe aux États-Unis. Après l'Union, durant le reste du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, la question nationale ne donne lieu à aucun affrontement majeur : elle n'explique donc pas le déplacement des rapports régionaux au profit de l'Ontario.

¹ P. Tousignant, Documents relatifs au projet d'union législative du Bas- et du Haut-Canada, 1822-1823, Département d'histoire, Université de Montréal, p. 55.

3. CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

1. Nous avons donc constaté que la conjonction de l'inégalité du développement et de l'existence de groupes linguistiques minoritaires génère souvent les conflits nationalistes.
2. Nous n'avons cependant découvert aucune loi qui viendrait démontrer la concordance inévitable de ces deux phénomènes.
3. Nous nous sommes au contraire rendu compte que ce n'est pas la situation minoritaire qui « causait » le développement inégal, mais plutôt ce dernier qui peut contribuer à bloquer l'effet d'assimilation du MPC et provoquer la reproduction de groupe linguistique présenté comme nation dominée.
4. Nous avons donc cru nécessaire de renvoyer chaque cas à l'étude de l'histoire du développement du capitalisme dans chacune des formations sociales dominées par le MPC et à la réalité surdéterminante du politique dans le domaine national.

CHAPITRE VI

SUR LA DOMINATION IMPÉRIALISTE

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons abordé jusqu'ici le problème de la question nationale sous l'angle de la domination intérieure à la formation sociale. Nous nous pencherons maintenant sur celui de la domination impérialiste. Ces deux types de subordination sont le plus souvent articulés l'un à l'autre. Ainsi le Québec, région dominée au sein de la formation sociale canadienne, subit la domination impérialiste américaine et présente, à ce titre, certains traits des pays dits sous-développés. On sait qu'avec le monopolisme est apparu un nouveau thème idéologique proclamant la fin des barrières nationales et accueillant l'ère de la mondialisation. Cette nouvelle idéologie ou, plus précisément, ce déplacement au sein de l'idéologie bourgeoise, s'articule à des changements réels survenus au niveau de l'instance économique et, plus largement, à l'apparition d'un nouveau stade du MPC. Aborder la domination impérialiste sous l'angle de la question nationale, c'est donc poser le problème plus général de l'articulation des formations sociales sous le monopolisme. Nous interrogerons d'abord l'histoire du matérialisme historique pour chercher à faire ressortir comment y a été posée la relation entre la mondialisation des rapports de production et la question nationale. Soulignons, avant de débiter, que nous nous centrerons prioritairement sur cette relation et non pas sur la théorie de l'impérialisme en elle-même, laquelle n'est pas directement l'objet de notre travail.

1. SUR QUELQUES MARXISTES

1.1 Marx

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, comment, pour Marx, la révolution prolétarienne, devant se faire dans le cadre de l'unité nationale concrète, déborde cette dernière aussi bien dans son type d'organisation que dans son contenu. Mais nous ne saurions ramener la question nationale à une simple dichotomie bourgeoisie-nation, prolétariat-mondialisation. Pour Marx, en effet, l'unité nationale bourgeoise sert les intérêts de cette classe dans son passage au

capitalisme. Mais le mode de production capitaliste contient toujours-déjà des propensions marquées à la mondialisation des rapports sociaux économiques, politiques et idéologiques. Ces potentialités constituent précisément l'un des caractères les plus fondamentaux de son aspect progressif. Il s'agit donc de voir comment, pour Marx, s'articulent les rapports mondiaux, quels sont leurs effets sur la question nationale et quelles sont leurs répercussions sur la lutte des classes. Nous chercherons à déceler comment il traite de la tension entre la structuration du monde capitaliste en États-nations et l'articulation mondialisante des rapports d'échanges et de production.

Chez Marx, les rapports mondiaux apparaissent, du moins au premier abord, comme un ensemble d'échanges concurrents s'effectuant entre des unités nationales spécifiques et différenciées. Ils présenteraient deux phases : la première, caractérisée par la constitution de la forme bourgeoise de la nation dans la création du marché national et la seconde, marquée par le développement et l'affirmation d'échanges mondiaux s'effectuant entre chacune des unités nationales existantes. La première correspondrait à celle de la manufacture et du protectionnisme. Les diverses nations tendent à se créer un marché national et un marché colonial pour en faire des chasses gardées à l'abri de toutes formes de concurrence ¹.

L'époque permet la constitution de réseaux Commerciaux jalousement gardés. Les échanges S'effectuent et se multiplient à l'intérieur de ces réseaux. D'un réseau à l'autre, on tente de les réduire à leurs plus simples expressions. L'époque de la manufacture ne pouvait cependant pleinement créer le marché national. C'est la grande industrie qui y parviendra. Mais en même temps, celle-ci devait imposer des rapports mondiaux de production et d'échanges. Non seulement l'articulation des échanges s'en trouve-t-elle complètement bouleversée, mais l'unité de dépendance économique passe du marché national (et colonial) au marché mondial :

C'est elle (la grande industrie) qui créa véritablement l'histoire mondiale, dans la mesure où elle fit dépendre du monde entier chaque nation civilisée, et chaque individu dans cette nation pour la satisfaction de ses besoins, et où elle anéantit le caractère exclusif des diverses nations, qui était naturel jusqu'alors ².

Le centre d'analyse s'en trouve donc déplacé, l'économie mondiale forme désormais le système déterminant. Il articulera la relation mondiale entre des monopoleurs issus de la centralisation des capitaux nationaux :

...et plus la masse des prolétaires s'accroît vis-à-vis des monopoleurs d'une nation, plus la concurrence devient effrénée entre les monopoleurs des différentes nations. La

¹ K. Marx et F. Engels, *l'Idéologie allemande*, op. cit., p. 98.

² *Ibid.*, p. 102.

synthèse est telle que le monopole ne peut se maintenir qu'en passant continuellement par la lutte de la concurrence ¹.

Ce système mondial, Marx semble bien le considérer comme un ensemble constitué par l'articulation des échanges entre des unités nationales. Il ne paraît pas remettre en question l'existence même des nations ni leur importance structurelle dans les rapports mondiaux. L'introduction à l'analyse de la loi valeur sur le plan international, dans *le Capital*, le confirme ².

D'autres textes, dans l'œuvre de l'auteur, quelques-uns très célèbres, insistent pourtant sur l'inadéquation des limites nationales et des rapports mondiaux. Tentons de dégager leur véritable portée.

C'est le développement sans précédent des forces productives sous les rapports de production capitalistes qui, dans l'esprit de Marx, créera les conditions du marché mondial ³.

Ceci permet d'internationaliser les échanges mais aussi et surtout la production. Car le marché mondial universalise le procès de production et fait dépendre la production d'un seul produit d'un ensemble complexe d'interrelations: les matières premières et les moyens de production venant de pays différents et le produit lui-même étant souvent fabriqué dans une succession de procès de travail pratiqués dans des nations différentes. Internationalisation qui exige la libre circulation du capital :

C'est la liberté du capital. Quand vous aurez fait tomber les quelques entraves nationales qui enchaînent encore la marche du capital, vous n'aurez fait qu'en affranchir entièrement l'action ⁴.

Dans cet univers radicalement nouveau, il ne semble y avoir aucune place pour les phénomènes nationaux. Les « nations se confondent », les « nationalités sont dissoutes ». Il semble bien ici que, pour Marx, la nation disparaisse sous le seul effet du mode de production capitaliste :

¹ K. Marx, *Misère de la philosophie*, Paris, Éditions sociales, 1968, p. 146.

² « Cependant, même dans ce cas, le degré de l'intensité moyenne du travail resterait différent chez diverses nations et modifierait ainsi la loi de la valeur dans son application internationale, la journée de travail plus intense d'une nation créant plus de valeurs et s'exprimant en plus d'argent que la journée plus intense d'une autre » (cf. K. Marx, *le Capital*, *op. cit.*, p. 199).

³ « Avant l'invention des machines, l'industrie du pays s'exerçait principalement sur les matières qui étaient le produit de son propre sol : ainsi en Angleterre la laine, en Allemagne le lin, en France les soies et le lin, aux Indes orientales et dans le Levant le coton, etc. Grâce à l'application des machines et de la vapeur, la division du travail a pu prendre de telles dimensions que la grande industrie, détachée du sol national, dépend uniquement du marché de l'univers, des échanges internationaux, d'une division du travail internationale » (cf. K. Marx, « Discours sur le libre échange », in *Misère de la philosophie*, *op. cit.*, p. 210).

⁴ *Ibid.*

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a ôté à l'industrie sa base nationale. Les anciennes industries nationales ont été détruites et elles le sont encore tous les jours. Elles sont supplantées par de nouvelles industries dont l'adoption devient, pour toutes les nations civilisées, une question de vie ou de mort... À la place de l'ancien isolement de l'autarcie locale et nationale, se développe un commerce généralisé des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent un bien commun. Le particularisme et la frontière nationale deviennent de plus en plus impossibles ; de la multiplicité des littératures nationales et locales, naît une littérature mondiale ¹.

Dans ce passage, Marx paraît attribuer à la bourgeoisie elle-même le rôle d'abolir complètement la nation comme unité spécifique. Mais il faut insérer ce passage dans l'ensemble de ses réflexions sur la mondialisation des rapports de production et d'échanges. Il apparaît alors nécessaire de distinguer, d'une part, ce que Marx, dans une lettre à Engels, caractérise comme le véritable effet du MPC en affirmant que « la véritable mission de la société bourgeoise, c'est de créer le marché mondial, du moins dans ses grandes lignes, ainsi qu'une production conditionnée par le marché mondial ² et, d'autre part, la classe pouvant véritablement réaliser cette abolition des particularismes nationaux ³ ».

La réalisation pleine et entière de l'effet de mondialisation du mode de production capitaliste ne pourra apparaître que lors de son renversement. L'abolition des « limites nationales » ne se réalisera que grâce au prolétariat.

Nous venons de voir que, pour Marx, les rapports de production et d'échanges capitalistes mondiaux ne pouvaient pleinement réaliser leur « mission historique » propre, c'est-à-dire la destruction complète des unités nationales bourgeoises. Seule une révolution prolétarienne peut abolir non seulement la forme capitaliste des rapports mondiaux, mais aussi les spécificités particularistes nationales, résultats de la « forme bourgeoise de la nation ». Les rapports mondiaux capitalistes sont conçus comme un système qui s'impose aux unités de base que constituent les nations. Il reste maintenant à considérer si, pour Marx, ce système donne lieu à des rapports de production et d'échanges égaux entre les nations. C'est

¹ K. Marx et F. Engels, *le Manifeste du parti communiste*, op. cit., p. 15.

² K. Marx et F. Engels, *la Guerre civile aux États-Unis*, Paris, Union générale d'éditions, 1970, p. 15.

³ « En général, elle (la grande industrie) créa partout les mêmes rapports entre les classes de la société et détruisit de ce fait le caractère particulier des différentes nationalités. Et enfin, tandis que la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux particuliers, la grande industrie créa une classe dont les intérêts sont les mêmes dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà abolie, une classe qui s'est totalement débarrassée du monde ancien et qui s'oppose à lui en même temps » (cf. K. Marx et F. Engels, *l'Idéologie allemande*, op. cit., p. 103).

la question de l'« échange inégal » qui donne lieu à de nombreux débats depuis quelques années.

Ce thème, Marx l'annonce dans son œuvre, mais n'a pu l'aborder véritablement. Il ne fait cependant aucun doute que, pour lui, les rapports mondiaux capitalistes sont le lieu de rapports de domination non seulement entre les classes, mais aussi entre les ensembles nationaux. Dans son célèbre « Discours sur le libre échange », il déclare :

Nous avons fait voir ce que c'est que la fraternité que le libre-échange fait naître entre les différentes classes d'une seule et même nation. La fraternité que le libre-échange établirait entre les différentes nations de la terre ne serait guère plus fraternelle. Désigner par le nom de fraternité universelle l'exploitation cosmopolite, c'est une idée qui ne pouvait prendre origine que dans le sein de la bourgeoisie. Tous les phénomènes destructeurs que le libre-échange fait naître à l'intérieur d'un pays se reproduisent dans des proportions plus gigantesques sur le marché de l'univers ¹.

Comme il l'annonce au début du *Travail salarié et capital*, Marx envisageait l'étude de l'assujettissement commercial et de l'exploitation des classes bourgeoises des diverses nations de l'Europe par « le despote du marché mondial – l'Angleterre ² ». Mais il n'a pas réalisé le projet qu'il s'était fixé et, dans les passages de son œuvre où il aborde le plus sérieusement la question, il utilise la théorie des coûts comparatifs de Ricardo (qui présuppose l'égalité de l'échange), même s'il le fait de façon critique ³. Il se contente donc de constater l'effet de domination nationale des rapports mondiaux capitalistes sans en produire la théorie, de dénoncer l'« assassinat des nations ⁴ » et de réclamer des rapports fondés sur la justice :

Nous définissons (dans l'adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs) la politique étrangère à laquelle se ralliait l'Internationale en ces termes : « Les simples lois de la morale et de la justice qui devraient gouverner les rapports entre individus doivent s'imposer comme lois suprêmes dans le commerce des nations ⁵. »

Les rapports mondiaux capitalistes demeurent, pour Marx, un système de nations à l'intérieur duquel se jouent des relations de domination. Seule l'abolition du capitalisme détruira, non seulement ce phénomène de domination, mais aussi l'existence même des unités nationales. Toute forme d'idéologie insistant sur les particularismes nationaux, sur les intérêts de la bourgeoisie, ne peut être qu'une idéologie propre à cette classe.

¹ K. Marx, « Discours sur le libre échange », in *Misère de la philosophie*, op. cit., p. 211.

² K. Marx, *Travail salarié et capital*, op. cit., p. 29.

³ Voir à ce propos Christian Palloix, *l'Économie mondiale capitaliste*, Paris, Maspero, 1971, t. I et II.

⁴ K. Marx, *la Guerre civile en France, 1871*, op. cit., p. 27.

⁵ *Ibid.*, p. 26.

Nous avons constaté comment, chez Marx, l'analyse a oscillé entre l'affirmation de la disparition de la question nationale et celle de son maintien comme réalité spécifique au mode de production capitaliste quel que soit son stade. Ces deux problématiques se retrouvent chez les auteurs marxistes qui ont produit les premières études systématiques du monopolisme, au début du XXe siècle. Nous illustrerons ces deux tendances à l'aide des travaux de Lénine, d'une part, et ceux de Luxemburg et de Boukharine, d'autre part.

1.2 Lénine

[Retour à la table des matières](#)

Les travaux de Lénine reprennent en substance les thèses dominantes de Marx, mais ils les approfondissent à un double titre. Ils saisissent clairement les rapports mondiaux comme mécanisme d'« oppression nationale » ainsi que comme structure hiérarchique de formations sociales. Lénine place donc, encore une fois, au centre de l'analyse du domaine national, le politique et la formation sociale.

Nous avons vu que Lénine distinguait deux phases dans la question nationale. Voyons maintenant comment il étudie la seconde, celle de l'impérialisme. Le cadre de l'État national, si favorable au développement du capitalisme dans son premier stade, devient rapidement une entrave à son développement. Si le capitalisme organise le marché intérieur, il s'étend aussi à l'extérieur des frontières nationales. C'est ce que Lénine appelle le « développement en extension ». Cette double tendance du capitalisme existe au départ ¹, mais c'est l'impérialisme qui la réalisera le plus complètement. Le développement inégal intérieur des différentes sphères d'activité poussera les industries de pointe vers la scène mondiale.

Le capitalisme se sent désormais à l'étroit dans les vieux États nationaux sans la formation desquels il n'aurait pu renverser le régime féodal. Le capitalisme a développé la concentration au point que des industries entières ont été accaparées par les syndicats patronaux, les trusts, les associations de capitalistes milliardaires, et presque tout le globe a été partagé entre ces « potentats du capitalisme », sous forme de colonies ou en enserrant les pays étrangers dans les filets de l'exploitation financière ².

Mais le stade suprême du capitalisme ne supprime pas le problème national. Loin d'évacuer la question, l'impérialisme la renforce puisqu'il accentue l'oppression nationale :

¹ V. Lénine, « Le développement du capitalisme en Russie », in *Œuvres complètes, op. cit.*, p. 632.

² *Ibid.*, pp. 311-312.

De même se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale (car l'annexion n'est rien d'autre qu'une violation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ¹).

« La tendance inévitable du capital financier à élargir son territoire économique et même son territoire d'une façon générale ² » ne supprime donc pas la question nationale. L'impérialisme est en effet marqué par une forte concentration au sein même de chacun des cadres nationaux. Le développement des monopoles et du capital financier transforme la pluralité multiple des « entreprises éparses en un seul organisme capitaliste national, puis mondial ». Il s'agit donc de voir comment pour Lénine s'articulent les nouveaux rapports mondiaux et quelle place y tiennent les unités nationales. En critiquant la définition de Kautsky qui, selon lui, fait ressortir de façon trop exclusive la question nationale, il n'en ajoute pas moins que cette question est « importante au plus haut point en elle-même et dans ses rapports avec l'impérialisme ³ ». Quelle place exacte lui confère-t-il ?

Les rapports mondiaux de production et d'échanges y sont décrits, dans un premier temps du moins, comme une lutte entre hégémonies nationales :

... deuxièmement, ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire la conquête des territoires – non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie ⁴.

Mais cette lutte n'est pas simple opposition de capitaux nationaux. Car l'un des cinq caractères fondamentaux de l'impérialisme est précisément la « formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde ⁵ ». Il est donc clair que si, pour Lénine, les nations demeurent des unités réelles au sein des rapports mondiaux, les unions monopolistes ont tendance à transcender ce cadre. Mais il n'y a pas, chez l'auteur, d'études systématiques des « formations internationales monopolistes ». Pour lui, les rapports mondiaux restent encore et surtout une lutte entre des capitalismes monopolistes nationaux pour le partage du monde. Les relations qu'entretiennent trusts et cartels sont analysées comme des unions ou des coalitions momentanées au fil d'une lutte irréductible. C'est bien ce que nous semble démontrer sa critique de la thèse de l'ultra-impérialisme de Kautsky :

Aussi, les alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes » dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou

¹ V. Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », in *Œuvres complètes, op. cit.*, p. 16.

² *Ibid.*, p. 282.

³ *Ibid.*, p. 289.

⁴ *Ibid.*, p. 290.

⁵ *Ibid.*, p. 287.

du marxiste allemand Kautsky, ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, que des « trêves » entre des « guerres » ¹.

Pour Lénine, cependant, les rapports mondiaux ne sont pas une simple juxtaposition de nations entrant en relation les unes avec les autres. D'une part, ces alliances peuvent parfois donner lieu à « une fusion économique des capitaux financiers des deux pays ² ». Mais d'autre part, les rapports mondiaux constituent surtout un système, une véritable chaîne fondant des rapports hiérarchiques. Ils sont beaucoup plus que la simple prédominance de la nation la plus forte sur la nation la plus faible :

De tels rapports ont toujours existé entre petits et grands États, mais, à l'époque de l'impérialisme capitaliste, ils deviennent un système général, ils font partie intégrante de l'ensemble des rapports régissant le « partage du monde », ils forment les maillons de la chaîne des opérations du capital financier mondial ³.

Cette hiérarchie s'établit sur la base de l'inégalité. Or cette inégalité est loin de s'affaiblir. Au contraire, les disparités entre le rythme de développement des diverses composantes de l'économie mondiale capitaliste s'accroissent. Nous assistons à la constitution de deux blocs de nations : nations riches et nations pauvres. Au sein des premières se livre une lutte acharnée pour le partage des aires de domination. L'antagonisme est donc double : celui des nations à l'intérieur du bloc dominant et celui de ce bloc et du bloc des nations dominées. Le centre devient le parasite de la périphérie ⁴.

Nous n'aborderons pas l'analyse que Lénine élabore de l'impérialisme lui-même. Cette question n'entre pas directement dans le cadre de notre sujet, comme nous l'avons déjà souligné. Mais les quelques citations que nous venons de fournir nous permettent de bien situer son approche de la question nationale. Les États nationaux restent pour Lénine un point de référence très important. La nation, dans l'ensemble de l'analyse, reste en somme, comme chez Marx, une unité fondamentale des relations mondiales. Mais beaucoup plus clairement que chez ce dernier, Lénine met en évidence le fait qu'il ne s'agit pas d'un simple jeu de relations entre des nations juxtaposées, mais bien d'un véritable système mettant en

¹ *Ibid.*, p. 319.

² V. Lénine, « Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste », in *Œuvres complètes, op. cit.*, t. XXIII, p. 53.

³ V. Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », in *Œuvres complètes, op. cit.*, p. 284-285.

⁴ « Monopoles, oligarchies, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant » (cf. V. Lénine, *ibid.*, p. 323).

place des rapports hiérarchiques et antagonistes. L'oppression nationale ne peut ainsi que s'accroître, et cela sous de multiples formes :

Cette époque n'est pas seulement caractérisée par les deux groupes principaux de pays : possesseurs de colonies et Pays coloniaux mais encore par des formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique ¹.

La question nationale sous le monopolisme demeure celle de la formation sociale, sous l'angle de l'articulation hiérarchique de formations sociales. Il nous est donc maintenant possible de comprendre pourquoi Lénine s'est toujours opposé, comme Marx, à toutes les tendances cherchant à nier le problème national, à proclamer trop rapidement son dépassement et l'impossibilité de l'indépendance politique sous l'impérialisme.

1.3 Luxembourg

[Retour à la table des matières](#)

Les travaux de Rosa Luxemburg et de Boukharine nous permettront d'illustrer une autre problématique qui consiste à saisir les rapports capitalistes monopolistes d'abord et avant tout au niveau mondial. Ne s'agit-il que d'une différence d'accent ?

La domination nationale intérieure et extérieure est, pour Rosa Luxemburg, nous l'avons dit, un effet spécifique du capitalisme qui apparaît dès sa consolidation. Mais c'est sous le monopolisme et les rapports mondiaux que cette caractéristique se développera dans toute sa force. L'impérialisme pose le rapport mondialisation-État national comme contradiction :

Rien n'est plus frappant aujourd'hui, rien d'une importance plus décisive pour la vie politique et sociale actuelle que la contradiction entre ce fondement économique commun unissant chaque jour plus solidement et plus étroitement tous les peuples en une grande totalité et la superstructure politique des États qui cherchent à diviser artificiellement les peuples par les poteaux-frontières, les barrières douanières et le militarisme, en autant de fractions étrangères et hostiles les unes aux autres ².

La distance séparant Lénine de Luxemburg n'est pas ici une simple question de phraséologie. Le premier, malgré quelques passages tendant à développer une problématique différente, considère encore, dans l'ensemble, les rapports mondiaux comme une articulation, une chaîne ayant pour unités de base des unités nationales. La contradiction, pour lui, se situe entre la tendance de l'impérialisme à accroître l'oppression nationale en même temps qu'il suscite des retombées nationalistes à l'échelle mondiale, principalement dans les pays coloniaux où il

¹ *Ibid.*, p. 284.

² Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique*, op. cit., pp. 39-40.

introduit le capitalisme. Le centre même de cette contradiction entre des effets de domination nationale et de création d'États pouvant potentiellement s'autodéterminer nécessite et provoque le mot d'ordre prolétarien de la pleine réalisation de la démocratie nationale. Le point d'attaque de Rosa Luxemburg est différent. Le système des rapports mondiaux n'a d'ores et déjà plus l'État national comme unité de base. Le lieu de la contradiction s'en trouve donc déplacé et c'est d'abord et avant tout dans ce sens que l'on doit comprendre ses affirmations sur l'impossibilité de réaliser l'indépendance nationale sous l'impérialisme. Rosa Luxemburg soulève le problème de l'État national et de sa relative incongruité par rapport à l'inégalité du développement et à l'impérialisme. Il est clair cependant que la contradiction telle qu'elle la pose tient de la dichotomie. Les deux aspects n'influent pas véritablement l'un sur l'autre. C'est plutôt l'un des deux, celui des rapports mondiaux, qui fait disparaître peu à peu le second, l'État national. La contradiction n'est pas dialectique, mais directement et exclusivement antithétique. Tout se passe comme si, pour Rosa Luxemburg, le problème de la réalisation du capital transcendait complètement l'instance politique en en faisant une simple réflexion des besoins d'expansion du capital. L'économisme de Rosa Luxemburg la conduit à un globalisme qui non seulement réduit dangereusement l'autonomie relative du politique, mais conduit à mésestimer relativement la spécificité des formations sociales. Cela ne saurait mener qu'à minimiser l'importance des analyses de la conjoncture. Son erreur théorique n'est sans doute pas étrangère au fait que, comme le souligne Mandel dans la préface à *L'Introduction à l'économie politique*¹, son œuvre manifeste une certaine tendance à minimiser le phénomène de la concurrence. Elle prend le plus souvent le capital comme un tout. Or la concurrence est l'une des déterminations fondamentales du rôle, de l'importance et du caractère national de l'État sous le MPC.

Pour l'auteur, l'impérialisme est bien sûr une lutte concurrentielle féroce pour la conquête de marchés extérieurs. Mais elle n'envisage pas de façon attentive la survivance et l'importance relative des luttes concurrentielles au sein du marché intérieur même, non plus qu'elle n'envisage les effets (nationaux) spécifiques du MPC au sein des marchés conquis. Ce sur quoi Rosa Luxemburg semble achopper, c'est précisément sur la formation sociale et par là même sur l'État et la conjoncture. Ce qui l'amène en fait à développer une approche relativement « catastrophiste » du problème national.

De la même façon, son introduction capitale au problème de l'articulation du MPC avec les autres modes de production reste empreinte d'un globalisme qui en diminue la richesse². Ne considérant les autres modes de production qu'en fonction des besoins de la reproduction élargie du capitalisme, elle ne les envisage

¹ *Ibid.*, p. XX.

² Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, op. cit.

jamais dans leur singularité ¹. Elle ne peut alors éclairer l'effet de spécificité produit, dans chaque cas, sur la formation sociale par la particularité de l'articulation des différents modes de production. Elle s'empêche de plus de penser les points de convergence entre sa propre analyse et celle de Lénine. La théorie léniniste de la chaîne impérialiste s'éclaire, en effet, énormément si l'on en pense les maillons non seulement à partir du phénomène de la polarisation, mais aussi en fonction de la spécificité de la rencontre du MPC, se développant à l'échelle mondiale, et des différents modes de production précapitalistes.

1.4 Boukharine

[Retour à la table des matières](#)

Les travaux de Boukharine se situent dans la même problématique que ceux de Rosa Luxemburg. Ils révèlent cependant une approche moins « catastrophiste ».

Tout comme Lénine, Boukharine insiste sur le fait que l'économie internationale constitue un véritable système :

L'économie mondiale n'est pas une simple somme arithmétique d'économie nationale, pas plus que l'économie nationale n'est la somme des économies individuelles d'un État. Dans un cas comme dans l'autre, l'élément essentiel, c'est la liaison ².

Ce système est fondé d'abord et avant tout sur des relations de types antagonistes :

De même que toute entreprise individuelle est partie composante de l'économie nationale, de même chacune de ces « économies nationales » est intégrée dans le système de l'économie mondiale. Dès lors, il est nécessaire d'envisager la lutte des corps économiques nationaux avant tout comme une lutte entre les diverses parties concurrentes de l'économie mondiale ³.

Si, jusqu'ici, l'approche peut nous sembler identique à celle de Lénine, il n'en est cependant rien, car elle déborde sur la reconnaissance de rapports mondiaux en

¹ Nous n'entrerons pas ici dans la querelle entre Rosa Luxemburg et Otto Bauer sur la nécessité des modes de production précapitalistes pour le MPC. On pourra consulter à ce propos l'excellente analyse de Pierre Philippe Rey dans *les Alliances de classes, op. cit.* L'analyse de Bauer considérant les modes de production précapitalistes comme une source de main-d'œuvre paraît plus satisfaisante que celle de Rosa Luxemburg ne les envisageant que comme zone de débouchés essentielle à la reproduction élargie du capitalisme. Soulignons d'ailleurs que la thèse de Bauer permet de penser plus correctement l'extension de l'idéologie nationaliste aux formations sociales périphériques. C'est, en effet, en attirant la force de travail dans ses rapports de production, en même temps que s'étend la circulation des marchandises, que le capitalisme renforce l'efficacité de l'idéologie nationaliste. Voir les chapitres I et II.

² *Ibid.*, p. 44.

³ *Ibid.*, p. 8.

tant que tels : « Dès lors, nous pouvons définir l'économie mondiale comme un système de rapports de production et de rapports d'échanges correspondants embrassant la totalité du monde ¹. » Ces rapports mondiaux n'ont donc plus, comme unités fondamentales, les États nationaux. Ils constituent une réalité spécifique qui impose une division internationale du travail, une importante circulation du capital et de la main-d'œuvre, un système de prix mondiaux, le nivellement des taux de salaire et des taux de profit... ² Bref, ils contribuent « au remplacement de la conjoncture de tout pays isolé par la conjoncture mondiale ³ ». Le facteur prédominant de ce mouvement d'internationalisation loge dans la dominance de plus en plus grande du capital financier. Cette mondialisation n'est évidemment pas sans effet sur les classes dont la pratique s'analyse plus que jamais au niveau mondial ⁴.

On constate que Boukharine rejoint ici l'analyse de Luxemburg en ce qu'il pose les rapports mondiaux dans leur réalité d'abord et avant tout supranationale. Tout comme elle, il déplace le lieu de la contradiction léniniste. Une des contradictions centrales du mode de production capitaliste sous le monopolisme réside, pour Boukharine, entre les rapports mondiaux et la division en États nationaux :

Ainsi, si l'on examine la question sous toutes ses faces et, en outre, sous son aspect objectif, c'est-à-dire du point de vue des conditions d'adaptation de la société moderne, on constate un manque d'harmonie grandissant entre la base de l'économie sociale du monde et la structure de classes spécifique de la société où la classe dirigeante elle-même (la bourgeoisie) est scindée en groupes nationaux, aux intérêts économiques discordants, groupes qui, tout en étant opposés au prolétariat mondial, agissent en même temps en concurrents dans le processus du partage de la plus-value produite dans la totalité du monde ⁵.

Ainsi, sur la contradiction entre les forces productives et les rapports de production inhérents au capitalisme, se greffe et s'articule « le conflit entre le développement des forces productives et la limitation nationale de l'organisation productive ⁶ ».

Pour Boukharine cependant, à l'encontre de Luxemburg, la réalité du phénomène national ne s'efface pas aussi facilement. Tout au contraire, nous

¹ N. Boukharine, *l'Économie mondiale et l'impérialisme*, Paris, Anthropos, 1967, p. 17.

² Double phénomène qui ne s'est évidemment pas vérifié.

³ N. Boukharine, *l'Économie mondiale et l'impérialisme*, *op. cit.*, p. 16.

⁴ « ... l'économie mondiale renferme tous ces phénomènes économiques qui s'appuient, en définitive, sur les rapports des personnes dans le processus de production. De façon générale, tout le processus de la vie mondiale économique de nos jours consiste à produire de la plus-value et à la répartir entre les divers groupements de la bourgeoisie, sur la base d'une reproduction sans cesse accrue des rapports entre deux classes : le prolétariat mondial et la bourgeoisie mondiale » (cf. N. Boukharine, *ibid.*, p. 18).

⁵ *Ibid.*, p. 103.

⁶ *Ibid.*, p. 102.

assistons à un mouvement effréné de nationalisation autour de l'État national qui prend une place de plus en plus importante :

Le capital financier prend l'ensemble du pays dans son étau. L'économie nationale se transforme en un gigantesque trust combiné dont les actionnaires sont les groupes financiers et l'État. Nous désignons ces formations sous le nom de trusts capitalistes nationaux... Dès lors, on peut parler de concentration de capital dans les trusts capitalistes nationaux, considérés comme parties intégrantes d'un champ économique social beaucoup plus vaste : l'économie mondiale ¹.

Ces trusts capitalistes nationaux se livrent à ce que Boukharine appelle une « orgie » de concurrence qui est à l'origine d'une politique impérialiste de conquête dont les causes sont à rechercher dans les faits suivants :

Nous avons mis à nu les trois mobiles essentiels de la politique de conquête des États capitalistes contemporains : aggravation de la concurrence pour la possession des débouchés, des marchés de matières premières et des sphères d'investissements de capital, voilà à quoi ont abouti le nouveau développement du capitalisme et sa transformation en capitalisme financier ².

Cette politique de conquête est au centre du problème du développement inégal des forces productives, fondé encore, selon Boukharine, sur la distinction entre les pays industriels et les pays agraires ³. Cette réalité permet « la formation du surprofit dans l'échange entre pays à structures économiques différentes ⁴ ». Les rapports de production et d'échanges mondiaux se présentent comme le lieu d'une concurrence effrénée au centre dont l'enjeu est l'exploitation des pays périphériques :

Le capitalisme mondial, le système de production mondial, prennent par conséquent, au cours de ces dernières années, l'aspect suivant : quelques corps économiques organisés et cohérents (grandes puissances civilisées) et une périphérie de pays retardataires vivant sous un régime agraire ou semi-agraire ⁵.

Une distance réelle sépare en fait Boukharine de Luxemburg. Celui-là introduit à une véritable analyse de la contradiction nationalisation-mondialisation. Nous avons vu que Rosa Luxemburg pose le « conflit » de façon dichotomique et strictement antithétique de telle façon que le « pôle national » de la contradiction est entièrement soumis et « condamné » aux rapports mondiaux. Tel n'est pas le cas chez Boukharine. Il affirme, tout comme elle, qu'il « est certain qu'en « fin de compte », la tendance à l'internationalisation aura quand même le dessus », mais il

¹ *Ibid.*, p. 117.

² *Ibid.*, p. 101.

³ *Ibid.*, p. 11.

⁴ *Ibid.*, p. 76.

⁵ *Ibid.*, p. 67.

s'empresse d'ajouter : « seulement après une longue période de lutte âpre entre les trusts capitalistes ¹ ».

Il souligne : « L'internationalisation de la vie économique n'est pas l'internationalisation des intérêts capitalistes ². » Il scrutera donc les deux aspects de la contradiction. Son volet le plus important consiste en la tendance à l'internationalisation à long terme, mais à court terme, au moment où il pratique son analyse, la réalité du fractionnement antagonique en État national est en fait l'aspect principal :

Le processus d'internationalisation des intérêts capitalistes, que nous avons décrits dans la première partie de notre ouvrage (participation et financement d'entreprises étrangères, cartels internationaux, trusts, etc.), pousse sérieusement à la formation d'un trust capitaliste étatique international. Quelle que soit cependant sa vigueur, ce processus est contrarié par une *tendance plus forte à la nationalisation du capital* et à la fermeture des frontières. Les avantages que le groupe national retire de la continuation de la lutte représentent une valeur beaucoup plus grande que les pertes qui en découlent. On ne doit pas surestimer l'importance des ententes industrielles internationales déjà existantes ³.

Mais un problème subsiste chez Boukharine. Même si, à première vue et dans les faits, sa problématique manifeste une approche moins globaliste que celle de Rosa Luxemburg, elle reste soumise, en dernière analyse, aux mêmes écueils économistes. Sa distinction entre le court et le long terme pose, en effet, plus d'un problème. Tout se passe comme si Boukharine refusait l'analyse de Rosa Luxemburg à court terme, mais pour mieux l'admettre à long terme. Lorsqu'il souligne « qu'en fin de compte... l'internationalisation... aura le dessus » et, surtout, quand il laisse entrevoir la possibilité « d'un trust capitaliste étatique international », il se rapproche dangereusement de Luxemburg. La question ne porte pas ici sur la durée, mais bien sur la possibilité même d'un super-impérialisme écrasant la réalité nationale au point de la faire disparaître. Si l'on peut concéder aux travaux de Boukharine et de Luxemburg le mérite de placer l'économie mondiale au centre de l'analyse, on ne saurait accepter sans de sérieuses réserves : 1) leur relative incapacité de rendre compte du caractère structural de la contradiction nationalisation-internationalisation produite par le capitalisme monopoliste quelles que soient ses phases, à court ou à long terme; 2) le caractère économiste de leur approche de la question nationale qui sous-estime l'effet surdéterminant du politique, lequel ne se réduit nullement à la politique économique des États monopolistes.

Nous pouvons donc constater, après ce rapide survol de quelques-uns des « classiques » du marxisme : 1) que la question nationale sous le monopolisme

¹ *Ibid.*, p. 140.

² *Ibid.*, p. 52.

³ *Ibid.*, p. 139-140. C'est nous qui soulignons.

demeure une préoccupation constante de l'analyse ; 2) que la problématique marxiste-léniniste paraît la plus fructueuse en ce qu'elle centre de nouveau l'analyse sur le politique et la formation sociale.

Nous aborderons maintenant plus directement notre sujet en nous appuyant sur la production contemporaine. Nous n'avons évidemment pas l'intention d'entrer ici dans le débat actuel sur l'impérialisme. Nous n'utiliserons que les principales thèses, parmi celles qui nous semblent les plus justes, dans le but de nous permettre de poser le problème qui nous intéresse. Voici d'abord le propos que nous entendons défendre. Le monopolisme, croyons-nous, loin de faire disparaître la question nationale, en induit la reproduction élargie. Il s'agit évidemment d'un élargissement qui n'est pas une simple addition ou une simple transposition des mêmes traits nationaux à une plus grande somme de formations sociales. Le monopolisme étend la question nationale à l'échelle mondiale, mais, ce faisant, il lui confère une spécificité qui résulte d'effets structuraux qui sont le propre de ce stade du MPC. C'est la structure et les mécanismes de cette reproduction élargie que nous tenterons d'établir. Notons immédiatement cependant que toute reproduction élargie implique une accentuation des contradictions du MPC ¹.

2. L'ARTICULATION DES FORMATIONS SOCIALES

[Retour à la table des matières](#)

Les théories marxistes actuelles tentent, en écrasante majorité, de saisir le capitalisme à son stade monopoliste comme une économie présentant une tendance à la mondialisation. Elles cherchent, d'abord et avant tout, à l'analyser comme structure mondiale. Samir Amin le décrit comme « réseau mondial de relations commerciales, financières et autres » ou encore comme « système mondial de nations ² ». Bien sûr, l'économie mondiale n'est pas simple somme de formations sociales mais, comme le soutiennent Baran et Sweezy, « une hiérarchie caractérisée par un ensemble complexe de relations d'exploitation ³ ». C'est cette hiérarchie qui constitue le champ spécifique des études sur le monopolisme. En ce sens, pour Christian Palloix :

le concept d'économie mondiale désigne une articulation complexe de formations sociales (capitalistes avancées, capitalistes dominées et exploitées, socialistes) à dominante du mode de production capitaliste ⁴.

¹ Samir Amin, *L'Accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 1970, p. 9.

² *Ibid.*, p. 63.

³ Paul A. Baran et C. M. Sweezy, *le Capitalisme monopoliste*, Paris, Maspero, 1971, p. 166.

⁴ Christian Palloix, *l'Économie mondiale capitaliste*, *op. cit.*, t. I, p. 110.

L'économie mondiale apparaît donc comme lieu dominant de la structuration des rapports économiques, ayant comme effet la constitution d'une polarisation des forces productives induisant la constitution d'un « centre » et d'une périphérie. Pour Charles Bettelheim, l'économie mondiale capitaliste (ou plus précisément sa tendance à la mondialisation) peut être saisie comme « une structure complexe et hiérarchisée, comportant un pôle impérialiste et un pôle dominé ¹ ».

2.1 Inégalité à l'échelle mondiale

[Retour à la table des matières](#)

La tendance à la mondialisation du MPC devient ainsi le trait prédominant de son stade monopoliste. Celle-là s'appuie sur une structure hiérarchique et polarisée qui a pour effet, du centre jusqu'à la périphérie, de généraliser ce que Gunder Frank a appelé « la contradiction entre métropole et satellite ² ». La structuration hiérarchique de l'économie mondiale qui induit des rapports polarisés, lesquels se réfléchissent du centre vers la périphérie, est fondée, l'accord est unanime, sur la loi du développement inégal des forces et des moyens de production. Nous en avons déjà retracé les effets au seul niveau de la formation sociale. Mais la spécificité du monopolisme est précisément de renforcer cet effet de « blocage » en reproduisant de façon élargie les facteurs qui ont pour effet d'enliser les formations sociales dominées, et même certaines économies régionales défavorisées du centre, dans le « sous-développement ». C'est précisément ce que Gunder Frank a saisi comme le développement du sous-développement. Nous avons vu précédemment que, sur le plan de la formation sociale prise en elle-même, la loi du développement inégal ne présidait pas nécessairement au maintien continu d'une même région dans un État de moindre développement. La tendance à la mondialisation du MPC a pour effet, en plus de produire l'inégalité entre les formations sociales, d'accentuer le déséquilibre régional. L'inégalité du développement, au niveau mondial comme à celui de la formation sociale, ne produit cependant pas de tendance à la fixation du sous-développement au niveau de la région. Les intérêts impérialistes peuvent parfois trouver leur compte à développer des régions auparavant sous-développées, voire même à bouleverser les rapports établis entre les diverses parties d'une formation sociale. Mais il est clair que, lorsque la domination impérialiste sur une économie régionale vient s'articuler à une domination intérieure à la formation sociale elle-même, le déséquilibre tend à s'accentuer de façon très significative.

¹ Charles Bettelheim, « Remarques théoriques », in A. Emmanuel, *L'Échange inégal*, Paris, Maspero, 1969, p. 320.

² A. Gunder Frank, *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, op. cit., p. 24.

2.2 Le cas québécois et canadien

[Retour à la table des matières](#)

Le cas du Québec paraît à cet égard exemplaire. Le développement du capitalisme canadien, nous avons pu le constater, en a fait une région relativement moins développée par rapport à la région dominante de la formation sociale. L'impérialisme vient surdéterminer le déséquilibre de l'économie québécoise. Ainsi, le tableau 1 nous donne une première indication de la tendance du capital impérialiste à se diriger de préférence vers l'Ontario, la région canadienne la plus développée.

Mais l'« avantage » comparatif de l'Ontario s'accroît si l'on analyse le mouvement des investissements impérialistes en fonction des deux grandes sections du capital et du secteur de la transformation des matières premières (voir tableau 2).

Tableau 1

Proportion du revenu imposable des sociétés de droit canadien attribuable au secteur étranger par industrie et par région – moyenne 1965-1968

	Québec	Ontario	Canada
agriculture, forêts			
pêche et piégeage	—	14.3	20.7
mines	40.6	59.3	55.0
manufactures	60.3	70.0	63.8
construction	12.1	19.0	20.6
transport, entreposage			
communications et			
services publics	44.0	20.9	22.1
commerce de gros	32.2	39.7	35.7
commerce de détail	27.2	36.3	37.4
services financiers	22.3	25.6	30.6
autres services	41.9	39.1	38.7

Source : *le Rapport Gray*, Montréal, Éditions Leméac, *le Devoir*, 1971, p. 37.

Tableau 2

	Biens d'équipement	Biens de consommation	Transformation des matières premières
Ontario	52 %	28 %	20 %
Québec	31 %	45 %	24 %

Source : *Journal en lutte*, vol. 1, n° 4, 25 octobre 1973.

Tableau 3
Taux de chômage au Québec 1959-1970

1959	7.89	1965	5.4
1960	9.8	1966	4.7
1961	9.2	1967	5.3
1962	7.5	1968	6.5
1963	7.5	1969	6.9
1964	6.4	1970	7.7

Source : *Rapport Castonguay-Nepveu*, vol. 3, t. II, Québec, Éditeur officiel du Québec.

Tableau 4
Taux de chômage par régions au Québec 1955-1964

	Bénéfice assurance chômage	Bénéfice assurance inaptes 12 mois ou +	Population Total	Taux chômage moyenne
	%	%	%	%
1	10.5	12.5	4.2	15.2
2	3.5	6.7	4.9	13.7
3	19.1	28.4	15.5	9.0
4	6.7	10.9	7.3	11.1
5	4.2	5.9	3.8	9.0
6	45.0	26.1	55.8	7.5
7	6.8	3.8	3.8	9.1
8	2.2	4.1	2.8	—
9	2.1	1.6	1.7	12.7
10	—	—	0.2	—
Québec	100 %	100 %	100 %	8.6

Références : 1) Bas Saint-Laurent (Gaspésie) ; 2) Saguenay (Lac-Saint-Jean) 3) Québec ; 4) Trois-Rivières ; 5) Cantons de l'Est ; 6) Montréal ; 7) Outaouais ; 8) Nord-Ouest ; 9) Côte-Nord ; 10) Nouveau-Québec.

Source : *Rapport Castonguay-Nepveu*, vol. 3, t. II, Québec, Éditeur officiel du Québec.

Tableau 5
Migration nette au Québec, par régions économiques 1956-1961

Régions économiques	Hommes	Femmes	Total
1) Gaspésie – Rive Sud	- 19 309	- 21 863	- 41 172
2) Saguenay – Lac-Saint-Jean	- 1 638	- 8 748	- 10 286
3) Québec	- 2 285	- 2 485	- 4 770
4) Trois-Rivières	- 6 563	- 5 369	- 11 932
5) Cantons de l'Est	- 8 219	- 10 127	- 18 346
6) Montréal	+ 19 356	+ 15 333	+ 34 689
7) Montréal métropolitain	+ 83 767	+ 78 574	+ 162 340
8) Outaouais	+ 181	+ 177	+ 358
9) Abitibi-Témiscamingue	- 7 754	- 5 802	- 3 556
10) Côte-Nord – Nouveau-Québec	+ 5 359	+ 6 576	+ 11 935

Source : *Ne comptons que sur nos propres moyens*, Confédération des syndicats nationaux, Montréal, 1971, p. 37.

La simple somme de ces dépendances face à deux centres de domination suffirait sans doute à démontrer la désarticulation qui fait du Québec « une économie déformée du centre impérialiste ¹ ». Il reste clair cependant que la présence impérialiste ne se réduit pas à une simple adjonction d'un nouveau centre de dépendance, il modèle profondément la structuration économique du Canada dans son ensemble. On a pu ainsi assister à la structuration d'un axe économique New York, Toronto, Montréal, véritable chaîne de métropolisation-satellisation.

Quelques statistiques suffisent sans doute à démontrer les effets de blocage subis par la région québécoise. Ainsi le tableau 3 nous indique l'importance du taux de chômage. Ces chiffres cependant nous renseignent mal sur les rapports entre les régions au sein du Québec. Le tableau 4 peut nous donner une première image du déséquilibre. Le Québec revêt de plus en plus l'aspect d'une économie tout entière centrée sur le développement d'une seule région, Montréal, tandis que le reste du territoire stagne et s'enfonce dans le sous-développement.

Les mouvements migratoires ne sauraient laisser aucun doute à ce sujet (voir tableau 5). On peut constater que les deux seules régions à jouir d'une augmentation significative de leur population sont celles de Montréal et de la Côte-

¹ Michel Van Schendel, « Impérialisme et classe ouvrière au Québec », *Socialisme québécois*, n° 21-22, 1971.

Nord, cette dernière étant en fait une source de matières premières contrôlées massivement par le capital américain.

Les efforts du gouvernement fédéral pour contrer les effets du déséquilibre régional canadien dans son ensemble par diverses mesures d'incitation à l'investissement dans les centres les plus défavorisés, se soldent, si on prend le Québec, par un échec :

En effet, d'octobre 1970 à avril 1971 (18 mois), les quatre régions les plus développées du Québec (Montréal, Trois-Rivières, Québec et les Cantons de l'Est) ont reçu 81 % du total des subventions accordées par ce ministère et ont aussi profité de 88 % des nouveaux emplois créés ¹.

Il est donc clair que la situation actuelle ne peut que rendre extrêmement difficile une transformation significative de la situation, du moins dans le cadre du MPC. On comprend maintenant plus facilement que cette situation ait pu engendrer les luttes nationalistes que l'on connaît. Le maintien et l'accentuation de l'inégalité du développement, aussi bien en rapport avec le centre dominant canadien qu'à l'intérieur même de la région québécoise, ne pouvaient qu'encourager les propensions nationalistes d'une fraction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie.

2.3 Sur un contre-effet

[Retour à la table des matières](#)

On remarque qu'en accentuant les déséquilibres régionaux et en développant des rapports polarisés entre les formations sociales, le MPC à son stade monopoliste n'accentue sa tendance à la mondialisation qu'en provoquant un contre-effet de fractionnement. Ce contre-effet se vérifie, d'une part, dans la multiplication des États nationaux à la périphérie et, d'autre part, par la propension au sécessionnisme au sein tant des formations sociales du centre que de celles de la

¹ Louis Gill analyse d'ailleurs le rapport Higgins, Martin, Raynauld préparé pour le ministère de l'Expansion économique régionale. Or ce rapport présente comme « naturel » l'axe de satellisation New York – Toronto –Montréal. Il préconise, fidèle à lui-même, de centrer les politiques de développement sur Montréal qui est en fait le seul centre vraiment développé du Québec. Il théorise ainsi sa position dans un passage qui pourrait presque être signé par André Gunder Frank, à cette petite nuance près qu'il présente la satellisation comme un phénomène salulaire qu'il faudrait accentuer.

« Le pôle jouit d'une force d'attraction qui draine les ressources humaines et administratives de la zone périphérique et nourrit ainsi son propre dynamisme... À cette domination du pôle de développement correspond la dépendance de la zone périphérique. Celle-ci résiste aux pressions du centre et la bataille s'engage pour de bon... Les tensions entre un pôle et une zone sont créatrices aussi longtemps qu'elles ne détruisent pas l'un ou l'autre des deux camps, mais plus elles sont fortes en deçà mieux c'est... Le pôle a besoin d'une zone pour mériter son nom. La zone est son marché, son réservoir de ressources, son domaine de souveraineté et de juridiction » (cité par Louis Gill, « Croissance et asservissement », *Socialisme québécois*, n° 23, 1972, p. 22 ; voir aussi p. 23).

périphérie¹. Le monopolisme provoque donc l'accentuation de la contradiction propre au MPC entre la nationalisation et la mondialisation des rapports de production et d'échanges.

Ce mode de production est caractérisé, à la fois, par la tendance à la reproduction de « chaque entité nationale », des forces productrices et des rapports de production (ce qui est désigné par le « développement du marché national », en tant que « cadre géographique » fondamental du mode de production capitaliste, et ce qui implique la socialisation du travail à l'intérieur de ce cadre, donc la répercussion à l'intérieur de la formation sociale des variations affectant les conditions matérielles du procès de travail dans telle ou telle de ses parties), et par la tendance à la reproduction à l'échelle internationale de rapports inégaux entre les entités nationales. Cette dernière forme de reproduction tend à faire éclater la première, ce qui est désigné du terme de « tendance à la mondialisation du mode de production capitaliste² ».

Il est cependant ici très important de noter que la tendance à la mondialisation ne peut se réaliser pleinement sous le capitalisme puisque celui-ci ne peut s'étendre qu'en provoquant un contre-effet de fractionnement. Nous avons vu que le monopolisme ne mondialise les rapports économiques, en s'appuyant sur le développement inégal, qu'en structurant des rapports hiérarchiques et donc un système de places propres à chacune des formations sociales, voire même, au moins conjoncturellement, à chacune des régions. Le MPC, à ce stade, ne peut donc se maintenir qu'en reproduisant ce système de places³. Le système capitaliste mondial est fondé, à ce titre, sur un phénomène de double polarisation. La première fixe les rapports de domination entre un centre impérialiste et une périphérie de formations sociales s'enfonçant dans le sous-développement.

¹ Il s'agit bien d'une double tendance constitutive de la structure du MPC à quelques phases que ce soit. Ainsi Kautsky souligne que, si le capitalisme tend à s'étendre de plus en plus, « en même temps nous voyons que la superstructure qui ressort de cette situation économique prend une tendance tout à fait opposée, que le sentiment national ne diminue pas en force... Ces deux tendances si contradictoires sont apparemment tout à fait inconciliables. Mais, comme il arrive si souvent, l'apparence est ici trompeuse. La même cause peut provoquer deux mouvements très contradictoires » (cf. Kautsky, « Nationalität und Internationalität », *Die Neue Zeit*, suppl. n° 1 1907-1908, p. 13).

² Charles Bettelheim, « Remarques théoriques », In A. Emmanuel, *l'Échange inégal*, op. cit., p. 319.

³ Le fractionnement en États nationaux a pour effet de maintenir, à partir de l'inégalité du développement, un taux inégal des salaires : « La loi de la valeur, telle qu'elle fonctionne au sein de cette structure, tend d'une part à reproduire (faute de quoi il n'y aurait pas de marché mondial capitaliste) les rapports internationaux de production, ce qui ne peut se faire sans crise, en raison de l'inégalité de développement et du rythme inégal de développement des différentes formations sociales. Elle tend, d'autre part, à reproduire les conditions de reproduction spécifiques des différentes formations sociales, ce qui signifie, notamment, que le niveau des salaires « propres » à chaque formation sociale ne peut pas être déterminé par le « niveau mondial de développement des forces productives » (qui n'est qu'une fausse abstraction au sein d'un système mondial constitué par des formations sociales distinctes et opposées), mais qu'il est fondamentalement lié à la combinaison spécifique forces productives-rapports de production propre à chaque formation sociale » (cf. Charles Bettelheim, *Ibid.*, p. 321).

L'existence de ce premier pôle fait l'unanimité des différentes thèses portant sur l'impérialisme. Une seconde polarisation (dont la nature exacte reste largement discutée) se manifeste au centre de deux façons : 1) elle produit une tendance à l'imposition de la domination américaine au sein même des formations sociales du centre impérialiste ; 2) elle provoque la constitution de blocs antagonistes sous la domination concurrente américaine et soviétique. Le monopolisme, qui a provoqué la reproduction élargie de la question nationale à la périphérie, tend de plus, en accentuant les déséquilibres régionaux au centre, à reproduire le même phénomène dans les centres capitalistes.

Cette reproduction élargie, comme nous l'avons souligné, ne s'effectue qu'en induisant un déplacement de la thématique que le stade concurrentiel a connu. L'idéologie de la mondialisation remplace le « libéralisme national » du XIX^e siècle, alors qu'à la périphérie on voit poindre l'idéologie de la décolonisation. Il est clair qu'au centre l'appel à la mondialisation tend à remplir la même fonction que le libéralisme national en voilant les rapports de domination entre les formations sociales. Cette idéologie ne fait d'ailleurs pas disparaître les manifestations nationalistes au centre même. La conjoncture de la lutte des classes au niveau mondial dicte une oscillation, au centre, entre les appels à la mondialisation et les proclamations nationalistes. Ainsi, placé devant une lutte révolutionnaire au sein d'une formation sociale périphérique, l'impérialisme proclamera-t-il la nécessité de défendre ses intérêts nationaux. Cette oscillation n'a en fait d'autre effet que de reproduire la domination du centre impérialiste.

L'idéologie nationaliste de la décolonisation n'en continue cependant pas moins à reproduire l'ensemble des rapports hiérarchiques instaurés par le monopolisme. La transformation des colonies en États nationaux, loin d'avoir permis le bouleversement espéré, a au contraire le plus souvent suscité le maintien et la reproduction de la domination sur les formations périphériques. Créés par des bourgeoisies dont le sort dépendait directement de l'impérialisme, les États nationaux n'ont pu que permettre la « nationalisation » des rapports de dépendance. Le développement du nationalisme, idéologie soutenue le plus souvent par les bourgeoisies intérieures et compradores des formations périphériques, a donc permis et permet toujours, à moins que celle-ci ne soit subvertie sous l'hégémonie du prolétariat, de fractionner ce dernier et d'empêcher que ne se développe la lutte des classes au niveau mondial. De la même façon, à l'intérieur du centre impérialiste lui-même, les nationalismes régionaux qui se multiplient de plus en plus pourraient très bien (à moins, encore une fois, qu'ils ne soient placés sous l'hégémonie prolétarienne) servir à la reproduction élargie de la domination de l'impérialisme américain.

2.4 La chaîne impérialiste et l'articulation des modes de production

[Retour à la table des matières](#)

La constitution de la chaîne impérialiste caractérisée par un phénomène de polarisation ne saurait cependant être pensée sans y adjoindre la question de l'articulation des modes de production et de son effet de spécificité dans le champ national. Si l'on envisage le seul MPC, il est déjà évident que son extension à l'échelle mondiale ne peut s'effectuer qu'à travers une tendance au fractionnement en différentes formations sociales. C'est l'inégalité du développement qui l'explique. Mais l'insistance souvent unilatérale de beaucoup de théoriciens actuels sur cette seule réalité tend à faire perdre de vue une question tout aussi fondamentale.

En se mondialisant, les rapports sociaux capitalistes ne s'ébattent pas dans un univers vide. Ils y rencontrent, aux quatre coins du globe, d'autres modes de production qui ne s'effacent pas respectueusement devant l'« esprit d'entreprise » du capital. La férocité du colonialisme témoigne du peu d'enthousiasme des populations conquises pour les « bienfaits » du capitalisme. Ce dernier ne parvient à imposer sa dominance qu'à travers un long procès qui spécifie dans chaque cas une articulation particulière avec les modes de production précapitalistes. Comme l'a bien montré Pierre Philippe Rey, le MPC doit même, tout au moins dans une première phase (parfois fort longue et non encore achevée dans beaucoup de formations sociales de la périphérie), favoriser la reproduction de ces modes de production ¹. À la recherche de main-d'œuvre additionnelle et secondairement de débouchés pour ses produits, le monopolisme ne peut que tolérer durant cette phase le maintien de rapports sociaux économiques permettant de réduire le coût de la première, sans empêcher l'écoulement des produits. Toute l'histoire du colonialisme et du néo-colonialisme est marquée par cette tension pour le moins explosive ².

¹ P. P. Rey, *les Alliances de classes*, *op. cit.*

² Il faut d'ailleurs constater que l'histoire de certaines des régions « sous-développées » du centre lui-même ne peut véritablement être faite sans prendre en considération la même question. La première phase du monopolisme a souvent laissé subsister, principalement dans l'agriculture, des rapports précapitalistes. Ainsi, le maintien massif, jusqu'en 1945, de la petite production patriarcale dans l'agriculture au Québec, ne saurait être analysé sans prendre en considération le développement du monopolisme à l'échelle nord-américaine. L'histoire et le caractère spécifique de cette articulation restent à analyser. Mais il est clair que l'agriculture patriarcale québécoise a permis de créer et de reproduire un réservoir de main-d'œuvre à bon marché principalement utilisée (quand elle n'émigrerait pas) dans le domaine des pâtes et papiers et dans le secteur minier. La ferme familiale permettait de réduire le coût de la force de travail à un niveau extrêmement bas. La spécificité de la superstructure québécoise dans l'ensemble canadien ne saurait être véritablement traitée sans prendre en considération le caractère de cette articulation des rapports sociaux économiques capitalistes et précapitalistes.

Nous pouvons trouver ici un point de convergence entre les apports de Lénine, de Luxemburg-Bauer, de Boukharine et des théoriciens actuels sur le monopolisme (sans tenter bien sûr de minimiser les divergences profondes). Point de convergence qui permet de poser la question nationale durant le stade suprême du capitalisme. Le monopolisme, structurant des rapports de production ne trouvant tendanciellement leur cohérence qu'à l'échelle mondiale, n'en induit pas moins la reproduction élargie de la question nationale et donc le fractionnement en chaîne des formations sociales puisqu'il ne peut 1) qu'étendre l'inégalité du développement, sa caractéristique propre, 2) que dissoudre-conserver les modes de production précapitalistes qu'il rencontre dans les différentes formations sociales antérieures à son apparition.

La structure des rapports mondiaux capitalistes apparaît donc comme une hiérarchie de bourgeoisies aux intérêts interreliés. Mais le maintien de cette hiérarchie ne se réalise, au centre comme à la périphérie, que par la multiplication des idéologies nationalistes qui permettent à chaque niveau d'occulter la lutte des classes en reportant la reconnaissance de toute forme de domination sur l'extérieur. Ces idéologies maintiennent ainsi l'hétérogénéité des prolétariats. On peut ainsi comprendre que, pour Lénine à la suite de Marx, la seule façon de subvertir le complexe idéologique bourgeois ait consisté à en prendre le contrepied : le prolétariat du centre soutenant les revendications, sur la question nationale, de celui de la périphérie, pendant que ce dernier essaie de fonder son action sur la solidarité internationale.

3. SUR UNE REPRODUCTION ÉLARGIE

[Retour à la table des matières](#)

Alors que l'infrastructure rend apparemment illusoire la structuration en États nationaux, on assiste à la reproduction élargie de la superstructure nationale qui a toujours été le propre du MPC. Le fractionnement est à l'ordre du jour. C'est qu'il sert à supporter la mondialisation capitaliste. Le MPC est ainsi poussé en avant, accentuant ses propres contradictions.

Il est même permis d'affirmer que plus se fractionnent les formations sociales, plus s'affirme la mondialisation, puisque cette situation permet de renforcer la domination capitaliste. La position de l'Amérique du Nord peut être à ce chapitre assez révélatrice. La réalité de plus en plus écrasante de la domination des États-Unis sur la formation sociale canadienne a pour effet d'accentuer, au Canada, les conflits nationalistes latents depuis la conquête anglaise de 1760. On assiste ainsi dans ce pays au durcissement de l'affrontement entre la bourgeoisie canadienne et une fraction de la bourgeoisie québécoise. La même situation de la même

Amérique du Nord permet aussi de vérifier comment la reproduction élargie de la question nationale s'articule et tend à reproduire la structuration hiérarchique des rapports mondiaux. L'inégalité du développement, le fer de lance de l'impérialisme, vient accentuer les contradictions entre deux fractions de la bourgeoisie canadienne. Il crée ainsi les possibilités de l'indépendance du Québec et pourrait provoquer le renforcement impérialiste de deux façons: en affaiblissant la bourgeoisie canadienne dans son ensemble qui manifeste elle-même des propensions nationalistes face à Washington et, en s'assurant, au Québec, la collaboration d'une bourgeoisie intérieure. Celle-ci impose l'idéologie nationaliste et rend plus difficile le développement de la lutte des classes, non seulement en assujettissant le prolétariat du Québec à ses intérêts de classe, mais aussi en bloquant l'affirmation d'une solidarité prolétarienne canadienne, et plus largement nord-américaine, condition essentielle, est-il besoin de l'écrire, au renversement du capitalisme en Amérique du Nord.

3.1 Rapports mondiaux et articulation des spécificités : l'apport de Mao Tsé-Toung

[Retour à la table des matières](#)

La structure de classes et les luttes qui se jouent à l'intérieur de chaque formation sociale sont donc l'effet d'une structuration mondiale :

Ce rapport a formé et transforme la structure de l'économie et des classes et même la culture au sein de la société latino-américaine. Cette structure nationale se transforme donc en fonction de changements périodiques des formes de dépendance coloniale ¹.

Mao Tsé-Toung a très bien montré comment l'analyse de toute formation sociale, au stade monopoliste, ne peut être produite sans la prise en considération de l'aspect international de la détermination des rapports de classes. L'impérialisme rend la formation sociale chinoise inapte au développement, tout en renforçant l'inégalité économique régionale. Il freine l'affirmation d'une bourgeoisie nationale et s'appuie sur une bourgeoisie compradore et une aristocratie féodale qu'il maintient au pouvoir en favorisant la conservation-dissolution des rapports précapitalistes. Cette situation qui s'analyse aux niveaux économique, politique et idéologique a pour effet de transformer les rapports de classes dont la structuration ne peut être pensée au seul plan national :

Les contradictions entre l'impérialisme et l'industrie nationale chinoise aboutissent au résultat suivant : celle-ci ne peut obtenir de concession de la part de l'impérialisme ; il en découle un approfondissement des contradictions entre la bourgeoisie chinoise et la classe ouvrière chinoise, étant donné que les capitalistes chinois cherchent une issue à leur situation dans l'exploitation impitoyable des ouvriers, alors que ces derniers leur résistent. L'envahissement de la Chine par les marchandises en

¹ André Gunder Frank, *Lumpen-bourgeoisie et lumpen-développement*, Paris, Maspero, 1971, p. 19.

provenance des pays impérialistes, les pillages effectués par le capital commercial chinois, l'augmentation des impôts, etc., s'accompagnent d'un nouvel approfondissement des contradictions entre la classe des propriétaires fonciers et la paysannerie, c'est-à-dire d'une aggravation, par l'élévation du taux des fermages et des prêts usuraires, de l'exploitation de la paysannerie; parallèlement augmente la haine des paysans à l'égard des propriétaires fonciers ¹.

Les rapports polarisés reproduisent, dans les formations sociales, des classes « dominantes relais » tout entières dévouées aux intérêts impérialistes. Les bourgeoisies intérieures, en contrôlant l'appareil d'État, peuvent jouir des retombées économiques de la dépendance tout en « rationalisant » la mainmise impérialiste. Les rapports de domination ne s'analysent donc pas en simple extériorité. Ils s'articulent, dans chacune des formations sociales, au centre comme à la périphérie. Mais, ce faisant, le monopolisme précise la tendance à la mondialisation de la lutte des classes.

Cette tendance fondée sur l'inégalité du développement et spécifiée par une articulation particulière des modes de production, pose toujours-déjà la question nationale tout au long de la chaîne impérialiste. C'est ainsi que les indépendances nationales s'articulèrent et permirent le plus souvent de reproduire la hiérarchie bourgeoise. Ce phénomène n'est pas unique au stade monopoliste du MPC. Déjà, Rosa Luxemburg crut déceler le même phénomène dans la création d'États nationaux européens au XIX^e siècle ². De la même façon, à propos cette fois de l'Amérique latine, Gunder Frank écrit :

Le mouvement d'indépendance répond aux intérêts économiques du secteur producteur de matières premières d'exportation, secteur qui s'était fortifié sous le régime de libre-échange, à la fin du XVIII^e siècle, et qui profite de l'occasion politique qu'avaient créée les guerres napoléoniennes. Son vif désir de se rendre politiquement indépendant, afin de pouvoir augmenter encore plus son aptitude à exporter des matières premières vers la métropole anglaise qui émergeait alors, conduisit la bourgeoisie latino-américaine à choisir une politique économique qui fortifia davantage encore la dépendance économique et par là, le développement du sous-développement ³.

¹ Mao Tsé-Toung, « Une étincelle peut mettre le feu à toute la paille », in *Œuvres choisies*, op. cit., t. I, p. 133.

² « Le système du libre-échange fut bientôt appliqué comme une mesure politique en vue de constituer de nouveaux États nationaux en Europe centrale » (cf. Rosa Luxemburg, *l'Accumulation du capital*, op. cit., t. I, p. 113).

³ André Gunder Frank, *Lumpen-bourgeoisie et lumpen-développement*, op. cit., p. 20.

3.2 Contre-effet et reproduction élargie

[Retour à la table des matières](#)

On touche ici à la spécificité de la reproduction élargie de la question nationale sous le monopolisme. L'effet de mondialisation du monopolisme ne se réalisant qu'à travers l'inégalité du développement et une multiplicité concrète d'articulations de modes de production, produit un contre-effet de fractionnement spécifiant des rapports hiérarchiques entre les formations sociales. Les rapports de classes au sein de chacune d'elles s'y trouvent transformés de telle façon que la question nationale s'y maintient en reproduisant aussi bien le fractionnement que les rapports mondiaux capitalistes. Alors qu'au stade concurrentiel les relations demeuraient en relative extériorité, le monopolisme modèle directement la structure interne de chaque formation sociale. On a pu ainsi assister à cette situation paradoxale de la multiplication des États nationaux, alors qu'il y avait de moins en moins de bourgeoisies nationales. Il faudrait même écrire, pour être plus précis, qu'il y a, au XX^e siècle, de plus en plus d'États nationaux *parce qu'il y a de moins en moins de bourgeoisies nationales*, si l'on entend par ce terme des classes qui contrôlent une partie spécifique et significative des moyens de production au sein d'une formation sociale. Nous pouvons distinguer *sommairement* trois types différents de bourgeoisies qui structurent, du centre vers la périphérie, la hiérarchie capitaliste.

1. Dans les formations sociales périphériques, une bourgeoisie principalement compradore demeure directement liée au capital impérialiste et vouée servilement à ses intérêts. On ne peut cependant y exclure l'existence, bien que largement minoritaire, d'une bourgeoisie intérieure qui occupe le terrain négligé par le capital impérialiste. Nous ne saurions cependant la considérer comme bourgeoisie nationale puisque, du fait même de la domination monopoliste mondiale, elle ne contrôle que des fractions éparses et non intégrées du capital ¹.

2. Dans les centres impérialistes, la situation paraît beaucoup plus complexe. Il faut, selon nous, distinguer dans l'ensemble bourgeois : des bourgeoisies nationales, intérieures et compradores. Il est légitime de considérer, à titre d'exemple, comme bourgeoisies nationales : la bourgeoisie américaine (dominante sur le plan mondial), les bourgeoisies soviétique et japonaise, ainsi que les bourgeoisies monopolistes de l'Europe de l'Ouest et du Canada. Il est cependant clair que ces dernières tendent à disparaître peu à peu au profit d'une bourgeoisie intérieure qui ne réussit à se maintenir que dans les interstices du capital américain ². Les « grandeurs et les faiblesses » du Marché commun ne peuvent,

¹ Voir, sur le « concept » de bourgeoisie intérieure, Nikos Poulantzas : « L'internationalisation des rapports capitalistes et l'État-nation », *les Temps modernes*, février 1973.

² Nous croyons que Poulantzas, malgré une analyse pertinente, conclut un peu trop rapidement à la disparition des bourgeoisies nationales en Europe de l'Ouest et à leur transformation

selon nous, s'expliquer que par cette ambiguïté de ladite bourgeoisie européenne. Nous identifierons enfin comme bourgeoisie compradore les fractions bourgeoises de ces pays dont la caractéristique principale consiste à servir de sous-traitante au capital américain.

Cet ensemble hiérarchique et solidaire bourgeois, pour se reproduire, contrôle un complexe hiérarchisé d'États nationaux. Les luttes entre les bourgeoisies n'ont évidemment pas disparu. Elles se manifestent, à l'intérieur des formations sociales du centre, entre intérêts proprement nationaux et intérêts multinationaux, aussi bien qu'entre les bourgeoisies impérialistes. À la périphérie, et dans certaines formations du centre, elles se présentent de plus en plus comme oppositions entre fractions de la bourgeoisie intérieure cherchant à s'imposer pour contrôler les retombées impérialistes et les secteurs auxquels le pays dominant ne s'intéresse pas. En ce sens, nous croyons préférable de refuser l'emploi du terme de capitalisme monopoliste d'État mondial proposé par Palloix ¹ car, prise au pied de la lettre, cette expression est antithétique. Le capitalisme ne peut provoquer l'apparition de l'État mondial. Comme nous l'avons vu, fondée sur le développement inégal, la superstructure bourgeoise ne peut que s'articuler à partir d'une contradiction entre la mondialisation et la nationalisation. C'est pourquoi il nous semble plus juste de soutenir la thèse de la structuration mondiale et hiérarchique d'États toujours-déjà nationaux. Comme le soutient Palloix, la thèse du capitalisme d'État national ² risque d'empêcher de saisir la spécificité et l'efficacité de la mondialisation, ne saisissant les rapports mondiaux que sous l'angle de l'exportation de capital et de la domination purement extérieure. Mais le terme proposé par cet auteur nous paraît impropre pour saisir l'articulation d'États ne pouvant être que nationaux sous le capitalisme.

La reproduction élargie de la question nationale se vérifie donc dans la tendance au fractionnement en États nationaux, ce qui assure la domination du MPC. Il faut bien voir ici que cette tendance n'équivaut pas nécessairement à la multiplication des États nationaux. Nous croyons devoir distinguer entre la forme sous laquelle se réalise cette tendance et ce qu'elle signifie en elle-même. Le développement inégal et la concurrence, lois indélébiles du MPC, ne peuvent que maintenir et reproduire des fractions bourgeoises contrôlant des États séparés. Mais ces États peuvent être plus ou moins nombreux selon la conjoncture mondiale et les contradictions structurales. Ainsi, si à la périphérie l'élargissement de la question nationale sous le monopolisme a entraîné la multiplication des États nationaux, au centre, même si certains nationalismes peuvent éventuellement conduire à l'augmentation du fractionnement, il pourrait s'articuler un mouvement

définitive en bourgeoisie intérieure. Si son argumentation fait ressortir légitimement une tendance dans ce sens, il nous paraît plus juste de considérer le phénomène comme un processus non encore parvenu à son terme et sans doute non irréversible (même si la possibilité d'un renversement peut sembler relativement peu probable).

¹ Voir Christian Palloix, *l'Économie mondiale capitaliste*, op. cit., t. I.

² Voir J.-P. Delislez, *les Monopoles*, Paris, Éditions sociales, 1970.

de fusion d'États nationaux. Émettons l'hypothèse, improbable, que le Marché commun conduise à la formation de l'État national de l'Europe de l'Ouest. Nous écrivons bien national en ce sens que, pour nous, la fusion d'États sous le capitalisme ne constitue qu'une forme de la tendance au fractionnement. Nous assisterions en fait à une transformation ou à un déplacement qui, loin de contredire l'effet national du MPC, le confirmerait et même le renforcerait. La bourgeoisie de l'Europe de l'Ouest chercherait à se fusionner dans un super État national pour lutter contre l'emprise américaine. Le but véritable de cette fusion apparaît donc, paradoxalement, comme une volonté de fractionnement. On pourrait même imaginer la création d'États-Unis d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Cette opération-regroupement laisserait intacte la tendance au fractionnement, indélébile au MPC. Répétons-le, nous n'entendons pas, par reproduction élargie de la question nationale, la nécessaire multiplication des États nationaux, mais bien le renforcement du fractionnement, qu'il existe cent ou dix États nationaux. Le fractionnement des formations sociales peut donc s'articuler à partir d'une lutte concurrentielle entre les diverses bourgeoisies ou à partir du maintien de formations sociales dans la dépendance par des bourgeoisies intérieures et compradores vouées à l'impérialisme ¹.

On tient en fait ici la spécificité de la question nationale sous le monopolisme développé qui se reproduit non plus par la dépendance politique directe (structurelle), mais par la création et le maintien d'appareils d'État séparés. La présence d'États juridiquement indépendants peut ainsi permettre de mieux adapter les différents appareils à la conjoncture de la lutte des classes dans les différentes régions du globe soumises au capitalisme. Parlementarisme de type libéral et dictature militaire demeurent unifiés sous la détermination des rapports mondiaux de production qu'ils permettront de reproduire.

Nous pouvons donc constater malgré Boukharine que, même à « long terme », il ne peut y avoir, sous le MPC, disparition de la question nationale. La « nationalisation » est, sous le monopolisme développé, *entièrement soumise* à la mondialisation des rapports de production. Mais cette soumission ne signifie pas dissolution. Tout au contraire. La question nationale se reproduit sur une échelle élargie en assurant la reproduction élargie du monopolisme lui-même. Elle le fait de trois façons :

1) Sous l'effet de l'inégalité du développement des formations sociales. Le maintien d'appareils d'État correspond, tout au long de la chaîne impérialiste, à la spécificité toujours présente de la lutte des classes. C'est précisément l'inégalité du

¹ La politique de la création ou du renforcement d'une bourgeoisie noire, politique poursuivie par la bourgeoisie américaine, paraît à cet égard assez révélatrice. Même s'il n'est évidemment pas envisagé de « donner » un État national à cette bourgeoisie, il nous semble évident que cette pratique vise à produire le même effet que la structure des rapports mondiaux a induit à l'échelle mondiale : c'est-à-dire la constitution d'une chaîne hiérarchisée de bourgeoisie aux intérêts non antagonistes.

développement et les spécificités de l'articulation des modes de production qui génèrent et nécessitent ce maintien et cette reproduction. Ces derniers permettent aux rapports de s'étendre tout en minimisant les effets de la lutte des classes. La superstructure bourgeoise ne peut donc rester qu'un ensemble d'appareils « géographiquement spécialisés » (au sens strict, concret-réel, on ne peut parler de la superstructure bourgeoise, mais des superstructures bourgeoises). En ce sens la fonction économique de l'État périphérique paraît nettement sous-déterminée. Elle n'est pas réduite au néant, mais la politique économique reste la fonction prévalente de l'État impérialiste dominant. L'un des aspects principaux de la lutte anti-impérialiste consiste précisément, pour ceux qui mènent cette lutte à la périphérie, à se réapproprier cette fonction économique. Il en va d'ailleurs de même, au centre, dans les États impérialistes non hégémoniques. Le caractère autocentré de la politique économique des États capitalistes tend donc de plus en plus à disparaître au profit des forces impérialistes hégémoniques. Au contraire, la nationalisation des fonctions idéologico-répressives de ces mêmes appareils s'accroît. Mais ici : deux remarques. Affirmer l'internationalisation de la politique économique capitaliste n'équivaut pas à soutenir que les États nationaux n'exercent plus de fonctions économiques. Au contraire, ces derniers continuent et augmentent même leurs interventions dans l'économie. Mais ils le font de plus en plus sous l'égide et au profit du capital impérialiste dominant. Ce n'est donc pas la politique économique des États nationaux qui disparaît, mais leur caractère autocentré (lequel correspond au stade concurrentiel).

De la même façon, soutenir la thèse du renforcement du caractère national des fonctions idéologico-répressives de l'État ne peut nous amener à voiler l'aspect prioritairement international de cette transformation. C'est bien sous l'effet du monopolisme à l'échelle mondiale et pour la reproduction et l'élargissement de la domination impérialiste que se multiplient les nationalismes et s'accroît la répression nationale. Le Chili, pour ne donner qu'un seul exemple...

2) **Sous l'effet de la concurrence, toujours présente sous le monopolisme.** Les luttes inter-impérialistes restent articulées autour de l'État. Ainsi le caractère national de l'État américain paraît évident de même d'ailleurs que celui de l'État moscovite. L'existence des blocs s'analyse elle-même sous le signe de la concurrence et de l'antagonisme des hégémonies. De même, les phénomènes de résistance inter-impérialistes s'inscrivent sous le signe du fractionnement. La reconnaissance d'une force impérialiste hégémonique (américaine) ne devrait pas nous faire glisser vers une position moniste annonçant l'affirmation prochaine d'un super-impérialisme.

La réalité de la concurrence demeure déterminante et continue à provoquer le fractionnement national.

3) **Sous l'effet de l'inégalité du développement intérieur.** Ce dernier, nous l'avons souligné, est renforcé par l'impérialisme. Il tend à accentuer les luttes nationalistes dans les formations sociales du centre, aussi bien que de la périphérie. Il permet ainsi non seulement de contrer plus ou moins clairement les velléités de

fusions, mais aussi d'approfondir la domination impérialiste. À moins, bien sur, que les indépendances ne soient placées, dans une perspective prolétarienne, sous le signe d'un processus de transformation socialiste.

Il est donc clair qu'à l'échelle mondiale, toute lutte placée sous l'hégémonie de la bourgeoisie ne peut ouvrir une brèche fondamentale dans la hiérarchie monopoliste des formations sociales.

Le nationalisme qui y unifie les appareils d'État et qui peut, dans certaines conjonctures, se radicaliser, soutenant la lutte hégémonique de l'une ou l'autre fraction bourgeoise de la formation sociale, n'aura pour efficacité que de reporter sur l'extérieur la réalité de la domination, instaurant une lutte imaginaire de nation à nation comme substitut à la lutte des classes. On peut donc constater comment le nationalisme de bas en haut de la hiérarchie bourgeoise constitue un élément essentiel à la reproduction des rapports de production capitalistes non seulement nationale mais mondiale.

3.3 Notes sur le nationalisme dans la théorie

[Retour à la table des matières](#)

Affirmer, sous le monopolisme, la transformation de la lutte des classes en simples luttes entre nations ne peut donc résulter, rigoureusement, que d'un assujettissement à l'idéologie bourgeoise. On sait qu'il s'agit là du thème de prédilection du nationalisme dit de gauche. On connaît à ce propos les travaux d'Arghiri Emmanuel¹. Les critiques qu'en ont faites plusieurs auteurs, dont Bettelheim et Christian Palloix², nous paraissent suffisantes pour qu'il soit inutile d'y revenir dans le cadre de ce travail. Qu'il nous suffise ici d'indiquer ce qui nous semble être deux des formes principales sous lesquelles le nationalisme de gauche se manifeste.

Sa forme la plus connue est sans doute celle qu'Emmanuel a tenté de fonder sur le plan économique. Elle a cependant animé, et anime sans doute encore, des luttes militantes dont on ne saurait minimiser l'importance. Je me permettrai de l'illustrer par un texte d'un militant politique dont la stature ne saurait être mise en doute : Frantz Fanon. Bien sûr, Fanon ne s'est jamais fait ouvertement le défenseur du remplacement des luttes de classes par les luttes dites nationales. Il a même adopté des positions hypercritiques face à ce qu'il considérait comme du nationalisme et face à la bourgeoisie nationale qui le portait. Mais sa position critique reste parfois soumise aux effets de l'idéologie qu'il cherche à démasquer. Ainsi les notions de

¹ A. Emmanuel, *l'Échange inégal*, op. cit.

² Voir entre autres Charles Bettelheim, « Remarques théoriques », in A. Emmanuel, op. cit. ; Christian Palloix, « La question de l'échange inégal, une critique de l'économie politique », *l'Homme et la société*, n° 18, 1970, pp. 5-33.

« culture nationale » et de « conscience nationale » constituent les fondements majeurs de ses argumentations. De même, des formules comme « toute la nation française s'est trouvée engagée dans le crime contre un peuple et se trouve aujourd'hui complice des assassinats et des tortures qui caractérisent la guerre d'Algérie ¹ » ne peuvent relever que de l'idéologie nationaliste et n'avoir pour résultat que d'occulter la solidarité internationale (à construire) du prolétariat.

Cette prégnance de l'idéologie nationaliste peut s'illustrer dans cet autre passage du même auteur :

Politiser les masses, c'est rendre la nation globale présente à chaque citoyen, c'est faire de l'expérience de la nation, l'expérience de chaque citoyen ².

Est-il besoin de souligner que ce texte fonctionne aux deux canons, nation et citoyen, de l'idéologie bourgeoise dont nous avons décelé, dans le nationalisme et le libéralisme, l'articulation fondamentale. Bien sûr, répétons-le, nous ne tentons pas de démontrer que Fanon était un nationaliste. Ce seul texte, par exemple, qui prend le contre-pied de la première citation devrait suffire à le démontrer :

Au moment critique où les peuples colonisés se jettent dans la lutte et exigent leur indépendance, il s'écoule une période difficile au cours de laquelle, paradoxalement, l'intérêt des ouvriers et des paysans « métropolitains » semble s'opposer à celui des peuples colonisés. Les méfaits de cette aliénation « inattendue » doivent être connus et énergiquement combattus ³.

Nous n'avons voulu ici que montrer l'efficacité de l'idéologie dominante qui vient parfois hanter les positions les plus ouvertement critiques.

La seconde forme du « nationalisme de gauche » est souvent celui de la classe ethnique. On voit encore une fois comment joue l'efficacité spécifique de l'idéologie nationaliste dont la fonction est de voiler la lutte des classes, aussi bien à l'intérieur qu'au niveau mondial. On peut ainsi soutenir la thèse du remplacement de cette dernière par la lutte entre nations, mais on peut réussir aussi à travestir la lutte des classes en la réduisant, dans certaines conjonctures, à une opposition ethnique ou nationale. La classe ethnique devient l'équivalent sémantique de la nation prolétaire. Ainsi Marcel Rioux écrit que, même s'il existe des classes sociales au sein de la formation sociale québécoise, « le Québec peut, à l'intérieur du Canada, être lui-même considéré comme une classe ethnique ⁴ ». Il complète la distinction en affirmant l'existence parallèle d'une conscience de classe et d'une

¹ Franz Fanon, *Pour la révolution africaine*, Paris, Maspero, 1964, p. 92.

² Franz Fanon, *les Damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1961, p. 148.

³ Franz Fanon, *Pour la révolution africaine*, op. cit., p. 168.

⁴ Marcel Rioux, « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 1, 1965, p. 24.

conscience ethnique. L'histoire du Québec serait marquée de l'alternance de ces deux formes de conscience et de la prédominance de la dernière.

Ce type d'analyse a pour résultat de bloquer la connaissance de la réalité de classe de l'idéologie nationaliste en confondant assujettissement idéologique des classes dominées et existence d'une idéologie (conscience ethnique) se rapportant à un groupe d'appartenance, la nation, qui existerait au-dessus ou à côté de classes sociales, quand elle ne s'y réduirait pas. On peut donc constater que nous sommes ici en présence d'un effort théorique demeurant tout entier dans l'idéologie et qui ne peut, en dernière instance, que servir d'idéologie théorique au nationalisme québécois.

Cette seconde variante est très répandue dans les textes portant sur la question nationale. Ils se rejoignent tous dans la reconnaissance d'une pseudo-alternance entre la lutte nationale et la lutte de classes, deux types d'affrontement social posés comme « existants réels ». Les travaux de Maxime Rodinson sont à cet égard assez révélateurs. Ce sont les situations de domination intérieure et impérialiste qui ont alimenté les thèses nationalistes dont nous venons de donner deux exemples typiques. Ces dernières s'appuient sur la reconnaissance implicite ou explicite d'une communauté de sort du prolétariat et de la bourgeoisie des formations sociales et des régions dominées.

3.4 Prolétariat et spécificité nationale

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes maintenant en mesure de reprendre le problème de la spécificité des prolétariats des formations sociales dominées et des groupes linguistiques minoritaires concentrés dans des régions relativement sous-développées. Selon Mao Tsé-Toung, la domination nationale constitue un phénomène de surdétermination pour le prolétariat :

Premièrement, le prolétariat chinois est de toutes les classes celle qui se montre la plus résolue et la plus conséquente dans la lutte révolutionnaire, car il subit une triple oppression (celle de l'impérialisme, de la bourgeoisie et des forces féodales) et cette oppression est d'une rigueur et d'une cruauté telles qu'on en trouve peu d'exemples dans d'autres nations ¹.

Cette reconnaissance d'une triple oppression, analysée ici dans le cadre de la formation sociale chinoise, revêt une importance qui déborde la simple reconnaissance d'éléments de surexploitation que nous avons déjà notée chez Marx, Lénine et Staline. Des effets de l'ensemble des rapports complexes

¹ Mao Tsé-Toung, « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », in *Œuvres choisies*, op. cit., t. II, p. 346.

provoqués par l'impérialisme au sein d'une formation sociale dépendante découle la spécificité des prolétariats des nations dominées. Ils subissent non seulement un phénomène de surexploitation économique et de surdomination politique et idéologique issu des forces impérialistes elles-mêmes, mais ils doivent en plus subir, sur le plan national, le maintien d'une classe dominante plus ou moins réactionnaire qui les surexploite elle-même économiquement en même temps qu'elle impose et supporte des appareils répressifs et idéologiques d'État marquant le caractère restreint et inapte au développement qui lui est propre, en même temps que la réalité d'un pouvoir fortement répressif.

Les effets produits par l'impérialisme sur la structure de classes d'une formation sociale dominée seraient donc d'y élargir la question nationale en en faisant une question importante non seulement pour la bourgeoisie (nationale) mais aussi pour l'ensemble des classes dominées :

Ainsi la bourgeoisie occidentale crée deux catégories dans la population des pays d'Orient : une petite minorité de larbins au service de l'impérialisme et une majorité opposée à l'impérialisme et composée de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la petite bourgeoisie urbaine, de la bourgeoisie nationale et des intellectuels issus de ces classes. Les éléments de cette majorité sont autant de fossoyeurs de l'impérialisme, créés par l'impérialisme lui-même, et la révolution est partie d'eux. Ce n'est donc pas l'introduction des idées occidentales qui a suscité l'effervescence et l'agitation ¹.

Cette situation conduit donc à une transformation des rapports entre les classes, la contradiction principale s'étant déplacée :

L'unité contre le Japon exige une politique appropriée de réajustement des rapports de classes qui, d'une part, ne laisse pas les masses laborieuses sans garantie du point de vue politique et matériel, et, d'autre part, tienne compte des intérêts des riches de manière à répondre aux exigences de l'union de la lutte contre l'ennemi ².

Chaque classe, bien sûr, pose la question nationale en fonction des intérêts et de l'ensemble idéologique qui lui est propre. Mais l'impérialisme agresseur a créé le terrain d'une lutte commune fondée sur la nécessité de renverser une situation qui place chacune dans une position défavorable. C'est à partir de cette analyse que Mao pourra poser la nécessité du front uni et de la démocratie nouvelle. Nous sommes maintenant en mesure d'évaluer combien Mao Tsé-Toung approfondit l'analyse de la forme nationale de l'oppression capitaliste. Cet élargissement théorique ne pouvait sans doute être réalisé qu'à la suite d'une pratique politique soutenue au sein même d'une formation sociale dominée. La nécessité qu'avait entrevue Lénine de développer la solidarité prolétarienne dans les « nations »

¹ Mao Tsé-Toung, « La faillite de la conception idéaliste de l'histoire », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. IV, pp. 479-480.

² Mao Tsé-Toung, « Le rôle du Parti communiste chinois dans la guerre nationale », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. II, p. 217.

dominées, à partir des luttes sur la question nationale elle-même, prend ici tout son sens : l'internationalisme, comme le souligne Mao dans un passage cité plus haut, est généré à travers même la libération nationale au sein d'une formation sociale où l'impérialisme vient surdéterminer le prolétariat et la paysannerie, en même temps qu'il atteint la petite bourgeoisie et la bourgeoisie. Alors que chez Lénine, comme nous l'avons noté, il n'y avait que simple reconnaissance d'une différence entre le prolétariat d'une formation sociale dominée et celui d'un centre dominant, il y a chez Mao analyse véritable du phénomène.

C'est donc de plein droit et à juste titre que le prolétariat doit agir sur la question nationale. La classe ouvrière des formations périphériques et, dans une moindre mesure, celle de certaines régions économiquement déformées du centre impérialiste sont, de ce fait, soumises à une plus grande exploitation que le prolétariat des régions dominantes du centre impérialiste. Pour être plus précis, nous devrions dire que le niveau de vie des premières est sensiblement inférieur à celui des secondes. Toute comparaison sur le plan de l'exploitation ne saurait s'établir, en effet, qu'à partir de son taux ; ce qui, du moins pour Charles Bettelheim, pourrait renverser les perceptions premières, en permettant de conclure à la surexploitation du prolétariat des *centres impérialistes*¹. Servant de main-d'œuvre à bon marché et placé dans des régions économiques ne pouvant éventuellement se développer à moins d'un « caprice » de l'évolution des firmes multinationales, le prolétariat de la périphérie et des régions peu développées ne peut qu'avoir intérêt à transformer la réalité qui le maintient dans cette situation.

Il est donc clair que l'on ne saurait traiter toute lutte sur la question nationale, à la périphérie comme au centre, comme une pure mystification bourgeoise. Si le monopolisme induit la reproduction élargie de la question nationale, toute lutte à ce propos ne signifie nullement une soumission automatique à l'idéologie bourgeoise. Le mouvement de décolonisation a bien démontré que les luttes nationales ne peuvent être éclairées correctement par nulle analyse moniste. C'est la lutte des classes qui tisse et a tissé sa signification profonde et qui explique toute la distance entre, par exemple, le cas chinois et celui du Biafra. De la même façon, toute lutte sur la même question dans les régions inégalement développées du centre ne saurait être condamnée fatalement à faire le jeu de l'impérialisme.

L'inégalité du développement y a provoqué, le plus souvent, l'existence de groupes linguistiques fort peu représentés au sein de la bourgeoisie dominante. De la même façon, le miracle d'un développement économique rapide qui ferait sortir une région de sa stagnation, ne saurait de plus en plus être généré que de l'extérieur et principalement par le capital impérialiste. La domination capitaliste y apparaît

¹ Otto Bauer le suggère à la faveur de son étude du cas autrichien : « Autrement dit : il se fait plus de profit sur le dos des travailleurs en Bohême allemande que dans les régions tchèques » (cf. *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, op. cit., p. 248).

plus crûment quoique à travers le prisme national¹. La question nationale y apparaît donc comme élément pouvant surdéterminer les potentialités révolutionnaires. Le monopolisme, l'inégalité du développement et la question nationale peuvent semer ici et là des maillons faibles, lieux de possibles subversions. Est-il besoin d'écrire que les positions à adopter dans chaque cas relèvent de la conjoncture de la lutte des classes. Aussi serait-il mystificateur de prétendre détenir la clef d'une solution universelle de la question nationale, actuellement peut-être encore plus qu'à l'époque de Lénine. Seule la soumission de la question nationale à la pratique prolétarienne peut servir de guide aux analyses toujours posées en fonction de la conjoncture.

Mais ici, en guise de rappel, une mise en garde. Le prolétariat de la périphérie, comme celui des groupes linguistiques minoritaires au sein d'une formation sociale, ne subit pas le fardeau de cette surdétermination *parce qu'il* appartiendrait à une nation *dominée*. C'est plutôt à titre d'effet du MPC et de l'histoire du développement du capitalisme à l'échelle mondiale. La seule différence vient ici du fait que la réalité est encore plus trompeuse puisqu'il semble bien y avoir deux nations, l'ensemble des « citoyens » d'un État exploitant l'ensemble des citoyens d'un autre.

Nonobstant l'effet de blocage du développement des formations sociales et des régions dominées que subit la classe ouvrière comme l'ensemble des masses, la spécificité de ces prolétariats sous l'angle spécifiquement national, celle qui les différencie des fractions prolétariennes les plus défavorisées des groupes linguistiques dominants à l'échelle mondiale, c'est de subir, à des degrés divers, la discrimination « culturelle ». La plus importante demeure la discrimination linguistique. On tend malheureusement trop souvent à la minimiser, de même d'ailleurs que les humiliations quotidiennes subies sous l'effet de l'idéologie nationaliste. Ceci ne place cependant pas le prolétariat dans une situation identique aux autres classes de la formation sociale. Si, dans certaines conjonctures, les conditions peuvent imposer la nécessité de l'alliance de classes, celle-ci ne peut être réalisée qu'à partir de formations politiques propres à chacune d'elles. Cette alliance, du point de vue du prolétariat, ne saurait être strictement réalisée à partir de la notion de nation. C'est dans ce sens que l'introduction du terme de « peuple » par Mao Tsé-Toung pour désigner l'ensemble des classes conjonctuellement non antagonistes et alliées au sein d'une formation sociale, pose la rupture avec toute politique nationaliste. La formule, si souvent répétée chez Mao, « la libération du peuple et l'indépendance de la nation » approfondit l'analyse des conditions de l'alliance non nationaliste du prolétariat avec d'autres classes de la formation sociale, dans la lutte anti-impérialiste.

Si la question nationale se pose effectivement pour le prolétariat, ce ne peut donc être à travers l'assujettissement au nationalisme, le plus radical fût-il, mais en

¹ Otto Bauer, *Ibid.*, pp. 175-176.

fonction de la lutte internationaliste, c'est-à-dire à partir d'une analyse de la place que tient une question nationale spécifique dans l'ensemble de l'articulation des rapports de production mondiaux et de la lutte prolétarienne qui s'y déroule.

3.5 Et l'expression de « domination nationale »

[Retour à la table des matières](#)

Il est maintenant clair, du moins nous l'espérons, que ce qu'on appelle la domination « nationale » constitue la forme spécifique de subordination économico-politique et d'assujettissement idéologique des formations sociales et des groupes régionaux, sous l'effet de la dominance du MPC. Si nous avons pu affirmer que le mode de production dominant conférerait des « traits » spécifiques à la formation sociale, il en va de même, bien sûr, des relations entre les formations sociales et entre les groupes linguistiques. C'est en ce sens que nous avons cherché à déceler ce qui se cachait sous la forme que constitue l'oppression nationale. Nous y avons découvert l'exploitation capitaliste.

La domination nationale constitue la forme la plus phénoménale de la domination de classes sous le MPC. Elle traduit la spécificité de la situation de sujétion des formations sociales les unes par rapport aux autres sous l'effet du MPC, mais en la montrant telle qu'elle se donne directement. Tout comme la formation sociale est nationale, les rapports hiérarchiques se présentent comme domination nationale. De la même façon, les luttes entre fractions bourgeoises et petites-bourgeoises à l'intérieur d'un même État se jouent sur une scène nationale et provoquent l'apparition de deux nationalismes antithétiques. Comme le souligne Otto Bauer : « La haine nationale est une haine de classe transformée ¹. » L'expression permet de montrer un phénomène tel qu'il se donne. Il reste à l'expliquer.

¹ Otto Bauer, *Ibid.*, p. 262.

4. CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

1. Nous avons constaté que la mondialisation des rapports de production capitalistes ne s'effectuait qu'à travers un processus de fractionnement des superstructures.

2. C'est ce qui nous a permis d'affirmer que le monopolisme induisait la reproduction élargie de la question nationale.

3. Nous avons constaté que l'effet de mondialisation, trait dominant du monopolisme, produit un contre-effet de fractionnement déterminé par l'inégalité du développement, par la multiplicité des articulations, dans chaque cas spécifique, des modes de production précapitalistes avec le MPC, et par la concurrence. Cette efficace pose la nécessité de la reproduction élargie de la question nationale et enfonce le mode de production capitaliste plus profondément dans ses propres contradictions.

4. L'idéologie nationaliste demeure ainsi plus que jamais présente durant ce nouveau stade du MPC et permet plus que jamais de diviser le prolétariat. Son efficacité n'est nullement de freiner la mondialisation (comme le soutient une certaine variante de l'idéologie libérale) mais bien d'en permettre la reproduction élargie.

5. C'est en ce sens que nous avons considéré la domination nationale comme une forme transformée des relations de subordination entre les formations sociales et les groupes régionaux. L'expression n'atteint que la forme la plus phénoménale de la domination de classes sous le MPC.

CHAPITRE VII

SUR DES TRANSITIONS

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons soutenu jusqu'ici que la question nationale était un effet du mode de production capitaliste sur la formation sociale au sein de laquelle il tient un rôle dominant. Il nous reste à poser le problème de la transition au capitalisme d'une part et au socialisme d'autre part. Nous aborderons d'abord le premier type de transformation des rapports sociaux de production.

1. SUR UNE CONSÉCRATION ET DES ORIGINES

[Retour à la table des matières](#)

De nombreux textes portant sur la question nationale ou y faisant allusion analysent les formations sociales (européennes par exemple) comme des nations dont l'histoire remonterait au Moyen Âge et qui se seraient formées peu à peu jusqu'à l'apparition des États nationaux. Ainsi Marcel Pacaut peut-il écrire :

Au contraire, à partir des années 1430-1440, et ici on rencontre Jeanne d'Arc, elle (la communauté) se manifeste en fonction de l'intérêt général, non plus contre, mais pour quelque chose, pour quelqu'un ; pour relever le pays ruiné, pour rétablir une richesse profitable à tous, pour éviter que pareils malheurs « nationaux » ne puissent se reproduire, pour que la France soit grande et forte. C'est alors que le sentiment national naît et qu'il prend corps parce qu'il s'incarne à ce moment en la personne du souverain, Charles VII, qui, contesté en fait comme en droit par un autre roi en France, Henri VI, fils d'Henri V de Lancastre, devient le symbole de l'union nationale, celui auquel doit adhérer la nation qui existe depuis longtemps ¹.

¹ M. Pacaut *les Structures politiques de l'Occident médiéval*, Paris, Armand Colin, 1969, p. 363.

Selon Pacaut, « on voit apparaître, au cours des deux derniers siècles du Moyen Âge, dans la pensée et dans la réalité, un élément fondamental de la vie politique moderne : la nation ¹ ».

Engels prenait, à la fin du dernier siècle, une position similaire. Il est d'ailleurs fidèle en ce sens aux positions de Marx lui-même, lequel, comme nous l'avons vu, développait une conception historiciste de la nation, groupe qui se serait développé et aurait atteint sa maturité sous le capitalisme. C'est ainsi que, pour Engels, la royauté représentait « la nation en formation en face de l'émiettement en États vassaux-rivaux ² ». La nation se formerait peu à peu à travers les siècles :

Du chaos des peuples du début du Moyen Âge, sortirent peu à peu les nouvelles nationalités, processus au cours duquel, comme on le sait, dans la plupart des anciennes provinces romaines, les vaincus assimilèrent les vainqueurs, le paysan et le citadin, le seigneur germanique. Les nationalités modernes sont donc, elles aussi, le produit des classes opprimées ³.

Or, est-il besoin de souligner que la « question » du moment de l'apparition ou du développement de la « nation » ne peut être posée que dans l'idéologie même. Nous avons tenté de montrer comment la « nation » constituait un groupe d'appartenance imaginaire et constituait le centre même de l'idéologie bourgeoise. Chercher à retracer les étapes de sa formation équivaut donc à tenter de faire la généalogie d'un groupe imaginaire et à subir ainsi l'assujettissement à l'idéologie bourgeoise. La solution du problème ne peut donc résulter que d'un déplacement de la question posée. Il s'agira, pour nous, non plus de « faire l'histoire de la nation » mais de rechercher les conditions d'apparition et de domination d'une notion spécifique d'une idéologie de classe.

1.1 Les non-marxistes

[Retour à la table des matières](#)

La plupart des auteurs non marxistes dont nous avons jusqu'ici analysé la production insistent d'une façon ou d'une autre sur la nécessité de ne pas confondre l'« époque du nationalisme moderne » avec une autre période de l'histoire. Nous n'exposerons ici, à titre d'exemple, que les travaux de Kohn qui sont les mieux articulés sur cette question.

¹ *Ibid.*, p. 362.

² F. Engels, *l'Anti-Dühring*, Paris, Éditions sociales, 1969, p. 446.

³ *Ibid.*

1.1.1 Kohn

Le plus grand mérite de l'œuvre de Kohn réside sans aucun doute dans le fait de rompre avec une problématique strictement transhistorique, faisant de la nation un phénomène de plusieurs époques de l'histoire. Bien sûr, comme on l'a vu précédemment, cette rupture demeure partielle, voire insatisfaisante ¹. Mais son insistance sur la spécificité du « nationalisme moderne » permet de situer la question au niveau théorique où, croyons-nous, elle doit être posée. Pour Kohn, cela ne fait aucun doute : la nation est le produit d'une époque ou d'une période de l'histoire :

Cependant le nationalisme n'est pas un phénomène naturel, ni pour autant la résultante de lois « naturelles » ou « éternelles » ; c'est le produit de la croissance des forces sociales et intellectuelles à une époque déterminée de l'histoire. Certains sentiments d'appartenance nationale, dira-t-on, existent avant la naissance du nationalisme moderne. Ces sentiments varient en intensité et en fréquence selon le moment ; quelquefois presque mourants, ailleurs plus ou moins significatifs, en général inconscients et inarticulés ².

La nation constitue donc un groupe spécifique qu'il faudra distinguer des autres types de groupe social ³ :

Les nations sont le produit du développement historique de la société. Elles diffèrent des clans, tribus ou communautés traditionnelles, fondés sur la croyance ou l'existence effective d'un ancêtre commun, ou sur un même lieu de résidence. Des groupes ethnographiques de ce style ont existé dès les débuts de l'histoire de l'humanité, mais ils ne sont pas des nations. Ils fournissent tout au plus la « matière première ethnographique » d'où, avec l'aide de certaines circonstances, naîtra la nation ⁴.

Il essaiera de caractériser l'« époque spécifique » créant les conditions de l'apparition de la nation et de l'idéologie nationaliste. L'essentiel de ses réflexions porte sur la question de la transition. Même s'il ne les place pas explicitement sous la problématique générale de la transition au capitalisme, il nous semble juste d'affirmer que ses analyses relèvent en partie de cette dernière.

Ainsi Kohn ne tente nullement de situer le phénomène national en fonction du mode de production capitaliste. Dans bien des passages de son œuvre, il souligne la nécessité du développement capitaliste pour qu'apparaisse la question nationale.

¹ Il attribue, comme nous l'avons souligné, des traits nationaux aux sociétés hébraïques et grecques.

² H. Kohn, *The Idea of Nationalism*, op. cit., p. 6.

³ Nous renvoyons le lecteur au chapitre III pour les critiques de cette problématique.

⁴ H. Kohn, *The Idea of Nationalism*, op. cit., p. 13.

Il attribue, par exemple, la naissance tardive du phénomène national en Allemagne au fait que, « alors que le capitalisme commençait à modeler la vie politique et sociale de l'ouest, les élites allemandes rejetaient le capitalisme dans ses formes les plus avancées ¹ ». Mais, comme nous l'avons déjà souligné, il ne systématisera pas l'analyse de cette relation. Kohn situe l'apparition de l'idéologie nationaliste et du phénomène national dans la seconde moitié du XVIII^e siècle : « il est juste de considérer l'époque commençant avec Rousseau et Erder, avec les Révolutions française et américaine, comme l'époque du nationalisme ² ». Il insiste donc sur le fait que le Moyen Âge ne connaissait ni le phénomène national ni l'idéologie nationaliste ³. Il s'agira ainsi de chercher, dans le passage du Moyen Âge à l'époque moderne (nous dirions de la dominance du mode de production féodal à celle du mode de production capitaliste), les éléments nécessaires à l'apparition de la nation. La fin du Moyen Âge amorce une phase de transition qu'il faut analyser en tant que telle :

Il serait trompeur d'étudier les faits et gestes de la fin du Moyen Âge ou du début de l'époque contemporaine à la lumière du nationalisme moderne. Il faut au contraire essayer de les expliquer dans leur propre contexte ⁴.

Pour Kohn, la transition constitue donc une étape spécifique de l'histoire articulant des éléments propres aux phases antérieure et postérieure. C'est cette articulation qu'on doit étudier sans donner à ces éléments les caractéristiques qu'ils avaient ou celles qu'ils prendront.

L'élément essentiel de la transition préparant le nationalisme moderne est, sans aucun doute, l'établissement d'un pouvoir politique centralisé. Mais Kohn insiste pour affirmer que la monarchie absolue ne fonctionne pas à l'idéologie nationaliste. La « nation et le nationalisme moderne » s'articuleront, selon lui, sur et à partir d'éléments structuraux mis en place par l'État d'Ancien Régime, mais qui, en eux-mêmes, ne pourront être analysés comme des traits nationaux :

Sans la séparation de l'Église et de l'État, la nouvelle union de l'État et de la nation était impossible. C'est par l'union de l'État et de l'Église que la monarchie absolue a retardé l'avènement du nationalisme ; d'autre part, elle y a contribué positivement en créant un État centralisé où tous les sujets sont égaux devant le roi, où les lois et la vie économique tendent à s'uniformiser, où l'esprit de clocher prend le pas sur toute allégeance à tendance universelle ⁵.

De la même façon, sur le plan économique, le nationalisme et la nation seraient préparés par le mercantilisme que Kohn prend bien garde d'identifier au véritable

¹ *Ibid.*, p. 135.

² *Ibid.*, p. VII.

³ *Ibid.*, p. 78.

⁴ *Ibid.*, p. 79.

⁵ *Ibid.*, p. 191.

nationalisme économique et à l'unification économique nationale par le marché. Soulignons cependant qu'ici l'auteur aborde le niveau économique, non pas comme instance spécifique mais plutôt sous l'angle de la politique économique de l'État monarchiste. À ce niveau, on ne peut retracer directement les effets de transformation qu'opèrent les rapports de production et les forces productives dans le champ des rapports sociaux de production:

La nation comme source de bien-être économique représente une des phases du nationalisme. Comme la phase du nationalisme politique, elle a été enfantée par la monarchie absolue, avec son mercantilisme. Mais le mercantilisme n'a jamais été autre chose qu'une structure imposée d'en haut et qui n'a pas réussi à accomplir l'unité nationale qu'elle visait. Il a contribué de multiples façons à conserver la confusion et le démembrement de la vie économique moyenâgeuse, et n'a pas déplacé les centres de production des provinces, villes ou villages où ils étaient établis. Le mercantilisme avait comme but de renforcer l'État et son pouvoir en politique internationale ¹.

Sur le plan idéologique, la transition est marquée par une lutte entre la dominance de la religion et de l'universalisme et celle du nationalisme et du laïcisme ². C'est le laïcisme et le nationalisme qui l'emporteront, mais pas avant la seconde moitié du XVIIIe siècle ³. Toute la phase de transition sera marquée de cette combinaison.

Kohn contribue donc, selon nous, à marquer la spécificité de la question nationale et il fournit à cet égard des éléments pour l'analyse de la transition au capitalisme. Ils doivent être cependant reformulés dans une perspective qui pourra permettre une production de connaissance plus satisfaisante.

1.2 Question nationale, état et transition au capitalisme

[Retour à la table des matières](#)

Les travaux de Kohn posent le problème général de la transition au capitalisme et donc celui de son effet de « passage » sur les formations. On nous renvoie donc à « la théorie des commencements d'un nouveau mode de production ⁴ ». Le problème est cependant d'autant plus difficile que la transition au capitalisme et la transition au socialisme n'ont pas donné lieu jusqu'ici à une approche théorique véritablement articulée. À peine commence-t-on à reconnaître quelques éléments d'une telle approche au seul niveau de l'instance économique. Est-il alors besoin de nous appesantir sur les difficultés de l'analyse du domaine national sous l'angle de la transition, question renvoyant de façon surdéterminante à la superstructure, région théorique déjà relativement moins développée à l'intérieur même du

¹ *Ibid.*, pp. 17-18.

² *Ibid.*, pp. 122-123.

³ *Ibid.*, pp. 187-188.

⁴ Charles Bettelheim, *la Transition vers l'économie socialiste*, Paris, Maspero, 1968, p. 20.

matérialisme historique. Il ne s'agira donc ici, à l'aide d'indications très sommaires, que de tenter de situer le lieu théorique du problème.

Il importe d'abord de déplacer la question posée dans l'idéologie nationaliste. Remplacer la question des origines de la nation par celle des conditions d'apparition de l'idéologie bourgeoise et plus largement de la question nationale, c'est évidemment la soumettre à une problématique des conditions d'apparition du MPC. Il nous faudra, en effet, distinguer, si l'on veut échapper aux illusions du « continuisme » linéaire, entre ce que Charles Bettelheim appelle la « théorie de la constitution » d'un mode de production, la « théorie de ses origines », alors qu'il se meut à l'intérieur d'une formation sociale dominée par un autre mode de production, et la problématique de la transition proprement dite¹. Cette dernière ne s'applique qu'au moment où il y a changement de formation sociale, qu'au moment où, tout au moins, les rapports sociaux jusqu'alors dominants sont ébranlés de telle sorte que la formation sociale s'engage dans une période caractérisée par la dominance d'aucun mode de production. L'analyse de la transition doit donc prendre en considération l'ensemble du tout complexe à dominante, aussi bien au triple niveau économique, politique et idéologique, qu'à celui de l'articulation hiérarchique des rapports sociaux de production. Cette seule problématique nous permettra de réorganiser l'inextricable fouillis produit dans la plupart des recherches historiques par l'utilisation non critique de la notion de nation.

S'il est juste de relier la question nationale au MPC, il nous faudra donc distinguer les conditions de son apparition en les reliant à celles des rapports sociaux capitalistes, et le moment de son commencement, c'est-à-dire de son affirmation au sein de la formation sociale. Prenons l'exemple des premières formations sociales capitalistes en nous interrogeant sur celles qui les ont immédiatement précédées.

En faisant remonter la question nationale en plein Moyen Âge ou en conférant des traits nationaux aux monarchies absolues, on confond les conditions d'apparition de la question nationale avec sa véritable « naissance ». Mais quelles sont ces conditions ? On doit tenter de les analyser au triple niveau économique, politique et idéologique. Nous nous contenterons ici de quelques indications très sommaires :

- sur le plan économique : 1. le développement des échanges marchands ; 2. la centralisation du capital et son réinvestissement dans la production, de telle sorte que (grâce à la déstructuration concomitante des rapports sociaux économiques précapitalistes) la force de travail « libérée » devienne marchandise et qu'apparaisse la forme salaire.

¹ *Ibid.*

Ainsi les conditions et la nécessité éventuelle de la constitution du marché intérieur.

Ainsi la possibilité d'une lecture nationaliste des rapports sociaux économiques (voir chapitres I et II).

- sur le plan politique : la centralisation monarchiste à partir de laquelle pourront être éventuellement structurés les appareils d'État bourgeois, après la nécessaire dissolution des appareils féodaux.

Cette centralisation féodale ne s'inscrit nullement dans un mouvement continu vers l'apogée centraliste de l'État bourgeois, même si les appareils d'État capitalistes y trouvent des conditions favorables. La centralisation féodale de l'État de monarchie absolue s'analyse en fonction des contradictions mêmes du MPF et de la lutte des classes qu'il met en œuvre. Ainsi les luttes paysannes au XVII^e siècle imposent la nécessité d'une force répressive centralisée ¹. Le développement des échanges influe sur cette centralisation, mais il n'en constitue pas l'élément d'analyse surdéterminant. Ainsi la monarchie française, jusqu'au début du XVIII^e siècle, loin de favoriser le développement du MPC, produisait au contraire un retour à l'économie naturelle ².

- sur le plan idéologique : la formation d'appareils d'État centralisés implique une transformation de la structure de l'idéologie féodale dominante. Ainsi la laïcisation partielle de l'idéologie religieuse, le couple sujets-roi spécifiant le couple fidèles du Corps mystique-Dieu ; ainsi l'étatisation religieuse de Henri VIII et le développement général du protestantisme.

Cette idéologie n'est pas nationaliste, mais elle crée un univers idéologique tendant à égaliser les agents sujets devant la personne du roi. Cette transformation est essentielle puisque hors d'elle toute centralisation est impossible. Même si l'idéologie bourgeoise du groupe national ne découle pas et ne peut découler de l'idéologie monarchiste, cette dernière crée les conditions favorables à son propre subvertissement par sa tendance centralisatrice-laïcisatrice. C'est ce qui permettra à l'idéologie nationaliste en France, plus on avancera dans le XVIII^e siècle caractérisé par l'absence de dominance, de provoquer un véritable glissement de l'idéologie monarchiste vers son propre univers notionnel : les sujets prendront subrepticement corps en ensemble (national) devant la personne du roi. Ainsi la production de Rousseau, de Montesquieu, etc.

Il ne s'agit là que de conditions rendant possible l'émergence de la question nationale. Elles ne la produisent pas et ne peuvent la produire. Ainsi les interventions démultipliées de l'État sous le capitalisme monopoliste peuvent créer

¹ B. Porchnev, *les Soulèvements populaires en France au XVII^e siècle*, Paris, Flammarion, 1972.

² *Ibid.*

des conditions favorables à la structuration de l'État prolétarien, mais elles n'ont rien en elles-mêmes de socialiste.

C'est donc dire que l'on ne devrait pas confondre les « traits » d'une formation sociale dominée par un mode de production avec ceux d'une autre, ni confondre l'histoire d'une idéologie avec l'histoire des rapports réels. Affirmer que la question nationale est un effet du MPC sur la formation sociale où il tient la place dominante, c'est refuser de conférer des « traits » nationaux aux « époques » qui l'ont précédé. Il est nécessaire d'analyser, dans la structure complexe de la formation sociale précédant la révolution bourgeoise, tous les phénomènes que l'on présente le plus souvent comme se développant en fonction de la création de l'État national et de la nation. Ainsi, le plus souvent, on présente la centralisation monarchique comme un « phénomène national ». Or cette façon de poser le problème nous empêche d'analyser comment cette centralisation s'articule à une structure complexe de modes de production, sous la dominance du féodalisme. Elle n'a strictement rien à voir avec la question nationale. Ainsi François Hincker peut-il proposer l'hypothèse du féodalisme d'État :

Il semblerait fécond de développer l'hypothèse suivante. L'action des monarchies absolues a été, de façon plus ou moins consciente, d'assurer la direction du féodalisme non pour la transformer, mais pour surmonter le morcellement politique et juridique, qui semblait la superstructure la plus adéquate du féodalisme classique, mais qui devenait intolérable à cause du développement inégal des forces productives et de l'apparition d'une classe bourgeoise déjà assez forte pour revendiquer des transformations politiques, mais encore trop faible pour les imposer elle-même dans le cadre de rapports de production nouveaux. On pourrait alors employer le terme de féodalisme d'État ¹.

Pour illustrer notre proposition nous prendrons la seule instance idéologique, La monarchie absolue consiste en une articulation d'appareils d'État qui n'impriment aucun trait national à la formation sociale. L'idéologie dominante à laquelle ils fonctionnent n'est pas nationaliste.

On sait que l'idéologie sous la monarchie absolue assujettit les agents comme « sujets » trouvant leur identité et se reconnaissant entre eux à travers la personne du souverain ². La lutte idéologique conduite par la bourgeoisie consiste précisément à subvertir ce rapport en instaurant le couple nation-citoyens. Les cahiers de doléances durant les années qui ont précédé la Révolution française sont, à cet égard, révélateurs.

¹ F. Hincker, « Contribution à la discussion sur la transition du féodalisme au capitalisme : la monarchie absolue française », in *Sur le féodalisme*, Paris, Éditions sociales, 1971, p. 62.

² Ainsi Marx dans la Question juive écrit : « Comme conséquence de cette organisation, l'unité de l'État, aussi bien que la conscience, la volonté et l'activité de l'unité de l'État, le pouvoir politique général, apparaissent également comme l'affaire particulière d'un souverain, séparé du peuple et de ses serviteurs » (cf. *op. cit.*, p. 42).

On assiste à la naissance d'un nouveau champ sémantique autour du couple nation et citoyens :

Nation, nous l'avons vu, terme essentiellement politique, renvoie à la loi, au budget, à la Constitution, à une nouvelle définition des rapports d'autorité ; la nation, c'est le corps des citoyens, notion dynamique dans la mesure où en elle s'incarne pleinement l'acte politique ¹.

Ainsi le triptyque nation-citoyens-lois sera opposé à celui de peuple-sujets-roi. On comprend dès lors pourquoi les cahiers urbains emploient « peuple » moins souvent que nation. La nation connote l'idée d'émancipation des citoyens. Lorsqu'ils utilisent peuple, c'est à la soumission séculaire qu'ils renvoient.

Ainsi, nation et peuple ne sont pas interchangeables. Certes nation et roi constituent, comme nous l'avons vu, un couple sémantique, mais le rapport entre roi et nation n'est absolument pas l'équivalent du rapport roi-peuple. Aucun emploi de « roi à sa nation ». La nation n'appartient pas au roi, elle est autonome, majeure. L'idée implique la promotion politique des Français. Le « peuple » oblitère quelque peu cette percée vers l'autonomie au sens kantien du terme ².

Étudier la question nationale sous la plus grande partie de l'Ancien Régime consiste donc à retracer la structuration de l'idéologie bourgeoise. Il s'agit en fait de substituer à la question du moment de l'apparition et du développement de la nation celle de l'histoire de l'idéologie bourgeoise et de la lutte des classes ³. Il apparaît alors que la notion de « nation » s'articule principalement durant la période prérévolutionnaire et révolutionnaire :

Le mot, comme en témoigne la remarque du marquis d'Argenson, est à la mode au XVIII^e siècle. « L'on observe que jamais l'on n'avait répété les noms de nation et d'État comme aujourd'hui. Ces deux noms ne se prononçaient jamais sous Louis XIV et l'on n'en avait seulement pas l'idée ⁴. »

Cette notion qui s'appliquera d'abord au tiers État, c'est-à-dire à la bourgeoisie, s'étendra peu à peu à l'ensemble des agents-citoyens de la formation sociale. Elle

¹ Régine Robin, *la Société française en 1789*, Paris, Plon, 1970, p. 322.

² *Ibid.*, pp. 325-326.

³ Cette histoire ne peut évidemment s'analyser qu'en tant qu'elle s'articule au développement du marché et aux luttes politiques de la bourgeoisie. Mais, de même que l'élargissement de la sphère de la circulation ne peut être considéré comme un mouvement irréversible vers l'affirmation de la dominance du MPC, l'apparition de l'idéologie nationaliste, l'approfondissement du marché et la présence d'« effets pertinents » de la bourgeoisie au niveau politique, au sein d'une formation sociale déterminée, ne sauraient automatiquement faire de cette dernière une formation sociale nationale.

⁴ Régine Robin, *la Société française en 1789*, *op. cit.*, p. 319.

constituera en fait la pièce majeure de l'artillerie idéologique permettant de subvertir l'idéologie dominante sous le féodalisme :

Le réseau des oppositions est particulièrement homogène : premier élément de ce complexe négatif, ce qui se rapporte à la structure socio-juridique de l'Ancien Régime : privilèges, grands, ordre de Malte, clergé, dîme, prélèvement ; second élément, ce qui touche à l'organisation administrative et gouvernementale (ministre, province) : troisième élément, l'organisation fiscale (receveurs particuliers, traites et aides). Ainsi nation et les termes qui lui sont associés de façon systématique se trouvent opposés à un ensemble de notions et de valeurs coessentielles à la société d'Ancien Régime. De là la charge affective et révolutionnaire du terme ¹.

L'analyse de la question nationale ne peut donc être faite qu'en fonction de la lutte de classes et que placée sous la réalité du contrôle du pouvoir d'État par la bourgeoisie. Il est très important de ne pas confondre l'État national avec toute forme d'État présentant l'un de ses traits, par exemple la centralisation. Otto Bauer, quoique dans un autre sens non dépourvu d'historicisme, affirme avec justesse : « Cet État moderne n'est cependant pas né comme État national ². »

La nation, notion « essentiellement politique », pose donc, en un premier temps, la réalité d'un « démarquage » face à l'idéologie dominante sous le féodalisme en même temps que, dans un second temps, elle fonde l'assujettissement idéologique des classes dominées sous l'appareil d'État bourgeois. Si l'idéologie nationaliste possède une histoire avant la dominance du MPC, la question nationale, comme effet du MPC sur la formation sociale, sous les instances économique, politique et idéologique, ne saurait commencer qu'avec le début de la transition. La question nationale ne peut donc résulter, au sens strict, que d'un changement de formation sociale. Elle contribue à induire la transition sous le contrôle de la bourgeoisie. Chercher les origines de la nation ne peut conduire qu'à occulter cette transformation fondamentale. La « nation française » ne s'est pas développée lentement depuis le Moyen Âge à travers la centralisation et la reconnaissance mutuelle des sujets dans la personne du roi. Il n'y a pas eu davantage de formation historique de la nation qu'il n'y a de nation réelle au sens strict donné à cette notion depuis l'avènement du capitalisme.

L'histoire des formations sociales européennes depuis le Moyen Âge peut donner lieu à un « mirage idéologique » fort compréhensible. Nous assistons, en effet, du moins semble-t-il, à un lent développement historique qui va du morcellement politique à la centralisation, l'État centralisé annexant progressivement les territoires qui composeront la formation sociale bourgeoise. Bien plus, le triomphe révolutionnaire ne semble que consacrer et bénir (nationalement) cette évolution. Si bien que ce pseudo-point d'arrivée permet de fonder et de baptiser des origines. Au fond, de l'extrême veille au premier

¹ *Ibid.*, p. 328.

² Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, op. cit., p. 165.

lendemain de la Révolution n'a-t-on pas affaire aux mêmes agents physiques ? Ce qui est occulté dans cette pseudo-genèse, c'est le changement fondamental, le remplacement d'une formation sociale par une autre (qui est d'ailleurs antérieure à la révolution politique) et, en dernière analyse, l'effet de rupture de la lutte des classes. L'histoire des formations sociales nord-américaines permet de constater la genèse nationale de formations sociales comme celles du Canada et des États-Unis, formées, dans chaque cas, à partir de colonies à histoire disjonctive et même parfois antagonistes ¹. On parlera sans doute dans ces cas, de créations artificielles ou on recherchera les origines dans une mère patrie commune. La quête forcenée d'une origine commune, aussi bien que l'attribution du titre d'exceptions à une règle sacrée ne peuvent laisser qu'un gigantesque point d'interrogation. La plupart des textes marxistes restent à ce propos fort ambigus. Nous ne citerons ici, à titre d'exemple, que ce passage d'Ernest Mandel :

La nation est née d'une lutte de classes spécifique, la lutte de la bourgeoisie contre la féodalité et les forces semi-féodales précapitalistes, où il avait fallu mettre en évidence (mais je n'ai guère le temps de le faire) le rôle qu'a joué la monarchie absolue, son rôle de prénationalisme (dans le cas français, c'est très clair. Ce n'est pas encore le nationalisme au sens moderne du terme qui est incarné par un personnage comme Louis XIV, mais c'est un prénationalisme dynastique, dans la même mesure où la monarchie absolue préfigure un changement des rapports de forces entre noblesse et bourgeoisie) ².

Mandel, bien qu'il identifie correctement la relation bourgeoisie-nation, semble prendre sans critique la notion de nation en même temps qu'il induit la distinction entre une idéologie prénationaliste et nationaliste. Nous n'avons nullement ici l'intention de nous faire le défenseur de la thèse (idéaliste) de la rupture subite et absolue, mais nous croyons que faire de l'idéologie dominante sous la monarchie une idéologie prénationaliste ne nous fait pas avancer d'un centimètre sur la connaissance de la spécificité de la formation sociale dite d'Ancien Régime. Les notions de nationalisme moderne et de prénationalisme, cette dernière fondée sur celle encore plus ambiguë de « préfiguration », risquent fort de nous embrouiller dans des aléas historicistes et de nous empêcher d'analyser correctement le

¹ Yeroshwa Arieli, dans une étude très intéressante, tente de démontrer l'originalité du nationalisme américain. Il soutient, contrairement à l'historiographie traditionnelle, que la formation de la nation américaine, au moment de l'indépendance, ne résulte pas d'un long processus de formation, mais que la révolution constitue une rupture autour et à partir de laquelle s'est formée la nation comme effet des instances politique et idéologique (cf. Y. Arieli, *Individualism and Nationalism in American Ideology*, Cambridge, Harvard University Press, 1964, p. 24). Il souligne de façon fort évocatrice que c'est l'idée de citoyenneté qui cimente l'unité nationale américaine autour de l'État. Il a le mérite de rompre avec l'historicisme. Mais cette rupture lui est davantage imposée par l'étude du cas américain qui transgresserait une règle plutôt qu'il ne la remettrait en question fondamentalement. L'insistance et la clarté avec lesquelles il développe sa thèse peuvent cependant permettre de tirer des conclusions auxquelles Arieli n'arrive pas lui-même.

² Ernest Mandel, « Nationalisme et lutte des classes », *Partisans*, n° 59-60, 1971, pp. 48-49.

problème réel que ces termes connotent, c'est-à-dire les transformations superstructurelles qu'induit un mode de production soumis à un élargissement de ses propres contradictions en même temps qu'à la pression d'un autre mode de production cherchant à s'étendre au sein de la même formation sociale. Or l'idéologie féodale, sous la monarchie, ne nous semble pas davantage prénationaliste que n'est présocialiste l'idéologie technocratique sous le capitalisme d'État (même si elle s'en donne parfois le nom).

Si donc la question nationale est présente dans l'idéologie bourgeoise avant que cette dernière s'assure le contrôle de l'appareil d'État, elle ne peut être considérée comme un effet des rapports de production féodaux encore dominants avant la transition. On ne peut affirmer que la formation sociale d'Ancien Régime présente des « traits » nationaux comme si la « nation » y germaît : la question nationale ne s'y pose que dans et par l'idéologie bourgeoise qui est articulée aux rapports de production capitalistes. Ce qu'occultent les figures de style de Mandel, c'est bien la différence de nature entre la problématique des origines et celle de la transition. La première renvoie à l'étude des conditions permettant la constitution de la question nationale (et donc du MPC). La seconde analyse son commencement et son articulation. Il est clair que les conditions d'apparition de la question nationale ne la préfigurent pas : ils ne font que la rendre possible (possibilité qui ne se réalisera que sous la détermination de la lutte des classes). L'idéologie monarchiste ne préfigure pas le nationalisme, elle s'articule dans un univers social et articule un monde imaginaire qui crée les conditions d'une contre-idéologie d'un type spécifique.

Ce qui précède nous aura permis de replacer la question de la transition en son juste lieu théorique. C'est le véritable but que nous nous étions fixé. Nous terminerons par quelques remarques sur la transition elle-même.

Il découle logiquement des énoncés faits plus haut que la transition n'est induite qu'à partir du moment où le mode de production féodal perd sa dominance et où tend à s'imposer celle des rapports de production capitalistes (ou tout au moins d'un de leurs aspects) sur les forces productives. C'est pourquoi, écrit Charles Bettelheim, une période de transition implique « la restructuration d'une formation sociale, c'est-à-dire le remplacement d'une formation sociale par une autre ¹ ». L'élargissement systématique des rapports sociaux économiques capitalistes ne peut donc être pensé sans la construction des appareils d'État qui lui sont spécifiques. La question nationale prend toute son importance. Elle ne commence et ne peut commencer qu'en tant qu'elle se structure dans le subvertissement systématique des appareils d'État d'Ancien Régime et par la suite dans la structuration même des appareils d'État. La « théorie des origines » renvoie à la

¹ Charles Bettelheim, *la Transition vers l'économie socialiste*, op. cit., p. 18.

généalogie¹ de ses éléments, l'analyse de la transition vise la phase de sa structuration véritable et donc, répétons-le, le seul « moment » possible de son commencement.

Cette transition s'ouvre sur la période manufacturière. Comme on l'a vu, pour Marx comme pour Lénine, c'est sous la grande industrie que la question nationale s'affirme dans toute sa spécificité. Mais il est clair : 1) que les appareils d'État bourgeois peuvent fonctionner à l'idéologie nationaliste avant que les rapports de production capitalistes trouvent toute leur spécificité (et puissent s'approfondir aux quatre coins de la formation sociale). Toute période de transition est le lieu d'un décalage entre les rapports de production et les forces productives et donc d'une certaine avance de la superstructure sur l'infrastructure ; 2) que la manufacture, comme entreprise, rend possible une lecture nationaliste puisque, même si le travailleur continue à s'approprier ses moyens de production comme dans les modes de production précapitalistes (ici le féodalisme et la petite production marchande) la force de travail est devenue marchandise. Sa vente pose l'égalité des sujets se livrant à un échange égal et ainsi la possibilité du groupe national.

On peut donc constater que la question des origines de la « nation » a été remplacée par celles, distinctes en théorie et en pratique, des origines et des commencements de la question nationale et soumise à la surdétermination du politique. Si l'on veut, à un autre niveau, faire l'histoire du groupe social tel qu'il apparaît dans sa réalité la plus abstraite sans soumettre l'analyse à l'idéologie nationaliste, il faudra substituer à la question de l'origine de la nation celle de l'histoire du groupe linguistique. C'est à cette seule condition, nous semble-t-il, que le problème peut trouver une solution sur des bases scientifiques. Ainsi, si nous prenons le cas de la France, nous nous rendons rapidement compte que la pseudo-préhistoire de la nation française se résume à celle des groupes linguistiques qui seront assujettis sous l'idéologie nationaliste correspondant aux intérêts de la bourgeoisie issue majoritairement d'un groupe linguistique donné. Il faut alors procéder à l'histoire de chacun de ces groupes de classes. Celle-ci ne peut s'effectuer dans chaque cas qu'à partir de l'étude du mode spécifique d'assujettissement idéologique et de domination politique et économique qu'a présenté la lutte des classes au sein des formations sociales qui ont réuni ces groupes. Ces effets d'assujettissement et de domination ont résulté de l'articulation des dominances successives des modes de production qui ont spécifié ces formations sociales. Ces multiples histoires permettent de mesurer l'étroitesse de la question des origines de la nation.

¹ Étienne Balibar, « Sur les concepts fondamentaux du matérialisme historique », in *Lire le Capital*, Paris, Maspero, 1965.

2. ET APRÈS...

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons jusqu'ici cherché à cerner le lieu théorique de la question nationale durant la transition au capitalisme. Qu'en est-il de la transition au socialisme ? Avant d'aborder ce nouveau problème, soulignons une question qui apparaît dans la plupart des textes faisant allusion au sujet, et étudiant plus spécifiquement la pensée de Marx.

2.1 Marx, le communisme et la question nationale

Marx prévoit-il la disparition de la nation ? Ses textes sont encore moins clairs sur cette question que sur le problème dans son ensemble. Pour Bloom et Davis, l'auteur n'a jamais prédit l'abolition de la nation. Davis va encore plus loin en affirmant : « *Pour eux (Marx et Engels), la nation devait survivre comme l'unité autour de laquelle devait être construite la société internationale future* ¹. » Cette interprétation est sans nul doute excessive.

Il nous semble plus prudent d'affirmer que la nation, dans sa « forme bourgeoise », disparaîtrait certainement de même que tout type d'oppression et de particularisme ethnocentrique :

Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre.

Avec l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation tombe également l'hostilité des nations entre elles ².

Certains textes de l'auteur affirment donc le maintien de la nation dans la société communiste : « Dans chaque nation régnera le même principe : le travail ³. » Mais, dans d'autres passages, Marx prend une position beaucoup plus radicale :

... la révolution communiste par contre est dirigée contre un mode d'activité antérieur, elle supprime le travail et abolit la domination de toutes les classes en abolissant les classes elles-mêmes, parce qu'elle est effectuée par la classe qui n'est plus considérée

¹ B. Davis, *Nationalism and Socialism*, op. cit., p. 15.

² K. Marx et F. Engels, *le Manifeste du Parti communiste*, op. cit., pp. 43-44.

³ K. Marx, *la Guerre civile en France, 1871*, op. cit., p. 31.

comme une classe dans la société... et qui est déjà l'expression de la dissolution de toutes les classes, de toutes les nationalités, etc., dans la société actuelle ¹.

On remarquera le caractère doublement contradictoire de ce passage en le comparant à la phrase citée plus haut. Dans la première, la société communiste sera constituée en nations ayant le travail pour principe, alors que, dans le dernier passage, elle abolit le travail et les nationalités. Ceci n'est d'ailleurs nullement étonnant, car les analyses de Marx, si pénétrantes fussent-elles ne sauraient certainement pas faire la théorie de formations sociales dominées par un mode de production n'ayant jamais existé et n'étant marqué d'aucun antagonisme de classes.

Il n'y a pas, chez Marx, de théorie de la nation dans les sociétés de transition au socialisme et encore moins dans la société communiste. Il oscille entre l'affirmation du maintien des nations et des nationalités dans un « sens non bourgeois » et l'affirmation antithétique de leur abolition pure et simple. La dernière interprétation nous paraît la meilleure. Le prolétariat, dans la problématique de la plupart des textes portant sur la question nationale, est une classe totalement « démunie » qui n'a pas de patrie. Il fait la révolution dans le cadre national, car celui-ci est une donnée dont il doit tenir compte. Au pouvoir, il abolira les classes et la nation. Mais je ne crois pas qu'il y ait ici matière à mener une guerre d'exégètes.

C'est chez Lénine qu'il nous faudra chercher une problématique plus articulée.

2.2 Lénine et la transition

[Retour à la table des matières](#)

Pour Lénine, nous l'avons vu, « la liberté réelle de la totalité des nations... n'est réalisable qu'en régime socialiste ² ». La liberté nationale y est envisagée « au sens politique du mot ³ », dans la reconnaissance du droit à l'autodétermination qui, Lénine n'en doute pas, constituera un facteur de fusion des nationalités. Ce droit relève de la « démocratie intégrale ⁴ », idéologie politique que le prolétariat seul peut mettre en pratique, en Il utilisant dans le sens de ses intérêts de classe ⁵.

¹ K. Marx et F. Engels, *l'Idéologie allemande*, op. cit., p. 120.

² V. Lénine, « Le socialisme et la guerre », in *Œuvres complètes*, op. cit., p. 316.

³ *Ibid.*, p. 327.

⁴ V. Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Sur les questions nationale et coloniale*, op. cit., p. 2.

⁵ C'est ce que l'on trouve dans le programme du P.O.S.D.R. que Lénine résume de la façon suivante en 1913 : « Le programme de la démocratie ouvrière dans la question nationale, le voici : suppression absolue de tout privilège pour quelque nation et quelque langue que ce soit ; solution du programme de l'autodétermination politique des nations, c'est-à-dire de leur séparation et de leur constitution en État indépendant, par une voie parfaitement libre, démocratique ; promulgation d'une loi générale de l'État en vertu de laquelle toute disposition (de *zemstvo*, de municipalité, de communauté et ainsi de suite) qui accorde quelque privilège

Lénine tente ensuite d'établir un parallèle entre l'établissement d'une dictature de classe visant à l'abolition des classes et la nécessité de la reconnaissance du droit à l'autodétermination ayant pour objectif la fusion des nations :

De même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition de la dictature du prolétariat, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elles de se séparer ¹.

Le texte, on l'aura constaté, ne laisse aucun doute sur la position de Lénine en ce qui a trait à la survivance ou à la non-survivance du phénomène national. La nation, effet spécifique du mode de production capitaliste, disparaîtra après une époque de transition retenant certains éléments de ce dernier, comme le droit bourgeois, la démocratie... La problématique de Lénine demeure toute centrée sur le lieu surdéterminant de l'État, comme en témoigne le passage suivant ² :

Au lieu de parler de l'État (et, par conséquent, de la détermination de ses frontières), ils parlent d'un « groupe culturel socialiste », c'est-à-dire qu'ils choisissent à dessein une expression vague en ce sens que toutes les questions relatives à l'État sont supprimées ³.

La disparition du phénomène national ne pourra survenir qu'avec la disparition des classes et la victoire définitive des rapports socialistes. C'est dire que la question nationale ne disparaîtra qu'avec l'abolition du MPC. Ces rapports sociaux ne pourront cependant eux-mêmes être définitivement implantés qu'après une phase d'imposition de la dictature démocratique du prolétariat. C'est précisément

que ce soit à une des nations, qui violerait l'égalité des nations ou les droits d'une minorité nationale, serait déclarée illégale,... tout citoyen de l'État ayant le droit d'exiger l'abrogation d'une telle disposition comme contraire à la Constitution, ainsi que des sanctions pénales à l'encontre de ceux qui s'aviseraient de le mettre en pratique » (cf. V. Lénine, « Notes critiques sur la question nationale », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., pp. 17-18).

¹ V. Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Sur les questions nationale et coloniale*, op. cit., pp. 6-7.

² On voit comment la problématique demeure aussi fidèle à l'affirmation de l'autonomie relative du politique. « Nous savons, déclarent nos contradicteurs, que le socialisme abolira toute oppression nationale, étant donné qu'il abolit les intérêts de classe qui conduisent à cette oppression »... Que vient faire ici ce raisonnement sur les conditions économiques, connues de longue date et incontestables, de l'abolition du joug national, alors que la discussion porte sur l'une des formes du joug politique, à savoir le maintien par la violence d'une nation dans les frontières d'État d'une autre nation ? (cf. V. Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., p. 178). On peut de plus constater comment la problématique léniniste déplace la question du groupe culturel (comme auparavant celle de la nation) vers celle de l'État la soumettant ainsi à la primauté de la lutte des classes.

³ *Ibid.*, p. 180.

de cette démocratie intégrale que pourra ressortir la fusion volontaire des nations. Tels sont les principaux éléments de la thèse léniniste :

En régime capitaliste, il est impossible de briser le joug national (et le joug politique en général). Pour cela, il est nécessaire de supprimer les classes, c'est-à-dire d'instaurer le socialisme. Mais, tout en reposant sur l'économie, le socialisme ne se réduit nullement à ce facteur. La suppression du joug national exige un fondement, la production socialiste, mais sur ce fondement il est encore indispensable d'édifier une organisation démocratique de l'État, une armée démocratique, etc. En transformant le capitalisme en socialisme, le prolétariat rend possible l'abolition complète de l'oppression nationale ; mais cette possibilité se transformera en réalité « seulement » – « seulement » ! – avec l'instauration intégrale de la démocratie dans tous les domaines jusque et y compris la délimitation des frontières de l'État, selon les sympathies de la population jusque et y compris la pleine liberté de séparation. À partir de là se réalisera à son tour pratiquement la suppression absolue des moindres frictions nationales, des moindres méfiances nationales, et s'opéreront le rapprochement accéléré et la fusion des nations qui aboutiront à l'extinction de l'État ¹.

On peut voir ici comment se précise le parallèle entre l'abolition des classes et la disparition de la question nationale. Seule la domination et la reproduction élargie des rapports de production socialistes pourront permettre la disparition du phénomène national. Cela exige la lente extinction du capitalisme. Mais cet affrontement, qui a lieu au niveau de l'instance économique pour la domination sur les forces productives et dont l'un des « enjeux » est la reproduction ou la disparition du phénomène national, ne tire son efficacité que de la lutte surdéterminante des classes au sein des appareils d'État. C'est pourquoi, pour Lénine, seule la pleine réalisation de la démocratie posera les conditions ultimes de la dissolution des « réalités nationales », même si ces dernières demeurent déterminées en dernière instance par l'économique. Voilà pourquoi Lénine trouvait inconséquent que l'on parle de « groupes culturels socialistes » plutôt que d'articulation d'appareils d'État.

La question nationale demeure donc posée sous le socialisme, mais elle ne peut être un « trait » fondamental de la formation sociale ². Elle ne saurait s'articuler qu'à partir de la question plus large de la présence des rapports de production capitalistes pendant la transition. Nous venons de voir comment Lénine établissait un rapport entre la disparition de la question nationale et l'extinction de l'État. Le

¹ *Ibid.*, pp. 183-184.

² Au contraire, pour Otto Bauer : « le socialisme mène nécessairement au principe des nationalités » (cf. *op. cit.*, p. 520). Le socialisme constitue même pour lui « la plus haute unité du principe des nationalités et de l'autonomie nationale » (*ibid.*). Il renouerait même avec le communisme primitif : « Ce n'est pas un hasard si la réalisation du principe des nationalités est liée à la victoire du socialisme. Au siècle du communisme des clans, les communautés (au moins originellement) étaient unifiées du point de vue national » (*ibid.*, p. 515). Est-il besoin de souligner que la spécificité de la question nationale s'en trouve proprement liquéfiée ?

socialisme a un effet corrosif sur la question nationale, effet qui s'articule à celui, plus fondamental, de la dissolution-abolition des rapports de production capitalistes. En faisant disparaître les classes, et par suite l'État, le socialisme détruit les conditions de toute idéologie de classe et donc du nationalisme.

Les appareils d'État, sous la dictature du prolétariat, sont donc le lieu d'une lutte spécifique sur la question nationale. Ces appareils tendent à faire disparaître l'inégalité entre les régions et les formations sociales, en d'autres termes l'inégalité du développement. Ils contribuent à dissoudre les conditions de la reproduction élargie de la question nationale qui, nous l'avons souligné, constitue un des effets du monopolisme. C'est précisément en ce sens que, croyons-nous, nous devrions comprendre les affirmations de Lénine insistant sur la nécessité de la réalisation de l'égalité des « nations » pour générer la disparition de la question nationale.

Lors de la transition, la question nationale se trouve donc placée sous le contrôle du prolétariat. Elle nécessite un travail idéologique et une lutte sans merci contre les effets idéologiques bourgeois au sein même de la pratique prolétarienne. C'est pourquoi Lénine méprisait les pratiques de l'« argousin » qui tendaient à reproduire le chauvinisme grand-russe.

2.3 Staline et Lénine : le cas géorgien

[Retour à la table des matières](#)

Le cas de la Géorgie devait, en effet, permettre une nouvelle fois de mesurer la distance séparant Lénine de Staline. Les difficultés particulières posées par la question nationale après la révolution amenèrent Lénine à insister sur l'importance de procéder sans précipitation. Cette insistance relativement nouvelle démontre qu'il avait sans doute surestimé la possibilité d'une résolution relativement rapide des problèmes posés par la question nationale et les idéologies nationalistes.

Comme nous le soulignons plus haut, la seule mise en pratique du libre choix lui semblait pouvoir générer le mouvement de fusion des nationalités. Les problèmes émergeant à la suite de la révolution l'amènèrent à insister sur le travail idéologique :

Nous voulons une alliance librement consentie des nations, une alliance qui ne tolère aucune violence exercée par une nation sur une autre, une alliance fondée sur une confiance absolue, sur une claire conscience de l'union fraternelle, sur un consentement absolument libre. On ne saurait réaliser une telle alliance d'un seul coup; il faut la gagner par un travail plein de patience et de circonspection, pour ne pas gâter les choses, ne pas éveiller la méfiance, pour faire disparaître cette méfiance

qu'ont laissée les siècles d'oppression des propriétaires fonciers et des capitalistes de la propriété privée et des haines suscitées par ses continuels partages et repartages ¹.

On sait que Staline, tout en filtrant les renseignements sur la question géorgienne qu'il transmettait à Lénine, pratiquait une politique répressive. Lorsque Lénine apprit les procédés employés par Staline, il déclara « une lutte à mort au chauvinisme grand-russe ² ». Il voulut faire présider le C.E.C. fédéral successivement par un représentant de chaque nationalité. Dans ses derniers textes, il s'attaque violemment à la pratique stalinienne :

Et je crois qu'ici nous avons, en ce qui concerne la nation géorgienne, l'exemple typique du fait qu'une attitude vraiment prolétarienne exige que nous redoublions de prudence, de prévenance et d'accommodement. Le Géorgien qui considère avec dédain ce côté de l'affaire, qui lance dédaigneusement des accusations de social chauvinisme (alors qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique « social-national », mais encore un brutal argousin grand-russe), ce Géorgien-là porte en réalité atteinte à la solidarité prolétarienne de classe, car il n'est rien qui en retarde le développement et la consolidation comme l'injustice nationale ; il n'est rien qui soit plus sensible aux nationaux « offensés » que le sentiment d'égalité et la violation de cette égalité... Voilà pourquoi il vaut mieux forcer la note dans le sens de l'esprit d'accommodement ³.

Les événements de Géorgie permettent de mesurer l'évolution de Lénine. Il est amené à insister davantage sur la nécessité d'un travail idéologique portant spécifiquement sur la question nationale et concomitant à la pratique du droit à l'autodétermination :

Aussi l'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite « grande » (encore qu'elle ne soit grande que par ses violences, grande comme l'est, par exemple, l'argousin) doit-il consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie. Quiconque n'a pas compris cela n'a pas compris non plus ce qu'est l'attitude vraiment prolétarienne à l'égard de la question nationale : celui-là s'en tient, au fond, au point de vue petit-bourgeois et par suite ne peut que glisser à chaque instant dans les positions de la bourgeoisie ⁴.

Ce passage contient beaucoup plus qu'une simple dénonciation de Staline. C'est un approfondissement majeur de la pensée de Lénine sur la question nationale. Non seulement insiste-t-il sur le travail idéologique auprès des nations dominées,

¹ V. Lénine, « Lettres aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine à l'occasion des victoires remportées sur Denikine », in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XXX, p. 303.

² V. Lénine, « Billet au bureau politique sur la lutte contre le chauvinisme grand-russe, in *Œuvres complètes*, op. cit., t. XXXIII, 1963, p. 379.

³ V. Lénine, « La question des nationalités et de 'l'autonomie' », in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, op. cit., p. 242.

⁴ *Ibid.*, p. 241.

mais encore marque-t-il la reconnaissance de la présence de la lutte idéologique sur la question nationale, au sein même de l'appareil d'État prolétarien. La transition sera donc marquée par une double lutte idéologique : 1) nécessité de réduire les particularismes, 2) obligation de combattre les tendances à la reproduction du nationalisme oppresseur, forme idéologique bourgeoise (ici petite-bourgeoise). Cette obligation s'inscrit dans la lutte générale de la transition, lutte entre les rapports socialistes et les rapports bourgeois. Le texte contient de plus une assertion qui peut paraître anodine et passer même complètement inaperçue. Lénine écrit en effet « la nation qui opprime » et non « qui opprimait ». C'est donc que, pour lui, la domination « nationale » ne disparaît pas par enchantement à la suite de la proclamation de l'« égalité formelle ». La transition représente précisément une opposition entre une tendance à la reproduction des rapports nationaux (capitalistes) et une volonté d'implantation de rapports socialistes. Ces rapports, dans un premier temps, visent à détruire l'inégalité nationale, effet du MPC et, dans un deuxième temps, à créer les conditions de la dissolution des rapports nationaux. La question nationale reçoit donc une place spécifique dans la théorie générale de la transition.

La distance séparant Lénine de Staline est à ce propos évidente. Malgré tout, de nombreux textes tendent, après avoir réduit la production de Lénine à des éléments d'ordre stratégique, à affirmer une filiation douteuse entre ce dernier et Staline. La question nationale serait principalement un problème stratégique que les deux auteurs auraient tenté de résoudre en fonction de l'« action ». Il se serait agi de lier la priorité absolue de la lutte des classes et le problème secondaire de la domination nationale. Lénine nous est décrit d'abord et avant tout comme un stratège établissant ses « plans d'actions » sur des prémisses parfois difficiles à saisir. Carr ¹ qualifie par exemple de « base quelque peu nébuleuse » le principe qui mène Lénine à la reconnaissance du droit à l'autodétermination en même temps qu'à la foi en la fusion et l'assimilation des nationalités. Il y aurait sans doute beaucoup à dire sur les fondements idéologiques qui se cachent derrière cette dénaturation de la position léniniste sur la question nationale, comme sur bien d'autres questions d'ailleurs. Pour plusieurs critiques, la pratique politique de Lénine se dilue dans une stratégie qui entretient on ne sait trop quels rapports avec la pratique théorique. Cette insistance a pour effet objectif de masquer la relation essentielle qui existe entre la théorie et la pratique léninistes. Il n'y a rigoureusement rien à comprendre chez l'auteur russe, si on ne cherche pas cette jonction dialectique et prioritaire. Cette présentation de Lénine ouvre d'ailleurs la voie, le pas est si facile à franchir, à la découverte suspecte d'une prétendue filiation Staline-Lénine : le tacticien vulgaire et brutal remplaçant le stratège sophistiqué (Lénine « ayant évidemment ses lettres » ²). Nous croyons avoir

¹ E. H. Carr, *la Formation de l'U.R.S.S.*, Paris, Minuit, 1970, p. 436.

² Des auteurs « sérieux » versent parfois dans cette interprétation douteuse. Ainsi Nettl écrit inconsidérément : « La thèse politique de Lénine ne pouvait sans doute aboutir qu'à la pratique de Staline » (cf. J. P. Nettl, *la Vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, op. cit., p. 855).

démontré : 1) comment la pratique politique (et la stratégie qu'elle met en œuvre, la première n'étant nullement l'équivalent de la seconde) s'articule étroitement, en même temps qu'elle l'informe, à une pratique théorique rigoureuse, 2) quelle dénaturation, aussi bien théorique que pratique, Staline a fait subir à la problématique léniniste.

Le problème de la transition au socialisme démontre encore une fois le caractère douteux de ce parallèle.

Comment le prolétariat doit-il aborder la question nationale ? Staline demeure en apparence fidèle à Lénine. C'est en fonction de ses intérêts de classe et de la lutte générale pour le socialisme que le prolétariat envisagera cette question. Mais nous ne saurions passer sous silence le caractère relativement « peu nuancé » de certains passages, caractère qui ne tient certainement pas à une simple question de style. Ainsi Staline écrit-il :

Il convient de se rappeler qu'outre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il y a encore le droit de la classe ouvrière à fortifier son pouvoir et qu'à ce droit-là est subordonné le droit de libre disposition ¹.

Une pareille phrase permet des interprétations qui, à la limite, peuvent aller jusqu'à la négation du droit à l'autodétermination. Où s'arrête en effet la nécessité de la fortification du pouvoir ? Il nous semble y avoir une distance énorme entre l'approche léniniste et celle de Staline. Nous sommes ici en présence de beaucoup plus que d'une différence d'accent, nous sommes en présence d'une dénaturation. La nécessité d'un travail idéologique antinationaliste s'estompe au profit du droit (bureaucratique) de fortifier le pouvoir déjà établi du prolétariat. Cette formule nous paraît toute prête à justifier certaines interventions répressives rendues indispensables par une absence préalable de travail idéologique auprès des masses.

Cherchant à justifier la thèse de l'autonomie régionale contre celle de l'autonomie nationale culturelle, Staline emploie cette autre tournure quelque peu ambiguë :

La question nationale au Caucase ne peut être résolue que dans ce sens que les nations et les peuples attardés doivent être entraînés dans la voie générale d'une culture supérieure ².

Encore faudrait-il savoir qui décidera que soient entraînés les « peuples attardés » et comment et par qui ?... Car il n'est pas de bonnes intentions plus sujettes à caution que celles des peuples à « culture supérieure ».

¹ Joseph Staline, *le Marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris, Éditions sociales, 1963, p. 91.

² *Ibid.*, p. 95.

Peut-être pensera-t-on que nous manifestons ici un esprit trop pointilleux et que nous tombons dans l'idéologie anti-staliniste contre laquelle nous nous sommes nous-même mis en garde ? Nous ne le croyons pas. Car ces textes, répétons-le, nous semblent refléter l'ensemble de l'approche aussi bien dans ce qu'elle dit que dans ce qu'elle passe sous silence. Ainsi, soutenant l'urgence de combattre le nationalisme après la Révolution, il écrit : « de là, la nécessité de combattre la tendance à se confiner dans le cadre strictement national, l'esprit d'étroitesse, le particularisme des socialistes des pays opprimés, qui ne veulent pas voir plus haut que leur clocher national, et ne comprennent pas le lien qui rattache le mouvement de libération de leur pays au mouvement prolétarien des pays dominants ¹ ». Qui décidera de « combattre » ? La bureaucratie grand-russe ?

2.4 La question nationale durant la transition au socialisme

[Retour à la table des matières](#)

La formation sociale en transition vers le socialisme sera donc le lieu d'une lutte spécifique sur la question nationale. L'enjeu, sa dissolution ou sa reproduction élargie, renvoie à l'affrontement général qui s'y déroule entre les rapports de production capitalistes et les rapports de production socialistes. Il s'agit de voir comment ces derniers peuvent générer l'extinction de la question nationale en engendrant celle des rapports sociaux capitalistes.

Nous avons vu que le lieu surdéterminant de la question nationale résidait dans le politique. C'est la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie qui en scellera l'issue. Comme nous l'avons souligné plus haut, toute période de transition implique un décalage entre les rapports de production et les forces productives, en même temps qu'elle est marquée par la dominance du politique. L'analyse de la question nationale doit s'articuler à partir de ces deux traits principaux.

Nous venons de voir que Lénine traite ce problème sous son aspect le plus directement politique. Pour lui, seule la pleine réalisation de l'égalité, donc de la démocratie, permettra de vaincre les résistances idéologiques (nationalistes), de mettre en pratique l'internationalisme prolétarien et de penser la disparition progressive de la question nationale. Le domaine national exige donc : 1. une structuration des appareils d'État prolétariens respectant pleinement l'égalité nationale, 2. le fonctionnement de ces appareils à l'internationalisme. Cet internationalisme présuppose la reconnaissance de l'inégalité nationale et une lutte soutenue permettant sa disparition. Il renvoie à la lutte idéologique de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat. Lutte idéologique suscitant le refoulement du nationalisme oppresseur.

¹ *Ibid.*, p. 224.

Donc, une pratique politico-idéologique prolétarienne qui, s'articulant dans la structuration et le fonctionnement mêmes des appareils d'État, permette de créer les conditions de la disparition de la question nationale. Cette pratique et la lutte de classes qu'elle implique renvoient évidemment à l'antagonisme général entre les rapports sociaux capitalistes et socialistes, et, plus précisément, aux rapports sociaux économiques qui restent déterminants en dernière instance.

Nous avons vu que, pour Lénine, la lutte sur la question nationale veut dire la lutte contre « l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie ». Si cette inégalité s'analyse au niveau politique, c'est dans l'instance économique que l'on retrouve sa détermination première. Lutter contre la domination nationale, c'est donc lutter contre la reproduction de l'inégalité du développement, l'un des principaux fondements du fractionnement hiérarchique et oppressif des formations sociales sous le MPC. Mais c'est aussi induire la dissolution des rapports sociaux précapitalistes sans instaurer de rapports d'exploitation, sans la faire servir à la reproduction élargie de rapports sociaux fondés sur la domination et l'exploitation. Il s'agit de rompre avec les fondements mêmes de la reproduction élargie de la question nationale sous le monopolisme. Mais il nous faut aller plus loin.

L'analyse de la question nationale renvoie à la surdétermination du politique en tant qu'elle est déterminée en dernière instance par des rapports de production structurant des luttes de classes spécifiques. Mais nous avons vu dans les deux premiers chapitres de ce travail que le marché capitaliste rend possible une vision nationaliste tout en ne constituant pas le fondement de l'idéologie nationaliste. L'universalisation de la forme salaire, la force de travail étant devenue marchandise, permet des effets idéologiques qui seront articulés par et dans l'idéologie nationaliste. Le maintien et la reproduction de la question nationale dans une formation sociale en transition vers le socialisme s'analysent donc aussi dans le maintien et la reproduction des rapports marchands dans leurs formes capitalistes.

Les travaux de Charles Bettelheim ont bien montré comment la présence des rapports marchands renvoie à celle des rapports sociaux capitalistes. Cette subsistance résulte d'un décalage entre les rapports de production et les forces productives, c'est-à-dire de la contradiction fondamentale de la transition entre « une forme avancée d'appropriation... et le niveau localement bas des forces productives ¹ ». Ce maintien s'analyse au niveau de la pluralité des formes de propriété ² et à celui de la pluralité des unités de production au sein du secteur d'État lui-même ³. La place que prend l'entreprise « unité de production caractéristique du mode de production capitaliste ⁴ » produit une série d'effets

¹ Charles Bettelheim, *la Transition vers l'économie socialiste*, op. cit., p. 166.

² *Ibid.*, p. 33.

³ Charles Bettelheim, *Calcul économique et forme de propriété*, Paris, Maspero, 1970, p. 69.

⁴ *Ibid.*, p. 93.

spécifiques qui accompagnent celui de la subsistance des catégories marchandes. Elle ne peut être pensée sans « la figure d'une double séparation : la séparation des travailleurs de leurs moyens de production... et la séparation des entreprises les unes des autres ¹ ». Cette double séparation provoque le fonctionnement de la force de travail sous la forme valeur ² et la subsistance de la forme salariale ³.

Les rapports sociaux capitalistes sont ainsi présents dans leur combinaison marchande et salariale. On peut alors comprendre la subsistance de « l'effet idéologique des rapports marchands ou, plus exactement,... l'espace de représentation au sein duquel ces rapports se représentent nécessairement ⁴ ». Plus précisément, il nous est permis de constater la non-disparition des effets idéologiques des rapports marchands en ce qu'ils sont principalement déterminés par des rapports sociaux capitalistes. Ce qui veut dire et ce qui explique, entre autres déterminations, la possibilité de la reproduction de l'idéologie nationaliste au sein de la formation sociale en transition.

Les conditions de la reproduction de l'idéologie nationaliste ne pourront donc disparaître, en dernière instance, qu'avec la dissolution des rapports de production capitalistes. Ceci nous renvoie à la lutte des classes, à la dominance du politique et à la détention du pouvoir d'État.

2.5 Transition et rapports mondiaux capitalistes

[Retour à la table des matières](#)

Si la question générale de la transition au socialisme n'en est encore qu'à ses premiers balbutiements, c'est dire d'autant plus du problème de l'effet des rapports mondiaux capitalistes sur la formation sociale en transition vers le socialisme. Sous l'angle encore plus spécifique de la question nationale, nous ne pourrions donc nous permettre ici que deux indications fort sommaires.

La présence de ces rapports ne peut que favoriser le maintien des rapports marchands à l'intérieur de la formation sociale en transition. Cette dernière n'est que « partiellement affranchie de la domination de la loi de la valeur telle qu'elle fonctionne sur le marché mondial ⁵ ». L'existence des rapports mondiaux capitalistes a de plus pour effet de « faire pénétrer une partie des moyens de production dans le procès de production en tant que marchandises », en même temps qu'il oblige « à faire fonctionner une partie des unités de production pour le marché mondial ⁶ ». Les rapports mondiaux, favorisant ainsi la reproduction des

¹ *Ibid.*, p. 71.

² *Ibid.*, p. 72.

³ *Ibid.*, pp. 75, 78 et 80.

⁴ *Ibid.*, p. 81.

⁵ *Ibid.*, p. 51.

⁶ *Ibid.*, p. 83.

rapports marchands, contribuent indirectement à reproduire les conditions de l'idéologie nationaliste dans la formation sociale en transition.

De la même façon, le fractionnement national, effet des mêmes rapports mondiaux, ne peut qu'influer sur les formations sociales en transition. L'encerclement de ces dernières impose la structuration des appareils d'État socialistes sur une base nationale. Il n'y a pas là simple extériorité de la détermination, mais, dans une mesure dont l'importance reste soumise à la lutte des classes à l'intérieur de la formation sociale, modelage relatif de ces appareils dans leur structuration même.

La célèbre thèse de socialisme en un seul pays pose, à ce titre, plus de problèmes, d'autant plus qu'elle a été le plus souvent caricaturée. Aussi nous croyons devoir d'abord établir que Staline n'a jamais soutenu explicitement la possibilité de réaliser pleinement, au sein d'une seule formation sociale, la victoire du socialisme. Le passage suivant ne saurait laisser de doute :

Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et restaurer le pouvoir du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la pleine victoire du socialisme... le prolétariat du pays victorieux peut et doit édifier la société socialiste. Mais cela signifie-t-il qu'il arrivera par là même à la pleine victoire, à la victoire définitive du socialisme ? Autrement dit, cela signifie-t-il qu'il peut, par les seules forces de son pays, asseoir définitivement le socialisme et garantir pleinement le pays contre la restauration ? Évidemment non. Pour cela il est nécessaire que la révolution triomphe au moins dans quelques pays ¹.

On ne peut cependant passer ici sous silence la double tendance réductionniste de l'auteur. La première consiste à confondre plus ou moins systématiquement la théorie léniniste de la chaîne impérialiste et du maillon faible qui cherche à centrer la lutte pour la destruction des rapports mondiaux capitalistes sur leurs points vulnérables, et la possibilité de réaliser le socialisme dans un seul pays, ou dans quelques-uns. Ainsi, reprenant Lénine, il affirme que la loi de l'inégalité du développement provoque la nécessité de la réalisation du socialisme dans un seul pays ².

¹ Joseph Staline, *Des principes du léninisme*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1967, p. 40.

² « Cependant, au début du XX^e siècle, notamment au cours de la Première Guerre mondiale, lorsqu'il apparut clairement pour tous que le capitalisme pré-monopoliste s'était manifestement transformé en capitalisme monopoliste; lorsque le capitalisme ascendant se fut transformé en capitalisme agonisant, que la guerre eut mis à nu les faiblesses incurables du front impérialiste mondial, et que la loi du développement inégal eut déterminé que la révolution prolétarienne mûrirait à des époques différentes dans les différents pays, Lénine, partant de la théorie marxiste, concluait que, dans les conditions nouvelles du développement, la révolution socialiste pouvait très bien être victorieuse dans un seul pays pris à part ; que la victoire simultanée de la révolution socialiste dans tous les pays ou dans la plupart des pays civilisés était impossible, du fait que la révolution dans ces pays arrivait à maturation de façon inégale,

Staline tend à confondre la possibilité de percées révolutionnaires en certains points des rapports mondiaux capitalistes et la possibilité de réaliser pleinement, sans les détruire, le socialisme à côté de ces rapports. Or il ne peut y avoir d'ailleurs absolu. La soumission de plus en plus grande et l'insertion de plus en plus visible de l'U.R.S.S. dans les rapports capitalistes mondiaux ne sauraient laisser de doute à ce sujet.

Le second type de réductionnisme qui sourd plus ou moins clairement dans les textes staliniens consiste à réduire les rapports mondiaux capitalistes et ceux qu'ils entretiennent avec les formations sociales en transition vers le socialisme à des affrontements d'ordre presque exclusivement politico-militaire¹. Comme si l'affirmation définitive du socialisme ne s'analysait qu'au niveau de la mise en échec militaire des États capitalistes. Comme si, pour ne donner que deux exemples, le retard technologique accumulé dans des pays relativement sous-développés avant la prise du pouvoir par le prolétariat et le contrôle des matières premières par des intérêts impérialistes ne constituaient pas des défis extrêmement importants.

Ainsi, à cause de la présence « agissante » des États capitalistes à côté du monde socialiste, Staline conclut à la nécessité de renforcer l'appareil d'État et de mettre en veilleuse la nécessité de son dépérissement. C'est pourquoi la doctrine du socialisme dans un seul pays et celle, concomitante, du renforcement de l'État peuvent, à la limite, permettre de justifier le maintien de l'U.R.S.S. comme unité de base du système capitaliste mondial ainsi que sa soumission à la reproduction de ce dernier. Il n'est donc pas étonnant que des auteurs comme Isaac Deutscher puissent affirmer la renaissance d'un certain nationalisme soviétique et la mettre en relation avec cette thèse².

La reproduction et l'imposition de plus en plus large des rapports capitalistes en U.R.S.S. se vérifient, parmi d'autres effets pertinents, dans la résurgence de deux types d'idéologies nationalistes : l'un qui se manifeste dans les rapports à propension antagoniste entre les républiques soviétiques elles-mêmes et l'autre qui sous-tend, de façon encore camouflée mais de plus en plus évidente, les relations de l'U.R.S.S. (de son centre dominant) avec le reste du monde. La doctrine du socialisme en un seul pays peut, à la limite, soutenir ce second type de nationalisme.

La question nationale ne saurait donc être fonction que de la présence des rapports de production capitalistes. L'idéologie nationaliste durant la transition qui

que la vieille formule de Marx et de Engels ne correspondait plus aux nouvelles conditions historiques » (cf. Joseph Staline, *le Marxisme et les problèmes de linguistique*, op. cit., p. 59).

¹ *Ibid.*, pp. 60-61.

² I. Deutscher, *Staline*, op. cit., 1953.

conduit à leur dominance, comme durant celle qui pourrait préparer leur dissolution, ne peut être que bourgeoise ou petite-bourgeoise.

Soulignons d'ailleurs que l'étrange articulation du nationalisme et d'un marxisme-léninisme dénaturé peut renforcer l'efficacité de l'idéologie bourgeoise. Le groupe national paraît alors d'autant plus homogène et réel que la « population » entière y semble propriétaire des moyens de production.

3. SPÉCIFICITÉ DE LA TRANSITION À LA PÉRIPHÉRIE : LA CONTRIBUTION DE MAO TSÉ-TOUNG

[Retour à la table des matières](#)

Ces dernières considérations ne sauraient cependant s'appliquer sans nuance à la transition vers le socialisme dans les formations sociales du Tiers monde (notion ambiguë s'il en est une). La question nationale y est soumise à une pratique et à une analyse différentielles. Elle n'y est d'ailleurs qu'un élément de la spécificité que prend la problématique de la transition au socialisme dans son ensemble. Nous terminerons ce chapitre sur la recherche de cette spécificité. C'est chez Mao Tsé-Toung qu'il nous faudra la chercher.

Charles Bettelheim distingue deux principaux types de transition :

- « celle d'une économie antérieurement dominée par le capitalisme (même si le capitalisme intérieur y était faible ou pratiquement inexistant) à une économie évoluant vers le socialisme ; cette transition au sens strict implique un préalable : le passage du pouvoir d'État à la classe ouvrière ou à une coalition des classes autrefois exploitées et au sein de laquelle la classe ouvrière joue le rôle dominant ;
- le deuxième type de transition (de transition au sens large) est celui que connaît une économie qui subissait la domination coloniale directe et qui rentre dans une période post-coloniale ¹. »

L'auteur nous invite donc à distinguer la transition au socialisme induite dans une formation sociale du centre, du même type de transition s'amorçant à la périphérie. Cette pratique permet d'évaluer plus correctement la spécificité de la question nationale dans ce second type de transition. Nous terminerons ce travail en tentant de montrer comment Mao Tsé-Toung effectue cette distinction.

Si, comme nous l'avons vu, la conjoncture a posé la nécessité de la pratique du front uni révolutionnaire, elle imposera de la même manière, selon Mao, des

¹ Charles Bettelheim, *la Transition vers l'économie socialiste*, op. cit., pp. 17-18.

particularités à la phase de transition au socialisme, lequel ne pourra être réalisé sans une étape préalable de « démocratie nouvelle ». L'auteur tentera de systématiser les caractéristiques propres à la situation chinoise, en insistant sur l'importance des « trois principes du peuple » dans la réalisation « d'une Chine nouvelle, indépendante et démocratique ¹ ».

Les rapports mondiaux et la place de la formation sociale chinoise en leur sein y détermineront un traitement spécifique de la transition au socialisme. Pour Mao, la révolution mondiale, sous le capitalisme monopoliste, devient une articulation des mouvements de libération nationale au sein des formations sociales dominées et des luttes du prolétariat dans les centres dominants :

À l'époque où le front du capitalisme mondial s'est effondré sur une partie du globe et où il a révélé pleinement sa décadence partout ailleurs, à l'époque où ce qui reste du monde capitaliste ne peut seul rester sans dépendre davantage des colonies et des semi-colonies, à l'époque où un État socialiste a été créé et a proclamé sa volonté de soutenir le mouvement de libération dans toutes les colonies et semi-colonies ; à l'époque enfin où le prolétariat des pays capitalistes se dégage de plus en plus de l'influence social-impérialiste des partis social-démocrates et se déclare prêt à soutenir le mouvement de libération des pays coloniaux et semi-coloniaux, à une telle époque, toute révolution qui, dans une colonie ou semi-colonie, est dirigée contre l'impérialisme, c'est-à-dire contre la bourgeoisie internationale, ne relève plus désormais de la vieille catégorie, celle de la révolution démocratique bourgeoise mondiale, mais de la nouvelle catégorie, elle ne fait plus partie de l'ancienne révolution mondiale, mais de la nouvelle révolution mondiale, la révolution mondiale socialiste prolétarienne ².

Les rapports mondiaux imposent donc la nécessité d'une pratique différentielle. C'est pourquoi la question nationale et la réalisation de la démocratie sont placées sous un éclairage spécifique. Le « nationalisme » et la « démocratie nouvelle » seront ainsi les deux aspects principaux de la première étape de la révolution chinoise.

¹ Mao, on le sait, reprend à son compte les trois principes du peuple formulés par le docteur Sun Yat-Sen :

- a) Réaliser le *principe du nationalisme* en combattant résolument l'impérialisme japonais et en travaillant à la libération complète de la nation chinoise et à l'égalité en droits de toutes les nationalités du pays.
- b) Réaliser le *principe de la démocratie* en assurant au peuple la liberté pleine et entière de résister au Japon pour le salut de la nation, en faisant élire par le peuple les organes gouvernementaux à tous les échelons et en instaurant le pouvoir démocratique révolutionnaire du front uni national anti-japonais.
- c) Réaliser le *principe du bien-être* par la suppression des impôts exorbitants et des taxes multiples, par la réduction des fermages et du taux d'intérêts des prêts, l'institution de la journée de huit heures, le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, l'amélioration des conditions de vie (cf. Mao Tsé-Toung, « La tactique actuelle dans le front uni de résistance contre le Japon », in *Œuvres choisies, op. cit.*, pp. 461-462).

² Mao Tsé-Toung, « La démocratie nouvelle », in *Œuvres choisies, op. cit.*, p. 368.

Voyons maintenant plus précisément comment Mao pense la spécificité de la question nationale et de la réalisation de la démocratie.

Ce sont les rapports mondiaux qui imposent la reprise du « principe » du nationalisme du docteur Sun-Yat-Sen. Ce principe contribuera à supporter la lutte anti-impérialiste. L'indépendance permettra de briser l'inégalité du développement et de « libérer les forces productives ¹ ». Ce faisant, elle sapera les bases du monopolisme, tout en étant une condition essentielle à l'amorce de la transition au socialisme. On peut ainsi mieux comprendre pourquoi le patriotisme dans les « colonies et les semi-colonies » devient pour Mao la condition *sine qua non* de la pratique de l'internationalisme. Les révolutions nationales contribuent en effet à rompre l'enchaînement hiérarchique de la domination du capitalisme mondial et elles s'articulent au mouvement révolutionnaire prolétarien des centres dominants. Elles ne substituent donc pas, à la lutte des classes, la lutte entre nations. L'affirmation nationale à la périphérie se présente plutôt comme facteur de déstructuration des rapports mondiaux capitalistes. Le mouvement de libération nationale est placé sous la direction du prolétariat et articulé directement à la lutte prolétarienne des centres dominants.

Le « principe du nationalisme » est donc directement fonction de l'indépendance à réaliser pour enclencher la transition au socialisme dans une formation sociale de la périphérie.

Tout ce que je viens d'exposer constitue le programme général ou fondamental que nous, communistes, nous préconisons pour l'étape actuelle, c'est-à-dire pour toute l'étape de la révolution démocratique bourgeoise. C'est notre programme minimal par rapport à notre programme pour l'avenir, ou programme maximal, qui est pour l'instauration du socialisme et du communisme ².

Il importe de dégager toute la portée théorique de cet aspect de la pensée de Mao. La réalisation de la « démocratie nouvelle » et du socialisme ne forme pas deux étapes mécaniquement séparées. Tout est plutôt pensé en fonction de l'instauration définitive du socialisme. *Ce que Mao produit, c'est bien une problématique de la transition au socialisme dans les pays de la périphérie, du commencement du mode de production socialiste dans les pays dominés par*

¹ « Alors la nation chinoise sera complètement émancipée, le pays se verra transformé de semi-colonie en État réellement indépendant; le peuple chinois se sera entièrement libéré, ayant abattu et l'oppression féodale et l'oppression du capital bureaucratique (capital monopoliste chinois) qui pèsent sur lui; il aura ainsi réalisé la paix dans l'unité et la démocratie, établi les conditions préalables pour transformer la Chine de pays agricole en pays industriel et créé la possibilité du passage d'une société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme à une société socialiste » (cf. Mao Tsé-Toung, « Mener la révolution jusqu'au bout », in *Œuvres choisies*, t. IV, p. 318).

² Mao Tsé-Toung, « Du gouvernement de coalition », in *Œuvres choisies*, op. cit., t. III, 1968, p. 245.

l'impérialisme sous le capitalisme monopoliste. C'est ce qu'il affirme, négativement, en écrivant que l'impérialisme constitue :

un camp réactionnaire contre les mouvements ouvriers dans les pays capitalistes, contre les mouvements nationaux dans les colonies et semi-colonies ¹.

Pour Mao, la démocratie nouvelle, c'est-à-dire :

l'étape actuelle de la révolution en Chine est une étape de transition qui va de la liquidation de la société coloniale, semi-coloniale et semi-féodale à l'édification d'une société socialiste ².

Mais il demeure clair qu'elle ne constitue pas une étape préalable, mais bien une phase spécifique, théorique et pratique de la transition au socialisme comme commencement d'un nouveau mode de production :

La « révolution mondiale » n'est plus celle de l'ancien type – l'ancienne révolution mondiale bourgeoise est depuis long temps révolue – c'est une nouvelle révolution mondiale, la révolution mondiale socialiste. De même, elle ne désigne plus une partie de l'ancienne révolution bourgeoise, mais une partie de la nouvelle révolution socialiste. C'est là un immense changement qui n'a son pareil ni dans l'histoire de la Chine ni dans l'histoire du monde ³.

C'est dans ce sens précis qu'il faut, croyons-nous, comprendre le passage suivant, lequel assigne une double tâche au prolétariat chinois :

En résumant les diverses sections de ce chapitre, nous pouvons voir que la révolution chinoise, prise dans son ensemble, assume une double tâche. Autrement dit, elle englobe une révolution démocratique bourgeoise (la révolution de démocratie nouvelle) et une révolution socialiste prolétarienne – la tâche de l'étape actuelle de la révolution et la tâche de l'étape suivante ⁴.

Un rôle spécifique est dévolu au prolétariat des pays de la périphérie dans une forme spécifique de transition. Mais, répétons-le, cette spécificité ne dispense nullement de penser l'articulation des luttes du prolétariat au centre et à la périphérie ⁵.

¹ Mao Tsé-Toung, « La situation actuelle et nos tâches », in *Œuvres choisies*, op. cit., p. 163.

² Mao Tsé-Toung, « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », in *Œuvres choisies*, op. cit., p. 349.

³ Mao Tsé-Toung, « La démocratie nouvelle », op. cit., p. 369.

⁴ Mao Tsé-Toung, « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », op. cit., p. 352.

⁵ « Il nous faut nous unir au prolétariat de tous les pays capitalistes, au prolétariat du Japon, de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de l'Allemagne, de l'Italie et de tout autre pays capitaliste, pour qu'il soit possible d'abattre l'impérialisme, de parvenir à la libération de notre nation et de notre peuple, des nations et des peuples du monde entier. Tel est notre internationalisme, celui que nous opposons au nationalisme et au patriotisme étroit » (cf. Mao Tsé-Toung, « À la mémoire de Norman Bethune », in *Œuvres choisies*, op. cit., t. II, p. 359).

Il ne peut ainsi être compris qu'en fonction de la lutte anti-impérialiste et du fait que la révolution résulte d'une alliance de plusieurs classes. Comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, le contenu spécifique du nationalisme dépend de l'idéologie de chacune des classes qui composent le front uni. Il est clair que, pour Mao, comme pour Marx ou pour Lénine, le nationalisme, pris au sens strict, demeure une idéologie bourgeoise. De plus son utilisation, même dans un sens restrictif, reste en corrélation avec l'étape de la révolution démocratique à réaliser. Durant cette phase, comme nous l'avons vu plus haut, le patriotisme (ou le nationalisme ou encore la libération nationale) constitue le lieu privilégié par lequel le prolétariat doit passer, aussi bien pour réaliser l'internationalisme que pour fondre l'alliance de classes. On voit ainsi comment la reprise du principe du nationalisme du docteur Sun-Yat-Sen par Mao ne relève en rien de l'idéologie nationaliste bourgeoise. De la même façon que la question nationale, la réalisation de la démocratie, avons-nous souligné, prendra des traits spécifiques :

La Chine établira un système qui correspond à l'étape actuelle de son histoire, pour une longue période à venir, il y existera une forme particulière d'État et de pouvoir politique, tout à fait nécessaire et justifiée pour nous, mais différente du système russe ; il s'agit de l'État et du pouvoir de démocratie nouvelle, fondés sur l'alliance de plusieurs classes démocratiques ¹.

Mao préconise donc la constitution d'un véritable « bloc au pouvoir ² » et rejette l'imposition de toute forme de dictature d'une seule classe. Le bloc national rassemble les classes adhérant au front uni, qui, pour l'auteur, représentent les intérêts de la nation. La dictature bourgeoise est impensable même si la démocratie nouvelle présente certains des traits d'une révolution démocratique bourgeoise.

Le régime ne sera pas davantage le même que celui « de la démocratie de type soviétique, qui est la dictature de prolétariat ³ ». La problématique marxiste-léniniste de la transition se trouve donc spécifiée à travers celle de « la dictature conjointe de toutes les classes révolutionnaires comme régime d'État ⁴ ». Mais il faut prendre bien garde de lire dans les textes de Mao une dissolution-dispersion du phénomène de classes. Au sein de l'État comme dans le front uni, l'alliance n'exclut pas la lutte des classes. La question de l'hégémonie au sein du bloc au pouvoir reste essentielle. C'est précisément pourquoi Mao s'emploie à dégager les « forces motrices » et la classe hégémonique au sein de la dictature conjointe :

¹ Mao Tsé-Toung, « Du gouvernement de coalition », in *Œuvres choisies, op. cit.*, p. 248.

² Voir Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales, op. cit.*

³ Mao Tsé-Toung, « Le régime constitutionnel de démocratie nouvelle », in *Œuvres choisies, op. cit.*, t. II, p. 438.

⁴ Mao Tsé-Toung, « La démocratie nouvelle », in *Œuvres choisies, op. cit.*, p. 377.

Les forces motrices de la révolution restent, pour l'essentiel, les ouvriers, les paysans et la petite bourgeoisie urbaine, auxquels peut actuellement se joindre la bourgeoisie nationale ¹.

Parmi ces classes, ce sont la paysannerie et le prolétariat qui occupent la place prépondérante. Plus précisément encore, comme nous l'avons vu au chapitre IV, la paysannerie agit comme « force principale ² » de la révolution alors que le rôle hégémonique est tenu par le prolétariat ³. Mao, on le constate, même durant l'étape de démocratie nouvelle, ne confond pas la résolution de la question nationale avec son éparpillement dans un unanimisme hors classe.

La démocratie nouvelle, par un bloc au pouvoir sous l'hégémonie du prolétariat, imposera une direction conjointe aux classes de la formation sociale chinoise alliées à l'impérialisme. « Le principe d'organisation du pouvoir de la démocratie nouvelle sera le centralisme démocratique ⁴. » De même, il sera nécessaire, durant la guerre de libération et durant la transition, de considérer les contradictions en fonction de la nécessité de la pratique de l'union dans la lutte. Cela amènera Mao à distinguer les contradictions non antagonistes au sein du peuple, des contradictions antagonistes entre le peuple et les réactionnaires. Ainsi, sur les rapports entre la bourgeoisie nationale et le prolétariat, il écrit :

Dans notre pays, les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale font partie des contradictions qui se manifestent au sein du peuple. La lutte des classes entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale relève en général du domaine de la lutte de classes au sein du peuple, car dans notre pays la bourgeoisie nationale revêt un double caractère. Dans la période de la révolution démocratique bourgeoise, elle présentait un caractère révolutionnaire, mais en même temps elle avait tendance à entrer en compromis avec l'ennemi. Dans la période de révolution socialiste, elle exploite la classe ouvrière et en tire des profits, mais en même temps elle soutient la Constitution et se montre disposée à accepter la transformation socialiste. Elle se distingue des impérialistes, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie bureaucratique ⁵.

Mais les contradictions ne sont pas des phénomènes statiques et donnent une fois pour toutes. La situation peut se transformer. « Dans les conditions habituelles, les contradictions au sein du peuple ne sont pas antagonistes. Cependant elles peuvent le devenir si on ne les règle pas d'une façon correcte ou si

¹ Mao Tsé-Toung, « La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais », in *Œuvres choisies*, op. cit., p. 187.

² Mao Tsé-Toung, « La démocratie nouvelle », in *Œuvres choisies*, op. cit., p. 392.

³ Mao Tsé-Toung, « Discours prononcé à une conférence des cadres de la région libérée, du Chansi-Soueiyouan », in *Œuvres choisies*, op. cit., p. 246.

⁴ Mao Tsé-Toung, « Du gouvernement de coalition », in *Œuvres choisies*, op. cit., p. 243.

⁵ Mao Tsé-Toung, « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », in *les Transformations de la révolution*, op. cit., pp. 175-176.

l'on manque de vigilance et tolère l'insouciance et la négligence ¹. » Il faudra donc appliquer deux modes de résolution de ces deux types de contradictions : démocratie et dictature ².

En somme Mao applique la thèse léniniste de la nécessité de la réalisation pleine et entière de la démocratie. Il insiste cependant pour que cela se fasse, compte tenu de la spécificité de la Chine, formation sociale de la périphérie ³.

La transition au socialisme est directement considérée par Mao comme articulation (effet total) entre des secteurs en lutte pour l'affirmation soit des rapports capitalistes, soit des rapports socialistes. En effet, pour Mao :

La lutte pour la consolidation du régime socialiste, la lutte qui décidera de la direction du socialisme ou du capitalisme s'étendra sur une très longue période historique ⁴.

Si Mao préconise un certain développement du capitalisme, ce n'est en fait que pour hâter le passage au socialisme ⁵.

Au contraire, selon Mao : « L'économie d'État aura un caractère socialiste et sera la force dominante dans l'ensemble de l'économie nationale ⁶. » On peut mesurer l'étendue de cette dominance en constatant que, dans l'esprit de Mao, les grandes banques ainsi que les grandes entreprises commerciales et industrielles doivent relever du secteur d'État. Nous n'aborderons cependant pas ici les multiples indications que l'auteur fournit sur les multiples restrictions que s'imposent réciproquement les différents secteurs, ni sur les particularités d'ensemble des structures politiques de la « démocratie nouvelle ». Soulignons seulement que ces dernières relèvent généralement des libertés démocratiques bourgeoises les plus usuelles. La transition, chez Mao Tsé-Toung, s'effectue donc par étapes. C'est un processus ininterrompu qui se transforme constamment. On sait qu'en 1956 l'étape de démocratie nouvelle prenait fin en Chine pour laisser

¹ *Ibid.*, p. 182.

² *Ibid.*, p. 184.

³ Mao Tsé-Toung, « Du gouvernement de coalition », in *Œuvres choisies, op. cit.*, p. 246.

⁴ Mao Tsé-Toung, « Intervention à la conférence nationale du Parti communiste chinois sur le travail de propagande », in *les Transformations de la révolution, op. cit.*, p. 230.

⁵ Mao Tsé-Toung, « La démocratie nouvelle », in *Œuvres choisies, op. cit.*, p. 378.

⁶ « L'effet total, ce sera le développement des facteurs capitalistes aussi bien que des facteurs socialistes. Quels facteurs socialistes ? Ce seront : l'importance accrue du prolétariat et du Parti communiste dans le rapport des forces politiques du pays ; le rôle dirigeant du prolétariat et du Parti communiste reconnu ou susceptible d'être reconnu par la paysannerie, les intellectuels et la petite bourgeoisie urbaine ; le secteur d'État de l'économie relevant de la république démocratique et le secteur coopératif de l'économie du peuple travailleur » (ailleurs Mao qualifie le secteur coopératif de semi-socialiste). « Si l'on y ajoute une situation internationale favorable, il est hautement probable que la révolution démocratique bourgeoise réussira finalement à écarter la Chine de la voie capitaliste et lui assurera un avenir socialiste » (cf. Mao Tsé-Toung, « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », in *Œuvres choisies, op. cit.*, p. 352).

place à l'étape socialiste proprement dite. C'est en effet en 1956, lorsque le régime socialiste a été instauré pour l'essentiel, que le secteur privé disparaissait en tant que tel, pour ne laisser de traces que dans l'existence de sociétés mixtes, privées-étatiques, l'État versant un intérêt à taux fixe et durant une période déterminée aux anciens propriétaires ¹.

On peut donc constater maintenant comment le monopolisme reproduisant sur une base élargie la question nationale, tout en induisant une structuration hiérarchique de formations sociales fondées sur l'existence de deux pôles, l'un dominant, l'autre dominé, impose à chacun d'eux un traitement spécifique de la question nationale durant la transition au socialisme.

Quels types de rapports s'imposeront à plus ou moins long terme entre les groupes linguistiques sous l'effet du socialisme ? Nous ne pouvons le préciser avec exactitude. Mais il demeure certain qu'ils ne seront pas soumis à des caractéristiques nationales.

4. CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

1. Nous avons vu que la question nationale durant la transition au capitalisme devrait être pensée en fonction de l'affirmation du MPC au sein de la formation sociale.
2. C'est pourquoi nous avons rejeté toute pratique théorique tendant à conférer des traits nationaux à une formation sociale dominée par un autre mode de production.
3. Il nous a paru nécessaire, à ce titre, de substituer à la question des origines de la nation la problématique des « origines » de la question nationale que nous avons distinguées du problème de la transition.
4. De la même façon, la question nationale, sous la dictature du prolétariat, doit être analysée sous le problème général de la transition au socialisme.
5. La question nationale y demeure soumise à la présence et à la lutte que livrent les rapports capitalistes aussi bien au sein de la formation sociale en transition qu'au niveau mondial.

¹ Mao Tsé-Toung, « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », in *les Transformations de la révolution*, op. cit., p. 215.

6. Elle est donc l'objet d'une lutte spécifique économique, politique et idéologique et nécessite à ce titre une pratique prolétarienne tendant à générer sa disparition en même temps que celle de l'État.

7. Durant la transition, la question nationale reste placée sous la primauté de la lutte des classes et demeure centrée sur le lieu surdéterminant du politique.

8. La question nationale exige cependant une pratique différentielle, selon que la transition au socialisme se produit au sein d'une formation sociale d'un ancien centre dominant ou au sein d'une formation sociale dominée.

CONCLUSION GÉNÉRALE

[Retour à la table des matières](#)

Proposition I : – *La structuration de la dominance des rapports de production capitalistes sur les forces productives nécessite la constitution d'un marché intérieur lequel détermine l'apparition de la question nationale.*

C'est là, sous la détermination en dernière instance de l'économique, toute l'extension que nous avons conférée à l'intervention léniniste dans le champ d'analyse de la question nationale. Nous avons vu que la pratique théorique de Lénine invalide la démarche de Marx, encore entachée d'historicisme, selon laquelle le marché national est plus ou moins clairement conçu comme l'aboutissement d'un long développement traversant un nombre indéterminé de modes de production. Nous avons cependant fait ressortir toutes les implications de la thèse léniniste. Même si elle permet de dégager l'analyse du borbier historiciste, elle n'en demeure pas moins au niveau de la description de la « scène » sur laquelle se jouent les rapports capitalistes. Ainsi se limite-t-elle à considérer le *marché national* comme un effet spécifique du mode de production capitaliste.

Voilà pourquoi nous avons cru nécessaire de rechercher la spécificité de la circulation capitaliste en posant sa relation aux rapports de production du MPC. Il est alors ressorti clairement que la typicité nationale du marché intérieur, sous le capitalisme, résultait de l'imposition de la dominance des rapports de production qui lui sont spécifiques sur les forces productives.

À la question: pourquoi tel marché national, tel État national ou telle nation, il nous a fallu répondre en nous référant à l'histoire toujours singulière du procès d'imposition de la dominance du MPC dans telle ou telle région, au sein de telle ou telle formation sociale.

Proposition II – *La circulation capitaliste en tant qu'elle donne les rapports de production comme simple moment de l'échange généralisé pose les conditions de deux thèmes fondamentaux de l'idéologie bourgeoise : libéralisme et nationalisme. Les agents sont assujettis comme sujets libres (égaux et individualistes) et nationaux. La notion de nation apparaît à ce titre comme centre*

spéculaire de l'idéologie bourgeoise. Elle ne peut toutefois être fondamentalement analysée que dans sa relation sous-déterminée à la notion de propriété et donc aux rapports de production, lieu déterminant en dernière instance de la lutte des classes.

Nous avons vu que, si Marx a pu repérer, dans la spécificité de la circulation capitaliste, certaines des conditions d'apparition d'un type particulier de rapport idéologique, le fétichisme de la marchandise, là n'était pas le seul effet de mirage de cette circulation. Le monde des échanges, produisant la reconnaissance de sujets égaux, co-échangistes et libres, crée en même temps les éléments permettant leur rassemblement dans un groupe imaginaire : la nation. L'idéologie bourgeoise divise, atomise les agents en sujets singuliers pour mieux les rassembler dans la reconnaissance mutuelle de l'appartenance à une même nation. Mais nous avons souligné que, si les rapports marchands créent la possibilité d'une lecture nationaliste, ils ne déterminent pas eux-mêmes l'apparition et la structuration de l'idéologie nationaliste. C'est dans les appareils d'État que cette dernière s'articule, sous l'effet de la lutte des classes et sous la détermination en dernière instance des rapports de production.

De même, si la notion de nation peut être considérée comme le centre spéculaire de l'idéologie bourgeoise, c'est la notion de propriété qui en constitue la notion fondamentale dans le rapport de cette idéologie aux rapports de production. Elle donne sa place à la notion de nation. La notion de propriété ne peut en effet fonctionner comme centre spéculaire sans risque de perdre son efficace. C'est la notion de nation qui permettra de fonder une notion de propriété fonctionnant dans un univers de complémentarité nationale. Ainsi ces deux pôles notionnels de l'idéologie bourgeoise permettent-ils de reproduire les rapports de production capitalistes en voilant la réalité et l'efficace de la propriété privée des moyens de production.

C'est pourquoi nous avons manifesté beaucoup de méfiance face à certaines analyses tendant à sous-estimer dangereusement l'idéologie nationaliste. Le plus souvent, sous la thématique du masque, on tend à la réduire à une simple mystification bourgeoise qu'il suffit de « dénoncer » pour en contrer les effets. Partant d'un effet réel de cette idéologie, celui de voiler la lutte des classes, on tente de réduire considérablement l'ampleur et la profondeur de son efficace. On refuse de voir comment le nationalisme constitue une cheville fondamentale à la reproduction du MPC, comme d'ailleurs la question nationale dans son ensemble. Cette mésestimation vient du fait qu'on refuse d'analyser comment les rapports imaginaires sont intimement articulés aux rapports réels qu'ils permettent de reproduire.

Le nationalisme et la question nationale sont consubstantiels au MPC et ne disparaîtront qu'avec son extinction.

Proposition III – *L'essentiel de l'intervention léniniste, dans l'histoire de l'analyse de la question nationale, consiste, à partir d'une théorie de l'État national, à repérer l'instance politique comme lieu surdéterminant. Même s'il pose la question nationale sous la détermination en dernière instance de l'économique, Lénine n'en situe pas moins le point nodal dans l'instance politique.*

Si les travaux de l'auteur ont pu rompre avec l'historicisme en circonscrivant la spécificité de la question nationale dans sa relation de détermination au mode de production capitaliste, là n'est pas le noyau central de sa contribution. En fondant l'analyse sur la primauté de la lutte des classes, ces travaux identifient en même temps l'instance politique comme lieu surdéterminant de la question nationale. Ils permettent ainsi d'éviter toute forme d'embûches réductionnistes. Nous en avons relevé deux types principaux.

La première, économiste, consiste à évacuer de l'analyse les problèmes relatifs à l'État. Nous avons souligné comment Rosa Luxemburg analysait le marché capitaliste en excluant explicitement les questions relatives à l'instance politique. Elle évacue ainsi tout le champ d'étude de la formation sociale et, par ce fait même, les caractéristiques nationales de cette dernière sous l'effet du MPC. La seconde, idéaliste, tend à réduire l'analyse en la rabattant sur l'unique question dite « culturelle ». Les traits nationaux de telle ou telle formation sociale résulteraient de l'« idée » nationale toujours particulière que les agents produiraient. C'est, bien sûr, évacuer non seulement les effets de détermination de l'instance économique, mais aussi tout le problème de la reproduction.

Proposition IV – *C'est sous la notion de nation, centre spéculaire de l'idéologie bourgeoise, qu'est assurée l'harmonie au sein des appareils idéologiques d'État et dans les rapports entre ces derniers et l'appareil répressif. De même, c'est la nation qui sert d'unité référentielle à l'ensemble de la politique économique de l'État capitaliste.*

Il est clair que chaque appareil idéologique fonctionne massivement au nationalisme. Nous en avons donné quelques illustrations : l'école qui noie littéralement l'enfant dans un torrent national rapportant l'histoire, la littérature, l'arithmétique, voire la gymnastique au sacro-saint groupe national ; l'appareil culturel à l'intérieur duquel le sport valorise les exploits baptisés comme nationaux ; les arts dont la production, après avoir été attribuée au « génie individuel », est annexée avec plus ou moins de subtilité à l'éthos national.

Plus fondamentalement encore, nous avons tenté de démontrer comment l'idéologie nationaliste permettait de fonder des rapports harmonieux entre l'appareil répressif et les appareils idéologiques. Nous avons pris entre autres exemples les rapports entre l'AIE politique et l'ARE. L'appareil répressif

administre, légifère, réprime... en se réclamant d'une légitimité nationale qui lui serait confiée par l'appareil des partis politiques dûment élus par la majorité de la nation. On voit ici comment c'est l'ensemble du *pouvoir d'État* qui s'exerce au nom de la nation et non pas au nom de la classe dominante.

Que dire enfin de la politique économique qui fonctionne sous les notions de produit national brut, de produit national net, de balance nationale des paiements, etc. ? La politique économique capitaliste est d'ailleurs toute centrée sur des échanges présentés comme égaux entre des nations non moins égales.

Proposition V – *Le projet même de conceptualisation de la notion de nation ne peut être posé que dans l'idéologie. La théorie léniniste de l'État national, soumettant l'analyse à la primauté des classes, sape les fondements de toute tentative visant à fonder scientifiquement l'existence d'un groupe d'appartenance réel au-delà des classes.*

Nous avons vu comment, dans le courant non marxiste, on avait peu à peu abandonné les réticences qu'avait manifestées Max Weber. Ce dernier, insatisfait de ses propres analyses, affirmait la nécessité d'abandonner les notions de groupe ethnique et de nationalité. Mais, peu à peu, on en est venu à poser l'existence de la nation comme groupe réel à distinguer des autres « ensembles sociaux, » de l'histoire.

Et alors que, jusqu'à lui, la plupart des marxistes employaient la notion sans tenter de la définir, Staline propose une définition systématique de la nation. Sa pratique théorique, fondée sur la problématique substantiviste du sujet (collectif), soutient l'existence d'une culture (nationale) hors classe. Bien qu'il insiste ça et là pour affirmer la primauté des classes, en reconnaissant une « formation psychique » et une culture commune, il soumet lui-même son analyse à l'idéologie nationaliste. Nous avons refusé toute tentative cherchant à « interpréter » ce que Staline « aurait voulu dire ». Ce n'est pas la définition stalinienne qui est imprudente en ne tenant pas suffisamment et explicitement compte des classes. C'est le projet de conceptualisation lui-même qui est idéologique. La définition n'oublie pas les classes, *elle les exclut*. La reconnaissance d'une culture commune n'en constitue d'ailleurs pas le seul indice. La volonté, explicite cette fois, de rejeter l'État comme critère de détermination paraît tout aussi révélatrice et tout aussi directement anti-léniniste. Est-il besoin de souligner que cette absence de l'instance politique évacue le phénomène des classes ?

Tout converge. Affirmer l'existence d'une culture ou d'une idéologie nationale, c'est poser l'existence d'une certaine forme d'harmonie au niveau des rapports de production et finalement remettre en question la théorie marxiste de l'État. Refuser l'instance politique, c'est voiler la lutte des classes et brouiller l'analyse des idéologies proposées par le matérialisme historique.

Nous ne pouvons conclure autre chose. La définition stalinienne permet l'intrusion de l'idéologie bourgeoise (nationaliste) dans l'histoire du matérialisme historique.

Proposition VI – *La question nationale est un effet spécifique du MPC sur la formation sociale qu'il domine, c'est-à-dire sur l'ensemble des classes antagonistes et non antagonistes dont les agents sont (peuvent être) de groupes linguistiques différents.*

La volonté, soulignée plus haut et manifestée par plusieurs chercheurs, de distinguer la nation des différents « groupes » qui se sont succédé à travers l'histoire se révèle, en dernière analyse, une entreprise mal engagée pour résoudre un problème véritable. Ce que l'on cherche à cerner, c'est bien plutôt le champ d'analyse de la formation sociale et l'effet toujours spécifique du mode de production qui la domine.

Il est clair que le mode de production n'a pas comme seul effet de constituer les agents en classes. Il les réunit simultanément en ensemble en lutte. Tout mode de production a le double effet de structurer les pratiques en classes, tout en les constituant en ensemble en lutte, c'est-à-dire en formation sociale spécifique.

En ce sens, non pas la nation, mais la formation sociale nationale apparaît comme le type spécifique de formation sociale dominée par le MPC. Cette seule problématique nous permet de saisir un effet réel du mode de production capitaliste (son effet national) sans le soumettre à l'idéologie que produit cet effet même. Il faut bien voir que la formation sociale nationale n'est rien d'autre que la circonscription toujours spécifique et historiquement déterminée de la lutte des classes. À ce titre, elle constitue une détermination répressive et idéologique du champ des pratiques sous la domination de la classe hégémonique.

Nous croyons ici conférer à la problématique léniniste toute sa profondeur. Située dans l'instance politique le lieu surdéterminant de la question nationale, elle occupe le terrain théorique de la formation sociale puisque le politique constitue précisément le point nodal de ce champ d'analyse. Nous avons saisi le terme de question nationale comme concept, car il permet, tout en évitant la notion de nation, de recouvrir les concepts plus spécifiques d'idéologie nationaliste, d'État national...

La lecture de Mao Tsé-Toung nous a permis de constater que ses textes utilisent la notion de nation en s'inscrivant dans la problématique léniniste. Nous avons lu que cette notion recouvre l'ensemble antagoniste et non antagoniste des classes dont les agents sont de nationalités différentes au sein d'un même État. Ce que Lénine envisageait sous un angle principalement structural se retrouve, chez Mao, posé plus directement en fonction des rapports sociaux pris en eux-mêmes. Nous avons cependant préféré utiliser l'expression de groupe linguistique plutôt

que celle de nationalité pour des raisons sur lesquelles nous nous sommes déjà fort étendu.

Le groupe linguistique est formé de l'ensemble des agents d'une formation sociale qui ont une histoire spécifique. Cette histoire traverse des formations sociales successives soumises à l'effet de la domination de différents modes de production. La formation sociale nationale, sous le MPC, réunit des groupes différents et tend à les assimiler sous la notion de nation. La langue et l'histoire particulière nous semblent les deux meilleurs critères pour les différencier. Mais, nous avons insisté, ce sont les agents des différents groupes linguistiques qui sont de classes différentes et non les groupes linguistiques pris en eux-mêmes. Affirmer le contraire serait retomber dans les pièges du nationalisme, dans celui de la classe ethnique. Il est clair que le phénomène des classes traverse les différents groupes linguistiques et « recrute » dans chacun d'eux, même s'il est possible de faire l'histoire différentielle de chacun de ces derniers.

Nous avons aussi fait remarquer que nous prenions le concept de « groupe » dans son sens le plus strict et le plus abstrait, c'est-à-dire comme ensemble d'agents, afin de ne pas préjuger de l'effet des modes de production qui les stratifient en classes. De la même façon, le critère linguistique vise à une délimitation des plus préliminaires. Nous n'entendons nullement soutenir que la langue n'est pas elle-même traversée par la primauté des classes et de leur lutte.

Proposition VII – *L'intervention léniniste dans la question nationale, en fondant la primauté du politique, pose celle de la lutte des classes et de la conjoncture.*

Ainsi s'explique l'apparent opportunisme des positions marxistes qui semblent « balloter » au gré des circonstances. La question nationale étant soumise à la pratique d'ensemble de chaque classe, elle ne peut constituer le point nodal de l'articulation des interventions prolétariennes (même si elle peut être considérée, dans certaines conjonctures, comme contradiction principale). C'est en fonction de la lutte non seulement nationale, mais mondiale que le prolétariat la pose. On comprend dès lors pourquoi s'impose le primat de la conjoncture. Cette affirmation n'est que la conséquence logique de la reconnaissance de la primauté de la lutte des classes, cette dernière ne s'analysant que dans la conjoncture.

On peut de la même façon comprendre le sens des principales luttes de Lénine. Contre Otto Bauer, il affirme la nécessité de refuser de poser le problème de l'État, même sur la question nationale, en dehors de la réalité des classes. À l'économisme de Rosa Luxemburg, il oppose l'autonomie relative du politique. De la même façon, la relation privilégiée qu'il établit entre l'intervention prolétarienne et la pleine réalisation de la démocratie s'inscrit sous le double primat des classes et du politique.

Proposition VIII – *Ce qu'on appelle la domination nationale constitue une forme transformée de la domination bourgeoise soit intérieure à la formation sociale, soit extérieure, c'est-à-dire impérialiste.*

La plupart des thèses nationalistes tendent à relier la réalité de la domination intérieure à l'existence d'un groupe linguistique minoritaire décrit comme « nation dominée ». Celui-ci souffrirait d'inégalité *parce qu'il* constituerait une « nation » minoritaire. Nous avons cherché à démêler cet écheveau pour découvrir quels rapports réels s'y trouvent cachés.

Nous avons d'abord pu noter la concordance des conflits nationalistes avec l'inégalité du développement de certaines régions où se concentrent des minorités. Il nous a cependant paru clair qu'aucune loi ne liait infailliblement ces deux phénomènes. Il a alors fallu renverser la question telle que posée dans l'idéologie nationaliste. Le problème da alors plus consisté à chercher pourquoi une « nation » minoritaire était fatalement « exploitée », mais bien pourquoi, dans les régions moins développées des formations sociales, se concentraient souvent des groupes linguistiques minoritaires.

Nous nous sommes ainsi rendu compte que la situation minoritaire ne « cause » pas l'inégalité du développement, mais plutôt que ce dernier peut permettre de bloquer l'effet d'assimilation du MPC et provoquer la reproduction de groupes linguistiques différents présentés comme « nation » dominée. Cette situation s'analyse dans chaque cas à travers l'histoire du développement du capitalisme dans chacune des formations sociales dominées par le MPC, laquelle renvoie à la lutte des classes et au poids surdéterminant du politique.

De la même façon nous avons cru devoir rappeler que le capitalisme et l'histoire de son développement à l'échelle mondiale expliquent la domination impérialiste et non une quelconque fatalité provoquant l'exploitation de certaines « nations » par d'autres. Le MPC généralise les rapports de production qui lui sont propres en établissant une hiérarchie de formations sociales et non de « nations », une hiérarchie de bourgeoisies et un fractionnement du prolétariat et non des communautés homogènes.

Proposition IX – *Le stade monopoliste du mode de production capitaliste, loin de faire disparaître la question nationale, en induit la reproduction élargie.*

La mondialisation des rapports de production capitalistes ne s'effectue qu'à travers un processus de fractionnement de la superstructure. Nous avons constaté qu'historiquement ce procès s'est manifesté par la multiplication des États nationaux à la périphérie et, plus récemment, par l'augmentation des tensions nationalistes au centre. Mais nous avons insisté sur le fait que cette reproduction élargie du fractionnement ne signifiait nullement la nécessaire multiplication des

formations sociales. L'exemple de l'Europe de l'Ouest l'illustre bien. Quoiqu'il ne faille pas exagérer les potentialités du Marché commun, il est clair que cette volonté plus ou moins claire de fusion n'est en fait qu'une tentative de fractionnement. Nous sommes face à une lutte inter-impérialiste et à une autre preuve du maintien de la concurrence sous le stade monopoliste.

Le fractionnement des superstructures demeure donc à l'ordre du jour dans les centres impérialistes, en même temps qu'il s'articule à la hiérarchisation des formations sociales au niveau mondial, effet du monopolisme. L'idéologie nationaliste demeure ainsi plus que jamais présente durant ce nouveau stade du MPC. Son efficace n'est nullement de freiner la mondialisation, mais bien, à travers la concurrence et la domination impérialiste, d'en permettre la reproduction élargie.

Le prolétariat est plus que jamais divisé à la faveur d'un complexe de formations sociales qui met en place une multiplicité de « maillons » constitués d'appareils répressifs et idéologiques « géographiquement spécialisés » de telle sorte que la chaîne impérialiste soit renforcée.

Proposition X – La question nationale doit être pensée en fonction de l'efficace du MPC, aussi bien durant la transition au capitalisme qu'au moment de la transition au socialisme.

Il nous a paru impérieux de refuser de conférer des traits nationaux aux formations sociales dominées par tout autre mode de production que le MPC. Les monarchies absolues n'étaient ni nationales ni prénationales.

Il faut produire l'analyse de ces formations sociales dans la spécificité qui leur est propre sans chercher à voiler cette dernière sous la reconnaissance d'illusoires origines.

Nous croyons devoir substituer à la question des origines de la « nation » celle de l'histoire de l'idéologie nationaliste et du développement du marché intérieur et des rapports de production capitalistes au sein d'une formation sociale dominée par un autre mode de production. La question nationale elle-même, dans toute son extension, ne peut commencer qu'au sein de la formation sociale en transition vers le capitalisme.

De la même façon, c'est la présence et la reproduction du MPC aussi bien au sein de la formation sociale en transition vers le socialisme qu'au niveau mondial qui expliquent le maintien et la reproduction des traits nationaux. La question nationale, y demeurant soumise à la primauté de la lutte des classes, sera le lieu d'un affrontement spécifique. C'est en ce sens que Lénine, fidèle à sa problématique centrée sur le politique comme lieu surdéterminant, établissait le parallèle entre l'extinction de l'État et la disparition de la question nationale. Le

maintien et la reproduction ou la disparition de cette dernière demeurent reliés à la question générale des rapports de production et de circulation capitalistes dans la formation sociale en transition. Mais, comme nous l'avons constaté chez Mao Tsé-Toung, la question nationale demeure soumise à une pratique différentielle selon que la transition s'amorce au centre ou à la périphérie.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

- ABDEL-MALEK, A., *Idéologie et renaissance nationale, l'Égypte moderne*, Paris, Anthropos, 1969.
- ABDEL-MALEK, A., *la Dialectique sociale*, Paris, Seuil, 1972.
- ALTHUSSER, Louis, *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1965.
- ALTHUSSER, Louis, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », *la Pensée*, juin 1970.
- ALTHUSSER, Louis, Étienne BALIBAR, Roger ESTABLET, P. MACHEREY et J. RANCIÈRE, *Lire le Capital*, Paris, Maspero, 1965.
- AMIN, Samir, *l'Accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 1970.
- ARIELI, Y., *Individualism and Nationalism in American Ideology*, Cambridge, Harvard University Press, 1964.
- BALIBAR, Étienne, « Sur les concepts fondamentaux du matérialisme historique », in *Lire le Capital*, Paris, Maspero, 1965.
- BALIBAR, R. et D. LAPORTE, *les Français fictifs*, Paris, Hachette, 1974.
- BARAN, Paul A. et P. M. SWEEZY, *le Capitalisme monopoliste*, Paris, Maspero, 1971.
- BAUDELOT, Christian et Roger ESTABLET, *l'École capitaliste en France*, Paris, Maspero, 1971.
- BAUER, O., *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Vienne, Verlag Der Wiener Volksbuchhandlung, 1924.
- BETTELHEIM, Charles, *la Transition vers l'économie socialiste*, Paris, Maspero, 1968.
- BETTELHEIM, Charles, « Remarques théoriques », in A. EMMANUEL, *l'Échange inégal*, Paris, Maspero, 1969.
- BETTELHEIM, Charles., *Calcul économique et forme de propriété*, Paris, Maspero, 1970.
- BETTELHEIM, Charles et Paul M. SWEEZY, *Lettres sur le socialisme*, Paris, Maspero, 1970.
- BLOOM, S.F., *The World of Nations*, New York, A.M.S. Press, 1967.
- BOUKHARINE, N., *l'Économie mondiale et l'impérialisme*, Paris, Anthropos, 1967.
- BOUKHARINE, N., [la Théorie du matérialisme historique](#), Paris, Anthropos, 1967.
- BOURDIEU, Pierre et Jean-Claude PASSERON, *les Héritiers*, Paris, Minuit 1967.

- BOURDIEU, Pierre et Jean-Claude PASSERON, *la Reproduction*, Paris, Minit, 1970.
- BOURQUE, Gilles, [Classes sociales et question nationale au Québec, 1760-1840](#), Montréal, Parti pris, 1970.
- CARR, E. H., *la Formation de l'URSS*, Paris, Minit, 1970.
- CARRÈRE-DANCAUSSE, H. et S. SCHRAM, *le Marxisme et l'Asie, 1853-1964*, Paris, Armand Colin, 1965.
- COBBAN, A., *The Nation State and National Self-determination*, Londres, Collins, 1969.
- COLEMAN, J. S., « Nationalism in Tropical Africa », in J. H. KAUTSKY, *Political Exchange in under-developed Countries*, New York, John Wiley and Sons, 1967.
- DAVIS, H. B., *Nationalism and Socialism*, New York, Monthly Review, 1967.
- DELISLEZ, J.-P., *les Monopoles*, Paris, Éditions sociales, 1970.
- DEUTSCH, K. W., *Nationalism and Social Communication*, Cambridge, The M.I.T. Press, 1969.
- DEUTSCHER, I., *Staline*, Paris, Gallimard, 1953.
- DHOQUOIS, G., *Pour l'histoire*, Paris, Anthropos, 1971.
- DOBB, L. W., *Patriotism and Nationalism*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1965.
- DURHAM, Lord, *le Rapport Durham*, Montréal, Les éditions Sainte-Marie, 1969.
- DUTT, R., *Fascism and Social Revolution*, San Francisco, Proletarian Publishers, 1924.
- EMMANUEL, A., *l'Échange inégal*, Paris, Maspero, 1969.
- EMERSON, R., *From Empire to Nation*, Boston, Beacon Press, 1969.
- ENGELS, Friedrich, [l'Anti-Dühring](#), Paris, Éditions sociales, 1969.
- FANON, Franz, *les Damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1961.
- FANON, Franz., *Pour la révolution africaine*, Paris, Maspero, 1964.
- FAUCHER, Albert et Maurice LAMONTAGNE, « [L'histoire du développement industriel du Québec](#) », in *la Société canadienne-française*, Montréal, H.M.H., 1971.
- FOUGEYROLLAS, P., *Marx et Freud*, Paris, Anthropos, 1972.
- GILL, Louis, « Croissance et asservissement », *Socialisme québécois*, n° 23, 1972.
- GUNDER FRANK, André, *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Paris, Maspero, 1968.
- GUNDER FRANK, André, *Lumpen-bourgeoisie et lumpen-développement*, Paris, Maspero, 1971.
- HAMEL, P., *le Rapport Durham*, Saint-Jérôme, Éditions du Québec, 1948.
- HAYES, C. J. H., *The Historical Evolution of Modern Nationalism*, New York, Russell and Russell, 1968.

- HILFERDING, R., *le Capital financier*, Paris, Minuit, 1970.
- HINCKER, F., « Contribution à la discussion sur la transition du féodalisme au capitalisme : la monarchie absolue française », in *Sur le féodalisme*, Paris, Éditions sociales, 1971.
- KAUTSKY, Karl, « Nationalität und Internationalität », *Die Neue Zeit*, suppl. n° 1, 1907-1908, traduit pour l'auteur par Lise Hubert.
- KÉDOURIE, E., *Nationalism*, New York, Washington, Frederick A. Praeger, 1961.
- KOHN, H., *The Idea of Nationalism*, New York, Collier Books, 1967.
- LAFONT, Robert, *la Révolution régionaliste*, Paris, Gallimard, 1967.
- LAFONT, Robert, *Sur la France*, Paris, Gallimard, 1967.
- LAFONT, Robert, « Sur le problème national en France : aperçu historique », *les Temps modernes*, n° 324-325-326, août-septembre 1973.
- LEFEBVRE, Henri, « Classe et nation depuis le Manifeste (1848) », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XXXVIII, 1965.
- LÉNINE, V. I., *Œuvres complètes*, Paris, Éditions sociales, à partir de 1958, 43 t.
- T. III, 1969, « Le développement du capitalisme en Russie ».
- T. VI, 1966, « À propos du manifeste de l'« union des social-démocrates arméniens » ; « La question nationale dans notre programme » ; « Le dernier mot du nationalisme du Bund ».
- T. XIII, 1967, « Les enseignements de la Commune ».
- T. XIX, 1969, « De l'autonomie nationale culturelle » ; « La classe ouvrière et la question nationale » ; « L'Europe arriérée et l'Asie avancée » ; « Les libéraux et les démocrates dans la question des langues » ; « Les *Viekhistes* et le nationalisme » ; « Thèses sur la question nationale ».
- T. XX, 1959, « À propos de la politique nationale » ; « Contribution à l'histoire du programme national en Autriche et en Russie » ; « Le national-libéralisme et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » ; « Projet de loi sur l'égalité en droits des nations et sur la défense des droits des minorités nationales ».
- T. XXI, 1960, « La conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R. » ; « Le socialisme et la guerre ».
- T. XXII, 1967, « À propos de la révolution nationale » ; « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ».
- T. XXIII, 1959, « Statistiques et sociologie » ; « Une caricature du marxisme, et à propos de l'économisme impérialiste ».
- T. XXIV, 1966, « Finlande et Russie » ; « La septième conférence de Russie du P.O.S.D. (b)R. » ; « Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » ; « Résolutions sur la question nationale ».
- T. XXVI, 1972, « Déclaration des droits du peuple travailleur exploité » ; « Manifeste au peuple ukrainien, et ultimatum à la Rada d'Ukraine » ; « Résolution du Conseil des commissaires du peuple sur la réponse de la Rada ».

d'Ukraine au Conseil des commissaires du peuple » ; « Résolution du Conseil des commissaires du peuple sur les pourparlers avec la Rada d'Ukraine, le 19 décembre 1917 ».

T. XXIX, 1966, « À propos de la brochure de Junius ».

T. XXX, 1964, « Lettres aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine à l'occasion des victoires remportées sur Dénikine » ; « Rapport présenté au deuxième congrès de Russie des organisations communistes des peuples d'Orient, 22 novembre 1919 ».

T. XXXI, 1961, « Discours au congrès des ouvriers et employés de l'industrie du cuir, 12 octobre 1920 » ; « La maladie infantile ».

T. XXXIII, 1963, « Billet au bureau politique sur la lutte contre le chauvinisme grand-russe ».

LÉNINE, V. I., « L'éveil de l'Asie », in *les Prévisions de Lénine sur les tempêtes révolutionnaires en Orient*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1967.

LÉNINE, V. I., Sur les questions nationale et coloniale, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1967. « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » ; « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale » ; « Rapport de la commission nationale et coloniale ».

LÉNINE, V. I., « Une fois encore à propos de la théorie de la réalisation », in K. MARX, *le Capital*, Paris, Éditions sociales, 1967, t. V.

LÉNINE V. I., *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, Moscou, Éditions du progrès, 1968. « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » ; « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes » ; « La question des nationalités ou de l'« autonomie » » ; « Le programme national du P.O.S.D.R. » ; « Notes critiques sur la question nationale ».

LÉNINE, V.I., *l'État et la révolution*, Paris, Gonthier, 1969.

LOWY, M., « Rosa Luxemburg et la question nationale », *Partisans*, n° 59-60, 1971.

LUXEMBURG, Rosa, *l'Accumulation du capital*, Paris, Maspero, 1969, [tome I](#) et [tome II](#).

LUXEMBURG, Rosa, *Œuvres*, Paris, Maspero, 1967, t. II. « Fragments sur la guerre, la question nationale et la révolution » ; « La tragédie russe ».

LUXEMBURG, Rosa, [la Crise de la social-démocratie](#), Bruxelles, la Taupe, 1970.

LUXEMBURG, Rosa, [Introduction à l'économie politique](#), Paris, Anthropos, 1970.

LUXEMBURG, Rosa, « Question nationale et autonomie », *Partisans*, n° 61, 1971.

MANDEL, Ernest, « Capitalisme et économie régionale », *Socialisme* 69, n° 17, 1969.

MANDEL, Ernest, « Nationalisme et lutte de classes », *Partisans*, n° 59-60, 1971.

MANN, B.R., « On African Nations », *Marxism Today*, mars 1959.

MAO TSÉ-TOUNG, *Œuvres choisies*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1967-1969, 4 t.

T. I, 1967, « Analyse des classes de la société chinoise » ; « De la contradiction » ; « La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais » ; « Luttons pour entraîner les masses par millions dans le front uni national anti-japonais » ; « Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine » ; « Rapport sur l'enquête dans le Hounan à propos du mouvement paysan » ; « Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine ».

T. II, « À la mémoire de Norman Bethune » ; « Au sujet de notre politique » ; « Bilan de la victoire remportée sur la deuxième campagne anti-communiste » ; « La démocratie nouvelle » ; « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois » ; « La tactique actuelle dans le front uni de résistance contre le Japon » ; « La situation dans la guerre de résistance après la chute de Shanghaï et de Taiyuan et les tâches qui en découlent » ; « Le régime constitutionnel de démocratie nouvelle » ; « Le rôle du Parti communiste chinois dans la guerre nationale » ; « Ligne politique, mesures à prendre et perspectives dans la lutte contre l'attaque japonaise » ; « L'indépendance et l'autonomie au sein du front uni » ; « Pour la parution de la revue *le Communiste* » ; « Pour l'union jusqu'au bout » ; « Sur la question du pouvoir dans les bases anti-japonaises » ; « Tâches urgentes après l'établissement de la coopération entre le Kuomintang et le Parti communiste ».

T. III, 1968, « Du gouvernement de coalition ».

T. IV, 1969, « De la dictature démocratique populaire » ; « Discours prononcé à une conférence des cadres de la région libérée du Chansi-Souei-Yuan » ; « La faillite de la conception idéaliste de l'histoire » ; « La situation actuelle et nos tâches » ; « Manifeste de l'armée populaire de libération de la Chine » ; « Mener la révolution jusqu'au bout » ; « Sur les questions de la bourgeoisie nationale et des hobereaux éclairés ».

MAO TSÉ-TOUNG, *les Transformations de la révolution*, Paris, Union générale d'éditions, 1970. « À propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat » ; « De la juste solution des contradictions au sein du peuple » ; « Intervention à la conférence nationale du Parti communiste chinois sur le travail de propagande ».

MARX, K., [*Travail salarié et capital*](#), Paris, Éditions sociales, 1962.

MARX, K., *le Dix-huit brumaire de Louis Bonaparte*, Utrecht J. J. Pauvert, 1965.

MARX, K., [*la Lutte des classes en France*](#), Utrecht, J. J. Pauvert, 1965.

MARX, K., [*le Capital*](#), Paris, Éditions sociales, 1967, t. I, II, III, IV, V, VI, VII et VIII ; autre édition, Paris, Garnier Flammarion, 1969, livre I.

MARX, K., [*la Question juive*](#), Paris, Union générale d'éditions, 1968.

MARX, K., [*les Manuscrits de 1844*](#), Paris, Éditions sociales, 1968.

MARX, K., [*Misère de la philosophie*](#), Paris, Éditions sociales, 1968.

- MARX, K., « Discours sur le libre-échange », in *Misère de la philosophie*, Paris, Éditions sociales, 1968.
- MARX, K., [*la Guerre civile en France*](#), 1871, Paris, Éditions sociales, 1969.
- MARX, K., « Introduction à la critique de l'économie politique », in [*Contribution à la critique de l'économie politique*](#), Paris, Éditions sociales, 1969.
- MARX, K., *les Fondements de la critique de l'économie politique*, Paris, Anthropos, 1970, t. I et II.
- MARX, K., [*Un chapitre inédit du Capital*](#), Paris, Gallimard, 1971.
- MARX, K. et F. ENGELS, [*le Manifeste du Parti communiste*](#), Paris, Union générale d'éditions, 1963.
- MARX, K. et F. ENGELS, [*Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*](#), Paris, Éditions sociales, 1966.
- MARX, K., et F. ENGELS, [*la Guerre civile aux États-Unis*](#), Paris, Union générale d'éditions, 1970.
- MARX, K. et F. ENGELS, [*la Commune de 1871*](#), Paris, Union générale d'éditions, 1971.
- MARX, K., et F. ENGELS, [*l'Idéologie allemande*](#), Paris, Éditions sociales, 1971.
- MARX, K., J. MARX et F. ENGELS, *Lettres à Kugelmann*, Paris, Éditions sociales, 1971.
- MAUSS, Marcel, *Œuvres complètes*, Paris, Minuit, 1969, t. II et III.
- NADEL, S. F., *Byzance noire*, Paris, Maspero, 1971.
- NAÏS, A. S. et C. SCALABRINO, « La question nationale dans la théorie marxiste », *Partisans*, n° 59-60, 1971.
- NETTL, J. P., *la Vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, Paris, Maspero, 1972.
- ORR, A., « À qui accorder le droit à l'autodétermination », *Partisans*, n° 59-60, 1971.
- OUELLET, Fernand, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Montréal, Fides, 1966.
- PACAUT, M., *les Structures politiques de l'Occident médiéval*, Paris, Armand Colin, 1969.
- PALLOIX, Christian, « La question de l'échange inégal, une critique de l'économie politique », *l'Homme et la société*, n° 18, 1970.
- PALLOIX, Christian, *l'Économie mondiale capitaliste*, Paris, Maspero, 1971, t. I et II.
- PARTISANS, « Sport, culture et répression », Paris, Maspero, « Petite collection Maspero », 1972.
- PORCHNEV, B., *les Soulèvements populaires en France au XVII^e siècle*, Paris, Flammarion, 1972.
- POULANTZAS, Nicos, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1968.

- POULANTZAS, Nicos, « L'internationalisation des rapports capitalistes et l'État-nation », *les Temps modernes*, février 1973.
- Rapport CASTONGUAY-NEPVEU, t. I, vol. 3 : *le Développement*, Québec, 1971.
- REY, P. P., *Sur l'articulation des modes de production*, Paris, Centre d'études de planification sociale, École pratique des hautes études, ronéo., 1970.
- REY, P.P., *les Alliances de classes*, Paris, Maspero, 1973.
- RIOUX, Marcel, « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 1, 1965.
- ROBIN, R., *la Société française en 1789*, Paris, Plon, 1970.
- RODINSON, M., « Le marxisme et la nation », *l'Homme et la société*, n° 7, janvier, février, mars 1968.
- RODINSON, M., « Lettres », *Partisans*, n° 61, 1971.
- ROSTOW, W., *les Étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil, 1963.
- RYERSON, Stanley B., *le Capitalisme et la Confédération*, Montréal, Parti pris, 1972.
- SANVOISIN, J., « Rapport entre mode de production et concept de nation dans la théorie marxiste », *l'Homme et la société*, n° 7, janvier, février, mars 1968.
- SHAFFER, B. C., *Nationalism, Myth and Reality*, New York, Harcourt, Brace and World, 1955.
- SNYDER, L. F., *The Dynamics of Nationalism*, New Jersey, D. Van Nostrand, 1954.
- SNYDER, L. F., *The Meanings of Nationalism*, New York, Greenwood Press Publishers, 1968.
- STALINE, Joseph, *le Marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris, Éditions sociales, 1953.
- STALINE, Joseph, *Des principes du léninisme*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1967.
- STALINE, Joseph, *le Marxisme et la question nationale*, Tirana, Naïm Frasheri, 1968.
- STALINE, Joseph, *le Marxisme et les problèmes de linguistique*, Tirana, Naïm Frasheri, 1969.
- STRATÉGIE, vol. 1, n° 1, 1972.
- TERRAY, E., « L'idée de nation et les transformations du capitalisme », *les Temps modernes*, n°s 324-325-326, août-septembre 1973.
- TOUSIGNANT, P., *Documents relatifs au projet d'union législative du Bas- et du Haut-Canada, 1822-1823*, Montréal, Département d'histoire, Université de Montréal.
- VACHET, André, *l'Idéologie libérale*, Paris, Anthropos, 1970.
- VAN SCHENDEL, Michel, « Impérialisme et classe ouvrière », *Socialisme québécois*, n°s 21-22, 19511.

VERNIER, F., « Une science de la littérature est-elle possible ? », *Nouvelle Critique*, janvier 1972.

WEBER, Max, *General Economic History*, New York, Collier Books, 1961.

WEBER, Max, *Economy and Society*, New York, Bedminster Press, 1968, t. I, II et III.

ZONGWILL, I., *The Principle of Nationalities*, Londres, Watts, 1917.